



Conseil en Développement Durable
Etudes • Communication • Gestion de projet



ETUDE « EMPLOIS VERTS – CROISSANCE VERTE »

LE PAYS BASQUE, UN TERRITOIRE A ENERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE

RAPPORT DE PHASE 1 : ETAT DES LIEUX QUALITATIF ET QUANTITATIF DE L'EMPLOI VERT ET VERDISSANT



Contact du responsable de mission :

Cédric BAECHER, Directeur associé

06 19 97 64 60

cedric.baecher@nomadeis.com

Société anonyme à Responsabilité Limitée (SARL) au capital de 7 700 €
RCS Paris B (France) • SIREN 441 284 874 • APE 7022 Z

4, rue Francisque Sarcey • 75116 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 24 31 44

Fax : +33 (0)1 45 24 31 33

www.nomadeis.com

La conduite des entretiens et la rédaction du présent rapport ont été réalisées par les cabinets :

Nomadéis

4 rue Francisque Sarcey
75 116 Paris
+33 (0)1 45 24 31 44 (t)
<http://www.nomadeis.com/>

Katalyse

36 Rue des États Généraux
78 000 Versailles
+33 (0)1 39 20 80 10
<http://www.katalyse.com/>

Représenté par :

Cédric BAECHER, directeur associé
Fanny FRECON, chef de projet
Pauline RENARD, consultante
Thomas VITOU, chargé d'études

Représenté par :

Cécile COLLOT, consultante manager
Dorian BOUVERESSE, consultant

SOMMAIRE

1. Objectifs et méthodologie de l'étude.....	5
1.1. Rappel des objectifs	5
1.2. Phasage de l'étude et outils mobilisés	5
2. Périmètre de l'étude et cadrage	7
2.1. Périmètre géographique : 4 territoires à l'étude	7
2.1.1 Introduction.....	7
2.1.2 Appropriation du contexte local - Pays Basque.....	8
Introduction.....	8
Caractéristiques démographiques.....	9
Géographie urbaine	9
Activités économiques	10
Emplois.....	14
Politiques publiques et initiatives locales en faveur de l'économie verte.....	15
2.1.3 Appropriation du contexte local - Communautés de communes Soule-Xiberoa	16
Introduction.....	16
Caractéristiques et évolution de la population.....	17
Géographie urbaine	18
Activités économiques	18
Emplois.....	19
Politiques publiques et initiatives locales en faveur de l'économie verte.....	20
2.1.4 Appropriation du contexte local - Communautés de communes Garazi-Baigorri.....	20
Introduction.....	20
Caractéristiques et évolutions de la population.....	21
Géographie urbaine	22
Activités économiques	22
Emplois.....	23
Politiques publiques et initiatives locales en faveur de l'économie verte.....	24
2.1.5 Appropriation du contexte local - Bassin d'emploi Pays Basque	25
Introduction.....	25
Caractéristiques et évolutions de la population.....	25
Géographie urbaine	26
Activités économiques et emplois.....	26
2.1.6 Synthèse	27
2.2. Périmètre méthodologique et statistique de l'étude	28
2.2.1 Notions clés.....	28
Point d'attention	28
2.2.2 Approche méthodologique.....	29
Cadre méthodologique général	29
Précisions méthodologiques – EMPLOI actuel	30
Précisions méthodologiques – MARCHE DU TRAVAIL	38
Précisions méthodologiques – FORMATION.....	40
2.2.3 Synthèse	43
3. Etat des lieux qualitatif et quantitatif de l'emploi vert sur les 4 territoires d'étude.....	44
3.1. EMPLOI	44
3.1.1 Approche segmentée selon les 7 grandes catégories d'activité	44
Introduction.....	44
Messages clés.....	44
1 / AGRICULTURE, PÊCHE ET SYLVICULTURE.....	45
Contexte : enjeux de la croissance verte dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture	45
L'emploi vert dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture	50
Enjeux et messages clés.....	51
2 / EAU / ASSAINISSEMENT, DECHETS, ENERGIE, AIR.....	52
Contexte : enjeux de la croissance verte dans les secteurs de l'eau-assainissement, des déchets, de l'énergie, de l'air	52

Enjeux et messages clés.....	66
3/ BATIMENT.....	67
Contexte : enjeux de la croissance verte dans le bâtiment.....	67
L'emploi vert dans le bâtiment.....	69
Enjeux et messages clés.....	72
4/ ESPACES VERTS ET NATURELS	73
Contexte : enjeux de la croissance verte dans le secteur des espaces verts et naturels.....	73
L'emploi vert dans les espaces verts et naturels	74
Enjeux et messages clés.....	75
5/ INDUSTRIE	76
Contexte : enjeux de la croissance verte dans l'industrie	76
L'emploi vert dans l'industrie	79
Enjeux et messages clés.....	81
6/ TRANSPORT.....	82
Contexte : enjeux de la croissance verte dans le secteur du transport	82
Les emplois verts dans le transport	85
Enjeux et messages clés.....	87
7/ AUTRE	87
Contexte : enjeux de la croissance verte dans la catégorie « autre »	87
L'emploi vert dans la catégorie autres	90
3.1.2 Approche quantitative : l'emploi vert sur le territoire du Pays Basque	93
Messages clés.....	93
Approche quantitative par secteurs d'activité (filiales vertes et verdissantes).....	93
Approche quantitative par métiers.....	96
Analyse quantitative croisée secteurs / métiers	104
Approche quantitative par catégories d'activités	106
3.2. MARCHE DU TRAVAIL	109
3.2.1 Analyse quantitative de l'offre et de la demande d'emplois verts au Pays Basque	109
Offre d'emplois.....	109
Demande d'emplois	113
3.2.2 Enquête complémentaire.....	118
Introduction.....	118
Enseignements.....	119
3.3. FORMATION	121
3.3.1 Formation initiale	121
Rappel méthodologique	121
Principaux enseignements	122
3.3.2 Formation continue.....	124
4. ANNEXES	129
Annexe 1 : Liste des communes des 4 périmètres d'étude	129
Annexe 2 : Initiatives en faveur de la croissance verte menées sur les territoires d'étude	133
Annexe 3 : Ensemble des secteurs d'activité et des métiers verts et verdissants classé selon 7 catégories	138
Annexe 4 : Ensemble des offres sur les 4 territoires d'étude en lien avec le verdissement de l'économie.....	143
Annexe 5 : Liste des 73 formations initiales environnementales établie par le CGDD et le Céreq pour la région Aquitaine en 2011	153
Annexe 6 : Liste de 62 codes Rome considérés comme « verts » par l'ONEMEV, répartition par catégorie, liste en vigueur depuis le 1er janvier 2015 (Onemev – SOeS).....	157
Annexe 7 : Panorama pour chaque territoire d'études des offres et demandes d'emplois (selon les 62 codes Rome verts et verdissants).....	159
Annexe 8 : Tableau présentant le détail des formations environnementales et du nombre d'inscrits.....	160
Annexe 9 : Formation Professionnelles, Au service de la transition énergétique pour une croissance verte 2016, PAYS BASQUE	163
Annexe 10 : Politiques publiques soutenant le verdissement de l'économie sur le territoire du Pays Basque	164

1. Objectifs et méthodologie de l'étude

1.1. Rappel des objectifs

Dans le cadre de l'appel à projet « **Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte** » (TEPCV), le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie a retenu les candidatures conjointes du Conseil des élus du Pays Basque et des Communautés de communes Soule-Xiberoa et Garazi-Baigorri pour mettre en œuvre des dynamiques locales proposant un modèle plus économe et respectueux de l'environnement.

La question de **l'évolution des emplois liés à la croissance verte** est un élément clé dans la mise en œuvre de telles politiques, afin d'anticiper et d'accompagner au mieux les mutations économiques.

Les territoires lauréats se sont donc associés pour mener une étude portant sur le sujet de **l'emploi vert et verdissant**. L'étude vise à **caractériser et analyser l'impact des mutations vertes sur l'économie** des territoires d'étude. Il s'agit notamment de déceler les **opportunités de développement de nouvelles filières vertes** en adéquation avec le potentiel territorial et de **prévoir et d'anticiper les conséquences de ces mutations sur les entreprises et leurs ressources humaines**.

En complément des territoires du Pays Basque et des Communautés de communes Soule-Xiberoa et Garazi-Baigorri, la réflexion intègre également le périmètre du Bassin d'emploi du Pays Basque.

La réflexion s'articule autour de **quatre principaux objectifs** :

1. **Analyser quantitativement et qualitativement** l'évolution de l'emploi vert et verdissant depuis 2007 au Pays Basque, en soulignant les spécificités des 4 territoires d'étude ;
2. **Estimer le potentiel d'emploi vert et verdissant sur les quatre territoires d'étude** (Pays basque, les deux communautés de communes Garazi-Baigorri et Soule-Xiberoa et le bassin d'emploi Pays Basque), en lien avec la transition écologique et énergétique, **identifier les filières les plus prometteuses en termes d'emploi et celles pouvant présenter des points de fragilité** ;
3. Anticiper les évolutions des filières et métiers verts et verdissants et évaluer leur impact sur l'ensemble de l'emploi local ;
4. Elaborer des recommandations opérationnelles pour deux filières vertes sélectionnées pour leur fort potentiel ou au contraire leur fragilité, dans le but d'accompagner les acteurs économiques locaux dans la transition écologique et énergétique.

1.2. Phasage de l'étude et outils mobilisés

La présente étude se décompose en **3 phases**, réalisées sur une durée totale de 10 mois.

- Phase 1 : Etat des lieux qualitatif et quantitatif de l'emploi vert et verdissant sur les territoires
- Phase 2 : Estimation du potentiel d'emploi vert et verdissant lié à la transition écologique et énergétique
- Phase 3 : Définition d'un plan d'action opérationnel sur deux secteurs d'activité

Le présent rapport présente les **enseignements de la première phase d'étude**.

Pour réaliser cette première phase, les équipes de Nomadéis, en partenariat avec le cabinet Katalyse, ont mobilisé un ensemble d'outils complémentaires :

- Constitution d'une **base de données contenant l'ensemble des données recueillies au fil de l'étude**. Ces données concernent l'emploi vert et verdissants, l'offre et la demande d'emplois verts et verdissants, et la formation verte et verdissante.

- **Analyse bibliographique approfondie des rapports nationaux de références portant sur la thématique de l'économie verte**, et en particulier le dernier rapport d'activité de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (ONEMEV), publié en mars 2016 ;
- **Benchmark des principaux rapports régionaux** portant sur la mesure de l'emploi vert et verdissant, et en particulier :
 - PRAO, ADEME, Région RA, Pôle Emploi, Les emplois verts en Rhône-Alpes, juillet 2015 ;
 - IAU Ile de France, Emplois et transition écologique, tome 2 / L'économie verte en Ile de France : emplois et professions, juin 2015 ;
 - Défi métier - Les professions vertes et potentiellement verdissantes en Ile-de-France, septembre 2013 ;
 - Insee Poitou-Charentes, En Poitou-Charentes, de 3 600 emplois verts à 102 000 emplois verdissants, janvier 2013 ;
 - Insee Nord pas de Calais, L'emploi vert en Nord-Pas-de-Calais : un essor lié au recyclage et aux nouvelles normes françaises, 2013.
- Conduite de **15 entretiens qualitatifs** auprès d'un panel d'acteurs du développement économique et d'animateurs de filières vertes et verdissantes des territoires d'étude
- **Analyse quantitative** réalisée à partir de plusieurs sources statistiques :
 - Pour les données concernant l'emploi actuel, le **recensement général de la population de l'INSEE en 2013**
 - Les données de ce recensement intègrent **l'ensemble des actifs en emploi** (emploi public / privé, emploi salarié / non salarié) **à leur lieu de travail**.
 - Ces données sont publiques à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine et ont fait l'objet d'une commande spécifique à l'INSEE pour les échelons infra-régionaux.
Remarque : L'exploitation des données issues de la commande passée à l'INSEE est cependant limitée. En effet, le secret statistique ne permet pas d'obtenir des données totalement fiables dès lors que les analyses nécessitent de croiser les données ou d'être réalisées à des échelles fines telles que les Communautés de Communes de Soule-Xiberoa et de Garazi-Baigorri.
 - Pour les données concernant les offres et demandes d'emploi, les **statistiques de Pôle Emploi** (contact : direction de Bayonne) ;
 - Pour les données concernant la formation initiale, les ressources fournies par **Aquitaine Cap Métiers**, et pour les données concernant la formation continue, les données issues du **catalogue des formations environnementales du Pays Basque** transmis par la **Région Nouvelle Aquitaine** en octobre 2016.

2. Périmètre de l'étude et cadrage

2.1. Périmètre géographique : 4 territoires à l'étude

2.1.1 Introduction

L'étude porte sur les trois territoires lauréats de l'appel à projet « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » (le **Pays Basque** et les deux communautés de communes **Garazi-Baigorri** et **Soule-Xiberoa**) mais également sur une quatrième zone correspondant au **bassin d'emploi du Pays Basque**. L'étude du bassin d'emploi de la zone est en effet déterminante pour que les analyses et conclusions effectuées correspondent à un périmètre cohérent et pertinent en termes de marché du travail.

Ces quatre zones se trouvent au sein de la région **Nouvelle-Aquitaine**. Tandis que le Pays Basque (158 communes) et les deux communautés de communes Garazi-Baigorri (30 communes) et Soule-Xiberoa (36 communes) se trouvent entièrement inclus dans le département des Pyrénées Atlantiques, le bassin d'emploi Pays Basque représente une zone plus étendue : il comprend 123 communes dans le département des Pyrénées Atlantique et 8 communes dans le département des Landes (*consulter le tableau de la liste des communes des 4 territoires d'étude en annexe 1*).

Remarque : la communauté de communes de Soule-Xiberoa est administrativement rattachée à un autre bassin d'emploi, le bassin du Béarn¹.

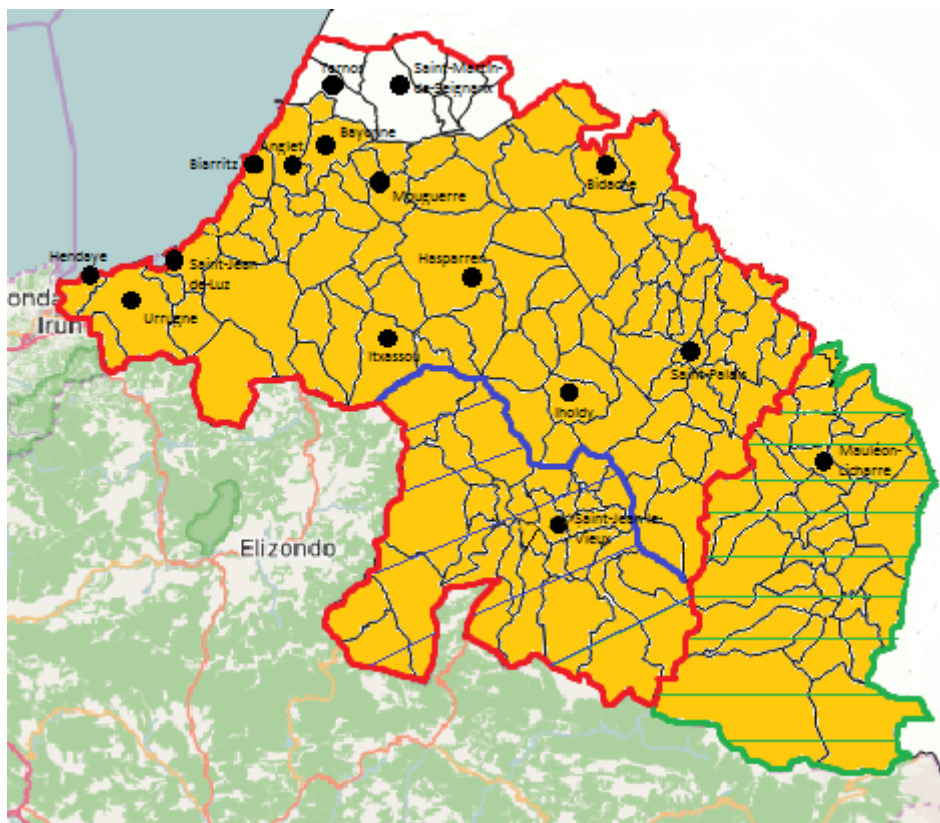


Figure 1 : Carte des 4 territoires d'étude

- : Pays Basque
- : Bassin d'emploi Pays Basque
- : Communauté de communes de Soule-Xiberoa
- : Communauté de communes de Garazi-Baigorri

Remarque : les villes indiquées sur la carte sont les sièges des communautés de communes et des communautés d'agglomération du Pays Basque, ainsi que les agglomérations comprenant une population municipale de plus de 12 000 habitants.

¹ Pôle emploi, Observatoire de l'emploi Nouvelle-Aquitaine

Le présent rapport débute par une **description des principales spécificités socio-économiques** des 4 territoires d'étude, nécessaire pour réaliser un état des lieux de l'emploi vert et verdissant aussi pertinent et précis que possible. En effet, les caractéristiques démographiques et géographiques des territoires ainsi que la composition du tissu entrepreneurial local peuvent avoir un **impact** notable sur la composition des emplois verts et verdissants du Pays Basque, ainsi que sur les dynamiques et tendances existantes en matière de marché du travail.

Cette description inclut également une **présentation des principales politiques publiques** et des initiatives privées menées dans le secteur du développement durable et de la transition énergétique et écologique, afin de comprendre dans quel contexte s'inscrit le verdissement de l'économie dans les territoires d'étude et d'identifier d'éventuels impacts potentiels sur les secteurs d'activités, métiers et donc emplois de l'économie verte. Ces démarches sont élaborées en lien avec les priorités nationales (ex : lois Grenelle de l'environnement, loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte²), régionales (ex : Schéma régional air climat énergie - SRCAE), et infrarégionales (Schéma de cohérence territoriale – SCOT, etc.).

2.1.2 Appropriation du contexte local - Pays Basque

Introduction

Le Pays Basque français s'étend sur 2 967 km² et comprend 158 communes³. En 2016, il est divisé en 3 provinces historiques (le Labourd, la Basse-Navarre, la Soule), 21 cantons et 10 intercommunalités.

Depuis l'arrêté administratif du 29 janvier 1997, le Pays Basque est reconnu comme « **pays** ». Ce terme désigne une catégorie administrative française d'aménagement à caractère géographique désignant un territoire présentant une « cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi » afin d'exprimer « la communauté d'intérêts économiques, culturels et sociaux de ses membres » et de permettre l'étude et la réalisation de projets de développement.⁴

Les pays ne sont cependant pas pris en compte comme division administrative en tant que telle au sein des organismes nationaux de statistique (cf *partie ci-après « Périmètre méthodologique et statistique de l'étude »*). Seuls

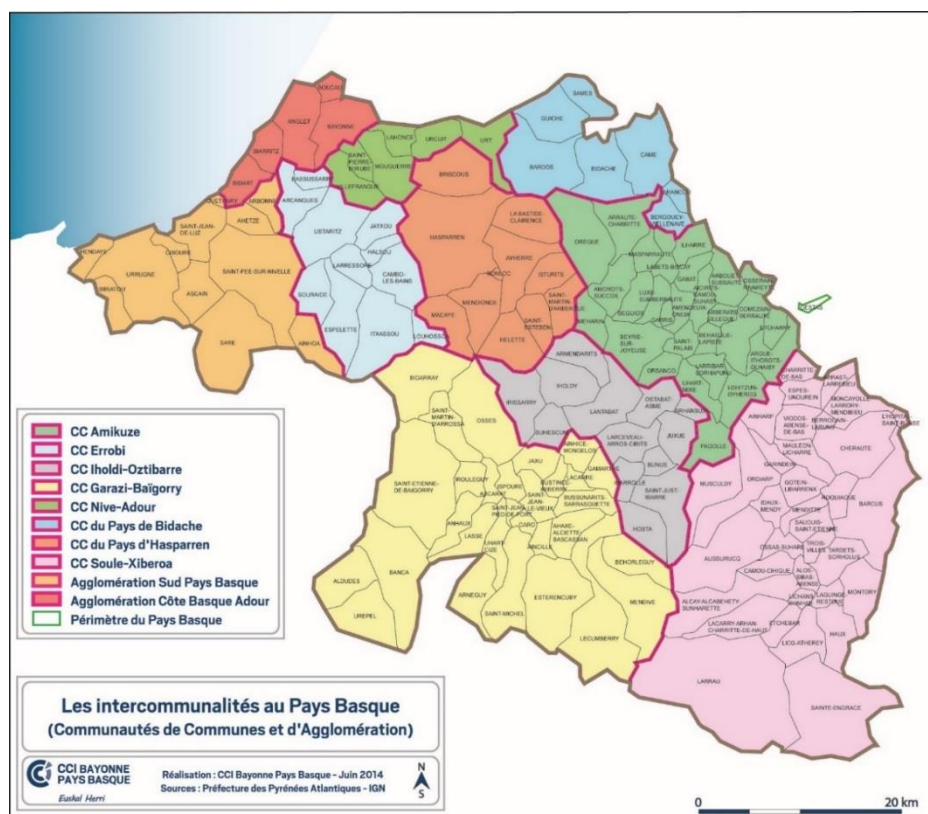


Figure 2 : Carte du Pays Basque, CCI Bayonne Pays Basque 2014

² Site du MEEM, La transition énergétique pour la croissance verte, <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-La-loi-relative-a-la-transition-.html>

³ CCI Bayonne Pays Basque, Le Pays Basque en chiffres, 2014-2015. La liste des communes du Pays Basque est à consulter en annexe.

⁴ Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT), dite Loi Pasqua du 4 février 1995

des organismes locaux utilisent cette échelle, comme par exemple la CCI Bayonne Pays Basque.

Caractéristiques démographiques

En 2013, le Pays Basque comptait selon le dernier recensement de l'INSEE **298 664 habitants**, un chiffre en **augmentation de 5%** par rapport à 2008⁵ et de 13,8% par rapport à 1999⁶. La densité y est de 98,3 hbts/km² en 2013. En **dépôt d'un solde naturel négatif**, la **population du Pays Basque augmente** grâce à un **solde migratoire positif**⁷ (+10 000 habitants supplémentaires en moyenne tous les 3 ans⁸). Cette croissance démographique est en grande partie due à l'augmentation des **actifs de plus de 55 ans** (+36,1% depuis 2008⁹) et des **retraités** (+ 8,4% depuis 2008 chez les retraités de plus de 55 ans¹⁰) même s'il faut également noter la progression du nombre d'enfants (+ 6% chez les 0-14 ans depuis 2008). Le Pays Basque connaît donc un **phénomène de vieillissement** avec une augmentation des personnes âgées de 60 à 74 ans (+ 12% depuis 2008) et une part des 0-29 ans bien inférieure à la moyenne nationale (30,4% contre 36,6%¹¹ en France en 2013). Même si le Pays Basque bénéficie d'une population encore relativement jeune avec environ 70% des habitants âgés de moins de 60 ans, ce pourcentage reste inférieur à la moyenne nationale (76,1% en 2013) et départementale (71,5% en 2013).

Répartition de la population par catégorie d'âge en 2013

Evolution de la population par catégorie d'âge entre 2008 et 2013

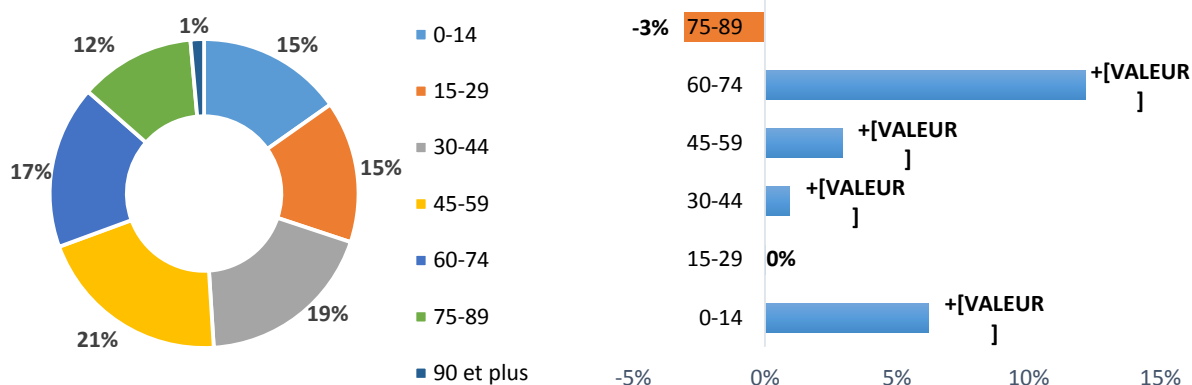


Figure 3 : Répartition et évolution de la population par catégorie d'âge entre 2008 et 2013

Source : INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013

Géographie urbaine

La **littoralisation**¹² est un phénomène caractéristique du Pays Basque, qui prend de l'ampleur depuis plusieurs décennies et qui devrait se poursuivre avec l'arrivée régulière de nouveaux habitants. Aujourd'hui, selon l'Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées (rapport « 10 ans d'évolution au Pays Basque »¹³) **58% des habitants du territoire vivent dans les communes du littoral et 67% des logements sont situés sur la côte**. La densité des communes du littoral (500 hab/km²) est 6 fois supérieure à celle du

⁵ INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

⁶ Conseil de Développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

⁷ Conseil de Développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

⁸ Conseil des Elus du Pays Basque, Candidature du Pays Basque à l'appel à projet TEP-CV, 2016.

⁹ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

¹⁰ INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

¹¹ INSEE, Population par sexe et groupes d'âges quinquennaux, 2013, Calcul Nomadéis

¹² Concentration croissante des activités économiques et des populations sur les littoraux

¹³ Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées, 10 ans d'évolution au Pays Basque, Juillet 2016

département (86 hab/km²)¹⁴, en raison notamment de la présence de villes majeures du Pays Basque comme Bayonne (presque 48 000 habitants en 2013), Biarritz (25 000 habitants en 2013) et Anglet (39 000 habitants). Néanmoins, les territoires situés plus à l'intérieur du Pays Basque ont un taux d'activité¹⁵ très similaire aux territoires côtiers (par exemple la communauté d'agglomération de Côte Basque Adour a un taux d'activité des 15-64 ans de 72,6% en 2013 alors que ce taux est plus élevé à 74,2% pour la communauté de communes de Soule-Xiberoa).

Cette forte pression de la population et de la construction supportée par le littoral engendre une **progression de l'artificialisation des communes** du littoral (on entend par surface artificialisée toute surface retirée de son état naturel, forestier ou agricole, qu'elle soit bâtie ou non et revêtue ou non). L'artificialisation atteint aujourd'hui 49% de la superficie des communes du littoral, contre 2% pour les communes de l'intérieur¹⁶.

Le **Pays Basque intérieur** est un espace plus **rural**, même s'il faut souligner une dynamique propre aux centres bourgs (par exemple Saint-Palais, Saint-Jean-Pied-de-Port, Mauléon-Licharre) qui connaissent une plus forte urbanisation, notamment du fait de l'implantation d'actifs travaillant sur le littoral. L'urbanisation grandissante des territoires est renforcée par la diminution croissante des surfaces agricoles dont la surface totale a chuté de 9,3% entre 2000 et 2010¹⁷.

Activités économiques

► Structure du tissu économique

Au total, **37 630 établissements** exerçaient une activité économique au Pays Basque en 2013¹⁸.

Le territoire se caractérise par une **très forte proportion de petits établissements** : les établissements sans salariés et ceux comptant moins de 10 salariés représentent **95,1%** des établissements en 2013¹⁹, un pourcentage légèrement supérieur au taux national (94,8%²⁰). Ces structures de moins de 10 salariés emploient 28% des salariés mais ce sont les grands établissements **de plus de 50 salariés qui concentrent le plus grand nombre d'emplois** (39,2%).²¹

Tableau 1 : **Nombre d'établissements, structure et part des actifs selon la tranche d'effectif au Pays Basque en 2013 (Nomadéis, 2016) :**

Tranches d'effectif	0 salarié	1 à 9 salariés	Sous-total de 0 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total Pays Basque
Nb d'établissements	26 817	8 980	35 797	979	567	287	37 630
Structure (%)	71,3%	23,9%	95,1%	2,6%	1,5%	0,8%	100%
Actifs	-	28,0%	28,0%	14,0%	18,8%	39,2%	100%

Source : INSEE, *Caractéristiques des établissements au 31 décembre 2013*

Le Pays Basque se caractérise par un **fort esprit de coopération et de collaboration entre acteurs économiques** du territoire. A titre d'exemple, **l'Eusko**, la monnaie locale du Pays Basque lancée en 2013

¹⁴ Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées, 10 ans d'évolution au Pays Basque, Juillet 2016

¹⁵ Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

¹⁶ Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées, 10 ans d'évolution au Pays Basque, Juillet 2016

¹⁷ CCI Bayonne Pays Basque, Le Pays Basque en chiffres, Edition 2014-2015

¹⁸ INSEE, *Caractéristiques des établissements au 31 décembre 2013*, Calcul Nomadéis

¹⁹ INSEE, *Caractéristiques des établissements au 31 décembre 2013*, Calcul Nomadéis

²⁰ INSEE, *Etablissements selon le nombre de salariés*, 2013

²¹ INSEE, *Caractéristiques des établissements au 31 décembre 2013*, Calcul Nomadéis

est, avec 2 700 utilisateurs, la plus importante parmi la vingtaine de monnaies locales en France, et la 2nde d'Europe²².

Le fonctionnement de l'Eusko est le suivant²³ : des particuliers peuvent échanger des euros contre des billets Eusko, et utiliser ces billets auprès des entreprises, commerces et producteurs adhérant à une charte spécifique, la **Charte de la monnaie locale**. Le cahier des charges de l'Eusko édicte un certain nombre de **règles d'inéligibilité** : entreprises très polluantes ou connues pour leurs pratiques sociales déplorable, grandes chaînes internationales, agriculture industrielle, producteurs ou commerçants ne se fournissant pas du tout auprès d'autres producteurs locaux. Les acteurs économiques recevant des Euskos peuvent les échanger contre des euros, mais ils perdent dans ce cas 2 % de leur valeur : ce mécanisme incite donc les commerçants à remettre les Euskos en circulation auprès d'autres acteurs économiques locaux.

Pour les consommateurs, l'Eusko est une assurance de **l'origine locale des produits** et d'une **production responsable**. Son utilisation permet de manifester concrètement son attachement au Pays Basque et sa volonté de développer l'emploi local et le commerce de proximité. Enfin, par son caractère institutionnel, la monnaie fait exister le territoire du Pays Basque et renforce son identité collective.

► Les filières clés de l'activité économique

Agriculture / Agroalimentaire et pêche

L'agriculture est un **secteur très dynamique** en Pays Basque. En dépit d'une baisse de 25% du nombre d'exploitations depuis 2000 et la perte de 15% des emplois²⁴, le secteur représente un poids important avec près de 6000 emplois en 2010, soit 5% de l'emploi total, contre 3% de l'emploi total attribué à ce même secteur à l'échelle nationale²⁵.

L'**industrie agro-alimentaire représente la première industrie du Pays Basque**, avec 2 385 emplois salariés en 2010, soit presque **20% des emplois salariés privés**²⁶. Les activités les plus pourvoyeuses d'emplois sont la boulangerie et pâtisserie, la transformation de viande, la fabrication de fromage et la transformation de cacao. La filière ovine a le poids économique le plus fort, avec 54% de la valeur de la production du secteur.

Ce dynamisme s'appuie notamment sur l'image de qualité des productions locales.

La structuration de cette industrie a notamment été favorisée par la création du **cluster Uztartu**²⁷ en 2010, qui vise un meilleur développement du secteur par un positionnement entre qualité et tradition. Des projets sont notamment menés portant sur la création d'emballage éco-conçu et la mise en place d'une marque territoriale « Pays Basque ». En 2016 le cluster est composé de 53 adhérents, dont 7 structures regroupant des agriculteurs, 27 transformateurs, 5 distributeurs et sociétés de services et 6 organismes de formation, partenaires.

Les activités de **pêche** locale génèrent sur le territoire entre 250 et 260 emplois directs de marins en mer et entre 340 et 500 emplois indirects et induits à terre²⁸.

Après la période 2005-2010 qui a vu la flottille de pêche du quartier maritime de Bayonne perdre un quart de ses navires et la production débarquée sous la criée diminuer de plus de 40 %, les indicateurs

²² Conseil des élus du pays Basque, Quelle alimentation pour le Pays Basque demain ?, Octobre 2015.

²³ Association Euskal Moneta, <http://www.euskalmoneta.org/fr/presentation-rapide-aurkezpen-laburra/>

²⁴ Conseil de développement du Pays Basque, synthèse de l'atelier de travail « Economie de demain », mai 2014

²⁵ Ibid.

²⁶ Conseil de développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

²⁷ Site du cluster Uztartu (www.uztartu.fr)

²⁸ Dossier de candidature du Groupe Côte Basque - Sud Landes au programme de DLAL (Développement local mené par les acteurs locaux) pour le Fonds Européen pour les Affaires Maritime et la Pêche, avril 2016

socioéconomiques de la filière se sont redressés. Diversifiée et très polyvalente, la flottille de près de 150 navires de pêche en 2015 s'est aujourd'hui stabilisée²⁹.

Aéronautique

La filière aéronautique est très présente au Pays Basque avec près de **1 200 emplois salariés privés** répartis dans une **quarantaine d'entreprises sous-traitantes** et un donneur d'ordre, **Dassault Aviation**, premier employeur privé du Pays Basque (1 020 salariés)³⁰.

La filière aéronautique est souvent étudiée en lien avec la filière métallurgique du fait de leur interconnexion : ensemble, ces deux activités représentent la première industrie du Pays Basque avec presque 3 000 emplois salariés privés en 2010 (presque 25% de l'emploi salarié privé)³¹. La structuration de la filière est notamment assurée par le pôle de compétitivité régional **Aerospace Valley**³², lancé en 2005, qui se concentre sur trois domaines : l'aéronautique, l'espace et les systèmes embarqués. Il coordonne les projets collaboratifs, soutient le développement des PME du secteur au niveau national et international, et constitue un partenaire des pouvoirs publics concernant le développement de l'économie et de l'emploi. Ce pôle de compétitivité rassemble en 2016 836 membres en Aquitaine dont 496 PME.

Glisse

La filière a connu une **très forte croissance depuis une trentaine d'années**, la côte basque bénéficiant d'une grande reconnaissance internationale comme lieu de pratique de ces sports. Aujourd'hui, la Côte basque landaise constitue **le 3ème pôle mondial du secteur** : la filière regroupe environ **400 entreprises**³³ dont de grands leaders mondiaux (Quiksilver et Tribord), et concentre près de **1 400 emplois directs et 4 000 indirects**³⁴. Son chiffre d'affaire est estimé à **2,5 milliards d'euros**³⁵.

La promotion des sports de glisse est notamment assurée par le **cluster Eurosima**³⁶, créé en 2005 et porté par l'association Eurosima. Ce cluster rassemble 180 membres dans l'univers de la glisse et 122 marques.

Services

Les services représentent la **première activité économique du Pays Basque en termes d'emploi** avec plus de **99 000 emplois** en 2015, soit plus de 75% du total d'emploi au Pays Basque³⁷. Parmi les activités de service les plus importantes, on retrouve la branche Education, santé, social (22% de l'emploi total en 2008), le Commerce (17,9%), l'Hôtellerie, restauration et services aux particuliers (11%) et la branche administration (8%).³⁸

Tourisme

Le tourisme est un secteur très dynamique au Pays Basque. Le territoire affiche chaque année un nombre total de nuitées compris entre 13 et 15 millions (dont plus de 65% situées sur la côte basque). Le secteur employait plus de 8 000 salariés en 2010³⁹, soit plus de 9% de l'emploi salarié total.

Le secteur est notamment structuré par le **cluster GOazen**, officialisé en 2008 et représentant plus de **580 entreprises**⁴⁰, qui vise à promouvoir un tourisme de qualité. Néanmoins, on note une **altération de la situation financière des établissements hôteliers** depuis 2010, de manière accentuée sur la Côte Basque où 1 établissement sur 2 est en déficit en 2013, contre 1 sur 3 au Pays Basque intérieur. L'activité

²⁹ Ibid.

³⁰ Site de la CCI Bayonne Pays Basque (<http://www.bayonne.cci.fr/>)

³¹ Conseil de développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

³² Site Aerospace Valley (www.aerospace-valley.com)

³³ Site de la CCI Bayonne Pays Basque (<http://www.bayonne.cci.fr/>)

³⁴ La Tribune Bordeaux, Sur la côte basque, la filière glisse vers le label...French Tech, mars 2016

³⁵ La Tribune Bordeaux, Sur la côte basque, la filière glisse vers le label...French Tech, mars 2016

³⁶ Site du cluster Eurosima (<http://www.eurosima.com/>)

³⁷ Conseil des Elus du Pays Basque, Candidature du Pays Basque à l'appel à projet TEP-CV, 2016

³⁸ Lurraldea, Le diagnostic du territoire, 2008.

³⁹ Conseil de développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

⁴⁰ CCI Bayonne Pays Basque, Le Pays Basque en chiffres, Edition 2014-2015

de l'hôtellerie en plein air est, elle, en croissance (+15% de chiffre d'affaire entre 2010 et 2013 contre -6% pour l'hôtellerie).⁴¹

L'essor des locations saisonnières via des sites collaboratifs est également en forte croissance, en grande majorité sur le littoral : en 2015, le Pays Basque a accueilli deux fois plus de touristes qu'en 2014 via le site Airbnb.⁴²

Bâtiment

La construction occupe une place importante dans l'économie du Pays Basque. Elle employait plus de **10 500 personnes** (salariés et non-salariés) en 2010 sur le territoire, soit environ 8% de l'emploi total⁴³. Le marché local de l'immobilier connaît une belle embellie, aussi bien sur le littoral que dans l'arrière-pays, soutenu par une demande forte tant pour les résidences principales que secondaires.

Le secteur du bâtiment est soutenu au niveau du Pays Basque par un cluster principal nommé Bateko. Le **cluster Bateko** (anciennement Eskal Eureka)⁴⁴, créée en 2002 rassemble les acteurs de la filière (50 entreprises adhérentes et 47 entreprises clientes) et vise à promouvoir des technologies et matériaux innovants à faible impact environnemental. Il accompagne les PME de la construction dans leur structuration et favorise la mise en place de projets collaboratifs, par exemple sur la performance énergétique des bâtiments ou le recyclage des déchets.

Santé humaine et action sociale

Le secteur de la santé est bien implanté sur le territoire, avec plus de **21 000 emplois** (salariés et non-salariés) en 2012 (plus de 16% de l'emploi total)⁴⁵. De nombreux acteurs de la filière santé (170 établissements adhérents) sont rassemblés au sein du **cluster Osasuna**⁴⁶. Créé en 2012, c'est le premier cluster dédié à la santé sur le territoire français. Il regroupe 170 entreprises et institutions liées au domaine de la santé et vise à renforcer, structurer et valoriser la filière santé en favorisant le partage de compétences et de savoir-faire. Osasuna a développé des partenariats avec des structures telles que l'Aerospace Valley ou le cluster Pays Basque Digital afin de favoriser de nombreux projets collaboratifs axés sur le transfert de compétences et le développement d'innovations.

Numérique

Comme sur l'ensemble du territoire national, le numérique est un secteur en croissance depuis plusieurs années au Pays Basque. Il représenterait 1 500 à 2 000 emplois simplement sur le territoire de l'Agglomération Côte Basque – Adour en 2015⁴⁷. Le Pays Basque bénéficie d'un écosystème particulièrement dynamique dans ce domaine avec notamment le **site technopolitain Izarbel**, près de Bidart, spécialisé dans le domaine du numérique de pointe. Izarbel accueille plus de 100 entreprises (éditeurs de logiciels, entreprises de services numériques, acteurs de la communication digitale, etc.) et près de 1 000 salariés, un incubateur, une pépinière, l'école d'ingénieurs ESTIA (750 apprenants), et le cluster numérique Pays Basque Digital⁴⁸. Ce cluster est constitué de plus de 50 entreprises spécialisées dans l'édition de logiciels et les services numériques à valeur ajoutée. Il vise à appuyer les entreprises dans leur communication, leur formation et l'accès à des ressources partagées et des infrastructures numériques performantes.

Le Pays Basque accueille également depuis 1999 l'Antic, une association à but non lucratif qui vise à développer les usages numériques sur le territoire pour soutenir la performance des entreprises et favoriser les projets numériques des collectivités.

⁴¹ CCI Bayonne Pays Basque, Performance économique des entreprises du Tourisme en Pays Basque, 2014

⁴² Sud Ouest, Airbnb au Pays Basque : deux fois plus de voyageurs que l'an dernier (<http://www.sudouest.fr/2016/08/04/airbnb-au-pays-basque-deux-fois-plus-de-voyageurs-que-l-an-dernier-2457250-4018.php>)

⁴³ Conseil de développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

⁴⁴ Site du cluster Eskal Eureka (<http://www.eskal-eureka.fr/>)

⁴⁵ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique, 2013-2014

⁴⁶ Site du cluster Osasuna (<http://www.osasuna.cluster-sante.fr/>)

⁴⁷ Site de l'agglo Cote-Basque Adour, La filière numérique en croissance (<http://www.agglo-cotebasque.fr/15-actualites/624-la-filiere-numerique-en-croissance.html>)

⁴⁸ <https://www.technopolecotebasque.fr/fr/4-sites-technopolitains/izarbel/decouvrir/savoir-faire.html>

Emplois

En 2013, le Pays Basque comptait **121 966 emplois**. La majorité de ces emplois sont des **emplois de services (78%)**, dont 46% dans les services, le commerce et les transports et plus de 30% dans les administrations publiques, l'enseignement, la santé et l'action sociale.⁴⁹ Les emplois restants se répartissent entre l'industrie (11%), la construction (8%) et l'agriculture (4%).

En comparaison avec la moyenne de la population française, le Pays Basque comporte une **légère surreprésentation** des catégories socio-professionnelles (CSP) suivantes : **agriculteurs exploitants** (3% contre 2% en France en 2013) et **artisans, commerçants et chefs d'entreprises** (9% contre 6,2% en France en 2013). Au contraire, la CSP la moins représentée en comparaison avec l'échelle nationale est celle des **Cadres et Professions intellectuelles supérieures** (12% contre 17,4% en France en 2013).

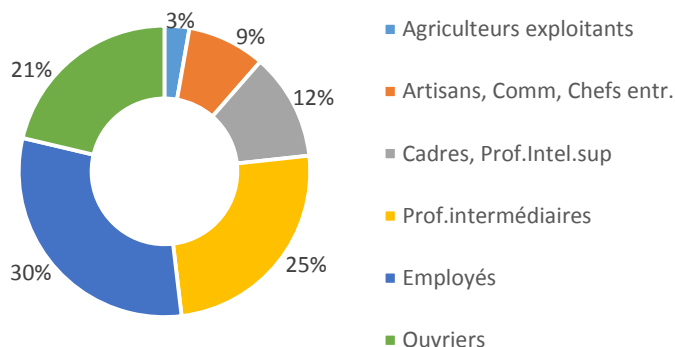


Figure 4 : Répartition des actifs selon leur catégorie socio-professionnelle
Source : INSEE, *Caractéristiques de l'emploi et de la population active*, 2013.

Le **taux de chômage⁵⁰** du Pays Basque a connu une **augmentation graduelle entre 2011 et 2014, passant de 8% à 9,2%**. Il connaît cependant une **légère baisse depuis le 4^{ème} trimestre 2015 et atteint 8,8%** au premier trimestre 2016⁵¹, un taux inférieur à celui de 10,2% pour la France métropolitaine à la même période⁵².

Au sein du territoire, deux communautés de communes concentrent une grande partie du total des emplois du Pays Basque : **l'agglomération Côte Basque Adour et l'agglomération Sud Pays Basque**. Elles détenaient **respectivement plus de 52 et 18% du nombre d'emplois total** du Pays Basque en 2013⁵³. Cette prédominance s'explique en partie par la concentration des populations et donc des emplois dans les grandes villes du littoral (Bayonne, Anglet, Biarritz, Saint-Jean de Luz, Hendaye). En effet, il faut souligner que **le taux d'activité⁵⁴** des 15-64 ans dans ces deux agglomérations en 2013 (72,6% en Côte Basque Adour et 74,2% en Sud Pays Basque⁵⁵) est en fait très proche de celui de communautés de communes situées plus dans l'arrière-pays (par exemple 74,2% en Soule-Xiberoa et 73,8% en Garazi-Baigorri⁵⁶).

⁴⁹ INSEE, *Caractéristiques de l'emploi et de la population active*, 2013, Calcul Nomadéis

⁵⁰ La méthode de calcul du chômage utilisée est celle de l'INSEE, selon les normes du Bureau International du Travail

⁵¹ Pôle emploi, *Mémento conjoncturel en Nouvelle-Aquitaine*, 2016.

⁵² INSEE, *Chômage au sens du Bureau International du Travail*, 1^{er} trimestre 2016.

⁵³ Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées, *10 ans d'évolution au Pays Basque*, Juillet 2016

⁵⁴ Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

⁵⁵ INSEE, *Résumés statistiques de l'EPCI de la CC de Côte Basque Adour et Sud Pays Basque*, 2013

⁵⁶ INSEE, *Résumés statistiques de l'EPCI de la CC de Garazi-Baigorri et Soule-Xiberoa*, 2013.

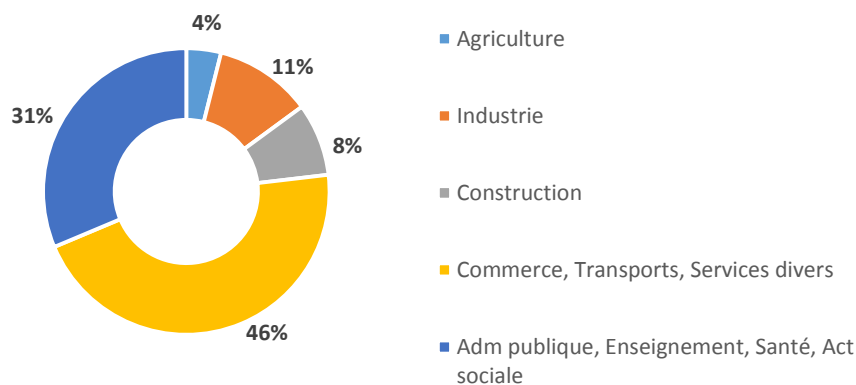


Figure 5 : Répartition de l'emploi par secteur d'activité

Source : INSEE, *Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013*

Une autre spécificité du Pays Basque réside dans le **poids croissant de l'économie présentielle**⁵⁷, une tendance nationale que l'on retrouve particulièrement forte sur ce territoire. L'économie présentielle concentrait en effet **73%**⁵⁸ **des emplois en 2014**, contre 66% en 2009⁵⁹ (à l'échelle nationale, ce pourcentage était de 66% en 2013⁶⁰). Cette forte progression peut s'expliquer d'une part par la **demande et l'offre croissantes de produits et services locaux**, et d'autre part par l'arrivée de nouveaux résidents et l'afflux important de touristes chaque année.

Politiques publiques et initiatives locales en faveur de l'économie verte

Depuis 2004, le Conseil des élus du Pays Basque dispose d'une **mission d'animation territoriale**, qui lui a permis d'**initier une véritable dynamique en matière de développement durable**.

Dans le **Contrat territorial 2007-2013 du Pays Basque**, de nombreux programmes d'actions portés par le Conseil des élus ont visé à impliquer les acteurs du territoire sur le **double défi Climat énergie** afin que le territoire contribue à la **réduction des consommations d'énergies fossiles, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, au développement des énergies renouvelables**. Dans ce cadre, le **projet de territoire « Pays Basque 2020 » a été labellisé Agenda 21 en 2007** au regard des actions menées : proposition d'outils de gestion de l'eau (SAGE), Plan Climat Energie Territorial (PCET), atténuation de l'impact climat/énergie dans l'agriculture (ClimAgri), gouvernance alimentaire et circuits courts, vulnérabilité, climatique du territoire, etc⁶¹.

En parallèle, les **acteurs de la montagne basque ont également lancé en 2007** un programme de développement durable pour la montagne qui s'est concrétisé par le **programme européen Leader (2009-2014)**. Une nouvelle phase est engagée pour 2014-2020 dans le prolongement de la précédente candidature.

Suite à l'évaluation du **Contrat territorial 2007-2013**, le Conseil des élus a décidé d'élaborer le Contrat 2015-2020, seconde phase opérationnelle du projet de territoire « Pays Basque 2020 » et ce, en lien étroit avec les dix EPCI du Pays Basque et le concours du Conseil de développement.

Le Contrat 2014-2020 du Pays Basque a fait de la transition écologique et énergétique un axe fort, constituant un socle commun pour le **projet « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte »**.

⁵⁷ Définition de l'INSEE : L'**économie présentielle** regroupe les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes

⁵⁸ INSEE, *Caractéristiques des établissements au 31 décembre 2013*

⁵⁹ Conseil de développement du Pays Basque, *Diagnostic socio-économique, 2012*

⁶⁰ INSEE, *Emplois dans les sphères présentielle et productive, 2013*.

⁶¹ Le Conseil des élus du Pays Basque, *Le Pays Basque, Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte*, annexe 1 au dossier de consultation de la présente étude, 14 décembre 2015

La Transition Ecologique et Energétique, un axe fort du Contrat 2015-2020 du Pays Basque⁶²

Dans le cadre de l'élaboration du contrat 2014-2020, le Conseil de développement et le Conseil des élus du Pays Basque se sont mis d'accord sur six grandes priorités permettant de relever les défis de demain :

- La solidarité entre territoires ruraux et urbains
- La transition écologique et énergétique
- L'économie productive et innovante au niveau social
- La jeunesse
- La transmission de la langue et de la culture basque
- Le développement de l'action transfrontalière.

Actuellement, **5 démarches** concernant les questions Climat-Energie sont portées par le Pays Basque et 4 intercommunalités et font partie du projet « **Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte** » :

- Le livre blanc du Plan Climat Energie par le Conseil des élus du Pays Basque
- Le plan de développement des EnR de la Communauté de communes Soule-Xiberoa
- La démarche TEPOS de la Communauté de communes Garazi-Baigorri
- Le Plan Climat Territorial de l'Agglomération Côte Basque-Adour
- La Plan Climat Energie Territorial de l'Agglomération Sud Pays Basque

Parmi ces dernières, **3 démarches ont été labellisées en 2015** par le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM) : celles du Conseil des élus du Pays Basque, et des Communautés de communes Garazi-Baigorri et Soule-Xiberoa.

Remarque : Un tableau recense les politiques publiques menées sur le territoire du Pays Basque en faveur de la croissance verte en annexe 10. Les déclinaisons locales de ces démarches sur les territoires des Communautés de communes de Garazi-Baigorri et Soule-Xiberoa (plus restreintes) sont en revanche présentées dans le corps du rapport, dans les parties correspondantes.

2.1.3 Appropriation du contexte local - Communautés de communes Soule-Xiberoa

Introduction

La communauté de commune Soule-Xiberoa est un territoire de 697 km², comprenant 36 communes et constituant l'une des 10 intercommunalités du Pays Basque⁶³. Ce territoire comptait 12 968 habitants en 2013⁶⁴, pour une densité moyenne de 19 hbts/km² en 2010.

Les 36 communes de Soule-Xiberoa appartiennent à la circonscription du Pays Basque⁶⁵.

La communauté de communes Soule-Xiberoa est un EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale)⁶⁶, un statut administratif qui entraîne sa prise en compte par l'INSEE. Elle est également

⁶² Lurraldea, Contrat territorial Pays Basque 2015-2020 (<http://www.lurraldea.net/fr/contrats-territoriaux/contrat-territorial-pays-basque-2015-2020/contrat-territorial-pays-basque-2015-2020.html>)

⁶³ CCI Bayonne Pays Basque, Portait économique de la communauté de communes Soule-Xiberoa, 2013-2014

⁶⁴ INSEE, Evolution et structure de la population, 2013, Calcul Nomadéis.

⁶⁵ La liste des communes de Soule-Xiberoa est à consulter en annexe.

⁶⁶ Les établissements publics de coopération intercommunale sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ».

prise en compte par Pôle Emploi de par son statut de communauté de communes. La Soule-Xiberoa est rattachée au bassin d'emploi Béarn.⁶⁷

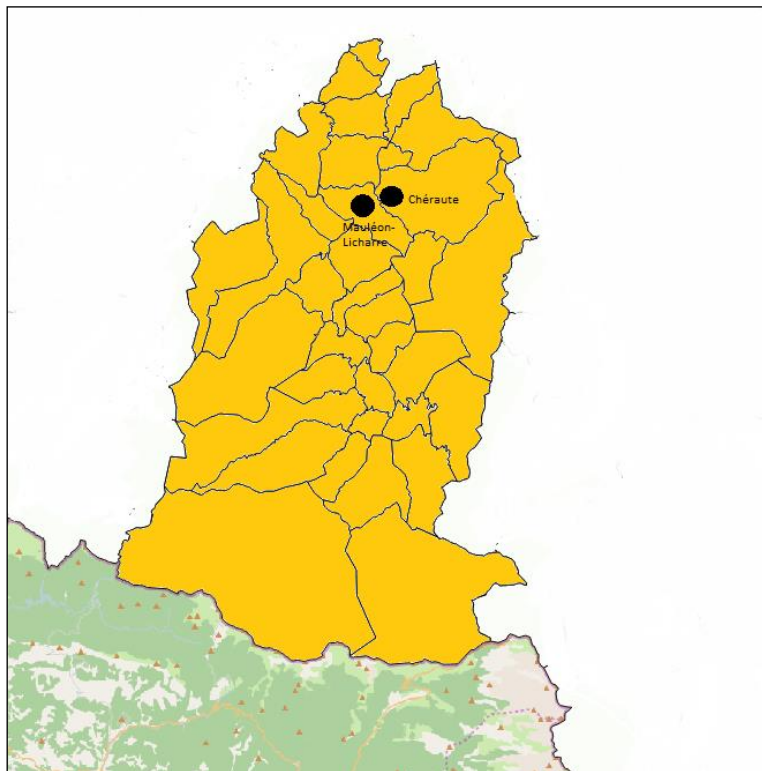


Figure 6 : Carte de la communauté de communes de Soule-Xiberoa

Remarque : Les villes indiquées sur la carte sont le siège de la communauté de commune (Mauléon-Licharre) et les agglomérations dont la population municipale atteint plus de 1 000 habitants.

Caractéristiques et évolution de la population

En 2013, la communauté de communes Soule-Xiberoa comptait **12 968 habitants**. La Soule-Xiberoa a vu sa population diminuer depuis 2008 (-2,1%), en majorité du fait de la **forte baisse des personnes âgées de 15 à 44 ans** (-10,1% chez les 15-29 et -11% chez les 30-44 ans)⁶⁸. De ce fait, ce territoire connaît un **vieillissement de sa population**, accentué par la forte augmentation du nombre de **retraités** de plus de 55 ans depuis 2008 (+9,2% contre 8,4% en Pays Basque)⁶⁹ : en 2013, 36% de la population avait ainsi plus de 60 ans (contre 30% au Pays Basque). Néanmoins, il faut souligner que cette baisse du nombre d'habitants se fait sur un rythme de moins en moins soutenu : - 6,3% entre 1990 et 1999, - 2,7% entre 1999 et 2008⁷⁰ et - 2,1% entre 2008 et 2013.

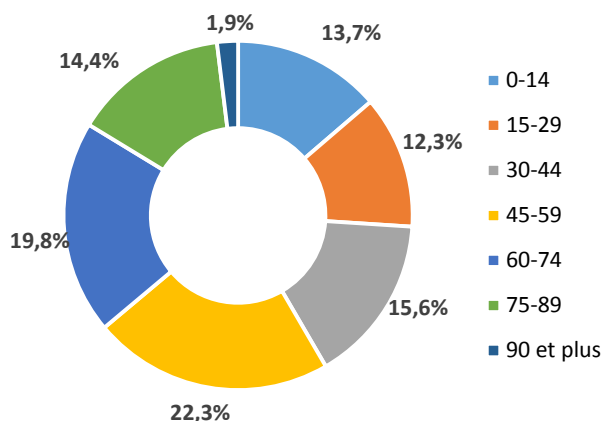
⁶⁷ Pôle emploi, Observatoire de l'emploi Nouvelle-Aquitaine

⁶⁸ INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

⁶⁹ INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

⁷⁰ Conseil de développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

Répartition de la population par catégorie d'âge en 2013



Evolution de la population par catégorie d'âge entre 2008 et 2013

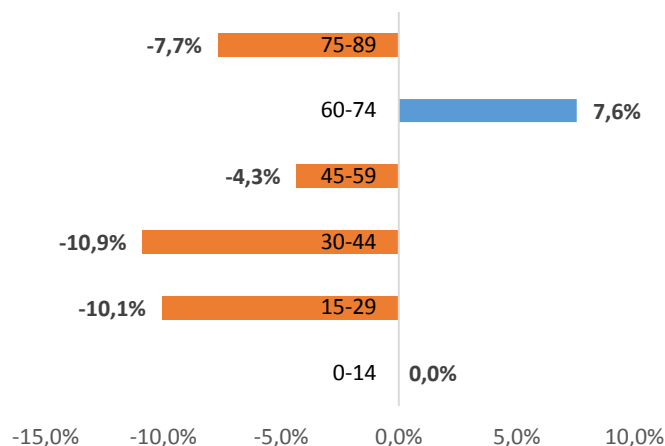


Figure 7 : Répartition et évolution de la population par catégorie d'âge entre 2008 et 2013

Source : INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013

Géographie urbaine

La Soule-Xiberoa est un **territoire majoritairement rural** avec une densité moyenne faible de 19 habitants au km² et de nombreuses **petites communes** (les deux tiers ont moins de 300 habitants).⁷¹ La ville principale est **Mauléon-Licharre** (3069 habitants en 2013), qui concentre environ 25% de la population.

Activités économiques

► Structure du tissu économique

Il existe **1 592 établissements** en Soule-Xiberoa en 2013, dont 95,6% ont moins de 10 salariés. Ces petites structures représentent 36% des emplois tandis que les établissements de plus de 50 salariés totalisent plus de 26% des emplois pour seulement 1% des établissements du territoire.⁷²

► Les filières porteuses

Agriculture

L'activité agricole se concentre en grande partie sur **l'élevage laitier**, et en particulier le fromage de brebis. Elle concentre 18% des emplois totaux.

Industrie

La forte part de l'industrie dans les emplois (22% en 2013) est due à la présence de **sous-traitants dans l'aéronautique** (société AK, 150 employés en Soule), **la micromécanique** (Alkar dans la charpente métallique, 100 employés), **le caoutchouc** (Emac, 77 employés), **la petite fonderie** et de petites industries artisanales comme celle de **l'espadrille**.

Santé humaine et action sociale

Ce secteur représente 10% de l'emploi total.⁷³

⁷¹ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique de la communauté de communes Soule-Xiberoa, 2013-2014

⁷² INSEE, Caractéristiques des établissements au 31 décembre 2013, Calcul Nomadéis.

⁷³ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique de la communauté de communes Soule Xiberoa, 2013-2014

Emplois

En 2013, la communauté de communes Soule-Xiberoa comptait 4798 emplois. Elle se caractérise par un **fort secteur agricole et industriel** qui représente **respectivement 18% et 22% des emplois** du territoire. Cette structure de l'économie se traduit par un **taux élevé d'emploi ouvrier (26%) et d'agriculteurs (13%)**.⁷⁴ Comme dans tout le Pays Basque, le nombre d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise représente une part importante des catégories socio professionnelles (10%)⁷⁵ par rapport au reste de la France (6,2% en 2013).

Une grande partie des emplois (37%⁷⁶) est concentrée à **Mauléon-Licharre**, la plus grande ville du territoire. Le taux de chômage de Soule-Xiberoa est de 6,3% en 2014.⁷⁷

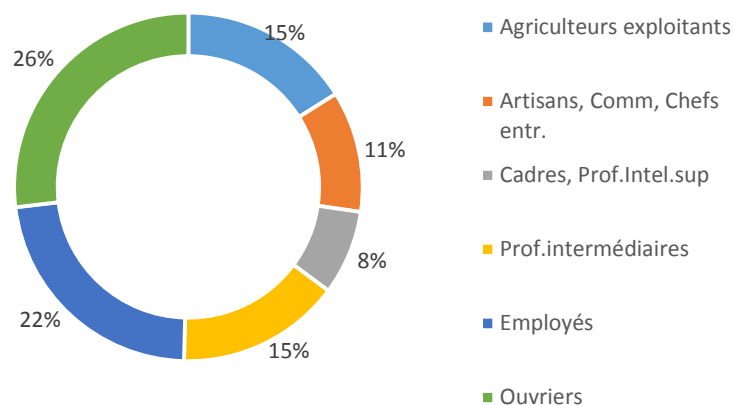


Figure 8 : répartition des actifs par catégorie socio-professionnelle en 2013
Source : INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013

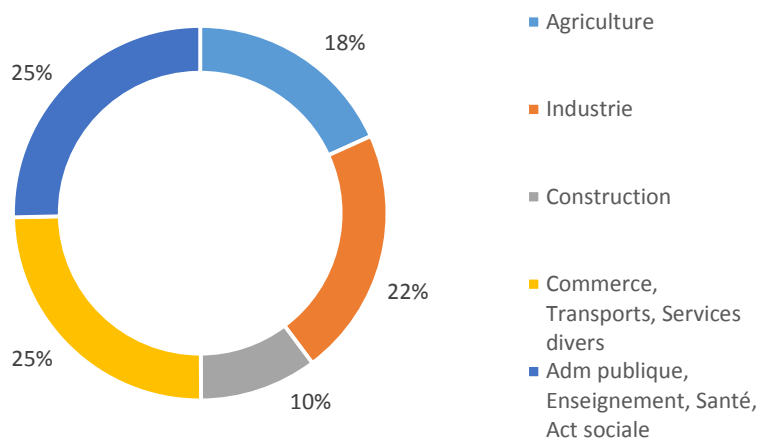


Figure 9 : Répartition de l'emploi par secteur d'activité
Source : INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013

⁷⁴ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013, calcul Nomadéis

⁷⁵ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013, calcul Nomadéis

⁷⁶ Site de la CCI Bayonne Pays Basque

⁷⁷ Conseil des élus du Pays Basque, Dossier de candidature Leader Montagne Basque 2014-2020, 2014

Politiques publiques et initiatives locales en faveur de l'économie verte

La Communauté de communes Soule-Xiberoa a œuvré dès 2003 pour développer les **énergies renouvelables sur son territoire** (Livre blanc sur les EnR en Soule). Elle s'est dotée d'une ingénierie propre en 2011 et a créé un fonds « chaleur local » pour développer les projets de chaufferie bois.

Démarche	Etat d'avancement	Secteurs de l'économie verte ciblés		
		Eco-activité	Activités périphériques	Autres
Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEP-CV) ⁷⁸	2015-2017	Energies renouvelables : projet de méthanisation, centrales hydro-électriques Gestion des déchets : nouvelle politique de collecte des ordures (tarification incitative)	Agriculture : labellisation des produits agricoles sous signe officiel de qualité Bâtiments : rénovation énergétique Maîtrise de l'éclairage public Eco-mobilité : Plan de Déplacements Inter-Entreprise	Tourisme durable Sport et Loisirs Cohésion sociale Santé Silver Economy
Projet de développement de territoire soutenant le développement des EnR pour créer de l'emploi local et mobiliser les ressources du territoire ⁷⁹	2006-2011 : études de faisabilité sur la création de réseaux de chaleur, pour le compte de quatre communes (Mauléon, Tardets, Alos, Gotein-Libarrenx), études d'opportunité sur le système de chauffage pour des bâtiments publics En 2011 : un chef de projet pour le développement des EnR	Energies renouvelables : énergie solaire, bois énergie local	Agroforesterie	
Livre blanc sur les EnR en Soule	2003			
Programme de revitalisation de centre Bourg (réhabilitation des logements anciens) ⁸⁰	2012 à aujourd'hui 2012/2015 : diagnostic territorial du bâti en centre bourg à réhabiliter Les communes de Mauléon et Tardets (Soule) se sont portées candidates pour être « territoire pilote »		Bâtiments : isolation thermique, précarité énergétique, réhabilitation de logements	Cohésion sociale et lutte contre l'isolement des personnes âgées en milieu rural reculé

2.1.4 Appropriation du contexte local - Communautés de communes Garazi-Baigorri

Introduction

La communauté de communes Garazi-Baigorri est un territoire de 640 km² qui regroupe 30 communes et constitue l'une des 10 intercommunalités du Pays Basque⁸¹. Ce territoire comptait 12 604 habitants en 2013⁸², avec une densité moyenne de 19 hbts/km².⁸³

⁷⁸ En savoir plus : projet TEP-CV Soule (http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/_SOULE_XIBEROA-1-11.pdf)

⁷⁹ Le Conseil des élus du Pays Basque, Le Pays Basque, Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte, annexe 1 au dossier de consultation de la présente étude, 14 décembre 2015

⁸⁰ Ce programme concerne également les Communauté de communes Soule-Xiberoa, le Département 64 et l'EPFL Pays Basque

⁸¹ La liste des communes de Garazi-Baigorri est à consulter en annexe

⁸² INSEE, Evolution et structure de la population, 2013, calcul Nomadéis.

⁸³ CCI Bayonne Pays Basque, Portait économique de la communauté de communes Garazi-Baigorri, 2013-2014

La communauté de communes Garazi-Baigorri est un EPCI, ce qui entraîne sa prise en compte administrative par l'INSEE. Elle est également prise en compte par Pôle Emploi de par son statut de communauté de communes.

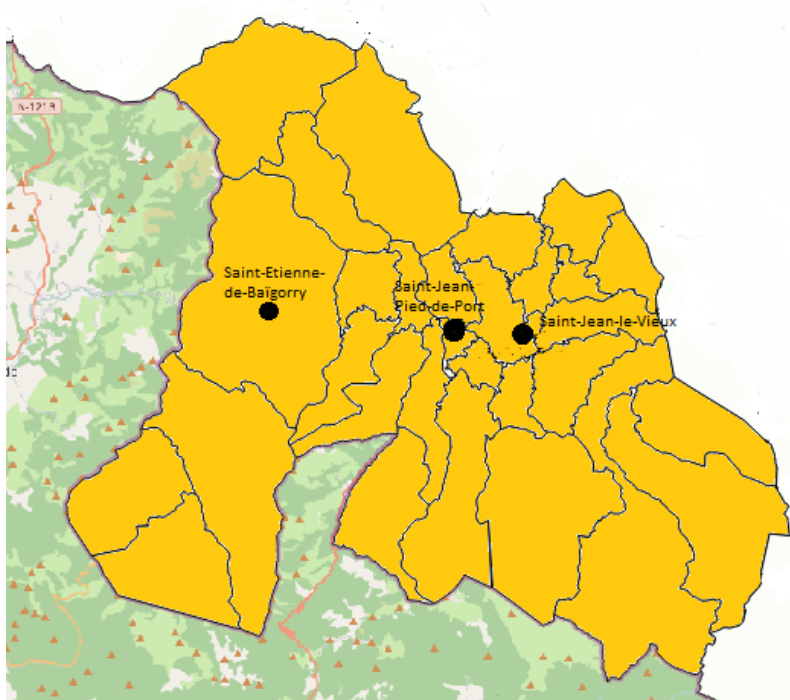


Figure 10 : Carte de la communauté de communes de Garazi-Baigorri

Remarque : Les villes indiquées sur la carte sont le siège de la communauté de communes (Saint-Jean-le-Vieux) et les agglomérations dont la population municipale atteint plus de 1 000 habitants.

Caractéristiques et évolutions de la population

En 2013, la communauté de communes Garazi-Baigorri comptait **12 604 habitants**, une population en **augmentation de 3,3%** par rapport à 2008⁸⁴.

Suivant une dynamique similaire à celle existant à l'échelle du Pays Basque, le **solde naturel de la communauté de commune est négatif** mais compensé par un **solde migratoire positif**, et la population connaît un **vieillessement général** (augmentation de la part des personnes de plus de 60 ans de 30% à 31,5% depuis 2008) dû notamment à une présence accrue de **retraités** (+ 5,6% chez les retraités de plus de 55 ans depuis 2008⁸⁵) et d'**actifs de plus de 55 ans** (+ 31,9% depuis 2008⁸⁶). En 2013, **69% de la population avait moins de 60 ans** et les personnes âgées de 0 à 14 ans avaient progressé de presque 8% par rapport à 2008.⁸⁷

⁸⁴ INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

⁸⁵ INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

⁸⁶ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

⁸⁷ INSEE, Evolution et structure de la population, 2013, Calcul Nomadéis

Répartition de la population par catégorie d'âge en 2013

Evolution de la population par catégorie d'âge en 2008 et 2013

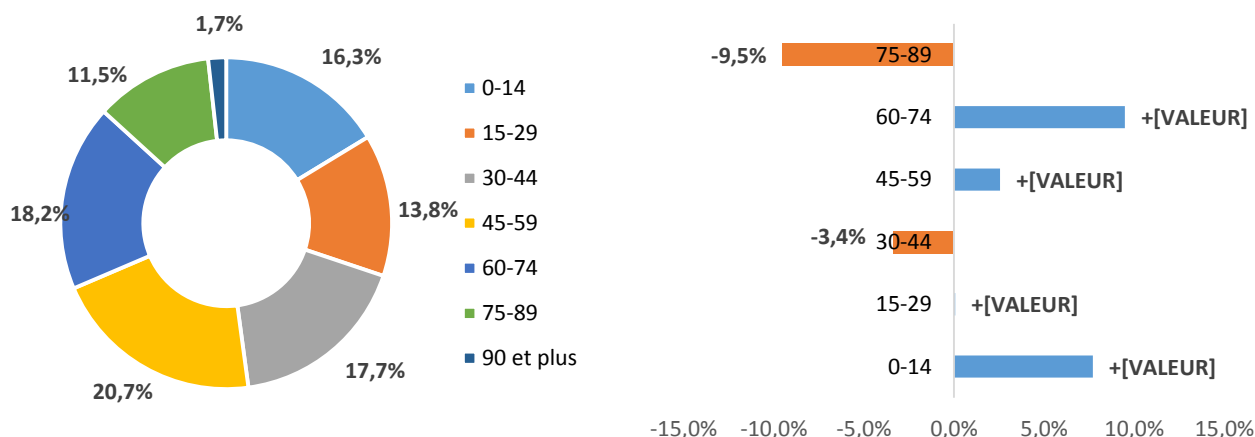


Figure 11 : Répartition et évolution de la population par catégorie d'âge entre 2008 et 2013

Source : INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013

Géographie urbaine

Ce territoire reste **majoritairement rural** avec de nombreuses **petites communes** (16 communes sur 30 concentrent moins de 300 habitants) et deux villes principales : **Saint Etienne de Baigorri**, qui est la commune la plus peuplée (1619 habitants en 2013) ; et **Saint Jean Pied de Port** (1527 habitants en 2013). La densité de population est de **19 habitants au km²** en 2010, un chiffre bien inférieur au reste du Pays Basque (moyenne de 97 habitants au km² en 2010).⁸⁸

Activités économiques

► Structure du tissu économique

1 810 établissements étaient recensés sur le territoire en 2013. On y retrouve les mêmes caractéristiques que pour le reste du Pays Basque mais de manière encore plus marquée : les **établissements de moins de 10 salariés sont très largement dominants** (96,2% contre 95% au Pays Basque) et emploient 43% des actifs du territoire. Une particularité du territoire est qu'il n'existe pas d'établissement de plus de 100 salariés, mais les établissements de plus de 50 salariés représentent tout de même 14% de l'emploi (pour 0,3% des établissements⁸⁹).

► Les filières porteuses

Agriculture et agroalimentaire

33,4%⁹⁰ des entreprises du territoire dépendent du secteur alimentaire et agroalimentaire et l'agriculture compte pour 21%⁹¹ de l'emploi total en 2012.

Tourisme

Les entreprises du tourisme et de la restauration représentent 12% des établissements⁹² et 6%⁹³ de l'emploi total du territoire en 2012.

⁸⁸ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique de la communauté de communes Garazi-Baigorri, 2013-2014

⁸⁹ INSEE, Caractéristiques des établissements au 31 décembre 2013, calcul Nomadéis.

⁹⁰ www.garazibaigorri.com, rubrique Economie

⁹¹ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique de la communauté de communes Garazi Baigorri, 2013-2014

Santé humaine et action sociale

Ce secteur compte pour 13% de l'emploi total en 2012.⁹⁴

Emplois

En 2013, la communauté de communes de Garazi-Baigorri comptait 4622 emplois. Une spécificité importante de Garazi-Baigorri est la forte **prédominance du secteur agricole**, qui représentait 15% des CSP (contre 3% au Pays Basque) et 22% des emplois (4% au Pays Basque) en 2013. Comme au Pays Basque, la **part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise était surreprésentée** par rapport au territoire national (10% contre 6,2% en France), et celle des Cadres et Professions intellectuelles supérieures sous représentée, de façon encore plus marquée qu'au Pays Basque (7% contre 12% au Pays Basque et 17,4% en France)

Hormis l'agriculture, la **construction** était un secteur également fortement représenté en 2013 (12% contre 6,9% en France et 8% au Pays Basque). Au contraire, l'industrie (10%) et le secteur tertiaire (56%)⁹⁵ étaient moins prégnants que dans le reste de la France (respectivement 14,2% et 75% des emplois).

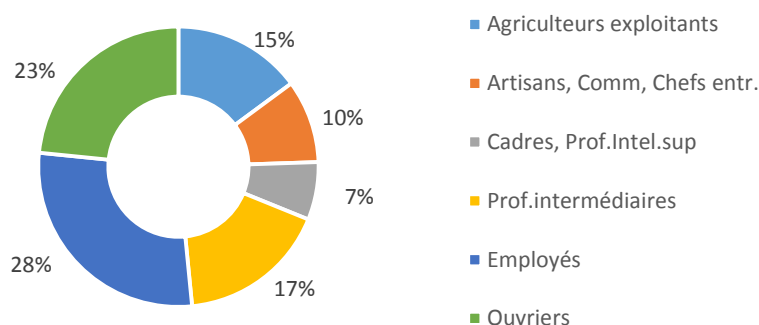


Figure 12 : répartition des actifs par catégorie socio-professionnelle en 2013
Source : INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013

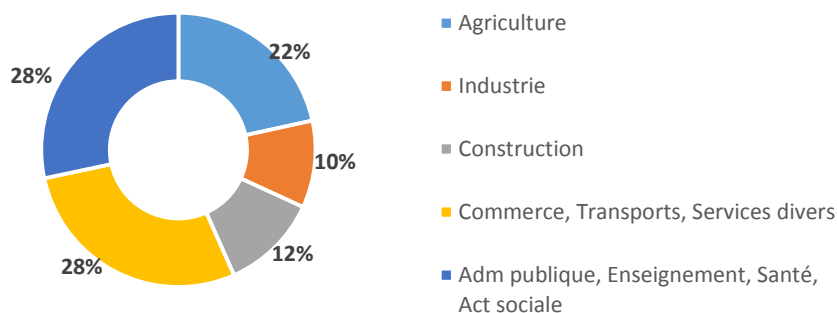


Figure 13 : Répartition de l'emploi par secteur d'activité

Source : INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013

Plus de 40% des emplois (41%) sont concentrés dans les deux plus grandes villes de la communauté de communes, **Saint Jean Pied de Port et Saint Etienne de Baigorri** (presque 30% des emplois à Saint Jean Pied de Port). Néanmoins, le taux d'activité de ces deux villes (respectivement 71,6% et 71,7% pour les 15-64 ans en 2013) est très proche de celui de l'ensemble de la communauté de communes de Garazi-Baigorri (73,8% en 2013). Le taux de chômage est de 5,7% en 2014⁹⁶, un taux inférieur à celui des régions côtières.

⁹² www.garazibaigorri.com, rubrique Economie

⁹³ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique de la communauté de communes Garazi Baigorri, 2013-2014

⁹⁴ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique de la communauté de communes Garazi Baigorri, 2013-2014

⁹⁵ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013, calcul Nomadéis.

⁹⁶ Conseil des élus du Pays Basque, Dossier de candidature Leader Montagne Basque 2014-2020, 2014

Le poids de l'économie présentielle est aussi fort qu'à l'échelle du Pays Basque et atteint 74% des emplois en 2013.⁹⁷

Politiques publiques et initiatives locales en faveur de l'économie verte

La Communauté de communes Garazi-Baigorri s'est engagée en 2013 dans une démarche « territoire à énergie positive » (TEPOS) en répondant à un appel à projet du Conseil régional. Cette démarche a été prolongée dans le cadre de son projet de Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (2015-2017).

Démarche	Etat d'avancement	Secteurs de l'économie verte ciblés ⁹⁸		
		Eco-activités	Activités périphériques	Autres
Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEP-CV) ⁹⁹	2015-2017	Gestion des déchets Energies renouvelables : bois énergie, électricité, l'électricité photovoltaïque	Agriculture : circuits courts Bâtiments : rénovation énergétique Maîtrise de l'éclairage public Transports : Réduction du « tout voiture, tout camion » (intermodalité, modes doux)	Sport et Loisirs Jeunesse Action sociale Santé Tourisme durable (loisirs d'eau et de montagne, etc.)
Territoire à énergie positive (TEPOS) ¹⁰⁰	2013/2014	Energies renouvelables Maîtrise de l'énergie (secteurs publics, industriels et tertiaire privé)	Bâtiment : maîtrise des consommations énergétiques	
Projet « TEAMM » (Territoires d'Expérimentation d'Action innovantes sur la Mobilité en zone de Montagne) sur la vallée des Aldudes ¹⁰¹	2013 à aujourd'hui Porté par les 3 communes de la vallée des Aldudes et l'entreprise Pierre Oteiza, en collaboration avec le CGET et le CEREMA.		Modes actifs/doux	Mobilité intelligente

⁹⁷ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013, calcul Nomadéis.

⁹⁸ Remarque : les secteurs référencés dans le tableau ci-dessus dépassent la liste stricto sensu des 28 secteurs d'activités verts sélectionnés dans le périmètre statistique de l'étude (Cf. Note de cadrage : partie « Emploi vert / Approche par secteurs d'activités de l'économie verte »). Les énergies renouvelables sont par exemple intégrées dans les éco-activités du tableau alors qu'elles ne le sont pas dans le périmètre statistique.

⁹⁹ En savoir plus : Projet TEPCV Communauté de communes Garazi-Baigorri (http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/_GARAZI_BAIGORRI-1-13.pdf)

¹⁰⁰ En savoir plus : Projet TEPOS Communauté de communes (Garazi-Baigorri <http://www.garazibaigorri.com/fr/environnement/energie.html>)

¹⁰¹ En savoir plus : TEAMM - Territoires d'Expérimentation d'Actions de Mobilité innovante en zone de Montagne <http://www.sud-ouest.cerema.fr/teamm-territoires-d-experimentation-d-actions-de-a1046.html>

2.1.5 Appropriation du contexte local - Bassin d'emploi Pays Basque

Introduction

Le Bassin d'emploi Pays Basque est une zone définie par Pôle Emploi, qui comprend 131 communes¹⁰². En 2013, le Bassin d'emploi comportait 311 512 habitants.

Ce territoire est pris en compte par Pôle Emploi mais pas par l'INSEE. Ce dernier organisme prend en compte la zone d'emploi Bayonne, qui ne recouvre pas exactement le même périmètre géographique.

A la différence du Pays Basque, le périmètre géographique du bassin d'emploi Pays Basque ne comprend pas la communauté de communes Soule-Xiberoa mais inclut la communauté de communes de Seignanx qui rassemble 8 communes (pour rappel, la communauté de communes de Soule-Xiberoa est administrativement rattachée au bassin d'emploi Béarn).

Le Bassin d'emploi Pays Basque ne correspondant pas à un territoire administré politiquement, le présent chapitre ne comporte pas de partie « politiques publiques ».

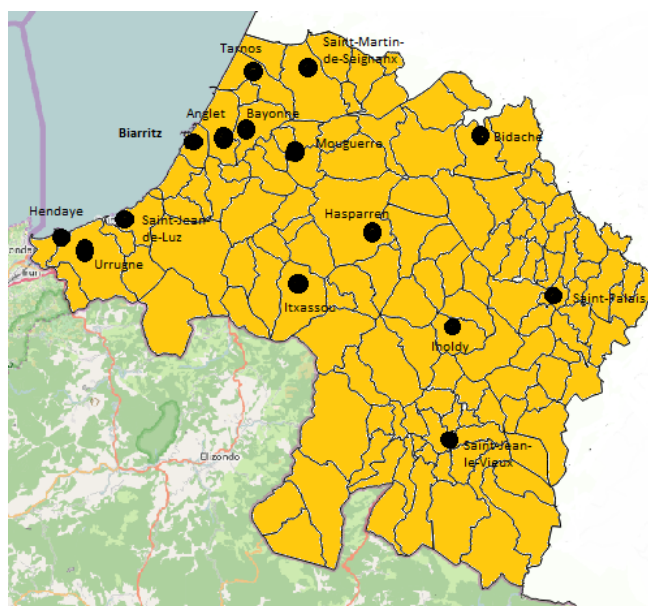


Figure 14 : Carte du bassin d'emploi du Pays Basque

Remarque : les villes indiquées sur la carte sont les sièges des communautés de communes et des communautés d'agglomération du bassin d'emploi du Pays Basque, ainsi que les agglomérations comprenant une population municipale de plus de 12 000 habitants.

Caractéristiques et évolutions de la population

Le bassin d'emploi du Pays Basque comptait **311 512 habitants** en 2013, un chiffre en **augmentation (+5,4%)** depuis 2008.¹⁰³ Le bassin d'emploi du Pays Basque se caractérise par des dynamiques très similaires à celles du Pays Basque. Il faut tout de même noter un **vieillessement moindre de la population** (71% des habitants ont moins de 60 ans contre 70% au Pays Basque), principalement dû aux caractéristiques démographiques de la communauté de communes du Seignanx, non incluse dans le périmètre Pays Basque et située dans la zone dynamique du littoral proche de Bayonne (73,8% des presque 24 000 habitants des communes d'Ondres, Saint-André-de-Seignanx, Saint-Martin-de-Seignanx et de Tarnos avaient moins de 60 ans en 2013, contre 70% en Pays Basque)¹⁰⁴.

¹⁰² La liste des communes du bassin d'emploi Pays Basque est à consulter en annexe

¹⁰³ INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013, Calcul Nomadéis

¹⁰⁴ INSEE, Evolution et structure de la population, 2013, Calcul Nomadéis

Répartition de la population par catégorie d'âge en 2013

Evolution de la population par catégorie d'âge entre 2008 et 2013

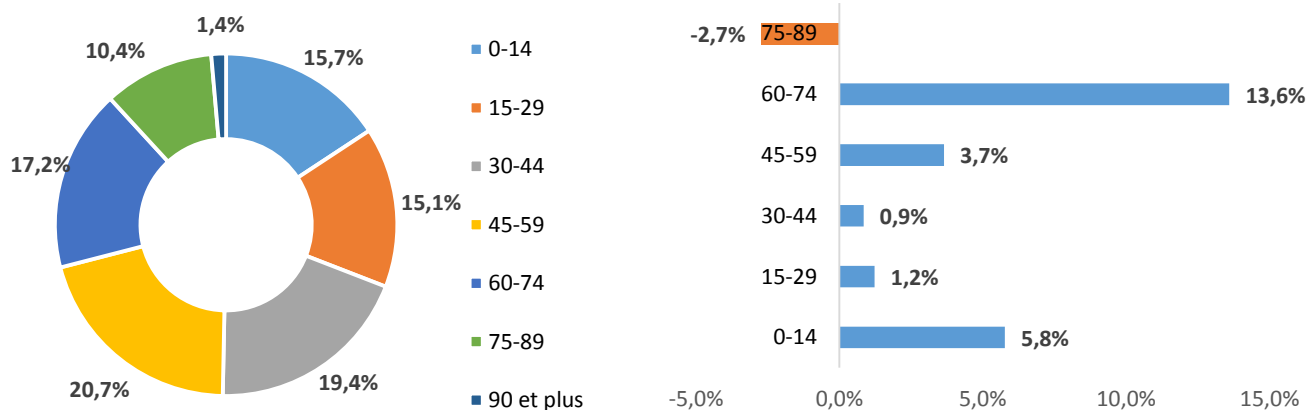


Figure 15 : Répartition et évolution de la population par catégorie d'âge entre 2008 et 2013

Source : INSEE, Evolution et structure de la population, années 2008 et 2013

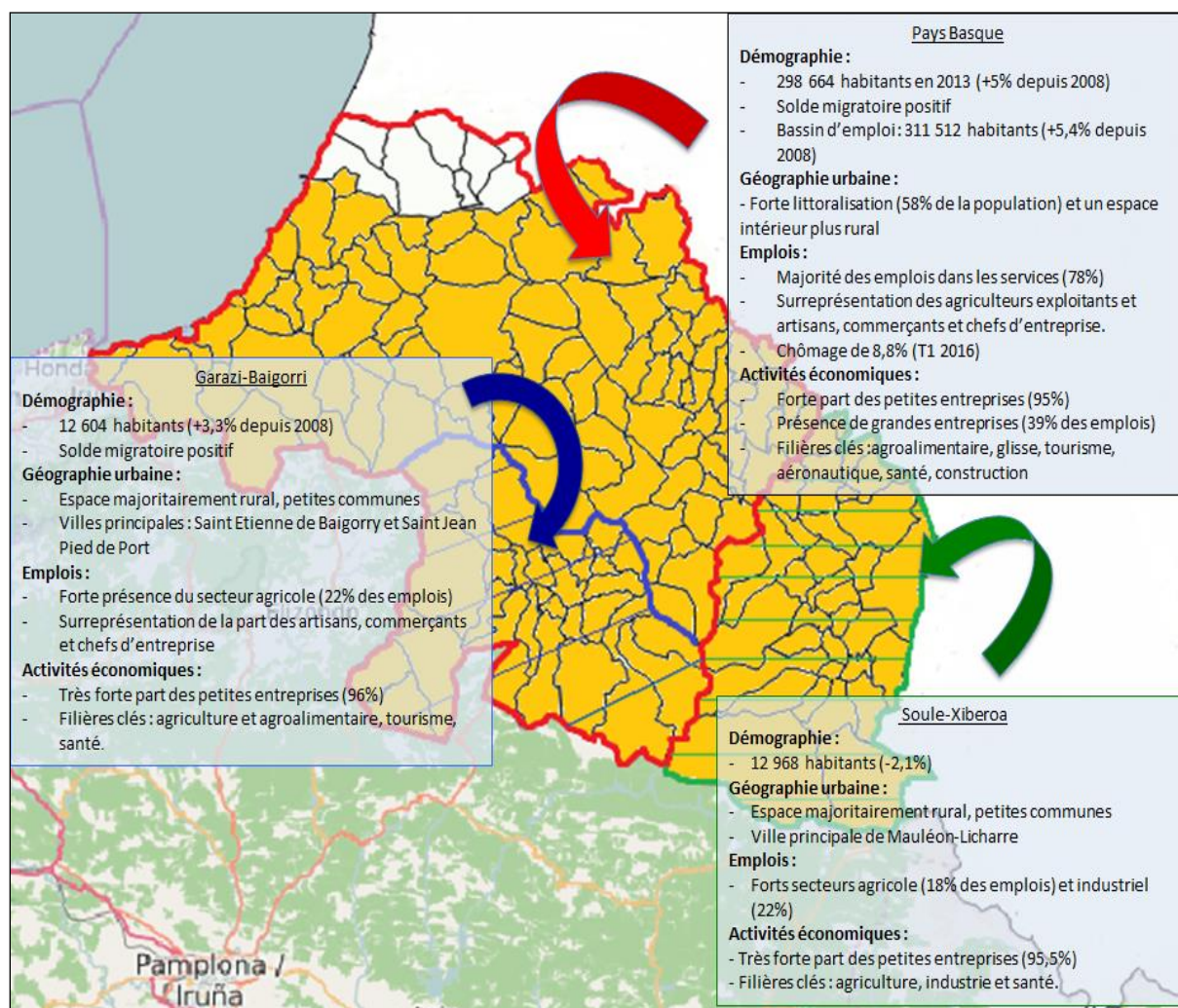
Géographie urbaine

Le bassin d'emploi du Pays Basque rassemble moins de territoires ruraux que le Pays-Basque puisqu'il n'inclut pas la Communauté de communes Soule-Xiberoa et compte des **villes supplémentaires de taille importante** (Ondres, Saint-André-de-Seignanx, Saint-Martin-de-Seignanx et Tarnos rassemblent 24 000 habitants). Les activités économiques et la population se concentrent majoritairement dans la communauté d'agglomération de Côte Basque Adour et dans les 3 grandes villes du littoral de ce territoire : Bayonne (presque 48 000 habitants en 2013), Biarritz (25 000 habitants en 2013) et Anglet (39 000 habitants).

Activités économiques et emplois

On retrouve pour ce territoire les mêmes filières porteuses que pour le Pays Basque ainsi que les mêmes dynamiques d'emploi

2.1.6 Synthèse



2.2. Périmètre méthodologique et statistique de l'étude

2.2.1 Notions clés

L'économie verte est une **notion relativement récente, qui comporte de nombreuses définitions**. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'économie verte consiste à « améliorer le bien-être social, l'équité et le développement en réduisant significativement les risques écologiques et les pénuries de ressources » (ce qui se traduit, selon l'OCDE, par la réduction des pollutions et des émissions de GES ainsi que par la réduction des déchets et du gaspillage des ressources naturelles).

Le passage de l'économie actuelle vers une économie verte/durable implique des transformations, qui impactent notamment les **emplois** et compétences des individus.

La présente étude s'intéresse aux évolutions induites sur **deux types d'emplois** :

- **Les emplois dits « verts »** dont la finalité est la **protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles** (ex : contrôle de la pollution de l'air, gestion des eaux usées, entretien des espaces naturels, travaux d'isolation, etc.) ;
- **Les emplois dits « verdissants »** dont la finalité n'est pas environnementale à proprement parler mais qui évoluent en intégrant de nouvelles « briques de compétences » pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale (ex : exploitation et contrôle de la production en agriculture et sylviculture, direction de chantiers du BTP, construction d'ouvrages maritimes et fluviaux, transport de marchandises, etc.).

En France, si de nombreux acteurs ont mené des réflexions sur la notion d'emploi vert, l'**Observatoire National des Emplois et Métiers de l'Economie Verte (ONEMEV)**¹⁰⁵, rattaché au Commissariat Général au Développement Durable (CGDD, Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer) fait figure de référence sur le sujet. Ses travaux, menés en collaboration avec d'autres institutions, sont reconnus au niveau national et international et ont guidé de nombreuses régions dans leur exercice de territorialisation de la démarche « emplois verts ». A ce titre, l'équipe projet, en coordination avec le comité de pilotage de l'étude, a choisi de s'appuyer sur les définitions et référentiels produits par l'ONEMEV pour :

- doter l'étude d'un cadre structurant et faisant consensus ;
- permettre les comparaisons entre la situation locale du Pays Basque et d'autres territoires dans lesquels ce type de mission a été conduit.

Point d'attention

Une dizaine d'études ont déjà été réalisées sur la thématique de l'économie verte au niveau régional (région Rhône-Alpes, Ile-de-France, Poitou-Charentes, Nord Pas de Calais, etc.).

Cependant, la présente étude menée au Pays Basque est la **première étude « infra-régionale »** sur le sujet des emplois verts, ce qui représente un enjeu en termes de périmètre statistique et de méthodes de collecte de données notamment.

¹⁰⁵ L'observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev) <http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-observatoire-national-des.18551.html>

2.2.2 Approche méthodologique

Cadre méthodologique général

Caractériser l'emploi vert d'un territoire implique de **quantifier et de qualifier des données relatives à trois dimensions** :

1. **L'emploi vert actuel** (individus exerçant actuellement une profession en lien avec l'économie verte) ;
2. Le **marché du travail** relatif à l'emploi vert (offre et demande d'emplois) ;
3. Les **formations** de l'économie verte.

Ces trois dimensions forment un « axe » méthodologique permettant de guider la réflexion.

Cependant, **chaque dimension possède ses propres codes et référentiels** permettant de quantifier et de qualifier l'emploi vert sur un territoire : par exemple, pour comptabiliser le nombre d'emplois verts actuellement occupés, il faut se référer aux codes NAF et aux bases proposées par l'INSEE. En revanche, si l'on s'intéresse au marché du travail et à l'offre et à la demande d'emplois verts, il faut se tourner cette fois vers d'autres classifications et bases de données, telles que celles proposées par Pôle emploi.

On constate ainsi que **chaque dimension nécessite une approche « sur-mesure »**, visant à proposer une estimation aussi fiable que possible de la notion d'emploi vert.

L'équipe projet a donc basé son approche sur le **cadre méthodologique** suivant :

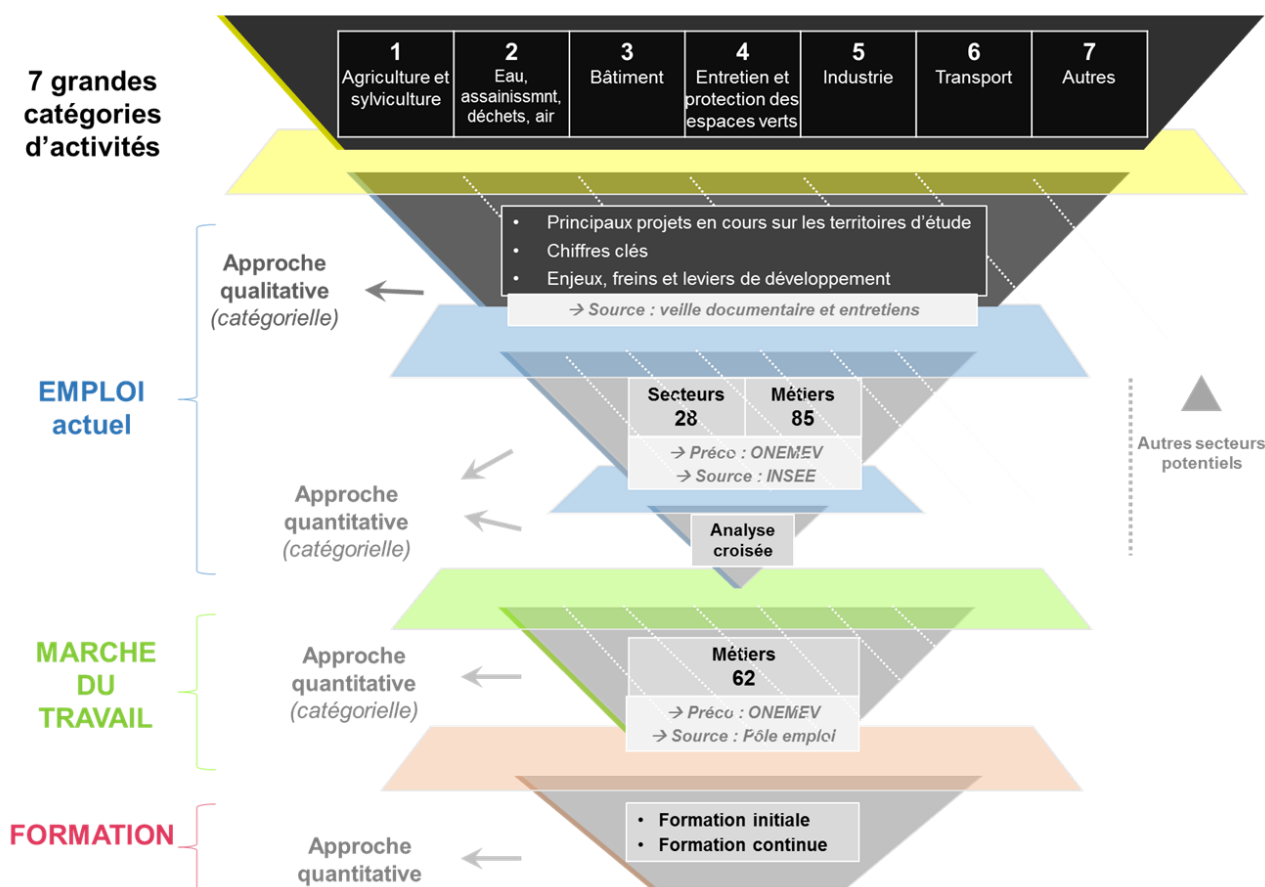


Figure 16 : Matrice synthétique de l'approche retenue pour caractériser l'emploi vert sur le territoire du Pays Basque - Source : Nomadéis, 2016

On retrouve en « ordonnée » les trois dimensions évoquées précédemment, à savoir l'emploi vert actuel, le marché du travail et la formation.

Chaque dimension possède ensuite sa propre méthodologie. Pour apporter une certaine cohérence et faciliter l'interprétation des différentes données recueillies, l'équipe projet a privilégié une approche selon **7 grandes catégories d'activité** (« abscisse » du schéma) :

1. Agriculture et sylviculture
2. Eau, assainissement, déchets, énergie et air
3. Bâtiment
4. Entretien et protection des espaces verts et naturels
5. Industrie
6. Transport
7. Autres

Les données et informations recueillies dans le cadre de l'étude sont ainsi agrégées et présentées tout au long du rapport selon cette segmentation.

Des précisions méthodologiques sont présentées pour chaque dimension dans les paragraphes ci-après.

Précisions méthodologiques – EMPLOI actuel

(la présentation ci-dessous suit le déroulé du schéma de la Figure 14)

► **Approche qualitative**

L'équipe projet a recouru à une approche assez large de la notion d'emploi vert au sein des 7 grandes catégories présentées précédemment pour **identifier les différents projets et dispositifs locaux participant du verdissement de l'économie et ayant un impact sur l'emploi vert et verdissant local**, sans se restreindre aux définitions « strictes » de l'emploi vert proposées par l'ONEMEV (cf ci-après).

A titre d'exemple, l'étude s'est notamment intéressée à des activités liées à l'agriculture qui, selon certains référentiels officiels, peuvent ne pas être considérées comme vertes ou verdissantes à proprement parler. Il semblait néanmoins primordial d'intégrer ces éléments à l'analyse en raison des spécificités locales du Pays Basque (forte prédominance du secteur agricole en comparaison avec d'autres régions).

Les informations ont été recueillies par le biais d'une recherche documentaire approfondie ainsi que grâce à la conduite d'entretiens qualitatifs avec des acteurs locaux (cf partie introduction).

► **Approche quantitative**

Caractériser l'emploi vert et verdissant d'un territoire nécessite de recourir à une **approche combinée**, croisant une approche selon les **secteurs d'activités (ou filières d'activités)** avec une approche selon les **métiers**.

Approche par secteurs d'activités (filières) de l'économie verte

La quantification des secteurs d'activités vertes et verdissantes a été réalisée à partir de la définition « officielle » de ces secteurs réalisée par l'ONEMEV¹⁰⁶, permettant ainsi de comparer les résultats obtenus à d'autres territoires ayant conduits ce type de réflexions. Toutefois pour tenir compte des spécificités du tissu économique local, notamment sur les deux Communautés de Communes étudiées, nous avons également intégré les filières agricoles dans leur ensemble, étant admis avec les acteurs locaux que celles-

¹⁰⁶ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, Rapport d'activité 2015, mars 2016

ci participent pleinement au verdissement de l'économie. Pour permettre, la comparaison avec d'autres territoires, ces chiffres agricoles sont présentés à part, dans un encadré.

Pour l'ONEMEV, les filières vertes et verdissantes composent **l'économie verte, qui inclut l'ensemble des activités économiques** qui agissent en faveur de l'environnement ou en vue de son amélioration. On distingue deux grandes catégories de secteurs d'activités (en relation avec la distinction « emplois verts » et « emplois verdissants » présentée en introduction) :

- Les « **éco-activités** » (ou « **filières vertes** ») dont la finalité est :
 - **La protection de l'environnement** : ex : contrôle de la pollution de l'air, gestion des eaux usées, gestion des déchets et nettoyage des rues, gestion des déchets radioactifs, réhabilitation, des sols et eaux pollués, lutte contre le bruit, services de protection de la nature, du paysage et de la biodiversité, etc. ;
 - **La gestion des ressources naturelles** : ex : gestion durable de l'eau, récupération des matières premières secondaires, maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables, etc.

Les éco-activités tiennent également compte de la R&D environnementale et de l'ingénierie environnementale.

- Les « **activités périphériques** » (ou « **filières verdissantes** ») qui agissent en faveur d'une meilleure qualité environnementale sans que cela ne soit leur finalité première.
- Ce périmètre permet de tenir compte des entreprises dont l'activité de production évolue ou a évolué face aux enjeux environnementaux. Sont concernées :
 - Les **activités de production et distribution d'eau, de gestion des espaces verts, de transport** (au sens du Grenelle de l'environnement, il s'agit principalement des activités liées aux transports en commun telles que l'entretien, la réparation, la construction d'infrastructures, la fabrication)
 - Les autres activités liées à la **gestion des ressources naturelles** (travaux d'isolation, biens adaptés comme les chaudières à condensation ou le vitrage isolant, aquaculture).

Activités de l'économie verte = éco-activités (filières vertes) + activités « périphériques » (filières verdissantes)		
Eco-activités / filières vertes (dédiées à l'environnement)	Protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrôle de la pollution de l'air ▪ Gestion des eaux usées et des déchets ▪ Réhabilitation des sols et eaux pollués ▪ Nature, paysage et biodiversité
	Gestion des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion durable de l'eau ▪ Maîtrise de l'énergie ▪ Energies renouvelables
	Activités transversales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ R&D environnementale publique et privée ▪ Ingénierie environnementale.
Activités « périphériques » / filières verdissantes (améliorent la qualité de l'environnement)		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Production et distribution d'eau ▪ Gestion des espaces verts ▪ Transports (Grenelle) ▪ Autres activités de la gestion des ressources (agriculture et pêche, construction, etc.)

Au niveau national, l'ONEMEV a sélectionné **28 filières principales de l'économie verte** (14 filières vertes et 14 filières verdissantes) dont 11 filières qui ont été caractérisées comme 100% environnementales par l'OCDE.

	Périmètre statistique	Nomenclatures	Bases de données
Les secteurs d'activité verts	28 secteurs d'activités verts dont 11 secteurs d'activités 100% environnementaux	NAF rév.2 de 2008. niveau 5 soit 732 sous-classes	Insee, Recensement de la population 2007-2013

La liste de ces filières est présentée ci-dessous (elles sont classifiées selon les 7 grandes catégories présentées en introduction) :

NAF	Libellé
AGRICULTURE, SYLVICULTURE (0 NAF)	
EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, AIR (8 NAF)	
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées
3811Z	Collecte des déchets non dangereux
3812Z	Collecte des déchets dangereux
3821Z	Traitement et élimination des déchets non dangereux
3822Z	Traitement et élimination des déchets dangereux
3832Z	Récupération de déchets triés
3900Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets
3600Z	Captage, traitement et distribution d'eau
BATIMENT (7 NAF)	
4329A	Travaux d'isolation
4221Z	Construction de réseaux pour fluides
4311Z	Travaux de démolition
4391A	Travaux de charpente
4391B	Travaux de couverture par éléments
4399A	Travaux d'étanchéification
7111Z	Activités d'architecture
ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS (3 NAF)	
9104Z	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
8130Z	Services d'aménagement paysager
8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.
INDUSTRIE (3 NAF)	
2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
2752Z	Fabrication d'appareils ménagers non électriques
3831Z	Démantèlement d'épaves
TRANSPORT (6 NAF)	
3011Z	Construction de navires et de structures flottantes
3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant
3317Z	Réparation et maintenance d'autres équipements de transport
4212Z	Construction de voies ferrées de surface et souterraines
4291Z	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux
4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
AUTRES (1 NAF)	
9499Z	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire

Légende :

14 éco-activités	14 activités périphériques
------------------	----------------------------

11 secteurs 100% environnementaux (OCDE)

Figure 17 : Liste des 28 secteurs d'activités retenus par l'ONEMEV comme verts ou verdissants

Détail : méthodologie de l'ONEMEV pour retenir des secteurs d'activités comme « verts » ou « verdissants »

La démarche sectorielle d'estimation du nombre d'emplois dans l'économie verte au plan régional repose sur la méthode suivante¹⁰⁷ : il s'agit d'évaluer le ratio « emploi dans les activités de l'économie verte/emploi du secteur » pour définir les **secteurs centraux de l'économie verte**. Le seuil de référence peut être fixé à **50 %**. Il s'agit de la limite au-delà de laquelle le secteur d'activité sera qualifié de secteur

¹⁰⁷ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, Le marché de l'emploi de l'économie verte, août 2014

central de l'économie verte. Cela signifie qu'au niveau national, plus de la moitié des emplois du secteur sont des emplois dans les activités de l'économie verte.

Comme le souligne le CGDD¹⁰⁸, la prise en compte de toutes entreprises relevant d'une activité précise tend néanmoins à **surestimer l'emploi de l'économie verte ou de l'économie potentiellement verdissante**.

Il suffit de prendre l'exemple de l'activité « 4520A entretien et réparation de véhicules automobiles légers » pour s'en convaincre (cf. Figure 15).

Il apparaît légitime que l'entretien et la réparation de véhicules automobiles légers faiblement polluants appartienne au champ de l'économie verdissante (du fait notamment de l'impact environnemental des véhicules en question). Cependant, même au niveau le plus fin de la nomenclature, cette activité ne peut être isolée au sein du secteur automobile. Retenir cette activité comme « activité périphérique » amène donc à prendre en compte l'entretien et réparation de véhicules automobiles légers faiblement polluants (ex : véhicule électrique) mais également d'autres segments tels que les véhicules automobiles légers à moteur à essence, etc. Par conséquent, quantifier l'économie potentiellement verdissante à l'aide des nomenclatures d'activités verdissantes tend à surestimer cette dernière.

Si une approche large permet d'appréhender le phénomène de l'emploi vert dans sa globalité, en intégrant des secteurs dont l'activité est progressivement transformée par un verdissement de l'économie, il convient ainsi de **garder un certain recul** et de recourir à l'utilisation de **fourchettes hautes et de fourchettes basses** pour estimer la part de l'emploi vert au sein de ces secteurs d'activité.

L'une des solutions, à laquelle ont recouru plusieurs études réalisées à l'échelle régionale¹⁰⁹, consiste à ne retenir parmi la liste des 28 secteurs centraux de l'économie verte (cf. ci-dessous), que des activités jugées « **100 % environnementales** », selon la définition de l'Organisation de Coopération et Développement Économique (OCDE)¹¹⁰ (des activités où 100% des emplois sont considérés comme contribuant à la préservation de l'environnement).

Note : pour les secteurs faiblement représentés tels que les énergies renouvelables, l'ONEMEV prévoit de développer une méthodologie spécifique, particulièrement sur le photovoltaïque et l'éolien.

Le nombre d'emplois des filières vertes et verdissantes intègre donc l'ensemble des emplois de ces secteurs d'activité, que ces emplois correspondent à des métiers participant directement au verdissement ou non. Ainsi par exemple les fonctions supports des activités comme le secrétariat, la comptabilité sont intégrés dans ces chiffres de l'emploi des filières vertes et verdissantes, même si l'activité des personnes ne relève pas directement de l'environnement.

C'est pour cela qu'il est pertinent d'intégrer également l'analyse des métiers verts et verdissants présentés ci-après.

Approche par métiers de l'économie verte

(la présentation ci-dessous suit le déroulé du schéma de la Figure 14)

L'approche « par métiers » de l'ONEMEV consiste à aborder la question des emplois verts par le biais des métiers qu'exercent les individus (métiers de l'économie verte).

Le périmètre des **métiers** de l'économie verte distingue deux grandes catégories (en relation avec la distinction « emplois verts » et « emplois verdissants » présentée en introduction) :

- **Les métiers verts** « dont la finalité et les compétences mises en œuvre contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement »
 - Ex : agent d'entretien des espaces naturels, garde-forestier, technicien chargé de la police de l'eau...

¹⁰⁸ Activités, emplois et métiers liés à la croissance verte : périmètres et résultats, commissariat général au développement durable, Études et documents, n° 43, juin 2011.

¹⁰⁹ Notamment les études réalisées en Rhône-Alpes, Poitou-Charente, et Nord-pas-de-Calais

¹¹⁰ Placer la croissance verte au cœur du développement, OCDE, décembre 2013, p.220

- **Les métiers verdissants** « dont la finalité n'est pas environnementale mais qui intègrent de nouvelles « briques de compétences » pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale dans le geste métier »
 - Ex : architecte, poseur en isolation thermique, responsable logistique, responsable de centre de loisirs, jardinier....

Métiers de l'économie verte = métiers verts + métiers verdissants

Une liste de 9 professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) vertes et 76 PCS verdissantes a été retenue par l'ONEMEV¹¹¹. Comme pour l'analyse par filière, nous précisons là aussi le nombre de métiers agricoles et sylvicoles dans son ensemble, en retenant pas que la définition restreinte qu'en fait l'ONEMEV.

	Périmètre statistique	Nomenclatures	Bases de données
Les métiers verts et verdissants	85 métiers verts et verdissants (9 métiers verts et 76 métiers verdissants)	PCS version 2003	Insee Recensements de la population 2007-2013

Ces **87 métiers (ou professions) verts et verdissants** sont présentés dans le tableau ci-dessous (les métiers sont classifiés selon les 7 grandes catégories présentées en introduction) :

Agriculture, sylviculture	Contremaîtres et agents d'encadrement (non cadres) en agriculture, sylviculture
	Ingénieurs et cadres d'étude et d'exploitation de l'agriculture, la pêche, les eaux et forêts
	Ouvriers de l'exploitation forestière ou de la sylviculture
	Techniciens d'étude et de conseil en agriculture, eaux et forêt
	Techniciens d'exploitation et de contrôle de la production en agriculture, eaux et forêt
Eau, Assainissement, déchets, air	Agents de maîtrise et techniciens en production et distribution d'énergie, eau, chauffage
	Conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères
	Ingénieurs et cadres de la production et de la distribution d'énergie, eau
	Ingénieurs et cadres techniques de l'environnement
	Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage)
	Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets
	Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets
	Techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions
Bâtiment	Architectes libéraux
	Architectes salariés
	Artisans couvreurs
	Artisans électriciens du bâtiment
	Artisans maçons
	Artisans menuisiers du bâtiment, charpentiers en bois
	Artisans plombiers, chauffagistes
	Charpentiers en bois qualifiés
	Chefs de chantier (non cadres)

¹¹¹ Face à la difficulté d'estimer le degré de verdissement des professions verdissantes, l'Onemev a retenu deux estimations de l'emploi dans ces professions : une estimation basse et une estimation haute ; certaines professions de la fonction publique et certaines professions commerciales ne sont prises en compte que dans l'estimation haute. Du fait de la difficulté à mesurer la part réelle des effectifs de la profession dont les compétences seront conduites à évoluer, l'emploi total de chaque profession verdissante est retenue. Quelle que soit l'estimation considérée (basse ou haute), le chiffre dans les professions verdissantes est donc, par nature, surestimé.

	Conducteurs de travaux (non cadres)
	Couvreurs qualifiés
	Électriciens qualifiés de type artisanal (y.c. bâtiment)
	Ingénieurs, cadres de chantier et conducteurs de travaux (cadres) du bâtiment et des travaux publics
	Ingénieurs et cadres d'étude du bâtiment et des travaux publics
	Maçons qualifiés
	Menuisiers qualifiés du bâtiment
	Monteurs qualifiés en agencement, isolation
	Ouvriers non qualifiés du gros oeuvre du bâtiment
	Ouvriers non qualifiés du second oeuvre du bâtiment
	Plombiers et chauffagistes qualifiés
	Techniciens des travaux publics de l'État et des collectivités locales
	Peintres et ouvriers qualifiés de pose de revêtements sur supports verticaux
	Soliers moquetteurs et ouvriers qualifiés de pose de revêtements souples sur supports horizontaux
	Dessinateurs en bâtiment, travaux publics
Entretien et protection des espaces verts	Agents techniques forestiers, gardes des espaces naturels
	Entrepreneurs en parcs et jardins, paysagistes
	Jardiniers
	Agents de maîtrise en maintenance, installation en électricité, électromécanique et électronique
	Agents qualifiés de laboratoire (sauf chimie, santé)
	Concepteurs et assistants techniques des arts graphiques, de la mode et de la décoration (indépendants et salariés)
	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en électricité, électronique
	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en mécanique et travail des métaux
Industrie	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement des industries de transformation
	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement des autres industries
	Ingénieurs et cadres du contrôle-qualité
	Ouvriers qualifiés et agents qualifiés de laboratoire : agroalimentaire, chimie, biologie, pharmacie
	Techniciens de production et de contrôle-qualité des industries de transformation
	Techniciens de recherche-développement et des méthodes de production des industries de transformation
	Techniciens d'installation et de maintenance des équipements industriels
Techniciens d'installation et de maintenance des équipements non industriels	
Transport	Agents de maîtrise en maintenance, installation en mécanique
	Artisans mécaniciens réparateurs d'automobiles
	Conducteurs de taxi (salariés)
	Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport 0 à 9 salariés
	Conducteurs routiers et grands routiers (salariés)
	Conducteurs de véhicule routier de transport en commun (salariés)
	Conducteurs de voiture particulière (salariés)
	Electriciens, électroniciens qualifiés en maintenance entretien, réparation : automobile
	Ingénieurs et cadres de la logistique, du planning et de l'ordonnancement
	Ingénieurs et cadres techniques de l'exploitation des transports
	Mécaniciens qualifiés en maintenance, entretien, réparation : automobile
	Métalliers, serruriers, réparateurs en mécanique non qualifiés
	Responsables commerciaux et administratifs des transports de marchandises (non cadres)
	Responsables d'entrepôt, de magasinage
	Responsables d'exploitation des transports de voyageurs et de marchandises (non cadres)
	Responsables du tri, de l'emballage, de l'expédition et autres responsables de la manutention
	Techniciens de la logistique, du planning et de l'ordonnancement
Transporteurs indépendants routiers et fluviaux 0 à 9 salariés	
Autres	Acheteurs non classés cadres, aides-acheteurs
	Animateurs socioculturels et de loisirs

Autres agents et hôtesse d'accompagnement (transports, tourisme)
Chefs de produits, acheteurs du commerce et autres cadres de la mercatique
Chercheurs de la recherche publique
Directeurs de centres socioculturels et de loisirs
Techniciens des laboratoires de recherche publique ou de l'enseignement
Cadres commerciaux des grandes entreprises (hors commerce de détail)
Cadres commerciaux des petites et moyennes entreprises (hors commerce de détail)
Autres professions intermédiaires commerciales (sauf techniciens des forces de vente)
Responsables commerciaux et administratifs des transports de voyageurs et du tourisme (non cadres)
Ingénieurs de l'État (y.c. ingénieurs militaires) et assimilés
Ingénieurs des collectivités locales et des hôpitaux
Personnels administratifs de catégorie A des collectivités locales et hôpitaux publics

Légende : 9 métiers verts 76 métiers verdissants

Figure 18 : Liste des 87 métiers verts et verdissants retenus par l'ONEMEV

Points de vigilance

- L'identification des métiers verdissants par les nomenclatures statistiques est délicate car ces nomenclatures ne permettent pas d'isoler les professions dont les gestes intègrent la dimension environnementale.

Ces métiers verts et verdissants se retrouvent dans des entreprises relevant d'une diversité de secteurs d'activités économiques. Ainsi des métiers verts ou verdissants sont présents dans des filières industrielles comme la chimie par exemple dont l'activité ne relève pas d'un secteur d'activité vert.

Analyse croisée métiers / secteurs

Il est possible de croiser l'approche par les secteurs et celles par les métiers. On obtient alors plusieurs sous-populations (cf figure 17) :

1. Les actifs exerçant un métier vert ou un métier verdissant dans un secteur vert (parties D et E → G de la figure 17) ;
2. Les actifs exerçant un métier vert ou un métier verdissant dans un secteur non vert ((A+B) - (D+E)) ;
3. Les actifs travaillant dans un secteur vert mais n'exerçant pas un métier vert ou un métier verdissant ((C - (D+E)) ;

Le périmètre n°1 (actifs exerçant un métier vert dans un secteur vert, G) s'attache à analyser uniquement le « cœur de l'économie verte ». Cette approche croisée est selon

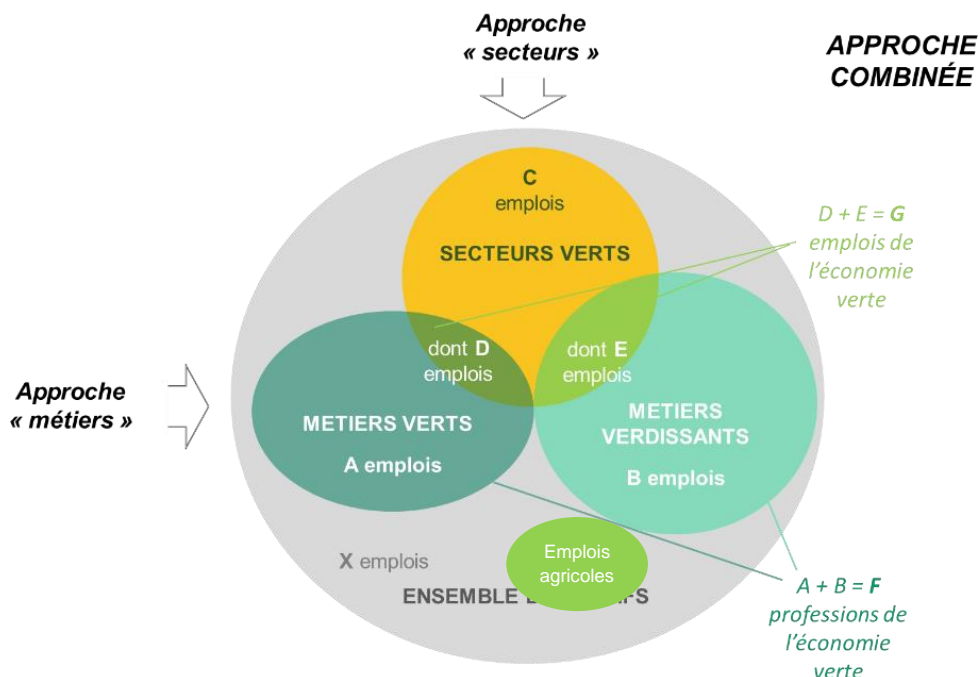


Figure 19 : Approche combinée secteurs / métiers

l'ONEMEV la méthodologie statistique qui permet de mieux circonscrire le périmètre de l'économie verte régionale en évitant de surestimer l'emploi¹¹², mais elle possède l'inconvénient d'apparaître très restrictive.

Synthèse Emploi actuel

1. Approche par secteurs d'activités de l'économie verte (les filières vertes et verdissantes)

28 secteurs d'activités ont été retenus au sein du périmètre d'étude comme relevant de l'économie verte, d'après les recommandations de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (ONEMEV)¹¹³ (14 éco-activités et 14 activités périphériques). Parmi ces 28 secteurs, 11 secteurs d'activités sont caractérisés comme 100% environnementaux par l'OCDE.

- Comme précisé précédemment cette analyse permet d'analyser et de comptabiliser l'ensemble des emplois dans les filières relevant de l'économie verte, quels que soit les métiers exercés.
- Ceci permet notamment de mettre en avant les spécificités économiques du territoire en termes de type d'activités vertes présentes.

2. Approche par métiers verts et verdissants

87 professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) vertes et verdissantes (9 PCS et 76 PCS verdissantes) telles que définies par l'ONEMEV ont été retenues au sein du périmètre d'étude.

- Cette approche permet de quantifier les métiers dont l'activité relève du verdissement, que ce métier soit exercé dans une activité relevant de l'économie verte ou non.
- S'agissant de tenir compte d'un mouvement de fond qui tend à inscrire le verdissement dans de nombreux secteurs d'activités (industrie plus économe en ressources, tourisme durable...) il est important de pouvoir identifier dans quels secteurs d'activité l'on retrouve ces métiers qui participent à verdir l'économie. Par ailleurs, l'analyse par métier est plus pertinente dans le cadre d'une réflexion future sur l'adaptation de l'offre de formation à l'économie verte et aux besoins en compétences générés par cette économie verte.

3. Approche croisée métiers verts et verdissants / secteurs d'activités verts et verdissants et zoom sur les emplois agricoles

- Les deux approches précédentes ont été croisées ; ceci permet notamment d'identifier les emplois relevant de métiers verts et verdissants et exercés dans un secteur d'activité relevant de l'économie verte. Ce qui pourrait constituer l'essence même de la notion d'emplois verts. Toutefois le nombre limité d'emplois concernés conduits à proposer une approche alternative.
- Un zoom spécifique sur les emplois agricoles est conduit à ce stade, ceux-ci contribuant fortement au verdissement de l'économie en Pays Basque.

4. Approche par catégorie

- Cette approche par catégorie permet de faire la synthèse des approches par métiers et secteurs d'activité, en utilisant comme clé d'entrée les 7 grandes catégories d'activité.
- L'ensemble des secteurs d'activité et des métiers verts et verdissants ont été classés en fonction de ces 7 catégories (cf annexe 3)

¹¹² Ibid

¹¹³ Créé en 2010, l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (ONEMEV) est rattaché au Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la Mer (MEEM) et animé par le Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du Commissariat général au développement durable (CGDD). Il offre un diagnostic centralisé de méthodes et de chiffres sur les emplois, métiers et formations de l'économie verte. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-observatoire-national-des-18551.html>

Précisions méthodologiques – MARCHE DU TRAVAIL

► Analyse à partir des données Pôle emploi

Pour quantifier l'offre et la demande d'emploi vert, l'ONEMEV préconise de recourir aux bases de données et classification utilisées par Pôle emploi, tout en soulignant les limites de cette analyse (Pôle emploi n'agrègant qu'une partie des données liées à l'offre et à la demande d'emploi).

Il convient ainsi d'utiliser la **nomenclature Rome** (Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois), qui présente l'ensemble des métiers organisés par « domaines professionnels » (une centaine). Chaque code Rome rassemble des appellations, à savoir les intitulés les plus représentatifs de l'emploi/métier et les plus couramment utilisés par les employeurs et/ou les demandeurs d'emploi (plus de 11 000 appellations sont recensées).

En 2015, l'ONEMEV a identifié, à dire d'experts, **10 codes Rome verts et 52 verdissants**. Ce périmètre statistique est celui pris en compte dans cette étude.

	Périmètre statistique	Nomenclature	Base de données
Le marché du travail	62 codes métiers Rome verts et verdissants (10 codes Rome verts et 52 verdissants)	Rome V3 2013	Données brutes Pôle emploi 2015

Ces 62 codes sont présentés dans le tableau ci-dessous (organisé selon les 7 grandes catégories définies en introduction) :

Code ROME	Libellé
AGRICULTURE, SYLVICULTURE (3 codes ROME)	
A1301	Conseil et assistance technique en agriculture (A1301)
A1303	Ingénierie en agriculture et environnement naturel (A1303)
A1205	Sylviculture
EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, AIR (7 codes ROME)	
K2301	Distribution et assainissement d'eau
I1503	Intervention en milieux et produits nocifs
K2302	Management et inspection en environnement urbain
K2303	Nettoyage des espaces urbains
K2304	Revalorisation de produits industriels (K2304)
K2305	Salubrité et traitement des nuisibles (K2305)
K2306	Supervision d'exploitation éco-industrielle (K2306)
BATIMENT (22 codes ROME)	
F1101	Architecture du BTP
F1103	Contrôle et diagnostic technique du bâtiment
F1104	Dessin BTP
F1106	Ingénierie et études du BTP
F1201	Conduite de travaux du BTP
F1202	Direction de chantier du BTP
F1501	Montage de structures et de charpentes bois
F1503	Réalisation - installation d'ossatures bois
F1604	Montage d'agencements

Code ROME	Libellé
F1606	Peinture en bâtiment
F1607	Pose de fermetures menuisées
F1608	Pose de revêtements rigides
F1609	Pose de revêtements souples
F1610	Pose et restauration de couvertures
F1611	Réalisation et restauration de façades
F1613	Travaux d'étanchéité et d'isolation
F1703	Maçonnerie
I1101	Direction et ingénierie en entretien infrastructure et bâti
F1602	Electricité bâtiment
F1603	Installation d'équipements sanitaires et thermiques
I1306	Installation et maintenance en froid, conditionnement d'air
I1308	Maintenance d'installation de chauffage
ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS (3 codes ROME)	
A1202	Entretien des espaces naturels
A1203	Entretien des espaces verts
A1204	Protection du patrimoine naturel (A1204)
INDUSTRIE (8 codes ROME)	
H1501	Direction de laboratoire d'analyse industrielle
H1503	Intervention technique en laboratoire d'analyse industrielle
H1302	Management et ingénierie Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels
H1303	Intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriel
H1206	Management et ingénierie études, recherche et développement industriel
I1103	Supervision d'entretien et gestion de véhicules
I1604	Mécanique automobile
H1204	Design industriel
TRANSPORT (9 codes ROME)	
N4101	Conduite de transport de marchandises sur longue distance
N4102	Conduite de transport de particuliers
N4103	Conduite de transport en commun sur route
N4105	Conduite et livraison par tournées sur courte distance
N1201	Affrètement transport
N1301	Conception et organisation de la chaîne logistique
N1302	Direction de site logistique
N4201	Direction d'exploitation des transports routiers de marchandises
N4202	Direction d'exploitation des transports routiers de personnes
AUTRES (10 codes ROME)	
G1201	Accompagnement de voyages, d'activités culturelles ou sportives
G1202	Animation d'activités culturelles ou ludiques
G1203	Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents
K1802	Développement local
G1102	Promotion du tourisme local
M1101	Achats
M1102	Direction des achats

Code ROME	Libellé
F1105	Etudes géologiques
M1809	Information météorologique
K2402	Recherche en sciences de l'univers, de la matière et du vivant

Points de vigilance

- La nomenclature Rome évolue quatre fois par an au niveau des descriptions des activités/compétences mais aussi des appellations. En conséquence, les nouvelles appellations sont actualisées pour les codes Rome verts et verdissants une fois par an ;
- A chaque code Rome est associé un ensemble d'appellations. Un code Rome vert ou verdissant ne signifie pas que l'ensemble de ces appellations sont classées vertes ou verdissantes ;
- La correspondance « mécanique » entre la nomenclature utilisée par Pole Emploi (Rome) et celle utilisée par l'INSEE (la nomenclature PCS) grâce à la nomenclature des familles professionnelles n'est pas parfaite : à un code Rome ne correspond pas forcément une seule PCS, la nomenclature des PCS étant souvent moins fine. Il ne fait donc pas statistiquement sens de comparer les données entre elles.

► Analyse complémentaire

Afin de compléter les données transmises par Pôle emploi et apporter une **vision plus qualitative et actualisée** des offres d'emploi vert existant sur le territoire du Pays Basque, l'équipe projet a en parallèle réalisé une enquête à partir d'une liste de mots clés sur 4 sites de références agréant des offres d'emploi :

- APEC (site spécialisé dans le recrutement de cadres) ;
- Emploi environnement.com (site spécialisé dans les offres d'emploi en lien avec l'environnement) ;
- Le bon coin (site d'annonces entre particuliers) ;
- Pôle emploi.

Les membres de l'équipe projet ont recensé l'ensemble des offres sur les 4 territoires d'étude en lien avec le verdissement de l'économie au sein d'une base de données (cf annexe 4) et ont réalisé une analyse synthétique de la typologie et du contenu de ces offres.

Précisions méthodologiques – FORMATION

Afin de compléter l'analyse du marché de l'emploi vert et verdissant, la présente étude aborde également la question de l'offre de **formations environnementales** sur les territoires d'analyse, sachant que l'on entend par « formations environnementales » les formations qui ont pour objectif de protéger, mettre en valeur et restaurer l'environnement.

L'objectif consistait à recenser le nombre de formations et de quantifier les effectifs engagés dans ces formations spécifiques.

Afin d'appréhender l'offre de formation « environnementale » dans sa globalité, l'équipe projet a étudié la formation **sous deux angles complémentaires** : la **formations initiale** (intégrant l'apprentissage) et la **formation continue**.

► Formation initiale

Introduction : données statistiques sur les formations

La formation initiale désigne la **première formation obtenue au terme d'un cycle d'étude**. Elle peut conduire à des :

- **Diplômes généraux ou technologiques** : diplôme national du brevet, baccalauréat général, baccalauréat technologique, licence générale, etc. ;
- **Diplômes à finalité professionnelle** : certificat d'aptitude professionnelle, baccalauréat professionnel, brevet de technicien, brevet de technicien supérieur, licence professionnelle, diplôme universitaire de technologie, etc.

Au total, **5 niveaux de formation** structurent la formation initiale :

- Niveau I : Diplômes de niveau Bac + 5 et plus (Master 1 et 2, magistère, doctorat, diplôme d'ingénieur)
- Niveau II : Diplômes de niveau Bac + 3 (Licence LMD (Licence, Maîtrise, Doctorat), licence professionnelle)
- Niveau IV : Diplômes de niveau Bac (Bac technologique, Bac professionnel, brevet professionnel, brevet de technicien, mention complémentaire)
- Niveau V : Diplômes de niveau inférieur au Bac (BEP, CAP, Brevet professionnel agricole).

2 bases de données nationales fournissent les informations nécessaires au suivi statistique des effectifs en formation :

- **Base Reflet**¹¹⁴ : gérée par le **Centre d'études et de recherche sur les qualifications (Céreq)**¹¹⁵, elle répertorie les diplômes de l'enseignement technique et professionnel délivrés par les ministères chargés de l'Éducation nationale et de l'Agriculture, pour les diplômes allant des niveaux V (BEP/CAP) à III (BTS/DUT) et les licences professionnelles (LP) ;
- **Les bases BCP et SISE** gérées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : la base BCP est une base centrale de pilotage et la base SISE est un système d'information de suivi de l'étudiant.

Chaque région de France a développé des **outils internes** pour produire des données et statistiques sur les différents parcours de formation du territoire ainsi que sur les effectifs suivant ces formations, en s'appuyant sur les bases de données nationales (Reflét, BCP et SISE) précédemment citées.

Le Pays Basque est notamment rattaché au périmètre d'intervention de l'association **Aquitaine Cap Métiers**, « portail régional de l'information sur la formation et les métiers »¹¹⁶.

Identification des formations vertes

Le **Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du CGDD** (service dont dépend l'ONEMEV) est chargé du suivi annuel des effectifs inscrits en formations initiales en environnement. Dans le cadre de sa mission, le SOeS a été amené à développer une méthodologie d'identification des formations environnementales¹¹⁷ et a établi **une liste des formations initiales environnementales à l'échelle de chaque région**.

¹¹⁴ http://mimosa.cereq.fr/reflet/index.php?lien=agri_form_eff

¹¹⁵ Site du Céreq (<http://www.cereq.fr/>)

¹¹⁶ L'association Aquitaine Cap Métiers a été créée en janvier 2009 sous l'impulsion du Conseil régional d'Aquitaine, et en partenariat avec l'Etat, les partenaires sociaux, les professionnels de l'insertion et de l'éducation. <https://www.aquitaine-cap-metiers.fr/web/quest/nos-services>

¹¹⁷ La sélection de ces formations spécifiques a été réalisée à partir d'une liste de mots clés classés selon 6 domaines environnementaux (prévention et réduction des pollutions ; protection de la nature ; hygiène, sécurité, santé, environnement ; aménagement du territoire ; maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables ; gestion sociétale de l'environnement). Chaque diplôme sélectionné a ensuite été analysé pour évaluer l'importance des enseignements environnementaux dans la formation, permettant ainsi un classement à trois niveaux :

- Dominante environnementale (les modules d'enseignements environnementaux représentent plus de 50 % des modules de la formation)
- Modérément environnementale (les modules d'enseignements environnementaux représentent entre 25 et 50 % des modules de la formation) ;
- Faiblement environnementale (les modules d'enseignements environnementaux représentent moins de 25 % des modules de la formation).

Les données statistiques présentées pour la rubrique « formation initiale » de la présente étude se basent ainsi sur la liste des **73 formations initiales environnementales** établie par le CGDD et le Céreq pour la région Aquitaine en 2011 (cf Annexe 5).

Point d'attention

L'analyse des formations initiales environnementales ne concerne pas l'ensemble des diplômes du système éducatif. Sont pris en compte les diplômes techniques et professionnels pour le niveau inférieur ou égal au Bac et les Bac + 2 et les diplômes universitaires (professionnels ou non) et d'ingénieurs pour les niveaux supérieurs ou égaux à Bac + 3.

Production de données statistiques sur les formations vertes initiales à l'échelle du Pays Basque

Une **demande d'extraction** a été adressée à Aquitaine Cap Métiers à partir de la liste établie par le CGDD. Les données fournies portent sur **deux zones d'emploi** (au sens de l'INSEE¹¹⁸) : la zone de **Bayonne**, à laquelle sont rattachées 128 communes du périmètre d'étude, et la zone d'**Oloron-Sainte-Marie**, à laquelle sont rattachées 35 communes du périmètre d'étude.

Point d'attention

Les **Zones d'emploi** définies par l'INSEE et sur lesquelles se basent les données statistiques transmises par Aquitaine Cap Métier ne recoupent pas à l'identique les **Bassins d'emplois** définis par Pôle emploi¹¹⁹ et sur lesquels est basé le périmètre d'étude. Il existe une variation de 12 communes entre les deux.

En complément, l'équipe projet a mené une **recherche manuelle** sur les données de la base nationale Reflet et de l'enquête SISE, à partir de la liste de 73 formations initiales définie par le CGDD. Le périmètre retenu a été la région Aquitaine et / ou l'académie de Bordeaux (en fonction des bases investiguées).

► Formation continue

La formation continue a pour but d'assurer aux salariés, employés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles.

La collecte et l'agrégation de données sur la formation continue sont effectuées par différents organismes, dont les régions.

Identification et production de données sur les formations vertes continues à l'échelle du Pays Basque

Les formations continues vertes du Pays Basque ont été recensées et analysées via le **catalogue 2016 des formations environnementales du Pays Basque**, établi dans le cadre du **Programme Régional de Formation** de la région Aquitaine.

Dans le cadre de son champ de compétences en matière de formation continue, le Conseil Régional de la Région Nouvelle Aquitaine a en effet intégré le **développement durable et la problématique énergie - climat dans les cahiers des charges des commandes publiques de formation**, en cohérence avec le Plan Défi Aquitaine Climat.

Depuis 2011, les actions du Programme Régional de Formation (PRF) de l'Aquitaine s'inscrivent dans cet axe de développement durable et des **formations sont spécifiquement développées** pour préparer les

Les formations dont les modules environnementaux représentaient moins de 5 % des enseignements ont été retirées de la liste des formations environnementales.

¹¹⁸ Base des zones d'emploi 2010, INSEE http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=zonages/zones_emploi.htm

¹¹⁹ Un bassin d'emploi peut se définir comme l'aire d'attraction d'un pôle d'emploi, c'est-à-dire une aire concentrant des employeurs en nombre suffisant pour générer une attraction positive sur un certain nombre de travailleurs

individus à de **nouveaux métiers**, pour leur faire acquérir des **compétences en lien avec le « verdissement » de leur métier et/ou pour leur permettre d'exercer leur métier de façon plus durable** (ex : module de sensibilisation au développement durable). Les PRF sont actualisés annuellement en fonction des priorités régionales en matière de croissance verte, et les formations concernées sont recensées au sein d'un catalogue dédié¹²⁰.

Les publics ciblés par ces formations sont les suivants :

- Les jeunes suivis par les Missions Locales et qui n'ont pas accès à un premier niveau de qualification constituent la priorité pour la collectivité régionale, en matière de formation professionnelle ;
- Les demandeurs d'emploi sans qualification ou titulaires de qualifications obsolètes avec pour objectif l'obtention d'une qualification ;
- Les personnes licenciées, accompagnées dans le cadre d'une cellule de reclassement, et/ou bénéficiaires d'une Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) et/ou d'un Contrat de Transition Professionnelle (CTP) pourront accéder aux formations de ce programme, sous réserve des places disponibles.

2.2.3 Synthèse

Le tableau ci-dessous synthétise l'approche générale retenue dans le cadre de l'étude ainsi que les différentes sources de données mobilisées.

	Approche qualitative		Approche quantitative	
EMPLOI Métiers et secteurs	Source :	Entretiens	Source :	INSEE
	Ex de questions :	<ul style="list-style-type: none"> • Filières d'activités et métiers verts les plus développés sur les territoires • Principaux projets / initiatives visant à développer l'emploi vert et verdissant • Impacts positifs et négatifs du verdissement de l'activité pour les acteurs économiques 	Ex de questions :	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'emplois verts • Part de l'emploi vert dans les emplois totaux • Evolution de l'emploi vert sur 5 ans • Proportion de femmes, etc.
MARCHE DU TRAVAIL	Source :	Entretiens	Sources :	Pôle emploi, sites d'annonces (ex : Apec)
	Ex de questions :	<ul style="list-style-type: none"> • Vision de la demande / de l'offre locales d'emplois verts et verdissants • Principaux leviers et freins au recrutement de compétences « vertes » 	Ex de questions :	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de demandes / offres d'emploi vert • Type de compétences recherchées
FORMATION Initiale et continue	Sources :	Entretiens	Source :	Région Nvle Aquitaine, Cap Métier, bases Reflet et Sise
	Ex de questions :	<ul style="list-style-type: none"> • Parcours de formation existants • Besoins prioritaires en matière de formation 	Type de questions :	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de parcours de formation et évolution • Effectifs

¹²⁰ Entretien mené avec la Région Nouvelle- Aquitaine dans le cadre de la présente étude

3. Etat des lieux qualitatif et quantitatif de l'emploi vert sur les 4 territoires d'étude

3.1. EMPLOI

3.1.1 Approche segmentée selon les 7 grandes catégories d'activité

Introduction

Pour rappel, il a été choisi de présenter l'ensemble des données **qualitatives** recueillies durant les entretiens et les chiffres statistiques associés selon 7 grandes catégories d'activité (cf partie 2.2.2) : 1/ Agriculture et sylviculture ; 2/ Eau, assainissement, déchets, énergie, air ; 3/ Bâtiment ; 4/ Paysage et entretien des espaces verts et naturels ; 5/ Industrie ; 6/ Transport ; 7/ Autre.

Chacun de ces chapitres est structuré de la façon suivante :

- **Présentation du contexte de la catégorie d'activité concernée, au niveau national puis local** : principaux enjeux du verdissement de l'activité et programmes publics structurants ;
- **Analyse de l'emploi vert dans cette catégorie d'activité** (quels sont les principaux métiers ? comment évoluent-ils ? etc.), **et présentation des chiffres liés à l'emploi actuel** (source : enquête réalisée dans le cadre de la présente étude à partir de données transmises par l'INSEE) ;
- **Liste des enjeux locaux liés à l'emploi vert dans la catégorie d'activité.**

Au cours des entretiens et des recherches documentaires conduits par l'équipe projet, une **liste d'initiatives** en lien avec le verdissement de l'économie dans les 7 catégories d'activité sur les territoires d'étude a été constituée et enrichie par les membres du comité technique de l'étude. Cette liste se trouve en annexe 2.

A titre d'illustration, certaines initiatives de cette liste ont fait l'objet **d'encadrés synthétiques**, réparties dans les différentes sous-parties de l'analyse par catégorie d'activités.

Messages clés

- On recense sur les 4 territoires d'étude de **nombreuses initiatives** dans les 7 catégories d'activités, et l'emploi vert représente un **poids économique territorial significatif** dans plusieurs domaines, en particulier dans les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et de la sylviculture ainsi que de l'entretien et de la protection des espaces verts, et enfin dans le transport.
- Cependant, il existe **peu d'approches structurées et coordonnées** entre acteurs de la chaîne de valeur d'un secteur d'activité et/ou entre parties prenantes.
- Les sujets du verdissement de l'activité (enjeux environnementaux) et de l'« emploi vert » ne sont généralement pas appréhendés et présentés en tant que tel : ils sont **sous-jacents à des enjeux d'optimisation économique, d'efficacité énergétique ou de valorisation de savoir-faire traditionnels**. On retrouve cette approche dans la façon de présenter les différentes initiatives en lien avec le verdissement de l'économie mais aussi dans les intitulés et contenus d'offres d'emplois verts ou verdissants (cf partie « Marché du travail »).
- De façon parallèle, **peu de structures coordinatrices** (accompagnement des acteurs économiques) rencontrées dans le cadre de cette première phase d'étude **ont initié une démarche d'étude et d'accompagnement de la thématique « emplois verts » en interne et lui ont dédié des objectifs et ressources** (postes, lignes budgétaires) **spécifiques**. La majeure partie de ces acteurs traitent néanmoins des sujets en lien avec l'emploi vert, mais de façon partielle / thématique.

1 / AGRICULTURE, PÊCHE ET SYLVICULTURE

Contexte : enjeux de la croissance verte dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture

Face au changement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles, l'agriculture, la pêche et la sylviculture constituent des enjeux majeurs de la croissance verte.

AGRICULTURE

► **Contexte national**

Depuis 50 ans, l'agriculture a connu en France une très forte augmentation de sa productivité (ex : multiplication moyenne par 7 pour le maïs¹²¹). Ces performances ont notamment été le fruit d'une spécialisation intense des productions, d'une forte mécanisation et de l'utilisation massive d'intrants. Aujourd'hui, cette évolution atteint ses limites avec le plafonnement des rendements depuis la fin des années 1990 et la dégradation des milieux, par exemple :

- Les **ressources en eau** ont été fortement dégradées en quantité comme en qualité : en France, plus de 90% des eaux de surface analysées contiennent des résidus de pesticides ;
- La **biodiversité** cultivée a été considérablement réduite, ayant pour impact une baisse de la productivité des cultures et une perte d'efficacité des écosystèmes pour capter des ressources essentielles, produire de la biomasse ou décomposer et recycler des ressources biologiques ;
- **Appauvrissement des sols en phosphore et en matière organique** ;
- **Fortes émissions de gaz à effet de serre** (16,2 % des émissions françaises brutes¹²²).

Ces enjeux incitent un nombre croissant d'acteurs à se tourner vers une **agriculture plus « durable »** favorisant la diversification des cultures, le développement d'infrastructures agro-écologiques et la mise en œuvre de techniques alternatives aux intrants chimiques. Par exemple, on assiste à une progression de l'agriculture biologique qui représentait 4,7% des exploitations agricoles fin 2012 et 3,8% de la surface agricole totale, un chiffre en progression de 85% depuis 2007. Ce marché représentait 4,2 milliards d'euros d'achats en 2012. Ces évolutions sont encouragées par les institutions publiques : le ministère de l'Agriculture incite notamment les agriculteurs à s'engager dans le dispositif de certification environnementale des exploitations agricoles initié lors du Grenelle de l'environnement¹²³.

Le développement d'une agriculture durable peut également passer par la mise en place de circuits courts favorisant un mode de commercialisation plus directe. En 2010, 1 exploitant sur 5 vendait en circuit court (soit 170 000 exploitants).

Programmes publics structurants

Le « projet agro-écologique pour la France » a été lancé en décembre 2012 par le Ministère de l'Agriculture et décliné en 7 plans d'action¹²⁴ :

- **Le plan Ecophyto** lancé en 2008 et révisé en 2012 vise la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires.
- **Le plan Semences et agriculture durable** initié en 2011 vise à mieux orienter la sélection des plantes en tenant compte de critères environnementaux.
- **Le plan Énergie, Méthanisation, Autonomie en Azote** lancé en 2013 cherche à développer la production d'énergie par méthanisation des effluents d'élevage.

¹²¹ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, Développement durable, 2011

¹²² Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, Agriculture, 2013

¹²³ La commission nationale de la certification environnementale (CNCE) : De l'agriculture raisonnée à la certification environnementale

¹²⁴ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, Agriculture durable, 2011

- **Le plan Ambition Bio 2017** lancé en mai 2013 vise un doublement de la part des surfaces en agriculture biologique entre 2012 et 2017.
- **Le plan Ecoantibio** initié en 2011 vise à modérer le recours aux antibiotiques en élevage.
- **Le plan Apiculture durable** vise à faire de la France un grand pays apicole dans l'Union européenne
- **Le plan Protéines végétales** a pour objectif de réduire la dépendance de la France en protéines pour l'alimentation animale.

On peut également noter un verdissement de la politique agricole européenne qui incite les agriculteurs à davantage intégrer des critères environnementaux à leurs pratiques :

- Depuis 2005, les agriculteurs ne perçoivent d'aides européennes qu'à condition de respecter certaines règles relatives à l'environnement, à la santé publique, à la santé des animaux et des végétaux, ainsi qu'au bien-être des animaux ;
- Le paiement vert adopté pour la période 2014-2020 : chaque exploitation mettant en œuvre des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement recevra des subventions en contrepartie.

► **Appropriation du contexte local**

L'agriculture est une activité importante au Pays Basque, avec presque 4 000 agriculteurs exploitants comptant pour 4% des emplois¹²⁵, contre 2,7% au niveau national (voir partie 2.1.2 Pays Basque/Introduction). Elle est **particulièrement développée dans les zones intérieures du Pays Basque**, où elle peut représenter jusqu'à 22% des emplois dans certaines communautés de communes (et notamment Garazi-Baigorri et Soule-Xiberoa¹²⁶). La surface agricole utile est au Pays Basque de 173 000 hectares¹²⁷ (soit 58,3% de la surface totale du Pays Basque).

En comparaison avec le reste de l'agriculture française, l'agriculture basque se caractérise par une **forte présence de surfaces toujours en herbe** du fait de l'alimentation des troupeaux (2/3 des surfaces agricoles) et des **exploitations de faible superficie** (28 ha en moyenne contre 55 ha au niveau national), dont **beaucoup comportent une surface de forêt** encore très peu exploitée. Il est également à noter que l'agriculture basque a fortement **façonné les paysages du territoire**, notamment via l'agropastoralisme, et continue à avoir un rôle déterminant à cet égard.

Enfin, le Pays Basque connaît une **forte dynamique d'installation** : les Pyrénées Atlantiques constituent le 1^{er} département français en nombre d'installations de jeunes agriculteurs en 2013 et le Pays Basque représente 57% de ces installations contre 43% en Béarn.¹²⁸

L'agriculture basque doit néanmoins faire face à des **enjeux environnementaux importants** : la consommation d'énergie totale du secteur s'élève à 47 000 TEP en 2010 et les émissions totales de gaz à effets de serre sont de 886 750 tonnes de CO₂ en 2015 (soit 5,2 tonnes de CO₂ par hectare)¹²⁹. Cette **moyenne par hectare est bien plus forte que la moyenne nationale** du fait du fort développement de l'élevage, qui génère une forte fermentation entérique.

De nombreux acteurs du Pays Basque se sont spécialisés dans des **démarches locales de qualité** imposant des conditions particulières de production ou de fabrication selon les produits (par exemple élevage en plein-air des volailles, garantie de l'origine géographique du produit). L'agriculture basque possède en effet un fort attachement aux méthodes traditionnelles et à l'économie locale qui sont mises en valeur par plusieurs appellations (ex : 4 AOC). Plus de 2 000 exploitations sont sous signe officiel de qualité

¹²⁵ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013

¹²⁶ INSEE, Caractéristiques de l'emploi et de la population active, 2013

¹²⁷ Solagro, Etude pour une stratégie climat énergie des secteurs agricole et forestier en pays Basque, Réalisation d'un diagnostic ClimAgri@-Animation-Plan d'actions, 2015.

¹²⁸ Conseil des élus du pays Basque, Quelle alimentation pour le Pays Basque demain?, octobre 2015

¹²⁹ Solagro, Etude pour une stratégie climat énergie des secteurs agricole et forestier en pays Basque, Réalisation d'un diagnostic ClimAgri@-Animation-Plan d'actions, 2015.

et 30 AMAP sont recensées en 2013. La mise en œuvre de démarches locales de qualité **converge généralement avec les principes et techniques de l'agriculture raisonnée et de l'agro-écologie** (utilisation intégrée des ressources et des mécanismes de la nature pour mieux produire).

Plusieurs structures se sont ainsi lancées dans des démarches de valorisation de produits locaux. En 2002 par exemple, une dizaine de producteurs ont créé le Syndicat de défense et de promotion du piment doux du Pays Basque afin de revaloriser le piment doux et de préserver des variétés locales spécifiques. Aujourd'hui 16 maraîchers, situés notamment dans les zones périurbaines autour de l'agglomération bayonnaise et jusque dans le Seignanx voisin, participent à la démarche^{130 131}. Cette initiative est désormais récompensée par l'obtention du signe officiel de qualité Label Rouge.

Le Pays Basque est engagé dans **l'agriculture biologique** avec des exploitations très diversifiées sur le territoire (autant de fermes d'élevage que de cultures) mais encore peu nombreuses. Elles **représentent 2.6% de la Surface Agricole Utile (SAU) (3200 ha en bio)** contre 3.9% à l'échelle nationale et ce, malgré un **doublement du nombre d'exploitations entre 2008 et 2013**.¹³²

Enfin, le recours aux **circuits courts** est également fort sur le territoire, puisque 15% des exploitants ont une partie de leur exploitation en vente directe. Le chiffre monte même à 40% pour les jeunes agriculteurs qui s'installent en Pays Basque¹³³. Le recours à des circuits courts peut avoir un impact environnemental important en limitant l'impact carbone de l'activité, notamment d'un point de vue logistique.

Les producteurs sont également amenés à utiliser de **nouveaux canaux de distribution** plus respectueux de l'environnement et plus proches des consommateurs (ex : vente en ligne). Ainsi, un groupement de producteurs de la communauté de communes du Pays d'Hasparren a créé le site Xixtroak¹³⁴, un site de vente en ligne de produits fermiers (fromage, fruits et légumes, viandes, volaille) livrés dans des points retraits, dont une partie sont des produits biologiques.

Au vu de la place majeure qu'occupe l'agriculture au sein de l'économie basque en termes d'emploi et d'activité, et après identification des nombreuses initiatives tournées vers une agriculture plus raisonnée, il a été décidé, en concertation avec le comité technique, de prendre en compte le secteur de l'agriculture dans l'analyse quantitative des emplois verts et verdissants du Pays Basque bien que ce secteur ne soit pas officiellement intégré à la liste préconisée par l'ONEMEV.

Programmes locaux structurants

- Dans le but de promouvoir une agriculture durable dans son projet de territoire Pays Basque 2020, le Conseil des élus a répondu à l'appel à candidature de l'ADEME sur le déploiement de l'outil **ClimAgri** en Région Aquitaine lancé en mars 2012 afin de définir une stratégie Climat Energie pour l'agriculture et la forêt en Pays Basque ;
- Le Conseil des Elus du Pays Basque a ouvert, en 2014, un chantier spécifique (avec l'aide de l'IUFN¹³⁵) sur la question de l'alimentation pour réfléchir aux coopérations favorisant une alimentation locale et de qualité. Le document « **Quelle alimentation pour le Pays Basque, demain ?** » propose une première approche de cette réflexion. Un Conseil en gouvernance alimentaire a été créé fin 2015 et des ateliers, en 2016, se sont tenus avec pour objectif d'élaborer un plan d'actions.

¹³⁰ Site Uztartu, Plus de valeur ajoutée dans la filière maraichers-piments (<http://www.uztartu.fr/fr/filiere-viande-bovine.html>)

¹³¹ Site Mediabask, Label rouge pour le piment doux, Juillet 2016 (http://mediabask.naiz.eus/eu/info_mbsk/20160726/label-rouge-pour-le-piment-doux)

¹³² Conseil des élus du pays Basque, Quelle alimentation pour le Pays Basque demain?, octobre 2015.

¹³³ Entretien Chambre d'Agriculture 64

¹³⁴ Site Xixtroak (<http://xixtroak.com/>)

¹³⁵ IUFN - International Urban Food Network

PECHE MARITIME

La côte basque offre une grande diversité de milieux naturels et d'espaces remarquables abritant des espèces animales et végétales variées, dont certaines rares et endémiques (ex : le Gouf de Capbreton, un des canyons sous-marins les plus profonds au monde, constitue en face du port de Capbreton un phénomène géologique exceptionnel et un site remarquable en termes d'habitats et d'espèces benthiques).

Après la période 2005-2010 qui a vu la flottille de pêche du quartier maritime de Bayonne perdre un quart de ses navires et la production débarquée sous la criée diminuer de plus de 40 %¹³⁶, **les indicateurs socioéconomiques de la filière se sont redressés**, sans parvenir toutefois à ce qu'ils étaient il y a 30 à 40 ans, la filière pêche restant étroitement soumise à de nombreuses contraintes structurelles (accès à la ressource, prix du carburant, coût élevé des investissements, ...). Diversifiée et très polyvalente, la **flottille de près de 150 navires de pêche** en 2015 s'est aujourd'hui stabilisée, le départ de navires du quartier étant compensé par l'arrivée de navires en provenance d'autres quartiers. Plus des deux tiers des navires sont exploités à partir d'un port du territoire basco-landais, **Saint-Jean-de-Luz / Ciboure** et **Capbreton** notamment. La production de poissons débarquée sous la criée de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure est quant à elle en progression et atteint 10 355 tonnes d'une valeur de 32,91 millions d'euros en 2015. Cette hausse est principalement liée à une espèce, le merlu, et au choix de quelques navires hauturiers d'y débarquer une partie de leurs apports de merlu.

Première de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, la criée de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure se classe en 2015 **au 5ème rang en valeur et au 6ème rang en poids des 36 criées françaises**.

Les activités de pêche locale génèrent sur le territoire entre **250 et 260 emplois directs** de marins en mer et entre 340 et 500 emplois indirects et induits à terre.

Par ses acteurs, ses activités, son histoire, ses savoir-faire, la qualité reconnue de ses produits et la présence de ports au coeur même de villes comme Capbreton et Saint-Jean-de-Luz / Ciboure, cette activité de pêche contribue fortement à **l'identité, au patrimoine et à l'attractivité du territoire** et tout particulièrement de son littoral.

Le secteur de la pêche comporte deux principaux défis / enjeux en termes de développement durable :

- Une **préservation des ressources halieutiques** sur le long terme, qui nécessite la mise en œuvre de mesures de conservation (telles que la protection d'habitats « sensibles » par exemple), et de régulation de l'accès aux ressources halieutiques ;
- **La réduction des consommations et des polluants**. Le secteur de la pêche est fortement consommateur de carburant, ce qui a poussé au lancement d'initiatives pour réduire cette consommation. Au Pays Basque, le programme de recherche **ITSASOA** lancé en 2012 visait à faire naviguer des bateaux avec de l'huile végétale pure (via la décomposition du maïs) et à mettre en place une filière courte d'avitaillement de bateaux de pêche professionnelle sur le port de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure. Le programme a été prolongé sur deux années supplémentaires en 2014 et la même année, deux bateaux de pêche de Saint-Jean-de-Luz ont navigué avec de l'huile végétale pure.

SYLVICULTURE

► Contexte national

La France est le 3^{ème} pays européen pour sa surface forestière (après la Suède et la Finlande) avec **15,3 millions d'hectares en métropole** (28,3% du territoire), dont 10,6 millions d'hectares de forêts privées et 4,7 millions d'hectares de forêts publiques.¹³⁷

¹³⁶ Dossier de candidature Groupe Côte basque - sud landes pour la mise en œuvre en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes du développement local mené par les acteurs locaux dans le cadre du Fonds Européen Pour Les Affaires Maritimes et la Pêche 2014-2020. L'ensemble du paragraphe provient de cette source

¹³⁷ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, La forêt en France, 2011.

La forêt française est la source de nombreux enjeux aussi bien économiques qu'environnementaux. Les forêts sont en effet une réserve importante pour la biodiversité qu'il s'agit de protéger, puisqu'elles abritent par exemple 72% des espèces de la flore française. Mais elles sont également créatrices d'emplois et de valeur dans la mesure où elles touchent aux activités de transformation du bois, aux artisans et aux entreprises du bâtiment. Ainsi, si l'on regroupe ces acteurs, la filière forêt-bois emploie plus de 450 000 personnes et le chiffre d'affaire de la filière bois est de 50 milliards d'euro en France¹³⁸. Enfin, la forêt est également un lieu très favorable aux activités de loisirs et de tourisme.

Programmes publics structurants

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt¹³⁹ vise à la mise en œuvre concrète de l'agro-écologie. Exemples de mesures prévues :

- Création de groupements d'intérêt économique et environnemental (Giee) : collectifs d'agriculteurs souhaitant s'engager dans l'agroécologie et qui pourront bénéficier de majorations dans l'attribution des aides publiques ;
- Création d'un Fonds stratégique de la forêt et du bois qui aura pour vocation de renouveler la forêt et de valoriser la filière bois ;
- Création du groupement d'intérêt économique et environnemental forestier (Gieef) pour faciliter la gestion des forêts privées et lutter contre leur morcellement.

► Appropriation du contexte local

Le Pays Basque possède une forêt de 75 000 hectares dont les deux tiers constituent des forêts privées. En 2015, il a été estimé que la récolte de bois (forêt privée et publique) était approximativement de 50 000 m³/an.¹⁴⁰ Économiquement, le secteur emploie dans la région Aquitaine **28 000 personnes** et génère un chiffre d'affaire de 2,6 milliards d'euros¹⁴¹ (*des données économiques propres au Pays Basque n'ont pas pu être identifiées par l'équipe projet dans le cadre de l'étude*).

Une des particularités du massif pyrénéen est la présence de Commissions Syndicales qui remontent au début du XIX^{ème} siècle. Elles ont pour attributions de gérer les estives au bénéfice des éleveurs transhumants, l'exploitation de la forêt et la gestion de la chasse¹⁴². Au sein du Pays Basque, on retrouve ainsi la Commission Syndicale de la Vallée de Baigorry, du pays de Cize, d'Ostabarret et du Pays de Soule.

Programmes locaux structurants

En concertation avec les communautés de communes concernées, les Commissions Syndicales ont rédigé la Charte de Développement Durable de la Montagne Basque en 2007, dont l'un des objectifs opérationnels est de pérenniser et renforcer la fonction économique de la forêt¹⁴³ (cf ci-après)

¹³⁸ Site du gouvernement, La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, 2016.

¹³⁹ Site du gouvernement, La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, 2016.

¹⁴⁰ Solagro, Etude pour une stratégie climat énergie des secteurs agricole et forestier en pays Basque, Réalisation d'un diagnostic ClimAgri@-Animation-Plan d'actions, 2015.

¹⁴¹ Le Centre Régional de la Propriété Forestière d'Aquitaine, La forêt d'Aquitaine en chiffres.

¹⁴² Convention de pôles touristiques pyrénéens, Convention Interrégionale de massif des Pyrénées 2007 – 2013

¹⁴³ Site Leader Lurraldea, La charte de développement durable de la Montagne basque

L'emploi vert dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture

► Contexte national

1. AGRICULTURE, PÊCHE ET SYLVICULTURE	
EMPLOIS	
Secteurs	
NAF (0)	Libellé
Métiers	
PCS (5)	Libellé
480a	Contremaîtres et agents d'encadrement (non cadres) en agriculture, sylviculture
381a	Ingénieurs et cadres d'étude et d'exploitation de l'agriculture, la pêche, les eaux et forêts
691f	Ouvriers de l'exploitation forestière ou de la sylviculture
471a	Techniciens d'étude et de conseil en agriculture, eaux et forêt
471b	Techniciens d'exploitation et de contrôle de la production en agriculture, eaux et forêt
MARCHÉ DU TRAVAIL	
Code Rome (3)	Libellé
A1301	Conseil et assistance technique en agriculture (A1301)
A1303	Ingénierie en agriculture et environnement naturel (A1303)
A1205	Sylviculture

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
3700Z	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

Figure 20 : Listes des secteurs centraux de l'économie verte (SOeS, Esane 2012) et des métiers verts et verdissants (selon la nomenclature PCS) établie au 1er janvier 2015 par l'ONEMEV- revue Nomadéis selon les 7 catégories d'activités de la base PCS

Selon la liste définie par l'ONEMEV, l'agriculture, la pêche et la sylviculture comprennent uniquement des **métiers verdissants**.

Ces métiers peuvent concerner directement l'**exploitation de l'espace agricole ou forestier** (Ouvriers de l'exploitation forestière ou de la sylviculture) ou être plus en lien avec l'**étude technique et réglementaire** de ces espaces (Ingénieurs et cadres d'étude et d'exploitation de l'agriculture, la pêche, les eaux et forêts ; Techniciens d'étude et de conseil en agriculture, eaux et forêt).

La transition écologique impose aux entreprises agricoles de se renouveler, en améliorant leur **bilan carbone** (réduction des matières importées destinées à l'alimentation animale par exemple), en usant moins de produits phytosanitaires et d'intrants, dans un objectif de préservation des eaux et des sols. Il est également important de réaliser leur choix de cultures en fonction de leur territoire d'implantation, en respectant les sols et les caractéristiques climatiques. Enfin, les éleveurs et les agriculteurs sont poussés vers une production plus raisonnée ou biologique via l'octroi d'aides publiques.

La sylviculture doit également s'adapter pour favoriser une gestion plus durable des ressources en bois et répondre à la demande pour cet éco-matériau, la production de bois certifié étant encouragée.

En 2010, selon l'ONEMEV¹⁴⁴, les professions liées à l'agriculture-sylviculture représentaient 74 000 emplois en France, soit 20% des professions verdissantes. Ces métiers sont assurés à 80% par des **hommes**.

Au niveau du marché de l'emploi, l'agriculture-sylviculture représente le secteur avec la plus faible part d'offre d'emploi parmi les secteurs liés à l'économie verte (0,6%). De même, seulement 1,1% des

¹⁴⁴ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, Le marché de l'emploi de l'économie verte, aout 2014

demandeurs d'emploi positionnés sur un métier vert ou verdissant recherchent un emploi dans le secteur agriculture-sylviculture.¹⁴⁵

► L'emploi vert au Pays Basque

D'un point de vue purement statistique, les emplois verts et verdissants dans les secteurs agricole et sylvicole sont peu nombreux, notamment parce que les métiers concernés sont des métiers très spécifiques. Il s'agit en effet de 5 métiers assez peu répandus tels que les contremaîtres et les agents d'encadrement en agriculture et sylviculture, les ingénieurs et les cadres d'étude et d'exploitation de l'agriculture, la pêche, des eaux et forêts ou encore les techniciens d'étude et de conseil en agriculture¹⁴⁶.

Pour tenir compte des spécificités locales notamment en matière de pratiques agricoles et sylvicoles, il est apparu important d'insister sur ces emplois qui représentent au total 4 500 postes sur le Pays Basques et participent fortement au verdissement du territoire.

Enjeux et messages clés

1. La transition vers des modèles d'agriculture raisonnée / à faible impact environnemental pose certains **enjeux économiques** pour les exploitants. Il s'agit notamment de valider que les investissements initiaux nécessaires aux agriculteurs pour adapter leurs outils de production seront rentabilisés par **l'existence d'un volume de demande (et donc de débouchés)** suffisant sur le territoire pour assurer un revenu décent à l'agriculteur¹⁴⁷. L'agriculture raisonnée et le recours aux circuits courts ne doit pas se traduire par une précarisation du travail des agriculteurs, avec notamment des conditions de travail plus difficiles (mécanisation moindre) et une difficulté à cumuler les fonctions d'agriculteur, de fournisseur et de vendeur. Cet enjeu fait l'objet d'études et de démarches d'accompagnement de la part de structures spécialisées (ex : Chambre d'agriculture 64, Euskal Herriko Laborantza Ganbara). Ces dernières appuient également les acteurs économiques dans **l'évaluation de leurs besoins en main d'œuvre** (en lien avec les enjeux économiques évoqués) et travaillent sur des dispositifs visant à **mutualiser certaines actions** ;
2. Cette transition implique également des **évolutions en termes de pratiques et donc de compétences** pour les agriculteurs : compétences en termes de méthodes agricoles (ex : entretien des sols, techniques de culture (cf illustration Herriko ci-dessous)), mais aussi compétences commerciales (ex : capacité à vendre en circuit court) ;

Illustration : Initiative « HERRIKO » : blé, farine et pain

Des agriculteurs se sont lancés en 2009 dans la production de **blé panifiable** issu d'une variété adaptée aux sols et au climat du Pays Basque, dans une volonté de diversifier leurs cultures (suite notamment à un appauvrissement de leurs terres dû à la monoculture du maïs). Cette culture locale du blé avait presque disparu depuis 40 ans, et il a fallu **trois années d'adaptation pour réapprendre des techniques oubliées et obtenir des rendements performants**. Les agriculteurs ont été accompagnés par Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHGL) et ont pu progressivement enrichir leurs connaissances techniques du sujet, permettant finalement d'atteindre une récolte performante en juillet 2012 (avec un rendement de 59 quintaux/ha). Le blé est produit selon un cahier des charges qui garantit une **agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement**. Une vingtaine de boulangers sont présents dans la filière et utilisent la farine produite pour fabriquer le pain HERRIKO.

Une initiative du même type a été menée avec succès afin de mettre en place une filière de viande bovine entièrement localisée au Pays Basque (élevage, abattage, transformation et commercialisation).



¹⁴⁵ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, Le marché de l'emploi de l'économie verte, aout 2014

¹⁴⁶ Source : Nomadéis, Katalyse, « Analyse quantitative de l'emploi au Pays Basque », 2016, d'après données Pôle emploi 2013

¹⁴⁷ Entretiens Chambre d'Agriculture 64, CCI Bayonne Pays Basque, Soule-Xiberoa

En savoir plus : Site Uztartu – la marque HERRIKO.

3. Un enjeu clé pour les agriculteurs réside dans la **diversification vers l'énergie**, notamment la filière bois et la méthanisation. En effet, le maintien d'une agriculture compétitive sur le territoire passe par la réduction des charges énergétiques de production, pour le chauffage des serres notamment. Or de nombreuses exploitations bénéficient à la fois de terrains boisés et d'un volume important de déjections animales du fait de l'élevage très répandu. Il existe donc un potentiel important en termes de bois énergie et de méthanisation.

2 / EAU / ASSAINISSEMENT, DECHETS, ENERGIE, AIR

Contexte : enjeux de la croissance verte dans les secteurs de l'eau-assainissement, des déchets, de l'énergie, de l'air

EAU / ASSAINISSEMENT

► Contexte national

En 2011, le **secteur de la « production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution »**, représente un **chiffre d'affaires de 38 milliards d'euros** et une valeur ajoutée d'environ 12 milliards d'euros. Il comptabilise **11 700 sociétés et emploie 136 500 salariés** en équivalent temps plein.

Les activités liées à l'eau (distribution et assainissement) représentent environ **40 % du chiffre d'affaires** (15,2 milliards d'euros)¹⁴⁸. La distribution de l'eau se distingue par sa forte concentration : les dix plus grosses sociétés françaises réalisent 70 % du chiffre d'affaires¹⁴⁹.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006¹⁵⁰ a permis la reconnaissance du droit à l'eau pour tous, ainsi que la **prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources**. C'est dans ce cadre législatif que s'organise aujourd'hui la gestion administrative et politique de l'eau en France métropolitaine. Un des **objectifs** de la France en termes de gestion de l'eau d'ici 2021 est d'**atteindre 87,6%¹⁵¹ des eaux de surface en « bon état ¹⁵²»**.

► Contexte local

Pays Basque

Bien que les activités liées à la production, la distribution d'eau et l'assainissement représentaient **moins d'1% des établissements** sur le territoire du Pays Basque (150 établissements) et **des emplois** (969 emplois) en 2012¹⁵³, le Pays Basque a la particularité de disposer de **masses d'eau variées** irriguant un territoire situé entre **montagne et littoral**.

A titre d'exemple, le **Sud Pays Basque** dénombre plus de 300 km de cours d'eau, 24 km de côtes, 7600 hectares de forêts et 4 300 hectares de terres agricoles. Sur son territoire, les services de l'eau sont pour la plupart gérés par des **délégués** via des contrats pluriannuels. Depuis décembre 2005, **4,7 millions de**

¹⁴⁸ Insee 2012

¹⁴⁹ Insee 2012

¹⁵⁰ En savoir plus : eaufrance, La loi sur l'eau et les milieux aquatiques <http://www.eaufrance.fr/3-s-informer/comprendre/la-politique-publique-de-l-eau/la-loi-sur-l-eau-et-les-milieux>

¹⁵¹ En savoir plus : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau Pour un bon état des eaux en 2015

¹⁵² Dans le cas des masses d'eau naturelles de surface, le bon état global se définit comme étant un bon état écologique et un bon état chimique. Le bon état écologique est caractérisé par le faible impact des activités humaines permettant le fonctionnement des écosystèmes aquatiques. Le bon état chimique est caractérisé par la concentration de certaines substances chimiques dans le milieu aquatique. En savoir plus : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau Pour un bon état des eaux en 2015, juin 2012

¹⁵³ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique du Pays Basque et de ses territoires, 2013/2014 Source INSEE SIREN 2012

m³ d'eau potable par an ont été distribuées aux 12 communes du Sud Pays Basque grâce à la présence de **6 usines de potabilisation de l'eau** et **9 stations d'épuration des eaux usées**¹⁵⁴.

Afin d'assurer une **gestion durable de l'eau** et de répondre aux objectifs fixés par le cadre législatif national (cf. ci-dessus), des **politiques publiques de gestion de l'eau** ont été mises en œuvre sur le territoire.

A titre d'exemple, dans le cadre de la déclinaison du SDAGE Adour-Garonne¹⁵⁵ à l'échelle des bassins locaux, la Communauté de Communes Sud Pays Basque, l'Agglomération Côte Basque - Adour et la Communauté de communes Errobi, se sont engagées dès 2010 dans l'élaboration du Sage Côtiers Basques¹⁵⁶. Les **principaux enjeux** consistent à améliorer la qualité du service de l'eau potable, protéger les rivières et leurs berges, préserver et valoriser la biodiversité en réhabilitant les zones humides.

De 2006 à 2012, la CC Sud Pays Basque a par exemple investi 58 millions d'euros dans la politique de l'eau dont 83% pour les travaux d'assainissement (ex : création d'un bassin de stockage des eaux usées près de l'hôpital héliomarin à Hendaye pour protéger la plage), 13% pour la production de l'eau potable et 4% pour la protection des milieux naturels (ex : ensemble de travaux d'amélioration du système de la baie Saint-Jean-de-Luz)¹⁵⁷.

Dans le cadre du **Contrat territorial Pays Basque 2008-2013**, plusieurs **outils de gestion intégrée de l'eau** ont été mis en place à l'échelle du territoire (ex : Défi Côte Basque, Contrats de rivières, Assises locales de l'eau, etc.)¹⁵⁸

Dans le domaine de la **recherche appliquée à la gestion active des plages**, le GIS Littoral Basque¹⁵⁹ administre actuellement une plateforme de données accessibles en ligne pour faciliter la gestion du littoral et favoriser l'émergence de nouveaux projets de recherche. Cette plateforme est financée par les collectivités de la côte basque. Le GIS Littoral Basque mène également **deux autres projets de recherche** (en cours) :

- Une étude sur la mortalité des bactéries en vue d'améliorer les outils de modélisation et de prévision de la **qualité des eaux de baignade** (projet de recherche **UR BIDEA**) ;
- Une étude sur la prévision des risques de submersion marine et d'érosion côtière à l'échelle transfrontalière (projet de recherche **MAREA** cf. ci-dessous).

Illustration : Projet de recherche MAREA pour la prévision des risques de submersion marine et d'érosion côtière à l'échelle transfrontalière

Le **projet MAREA** (Modélisations et Aide à la décision face aux Risques côtiers en Euskal Atlantique) a été retenu en mai 2016 dans le cadre de l'**appel à projet POCTEFA** (financements européens franco-espagnol Interreg) sur l'axe « adaptation au changement climatique et gestion des risques naturels ».

Mené par des scientifiques et des collectivités membres du **GIS Littoral Basque**, le projet vise à mieux comprendre les épisodes de tempêtes des cinquante dernières années sur la côte basque afin de **prévenir les risques de submersion marine et d'érosion côtière** grâce à la mise en place d'**outils** plus performants. Le projet sera mené sur trois ans (2016-2019).

L'**Agglomération Côte Basque - Adour** en sera le chef de file. Le budget est d'1,5 million d'euros dont 1 million d'euros de fonds FEDER.



¹⁵⁴ CC Sud Pays Basque, Tout savoir (ou presque) sur la gestion de l'eau du Sud Pays Basque, juin 2012

¹⁵⁵ Le SDAGE Adour-Garonne constitue le document de référence du bassin pour mettre en œuvre les politiques de l'eau dans les sous-bassins. Le SDAGE 2010-2015 a planifié la gestion équilibrée des ressources en eau et des milieux aquatiques du bassin Adour-Garonne pendant 6 ans. Ce document est remplacé depuis le 22 décembre 2015 par le SDAGE 2016-2021.

¹⁵⁶ SAGE Côtiers basques (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

¹⁵⁷ CC Sud Pays Basque, Tout savoir (ou presque) sur la gestion de l'eau du Sud Pays Basque, juin 2012

¹⁵⁸ En savoir plus : Mobiliser les acteurs de l'ensemble du Pays Basque pour une gestion équilibrée de la ressource en eau : Proposition de travail pour la période 2008-2009

¹⁵⁹ Groupement d'Intérêt Scientifique Littoral Basque <http://gislittoralbasque.eu/drupal/>

Pour en savoir plus : Dossier de presse du projet MAREA, 6 juillet 2016

http://www.agglo-cotebasque.fr/fileadmin/user_upload/fichiers/actualites/DOSSIER_DE_PRESSE_MAREA_juin_2016_01.pdf

Communauté de communes Garazi Baigorri

Comme sur l'ensemble du territoire Basque, les activités liées à la production, la distribution d'eau et l'assainissement représentaient **moins d'1% des établissements** sur le territoire de la CC Garazi Baigorri (18 établissements) et **des emplois** (35 emplois) en 2012¹⁶⁰.

Dans le cadre du **programme de gestion pour la période 2012 – 2016**¹⁶¹, le **syndicat mixte du bassin versant de la Nive**, collectivité composée de 46 communes et de l'ACBA (Agglomération côte basque Adour), œuvre pour l'amélioration de la qualité de l'eau de la Nive et de ses affluents. Pour y parvenir, il agit sur plusieurs plans dont : la définition de politiques de **gestion intégrée de la ressource en eau**, la mise en place de **mesures agro-environnementales**, l'éducation à l'environnement (ex : opération « Nive zéro déchet »), ou la **réduction des pesticides** dans les collectivités (ex : réalisation de plans de désherbage).

Enfin, un enjeu autour du **besoin de professionnalisation des services eau/assainissement** a été relevé sur le territoire de la Communauté de communes Garazi Baigorri.

Communauté de communes Soule-Xiberoa

Comme sur l'ensemble du territoire Basque, les activités liées à la production, la distribution d'eau et l'assainissement représentaient **moins d'1% des établissements** sur le territoire de la CC Soule-Xiberoa (26 établissements) et **des emplois** (66 emplois) en 2012¹⁶².

Les interlocuteurs de la CC Soule-Xiberoa compétents en matière d'eau et assainissement, collecte et traitement de l'eau sont¹⁶³ le **syndicat d'assainissement du Pays de Soule (SAPS)** et le **syndicat Intercommunal des Gaves d'Oloron et de Mauléon (SIGOM)**. En plus des opérations d'entretien de la végétation, de gestion des érosions, de sensibilisation des décideurs locaux et riverains à un développement équilibré et équitable des ressources naturelles, le SIGOM mène actuellement trois opérations phares : la mise en place d'un plan gestion et d'un programme pluriannuel des interventions, l'animation de l'opération coordonnée d'amélioration de la continuité écologique, l'animation du programme d'actions pour l'atteinte du bon état écologique des eaux (PAOT).

En termes d'infrastructures, la CC Soule-Xiberoa compte deux usines de traitement, dont une à filtration à membrane.

DECHETS

► Contexte national

Comme mentionné ci-dessus dans la partie « eau-assainissement », le secteur de la « production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution », représente un chiffre d'affaires de 38 milliards d'euros et une valeur ajoutée d'environ 12 milliards en 2011. La **gestion des déchets (collecte et traitement) et la récupération** représentent chacun 60 % du chiffre d'affaires de ce secteur (22,8 milliards d'euros). La dépollution occupe encore une place marginale. Ce sont surtout des **activités de service**¹⁶⁴. Dans le secteur de la récupération, les sociétés sont de taille modeste (5 salariés en moyenne) et les très grandes unités (plus de 250 salariés) ne représentent que 20 % du chiffre d'affaires (les trois quarts dans la distribution de l'eau).

¹⁶⁰ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique du Pays Basque et de ses territoires, 2013/2014 Source INSEE SIREN 2012

¹⁶¹ En savoir plus : Le programme de gestion Garazi Baigorri <http://www.garazibaigorri.com/fr/environnement/la-gestion-des-cours-d-eau.html>

¹⁶² CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique du Pays Basque et de ses territoires, 2013/2014 Source INSEE SIREN 2012

¹⁶³ Pour en savoir plus : Eau et assainissement, collecte et traitement de l'eau en Soule Xiberoa <http://www.soule-xiberoa.fr/fr/vie-pratique/eau-assainissement.html>

¹⁶⁴ Insee 2012

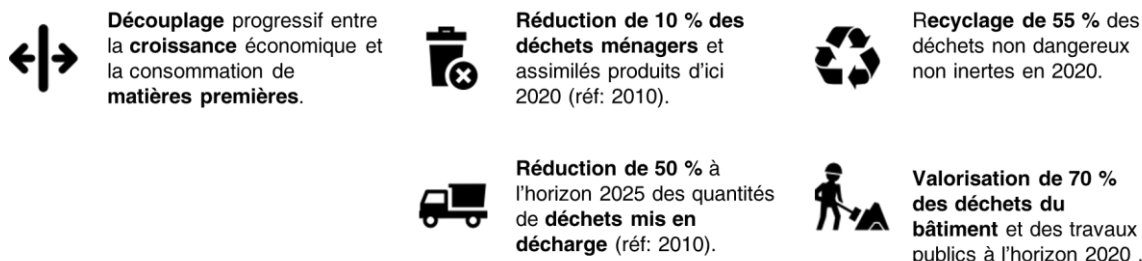
Face à la production de 314,8 millions de tonnes de déchets en 2012, la France s'est donné des objectifs pour réduire l'élimination des déchets et augmenter leur valorisation¹⁶⁵. En 2015, dans le cadre de la **loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)**, l'Etat a reconnu l'économie circulaire¹⁶⁶ comme un chantier clé de la croissance verte et a ainsi développé le **Plan de réduction et de valorisation des déchets 2014-2020**.

Les objectifs de cette approche sont multiples :

- Optimiser les flux d'énergie et de matière à l'échelle d'un système ;
- Prévenir les consommations et les rejets ;
- Revaloriser les résidus ;
- Allonger le cycle de vie des ressources non renouvelables grâce au recyclage, au ré-usinage et/ou à la maintenance préventive ou curative.

Le **Programme national de prévention des déchets 2014-2020** ne s'arrête pas seulement à la réutilisation ou la valorisation matière¹⁶⁷ et énergétique¹⁶⁸ des déchets mais comporte également un volet « prévention », qui propose des mesures de réduction de la quantité et de la nocivité des déchets produits, en intervenant en amont au niveau de la production et de la consommation.

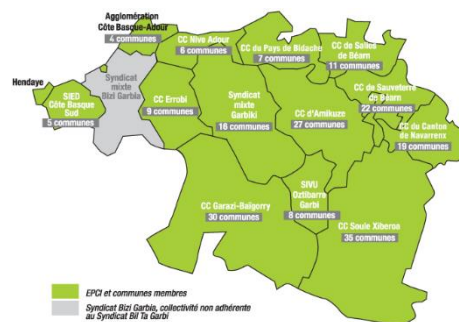
Les principaux objectifs de la France pour progresser dans la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets sont les suivants¹⁶⁹ :



► Contexte local

Pays Basque :

Le Pays Basque est engagé dans la gestion durable des déchets, notamment via l'action du **syndicat Bil Ta Garbi**¹⁷⁰ qui assure le traitement des déchets, - la collecte étant conservée à l'échelle des 14 collectivités adhérentes. Ce syndicat a été créé en 2002 pour mettre en place une filière globale de gestion des déchets sur la zone ouest des Pyrénées Atlantiques. Son objectif principal est de permettre une valorisation maximale des déchets. Il a acquis une certification ISO 14001 en 2012. Au total, le syndicat emploie 83 agents. En 2015, **165 674 tonnes de déchets** ont été produites par les habitants des 202 communes composant le territoire syndical¹⁷¹. Le syndicat Bil Ta Garbi a mis en place



Carte des collectivités membres du Syndicat Bil Ta Garbi (en vert), du Syndicat Mixte Bizi Garbia (en gris) (source : site du Syndicat Bil Ta Garbi)

¹⁶⁵ Plan de réduction et de valorisation des déchets 2014-2020

¹⁶⁶ L'économie circulaire rompt avec le schéma traditionnel de production linéaire, qui va directement de l'utilisation d'un produit à sa destruction, auquel il substitue une logique de "boucle", où l'on recherche la création de valeur positive à chaque étape en évitant le gaspillage des ressources tout en assurant la satisfaction du consommateur (institut de l'économie circulaire).

¹⁶⁷ Traitement des déchets permettant leur réemploi, réutilisation ou recyclage.

¹⁶⁸ La valorisation énergétique consiste à utiliser le pouvoir calorifique du déchet en le brûlant et en récupérant cette énergie sous forme de chaleur ou d'électricité.

¹⁶⁹ Plan de réduction et de valorisation des déchets 2014-2020

¹⁷⁰ Syndicat Bil Ta Garbi <http://www.biltagarbi.fr/>

¹⁷¹ Ibid

un réseau d'**ambassadeurs du tri de collecte et de traitement des déchets** auprès des habitants. Constitué en 2008, le réseau est composé de 15 ambassadeurs du tri¹⁷².

Le **syndicat Mixte Bizi Garbia** présent sur le territoire de 9 autres communes basques assure la collecte et le traitement des déchets pour les communes concernées.

Il emploie 48 agents tous cadres d'emplois confondus. Il a également déployé un **ambassadeur du tri de collecte et de traitement des déchets** (cf. encadré ci-dessous).

Illustration : L'ambassadeur du tri du syndicat de collecte et de traitement des déchets du Pays Basque

Le syndicat mixte Bizi Garbia, établissement public intercommunal de collecte, traitement et valorisation des déchets a mis en place un « **ambassadeur du tri** » qui va à la rencontre des habitants pour leur donner des conseils sur la gestion des déchets et le recyclage. Des informations concrètes sous forme de guides, brochures, dépliants sont distribuées. Un site est également mis en place pour informer les particuliers et les professionnels des différents services qui existent sur le territoire (tri sélectif, déchetterie, compostage, collecte et traitement des déchets)

Le territoire couvert par le syndicat regroupe 37 500 habitants sur les communes de Sare, St-pée-sur-Nivelle, Ainhoa, Ahetze, St-jean-de-Luz, Bidart, Arbonne, Arcangues et Bassussarry.

En savoir plus : <http://www.bizigarbia.fr/>

Au-delà de ces deux structures, des acteurs locaux sont également spécialisés dans le **traitement et le recyclage des déchets** comme l'antenne locale du **réseau ELISE**¹⁷³ à Hendaye (papier et déchets de bureau) ou la **start-up EXEO** (Bidart) spécialiste de la gestion et le suivi numérique de la collecte de déchets grâce au développement de la solution « *Eazy-collecte* »¹⁷⁴. EXEO a rejoint l'entreprise NOVACOM, filiale du groupe CLS, leader en géolocalisation sur le marché de la propreté et de l'environnement.

Dans le domaine de l'**agroalimentaire**, des initiatives d'**économie circulaire** ont été menées par les entreprises membres du **Cluster Uztartu** (agroalimentaire) comme la mise en place de projets de valorisation et de réutilisation du marc de pommes et de raisins, ainsi que le développement d'un sac biodégradable réalisé localement à base de féculé de maïs. Dans la filière du tourisme, le **Cluster Goazen** a également soutenu la mise en œuvre de circuits de recyclage des huiles par les restaurateurs du territoire.

En outre, à l'initiative de **Bizi! et de l'antenne Côte basque de Surfrider**, des commerçants du territoire se sont mobilisés dans la réduction de leur déchets *via* le lancement d'une charte et d'un logo « « Non aux sacs plastique » »¹⁷⁵.

Par l'intermédiaire du **label Imprim'vert**®, des **artisans imprimeurs du Pays Basque se sont également engagés** dans une démarche environnementale, visant notamment à réduire leurs déchets.

Illustration : Démarches environnementales des imprimeurs

Des **imprimeurs** basques ont mis en place des **solutions innovantes** afin d'optimiser la gestion de leurs déchets, limiter leur consommation de papier et réduire la toxicité des encres utilisées (utilisation d'encre à base aqueuse),

Créée par le réseau national des Chambres de Métiers et de l'Artisanat, et **valorisée par la CMA 64, la labellisation Imprim'vert**®¹⁷⁶ a permis d'inciter les artisans locaux à prendre en compte des **critères environnementaux** dans leur métier, notamment pour se différencier de la concurrence dans les appels d'offre :

¹⁷² Syndicat Bil Ta Garbi <http://www.biltagarbi.fr/syndicat/index.php/fr/organisation/lequipe>

¹⁷³ <http://www.elise.com.fr/les-sites-elise/hendaye.html>

¹⁷⁴ Eazy-collecte <http://www.novacom-services.com/eazy-collecte>

¹⁷⁵ la charte du commerçant engagez-vous à devenir un commerce 100% sans sacs plastique. <http://www.surfrider.eu/wp-content/uploads/2016/02/surfrider-pbc-charte-commercant.pdf>

¹⁷⁶ <http://www.imprimvert.fr/page/39/7/Qui-sommes-nous>

- Elimination conforme des déchets dangereux ;
- Sécurisation des stockages de liquides dangereux ;
- Non utilisation de produit toxique ;
- Sensibilisation environnementale des salariés et de la clientèle ;
- Suivi des consommations énergétiques du site.

Au Pays Basque, **15 imprimeurs sont labellisés Imprim' vert** : 5 à Anglet, 2 à Saint Palais, 5 à Bayonne, 1 à Biarritz, 1 à Saint-Jean-de-Luz et 1 à Saint-Jean-Pied-de-Port¹.

En 2014, **49%** des entreprises du territoire disaient avoir mis en place des équipements de tri dans l'entreprise¹⁷⁷ et en 2013, 38% des Déchets Ménagers Assimilés (DMA) étaient valorisés¹⁷⁸ (contre 37% à l'échelle nationale en 2011¹⁷⁹). Des dispositifs spécifiques ont été mis en place pour gérer les déchets ménagers avec la création de **deux pôles de valorisation organique** par le **syndicat Bil Ta Garbi**¹⁸⁰ :

- Le pôle **Canopia** à Bayonne : unité de valorisation organique par tri-méthanisation démarré en 2014, pour une utilisation en agriculture et la production d'énergies renouvelables (électricité / chaleur) ;
- Le pôle **Mendixka** à Charritte-de-bas : unité de tri-compostage pour une utilisation en agriculture, qui a démarré en septembre 2014.

Communautés de communes de Garazi Baigorri

L'exploitation des déchetteries et du tri sélectif est assurée par le **syndicat Mixte Bil Ta Garbi**¹⁸¹ qui en assure la gestion et le traitement. Les ordures ménagères collectées sur Garazi Baigorri sont transportées au pôle de valorisation et de traitement des déchets Mendixka à Charritte de Bas.

En 2013, environ **7 400 tonnes** de déchets ont été produites par les habitants de la CC Garazi Baigorri¹⁸². Environ 250 tonnes ont été évitées grâce aux opérations de compostage et aux détournements vers les filières de réemploi notamment¹⁸³. En 2015, face à une affluence touristique de +15%¹⁸⁴ sur le territoire de la CC Garazi Baigorri, l'accroissement de la population, ainsi que les activités en période estivale ont entraîné le doublement de la production mensuelle de déchets.

Dans le cadre du programme TEPCV, la Communauté de communes déploiera une **réforme de la collecte** reposant sur différents points : individualisation du suivi de l'utilisation du service, modification des équipements de collecte et pré-collecte, densification des points de collecte sélective, redevance spéciale appliquée aux gros producteurs de déchets.

D'autre part, les **plans régionaux de gestion des déchets** – tous types de déchets confondus – que les Régions devraient élaborer, en conformité avec les SRADET, avec une perspective d'adoption en 2019, devraient englober les politiques en matière d'économie circulaire.

Communauté de communes Soule-Xiberoa

¹⁷⁷ CCI Bayonne Pays Basque et syndicat Bil Ta Garbi, Gagner en compétitivité en gérant mieux les déchets d'activité, Septembre 2014

¹⁷⁸ Conseil des Elus du Pays Basque, Le Pays Basque, Territoire à énergie positive pour la croissance verte, 2016

¹⁷⁹ INSEE, Taux de recyclage des déchets en France, 2011.

¹⁸⁰ CCI Bayonne Pays Basque et syndicat Bil Ta Garbi, Gagner en compétitivité en gérant mieux les déchets d'activité, Septembre 2014

¹⁸¹ <http://www.biltagarbi.fr/>

¹⁸² Rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de collecte des déchets Communauté de communes Garazi Baigorri Synthèse http://www.garazibaigorri.com/fileadmin/documents/environnement/Synthese_dechets.pdf

¹⁸³ Ibid

¹⁸⁴ En savoir plus : Rapport annuel Exercice 2015 Service de collecte des déchets http://www.garazibaigorri.com/fileadmin/documents/environnement/Dechets_Rapport_annuel_2015.pdf

En 2015, le traitement des déchets représentait 30% du budget global de la CC Soule-Xiberoa, un chiffre en augmentation (de 22€ la tonne en 2002 à 154 € en 2015)¹⁸⁵. Deux grandes mesures ont ainsi été décidées : une **nouvelle organisation de collecte** avec des **zones d'apport volontaire pour les zones à habitat dispersé** mais aussi une **tarification** concernant les déchets non recyclables (prévue au 1er janvier 2017)¹⁸⁶.

Par ailleurs, un **pôle de valorisation et de traitement des déchets du syndicat Bil ta Garbi, Mendixka**¹⁸⁷, a été créé en 2013 à Charritte-de-Bas. Il apporte une réponse concrète et pérenne à la gestion des déchets résiduels produits sur le territoire de la Communautés de communes Soule-Xiberoa.

Mendixka intègre :

- Un **centre de valorisation par tri-compostage** destiné aux ordures ménagères résiduelles et aux déchets verts
- Une **installation de stockage** qui accueille les déchets stabilisés et non valorisables sortant du centre de valorisation par tri-compostage, les déchets encombrants et non valorisables issus des déchetteries ainsi que les déchets non dangereux et non valorisables provenant des entreprises artisanales, commerciales et industrielles.

En outre, le **syndicat Bil Ta Garbi** s'intéresse à la **méthanisation des déchets** et porte une réflexion sur le **séchage du bois plaquette** pour alimenter les réseaux de chaleur et les chaudières dans le cadre de la démarche de territoire « **Zéro Déchet Zéro Gaspillage** »¹⁸⁸.

ENERGIE

► Contexte national

En 2008, 127 165 personnes travaillaient dans la production, le transport et la distribution d'électricité, 20 705 dans la production, le transport et la distribution de gaz, et 17 611 dans le raffinage¹⁸⁹.

Sur un total de 256,5 Mtep de consommation d'énergie primaire, 9,4 % sont issus de sources renouvelables en 2014.¹⁹⁰ Les énergies renouvelables représentent ainsi la **quatrième source d'énergie** dans la consommation d'énergie primaire, après l'électricité primaire non renouvelable (principalement le nucléaire), les produits pétroliers et le gaz naturel. En 2014, la production primaire d'énergies renouvelables (EnR) s'élève à 22,4 Mtep. Les principales filières restent le **bois-énergie** (39,0 %), l'**hydraulique** (23,6 %), les **biocarburants** (11,6 %) et les **pompes à chaleur** (6,8 %).¹⁹¹

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015 et la planification qui l'accompagne ont pour ambition de conduire la France à lutter contre le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources ainsi qu'à accroître son indépendance énergétique. Elle définit les grandes orientations stratégiques pour la mise en œuvre d'un nouveau modèle énergétique français. La transition énergétique désigne le passage du système énergétique actuel, qui repose essentiellement sur l'utilisation des énergies fossiles fortement émettrices de gaz à effet de serre (GES), à un « **mix énergétique** » qui **privilegierait les énergies renouvelables tout en développant simultanément l'efficacité énergétique**. Le nouveau modèle énergétique français doit pouvoir répondre aux préoccupations environnementales mais aussi aux **enjeux d'ordre économique** (lutte contre la précarité énergétique, création d'emploi et de savoir-faire locaux et non délocalisables, etc.). La nouvelle loi énonce cinq grands objectifs¹⁹² :

¹⁸⁵ Soule Xiberoa, projet TEP-CV, 2015 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/_SOULE_XIBEROA-1-11.pdf

¹⁸⁶ En savoir plus : Nouvelle organisation de collecte Soule Xiberoa <http://www.soule-xiberoa.fr/fr/vie-pratique/op-gestion-des-dechets/nouvelle-organisation-de-collecte.html>

¹⁸⁷ <http://www.mendixka.info/>

¹⁸⁸ Ademe, Candidature à l'appel à projets « Territoire zéro déchet gaspillage », 2015 http://www.optigede.ademe.fr/sites/default/files/fichiers/SyndicatBilTaGarbi_TZDZG2015.pdf

¹⁸⁹ Ministre chargé de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique, Rapport énergie 2050, 2012

¹⁹⁰ MEEM, Les chiffres clés des énergies renouvelables, 15 décembre 2015

¹⁹¹ MEEM, Les chiffres clés des énergies renouvelables, 15 décembre 2015

¹⁹² LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte



Réduction de **40% des émissions de GES** en 2030 (réf : 1990).



Réduction de **50% de la consommation d'énergie finale** en 2050 (réf 2012).



Réduction de **30% de la consommation d'énergies fossiles** en 2030 (réf : 2012).



Énergies renouvelables : **32% de la consommation d'énergie** en 2030, 40% de la production d'électricité.



Diversification de la production d'électricité et **réduction de 50% de la part du nucléaire.**

A l'échelle territoriale, les objectifs de la **LTECV** sont déclinés au sein des **schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire** (SRADDET), déclinés eux-mêmes en **plans climat air énergie** (PCAET) remplaçant les PCET qui doivent désormais intégrer la composante **qualité de l'air**. L'obligation d'élaborer un PCAET sera étendue à partir de 2017 à toutes les intercommunalités de plus de 20 000 habitants.

► Contexte local

La Nouvelle Région Aquitaine a pour mission d'encourager le **développement des énergies renouvelables** qui représentent aujourd'hui 19,7% dans sa consommation finale. Son objectif est de porter la part des énergies renouvelables à 23 % de sa consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030¹⁹³. Les énergies renouvelables les plus développées sont **l'énergie solaire**, les **énergies marines**, la **méthanisation et la biomasse** (1^{ère} énergie renouvelable d'Aquitaine)¹⁹⁴. Sur la **filière éolienne**, la région est en retrait sur la production mais elle est présente sur le plan de la fabrication de pièces éoliennes.

Pays Basque

A l'échelle du Pays Basque, l'activité de production et de distribution d'énergie (électricité, gaz, etc.) représentait **moins d'1% des établissements** présents sur le territoire (244 établissements) et **des emplois** (936 emplois) en 2012¹⁹⁵.

La consommation d'énergie finale du périmètre TEPCV du Pays Basque¹⁹⁶, toutes énergies et tous secteurs confondus, est estimée à **6 920 GWh** d'après les données de l'ORECCA (2012).

Le Pays Basque est **fortement dépendant des consommations de produits pétroliers**, qui représentent **40% de son mix énergétique**¹⁹⁷. Il se distingue en revanche de la moyenne nationale et Aquitaine par une **consommation électrique relative plus conséquente** : environ 10% de plus d'électricité dans le mix énergétique basque. Aussi, les **EnR thermiques** (biocarburants et biomasse, dont bois énergie) sont moins utilisées en moyenne qu'en France et en Aquitaine.

La **puissance installée totale en EnR** a été estimée à 141,6 MW (74,7 MW thermique, 66,9 MW électrique)¹⁹⁸. La majeure partie des puissances électriques installées vient de **l'hydroélectricité**, avec notamment des barrages dans la CC de Soule-Xiberoa totalisant 30,2 MW électrique de puissance. La deuxième source est le **solaire photovoltaïque** (21,9 MW électrique).

Dans le cadre du **contrat territorial du Pays Basque 2015-2020**, le Conseil des élus du Pays Basque s'est engagé dans un projet de Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » 2015-2017, dont un axe porte sur le développement des énergies renouvelables (cf. ci-dessus partie politiques publiques).

Certaines agglomérations du territoire ont également défini des objectifs ambitieux pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et lutter contre le changement climatique à travers l'élaboration de **Plans Climat Energie Territoriaux** (cf. annexe 10). L'Agglomération Côte Basque - Adour s'est par exemple

¹⁹³ Site Région Nouvelle Aquitaine, La Région à la pointe de la transition énergétique, 3 juillet 2016

¹⁹⁴ En savoir plus : <http://www.aquitaine.fr/actions/territoire-durable-et-solidaire/climat-energies/energies-renouvelables>

¹⁹⁵ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique du Pays Basque et de ses territoires, 2013/2014 Source INSEE SIREN 2012

¹⁹⁶ TEPCV PAYS BASQUE : étude énergie-climat, Rapport final de Phase 1, Octobre 2016

¹⁹⁷ Ibid source : [EXPLICIT, d'après ORECCA (2012) - SOeS (2012)]

¹⁹⁸ Ibid source : [EXPLICIT, d'après ORECCA(2015)]

engagée aux côtés de ses cinq villes membres dans la mise en place d'un Plan climat territorial visant à réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 et de 75 % à l'horizon 2050¹⁹⁹. L'Agglomération Côte Basque - Adour a également mis en place une démarche d'achat groupé d'électricité en 2015 qui se distingue par l'intégration d'un pourcentage conséquent d'énergie « verte » (provenant d'énergies renouvelables) dans la consommation d'électricité des membres (lot 1 : 100% d'électricité verte pour deux sites de la ville de Bayonne, lot 2 : 50% d'électricité verte pour l'ensemble des autres sites).²⁰⁰

D'autres initiatives, présentées en annexe 2, sont également à l'œuvre sur le territoire, dont une **plate-forme de transformation de bois-énergie** a notamment été lancée dans la **vallée d'Hergarai** (cf. encadré ci-dessous).

Illustration : Lancement d'une plate-forme de transformation de bois-énergie dans la vallée d'Hergarai.

Depuis 2013, un groupe de travail regroupant des élus, l'association Hergarai Bizi et des professionnels est en charge d'étudier la création d'une fabrique de bois-buche.

En février 2014, l'association Sugarai a été créée avec l'objectif de construire une plateforme de transformation de bois-énergie.

Estimations du potentiel : en exploitant les chênes et hêtres sur place, sur la base de 328 tonnes de bois, l'association pourrait commercialiser 550 stères de bûches traditionnelles ainsi que du bois déchiqueté et des granulés et dégager un bénéfice égal à 10% du CA. Le deuxième objectif est de créer des postes de travail, sachant que 1 000 tonnes mobilisées génèrent environ quatre emplois à l'année au sein de la filière.

En avril 2015, l'association Sugarai est devenue une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) accueillant les communes, les acteurs privés, les usagers et les propriétaires. Près de 90 coopérateurs sont répertoriés.

« Ressource locale, transformation locale, consommation locale » selon Pettan Daguerre, cogérant avec Peio Harlouchet, de la SCIC. Un CDI de 12 heures hebdomadaire a été signé pour un salarié et un plein-temps est prévu.

En savoir plus : <http://www.bizigarbia.fr/>

La semaine du Pays Basque, La vallée de Hergarai mise sur le renouveau du bois-énergie, février 2016

<http://www.lasemainedupaysbasque.fr/la-vallee-de-hergarai-mise-sur-le-renouveau-du-bois-energie-60767>

Sud Ouest, Une coopérative pour la filière bois énergie, avril 2015

<http://www.sudouest.fr/2015/04/23/une-cooperative-pour-la-filiere-bois-energie-1900945-3931.php>

Par ailleurs, le territoire est également engagé dans la filière « **Economie de l'océan** », et notamment dans le **développement des énergies marines renouvelables (EMR)**, principalement via quatre projets :

- La conduite d'un projet européen sur les EMR par la Région Aquitaine en collaboration avec les acteurs du Pays Basque espagnol, membres de l'**Atlantic Power Cluster**, dans le cadre de la nouvelle Stratégie de l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi.
- Le développement d'un **site Energie Marine Renouvelable** et d'un projet avec le Cluster Basque de l'énergie pour l'émergence d'une **marque EMR** et d'un **annuaire des acteurs intitulé BlueSARE** par l'Agglomération Côte Basque Adour ;
- La conduite d'une étude de faisabilité d'un **projet houlomoteur** sur le territoire de la Côte Basque avec l'Agglomération et le Port de Bayonne ;
- Le lancement de la **Technopole Ocean Start**, dédiée aux technologies et industries de l'océan. La technopole, qui compte notamment une activité de pépinière d'entreprises, accueille un ensemble de projets de recherche et d'entreprises sur le sujet des EMR mais également sur des thématiques telles que la préservation du littoral (cf partie « Eau, assainissement » ci avant).

¹⁹⁹ Site Agglo-Côte basque - <http://www.agglo-cotebasque.fr/les-politiques-publiques/281-developpement-durable.html>

²⁰⁰ Agglomération côte basque Adour, rapport d'activité 2015

Communauté de communes de Garazi Baigorri

Comme à l'échelle du Pays Basque, l'activité de production et de distribution d'énergie (électricité, gaz, etc.) représentait **moins d'1% des établissements** présents sur le territoire de la CC Garazi-Baigorri (37 établissements) et **des emplois** (52 emplois) en 2012²⁰¹.

La consommation d'énergie finale de la CC de Garazi-Baigorri, toutes énergies et tous secteurs confondus, est estimée à **306 GWh** d'après les données de l'ORECCA (2012)²⁰².

Le territoire est fortement dépendant des consommations de produits pétroliers, qui représentent 58% de son mix énergétique²⁰³. Cela s'explique par la **quasi-inexistence du gaz dans le mix énergétique**. La CC de Garazi-Baigorri n'est en effet presque pas desservie par le réseau de gaz, et les produits pétroliers viennent remplacer ce défaut d'approvisionnement avec les EnR thermiques (notamment le bois-énergie).

La puissance installée totale en EnR a été estimée à 13,4 MW (7,5 MW thermique, 5,9 MW électrique). La production annuelle totale est estimée à 63,2 GWh :

- La majeure partie des puissances installées vient des installations individuelles de chauffage utilisant du **bois-énergie**²⁰⁴. Cette énergie est fortement présente dans le résidentiel.
- La deuxième source est l'**hydroélectrique** (4,2 MW électrique) avec 31%²⁰⁵ de la production (9 installations)²⁰⁶.

Elle est largement dominée par la **biomasse solide** (63% de la production). Le **solaire photovoltaïque** est sous-représenté par rapport à la puissance installée (3% du productible pour 13% de la puissance).

La CC de Garazi-Baigorri s'est engagée de 2013 à 2014 dans une démarche « territoire à énergie positive » (TEPOS)²⁰⁷ en répondant à un appel à projet du Conseil régional. Cette démarche a récemment été complétée par le lancement du projet à horizon 2015-2017 de Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEP-CV)²⁰⁸. **Sur le volet énergétique, ces deux feuilles de route visent au développement des énergies renouvelables sur les territoires** (en particulier le bois énergie et l'électricité photovoltaïque), ainsi que la maîtrise de l'énergie dans les secteurs publics, industriels et tertiaires privés. (cf. ci-dessus politiques publiques).

Communautés de communes Soule-Xiberoa

Comme à l'échelle du Pays Basque, l'activité de production et de distribution d'énergie (électricité, gaz, etc.) représentait **moins d'1% des établissements** présents sur le territoire de la CC Soule-Xiberoa (47 établissements) et **des emplois** (79 emplois) en 2012²⁰⁹.

La consommation d'énergie finale de la CC de Soule-Xiberoa, toutes énergies et tous secteurs confondus, est estimée à **324 GWh** d'après les données de l'ORECCA (2012)²¹⁰.

Le territoire est fortement dépendant des consommations de produits pétroliers, qui représentent 45% de son mix énergétique²¹¹.

²⁰¹ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique du Pays Basque et de ses territoires, 2013/2014 Source INSEE SIREN 2012

²⁰² TEPCV PAYS BASQUE : étude énergie-climat, Communauté de communes de Garazi-Baigorri, Rapport final de Phase 1, octobre 2016

²⁰³ Ibid source : [EXPLICIT, d'après ORECCA (2012) - SOeS (2012)]

²⁰⁴ Ibid source : [EXPLICIT, d'après ORECCA (2012-2015)- INSEE-CEREN-ADEME]

²⁰⁵ Ibid source : [EXPLICIT, d'après ORECCA (2012-2015)- INSEE-CEREN-ADEME]

²⁰⁶ Cap Terre, Diagnostic Territoire à Energie Positive de la Communauté de Communes Garazi-Baigorri, 2014

²⁰⁷ En savoir plus : Projet TEPOS Communauté de communes Garazi-Baigorri <http://www.garazibaigorri.com/fr/environnement/energie.html>

²⁰⁸ En savoir plus : Projet TEPCV Communauté de communes Garazi-Baigorri http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/_GARAZI_BAIGORRI-1-13.pdf

²⁰⁹ CCI Bayonne Pays Basque, Portrait économique du Pays Basque et de ses territoires, 2013/2014 - Source INSEE SIREN 2012

²¹⁰ TEPCV PAYS BASQUE : étude énergie-climat, Communauté de communes de Soule-Xiberoa, Rapport final de Phase 1, Octobre 2016

²¹¹ Ibid source : [EXPLICIT, d'après ORECCA (2012) - SOeS (2012)]

La Soule-Xiberoa est bien **approvisionnée en gaz**. Bien que moins utilisé que sur l'ensemble du Pays Basque, son utilisation couplée à celle des EnR thermiques permet d'éviter la consommation d'électricité ou de produits pétroliers notamment pour le chauffage.

La Communauté de communes Soule-Xiberoa a œuvré dès 2003 pour développer les énergies renouvelables sur son territoire. De 2006 à 2011, elle a mené des études de faisabilité sur la création de réseaux de chaleur, pour le compte de quatre communes (Mauléon, Tardets, Alos, Gotein-Libarrenx)²¹².

Elle s'est dotée d'une ingénierie propre en 2011 et a créé un **fonds « chaleur local »** pour développer les projets de **chaufferie bois**. Elle produit de l'électricité *via* ses **centrales hydroélectriques** et a permis la création d'un **parc photovoltaïque intégré au bâti**.

La puissance installée totale en EnR a été estimée à 40,8 MW (7,3 MW thermique ; 33,4 MW électrique) :

- La majeure partie des puissances électriques installées vient de l'**hydroélectricité**, avec notamment de **nombreux barrages** en Soule-Xiberoa totalisant 30,2 MW électrique de puissance²¹³ ;
- La deuxième source est le **solaire photovoltaïque** (3,1MW électrique).
- Pour le thermique, la puissance installée est représentée par le **bois-énergie** [d'après INSEE-CEREN-ADEME]).

Des actions sont en cours de réflexion, issues de l'appel à projets lancé à l'été 2014 et priorisées par le Conseil des élus :

- Construire une plateforme bois énergie afin de créer une filière économique courte de valorisation du bois local.
- Créer un réseau de chaleur sur la commune d'Alos et trois sur la commune de Mauléon.

AIR

► Contexte national

La pollution de l'air extérieur a été identifiée depuis très longtemps comme un **enjeu majeur de santé publique**. Au niveau national, les pouvoirs publics français ont répondu à l'enjeu de la pollution de l'air extérieur par la création en **octobre 2001 du Programme National de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques**.

Dans le cadre du troisième plan national santé environnement (PNSE 2015-2019, action n°50), un **nouveau plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) sera publié d'ici la fin de l'année 2016**.

Au niveau régional, l'enjeu de la qualité de l'air est inclus dans les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) (cf. partie énergie). Au niveau local, la lutte contre la pollution de l'air extérieur passe par les **plans de protection de l'atmosphère (PPA)**. Les effets conjoints de ces mesures ont notamment permis une diminution de 39% des émissions de NOx en France entre 2000 et 2014, ainsi qu'une baisse des émissions de PM 10 et de PM 2,5²¹⁴ de respectivement 35% et 42% sur la même période.

► Contexte local

L'**agglomération Côte Basque Adour a élaboré un PPA en février 2011**. Les actions définies en concertation avec les différentes parties prenantes s'articulent autour de 5 grands thèmes : le transport, l'habitat, le tertiaire et les comportements individuels, l'industrie, l'amélioration des connaissances, la communication et le suivi du PPA. D'après l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques sur la zone PPA réalisé par AIRAQ, les émissions de PM10 imputables au secteur des transports avoisinent 30%²¹⁵.

²¹² Le Conseil des élus du Pays Basque, Le Pays Basque, Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte, annexe 1 au dossier de consultation de la présente étude, 14 décembre 2015

²¹³ Ibid

²¹⁴ Repère de taille des particules, notées « PM » en anglais pour « *Particulate matter* ». Les PM 10 sont des particules en suspension dans l'air dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres.

²¹⁵ Préfecture des Pyrénées Atlantiques Préfecture des Landes, PPA de l'Agglomération de Bayonne, 2012

Dans le cadre d'une convention en cours de signature avec le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, l'**Agglomération Côte Basque Adour** a lancé en 2016 un **projet de « Ville Respirable »**, visant la mise en œuvre de plusieurs actions d'amélioration de la qualité de l'air, notamment sur le volet transport.

Enfin, dans la sphère privée, des acteurs locaux se spécialisent dans le domaine de la qualité de l'air, à l'image de la **startup Iséo Environnement**²¹⁶ qui propose des systèmes pour la surveillance de la qualité de l'air. L'emploi vert dans les secteurs de l'eau-assainissement, des déchets, de l'énergie, de l'air

► **Contexte national**

La catégorie « eau-assainissement, des déchets, de l'énergie, de l'air » **inclut majoritairement des secteurs verts.**

Selon l'ONEMEV²¹⁷, la **gestion des eaux usées, des déchets et les énergies renouvelables sont les secteurs qui mobilisent le plus d'emplois verts au sein des éco-activités en 2013.** Les énergies renouvelables ont participé fortement à la progression de l'emploi dans les éco-activités observée entre 2004 et 2011 (+ 4,4 % en moyenne par an).

Les activités de l'eau-assainissement, des déchets représentent la majorité des emplois verts de la catégorie « protection de l'environnement » de l'ONEMEV²¹⁸ qui compte 239 500 ETP en 2011 : la gestion des déchets représente 34,7 % des ETP, la gestion des eaux usées 29,7 % et la réhabilitation des sols et des eaux 22,6 %.

Par ailleurs, au sein de la catégorie « gestion des ressources naturelles » de l'ONEMEV²¹⁹ comptant 139 400 ETP en 2011, plus de 50% des ETP sont comptabilisés dans les activités liées aux énergies renouvelables et 23,7 % relèvent de la récupération¹⁰.

Sur le plan des métiers, la catégorie « eau-assainissement, déchets, énergie, air » compte la **quasi-totalité des métiers verts définis par l'ONEMEV²²⁰ (8 sur 9).**

Selon l'ONEMEV²²¹, **huit personnes sur dix** occupent un métier lié à l'assainissement et au traitement des déchets ou à la production et distribution d'énergie et d'eau en 2010, soit 136 000 ETP :

- 51 000 ETP pour les métiers de l'assainissement et du traitement des déchets ;
- 63 000 ETP pour les métiers de la production et la distribution d'énergie et d'eau ;
- 22 000 ETP les métiers transversaux (techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions, ingénieurs et cadres techniques de l'environnement).

EAU/ASSAINISSEMENT, ENERGIE, DECHETS, AIR	
EMPLOIS	
Secteurs	
NAF (8)	Libellé
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées
3811Z	Collecte des déchets non dangereux
3812Z	Collecte des déchets dangereux
3821Z	Traitement et élimination des déchets non dangereux
3822Z	Traitement et élimination des déchets dangereux
3832Z	Récupération de déchets triés
3900Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets

²¹⁶ <http://www.iseo.fr/index.php/fr/>

²¹⁷ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, Le marché de l'emploi de l'économie verte, aout 2014

²¹⁸ Protection de l'environnement : pollution de l'air, gestion des eaux usées, gestion des déchets, gestion des déchets radioactifs, réhabilitation des sols et eaux pollués, lutte contre le bruit, services de protection de la nature, du paysage et de la biodiversité.

²¹⁹ Gestion des ressources naturelles : gestion durable de l'eau, récupération des matières premières secondaires, maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables.

²²⁰ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, Le marché de l'emploi de l'économie verte, aout 2014

²²¹ Ibid

3600Z Captage, traitement et distribution d'eau	
Métiers	
PCS (8)	Libellé
485a	Agents de maîtrise et techniciens en production et distribution d'énergie, eau, chauffage
644a	Conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères
386d	Ingénieurs et cadres de la production et de la distribution d'énergie, eau
387f	Ingénieurs et cadres techniques de l'environnement
625h	Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage)
628e	Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets
477d	Techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions
684b	Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets

Figure 21: Listes des secteurs centraux de l'économie verte (SOeS, Esane 2012) et des métiers verts et verdissants (selon la nomenclature PCS) établie au 1er janvier 2015 par l'ONEMEV- revue Nomadéis selon les 7 catégories d'activités de la base PCS

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
3700Z	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

Sur le **marché du travail**²²², les métiers de la filière « eau-assainissement, déchets, énergie, air » représentent 5,6 % des offres d'emploi déposées par les employeurs sur les métiers de l'économie verte en 2013, 2,3 % des demandeurs d'emploi positionnés sur ces métiers. Plus des trois quarts des offres d'emploi portent sur le nettoyage des espaces urbains (42,2 %) et la revalorisation de produits industriels (35,1 %). Côté demandeur d'emploi, ils sont plus de 70 % à rechercher un emploi dans ces deux activités (respectivement 55,3 % et 15,9 %).

L'ONEMEV montre en 2010 que les métiers de l'eau, assainissement, déchets, air sont souvent des **emplois peu qualifiés et plutôt précaires** : une grande majorité des offres d'emploi sur ces métiers proposent des **CDD** (71,6 % en moyenne contre environ 46 % pour les métiers de l'économie verte et pour l'ensemble des métiers), **12,5 % sont des contrats intérimaires**.

► Contexte local

Pays Basque

Selon le périmètre méthodologique et statistique de l'étude (cf.2.2), la catégorie « eau-assainissement, déchets, énergie, air » représente **15% des secteurs d'activité verts et verdissants** à l'échelle du Pays Basque mais **3% des métiers verts et verdissants**.

Plus de la moitié des emplois de cette catégorie concernent les **métiers d'agent de maîtrise et de techniciens en production et distribution d'énergie, d'eau et de chauffage**.

En 2014, **125 projets d'embauches** ont été recensés sur le territoire du Pays Basque dans les **domaines des industries extractives, énergie et gestion des déchets**, ce qui représente une augmentation de 4,2% par rapport à 2013.²²³ Dans le domaine des énergies renouvelables, les prévisions de croissance des métiers liés à la production et distribution d'**énergies renouvelables** s'inscrivent dans une **tendance régionale**. La **filiale éolienne**, selon une étude réalisée par la Région Aquitaine en 2012²²⁴, représenterait un potentiel de plus de **600 emplois** en Aquitaine dans les années à venir. Sur le territoire Basque, un **projet d'installation de huit éoliennes** sur les crêtes de Gasteluzahar (commune de Larceveau près de St-Jean-Pied-de-Port) pourrait par exemple voir le jour en **2019**. Enfin le potentiel de la **biomasse agricole** (issue de récoltes, résidus de fruits et légumes, eaux résiduelles d'industrie agroalimentaire...) est

²²² Ibid

²²³ CCI Bayonne Pays Basque, Le Pays Basque en chiffre, 2014-2015 Source : Besoins en main d'œuvre (Pôle Emploi 2014)

²²⁴ Aquitaine Cap métiers, Les cahiers de l'Observatoire, « la Croissance verte en Aquitaine », 2012

également encourageant compte tenu de l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Pays Basque.

Dans une moindre mesure les **ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets** ainsi que les **techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions** représentent également une part importante des emplois. La Fédération des entreprises de recyclage (FEDEREC) estime que le **secteur du traitement des déchets est globalement en croissance**²²⁵. L'image de la filière évolue sous l'impulsion du développement durable. Elle est perçue comme un protagoniste des emplois verts, de l'économie d'énergie et protection de l'environnement. A l'échelle de l'Aquitaine les effectifs du secteur des déchets ont augmenté de 2,5 % en 2011.

Au total, les métiers de la catégorie « eau-assainissement, déchets, énergie, air » représentent **484 emplois verts et verdissants en 2013**.

Métiers	Nombre d'emploi verts en 2013
Agents de maîtrise et techniciens en production et distribution d'énergie, eau, chauffage	250
Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets	120
Techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions	84
Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage)	62
Conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères	47
Ingénieurs et cadres de la production et de la distribution d'énergie, eau	21
Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets	20
Ingénieurs et cadres techniques de l'environnement	NA
TOTAL	484

Légende :

	Métier VERT
	Métier Verdissant

Communautés de communes Soule-Xiberoa

Sur le territoire de la CC Soule-Xiberoa, l'exploitation des déchetteries et du tri sélectif (assurée par le syndicat Mixte Bil Ta Garbi), ainsi que le service de collecte des déchets représenterait une **cinquantaine d'emplois**²²⁶.

Le territoire comptabiliserait également **une cinquantaine d'emplois** dans le domaine des **énergies renouvelables** (hydroélectricité, filière bois-énergie)²²⁷. En 2011, **un chef de projet a notamment été recruté par la CC Soule-Xiberoa** pour favoriser le développement des EnR. Des **entreprises locales** telles qu'**EMAC** (spécialisée dans les domaines de la transformation de caoutchouc)²²⁸ et **Spi aero**²²⁹ (spécialisée dans le traitement de surface et le montage pour l'aéronautique) développent également des procédés d'efficacité énergétique et pourraient représenter des opportunités d'emplois dans ce domaine dans les années à venir.

²²⁵ Aquitaine Cap métiers, Les cahiers de l'Observatoire, « la Croissance verte en Aquitaine », 2012

²²⁶ Compte rendu du conseil de développement économique 12 octobre 2016

²²⁷ Compte rendu du conseil de développement économique 12 octobre 2016

²²⁸ http://www.soule-xiberoa.fr/fr/economie/annuaire-des-entreprises/emac.html?user_entreprise_pi1%5Bmode%5D=detail&cHash=7e19a35ef746b3fc49266bf8ec7a0e39

Enjeux et messages clés

EAU/ ASSAINISSEMENT

1. De nombreuses études ont récemment été menées sur **l'évolution projetée des précipitations**, et notamment au Pays Basque²³⁰. Face aux modifications des régimes de précipitation, à la montée du niveau des mers ou encore aux augmentations de température, les ressources en eau seront nécessairement soumises à des pressions nouvelles (crues, réduction du débit d'étiage, pénuries d'eau, impact sur la biodiversité marine, disparition d'espèces végétales, etc.) que les acteurs locaux doivent intégrer pour les années à venir.

DECHETS

1. Afin d'optimiser la gestion durable des déchets sur le territoire du Pays Basque, il est nécessaire que les acteurs économiques (entreprises, commerçants, etc.) soient **davantage informés des dispositifs locaux existants en matière de gestion collective de déchets spécifiques**, en se rapprochant des acteurs concernés (collectivités, syndicats professionnels, CCI, fédérations, associations professionnelles, des clusters, de l'ADEME, etc.).
2. Le syndicat Bil Ta Garbi souhaite travailler l'optimisation de la **production locale de plaquettes pour chaufferies bois**.²³¹
3. Même si, grâce à la **pratique du tri sélectif, du compostage et l'apport en déchèterie** la diminution du tonnage d'ordures ménagères permet des économies conséquentes sur le territoire de la CC de Garazi Baigorri, une solution plus durable est nécessaire²³². La Communauté de Communes et le syndicat Bil ta Garbi ont prévu de **mettre en place un quai de transfert des déchets à Bustince Iriberrri**.²³³
4. Dans une logique prospective, deux opportunités de développement du secteur des déchets ont été identifiées sur le territoire de la **CC Soule-Xiberoa** : l'éducation à l'environnement et les nouvelles filières de récupération de matières et d'objets (ex : dépôt-vente)²³⁴.

ENERGIE

1. Dans la cadre de la nouvelle réglementation, les collectivités locales disposant d'un PCET sont amenées à approfondir davantage leur prise en compte de la qualité de l'air via la définition de leur PCAET.
2. Deux opportunités de développement du secteur des énergies renouvelables ont été identifiées sur le territoire de la CC Soule-Xiberoa : le développement de la **potentialité bois** (production locale de plaquettes), ainsi que la **méthanisation** via la création de groupements entre agriculteurs et industriels²³⁵.

²³⁰ Gouvernement Basque, «Stratégie du Pays Basque sur le changement climatique à l'horizon 2050,» Servicio Central de Publicaciones del Gobierno Vasco, Vitoria-Gasteiz, 2015.

²³¹ En savoir plus : Bil ta garbi, COMITE SYNDICAL DU 22 SEPTEMBRE 2016, Compte-rendu de la séance du 22 septembre 2016

<http://www.biltagarbi.fr/syndicat/images/CR%20AFFICHAGE%2022%2009%2016.pdf>

²³² En savoir plus : <http://www.garazibaigorri.com/fr/environnement/dechets.html>

²³³ Un quai de transfert a un fonctionnement très simple : il s'agit d'un accès surélevé pour les camions, afin de leur permettre de vider leur chargement dans ces bennes qui seront ensuite transportées jusqu'à Charritte de Bas par les camions de Bil Ta Garbi. En savoir plus : <http://www.garazibaigorri.com/fr/environnement/dechets.html>

²³⁴ ODACE, Compte rendu, conseil de développement économique, 12 octobre 2016

²³⁵ Ibid

3/ BATIMENT

Contexte : enjeux de la croissance verte dans le bâtiment

► Contexte national

Le secteur du bâtiment est l'un des secteurs les plus consommateurs d'énergie en France. Il représentait près de 44 % de la consommation énergétique française en 2014²³⁶ et entraînait l'émission de plus de 123 millions de tonnes de CO₂, soit 20 % des émissions du pays²³⁷. **Le bâtiment représente ainsi l'un des principaux enjeux des politiques de développement durable pour amorcer une transition énergétique efficace**, au travers de deux volets complémentaires :

- L'**efficacité énergétique « passive »**, se rapportant aux performances inhérentes au bâti, basée sur la construction énergétiquement performante et la rénovation énergétique. La loi TECV fixe ainsi l'objectif de rénover l'ensemble du parc au standard BBC d'ici 2050, tandis que les bâtiments à énergie positive (BEPOS) deviendront la norme à horizon 2020, d'après la future réglementation thermique (RT) 2020 ;
- L'**efficacité énergétique « active »**, qui concerne l'optimisation de l'usage du bâtiment (dispositifs performants et systèmes intelligents de régulation, d'automatismes et de mesure).

Au-delà de l'aspect exclusivement énergétique, la durabilité des bâtiments passe également par **l'adoption d'une approche systémique**, tenant compte des enjeux environnementaux (réduction de l'impact sur l'eau et l'air, diminution de l'usage des ressources naturelles et des déchets, etc.), mais également sociaux (santé, confort, lutte contre la précarité énergétique) et économiques (d'après la loi TECV, la rénovation énergétique engendrera la création de 75 000 emplois dans les 3 prochaines années grâce aux travaux engagés).

► Contexte local

Le bâtiment occupe une place importante dans l'économie du Pays Basque. Il représente en effet **40% des entreprises artisanales du territoire (3 135) et près de 10 900 emplois** (salariés et non-salariés) en 2012, soit environ 8% de l'emploi total²³⁸. Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur a par ailleurs été estimé à 667 millions d'euros en 2012²³⁹, soit 67% du chiffre d'affaires du département. **17% de ce montant (114 millions d'euros) concernent des travaux liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale des bâtiments** (travaux réalisés sur l'enveloppe, amélioration des équipements techniques de chauffage et de ventilation, énergies renouvelables, etc.).

D'après une étude de la CEBATRAMA²⁴⁰, **20% des actifs du secteur du bâtiment (1 100 équivalents temps plein) œuvraient sur la performance énergétique et la qualité environnementale en 2012**. La majorité de ces emplois concerne la construction neuve (67% : maçons, menuisiers, plombiers, électriciens, etc.), alors que la rénovation énergétique emploie 360 actifs sur le territoire du Pays Basque (maçons et menuisiers en majorité). D'après l'estimation réalisée, l'essor de la performance énergétique et de la qualité environnementale du bâti pourrait entraîner une forte croissance du nombre d'emplois, qui pourrait être multiplié par 2,4 à horizon 2017 (**2 660 actifs** concernés).

Alors que la production de logements neufs est en baisse en Aquitaine, elle a augmenté de 11% au Pays Basque entre 2011 et 2012²³⁸, avec **15 340 nouveaux logements mis en chantier en 5 ans**.

En parallèle, 58% des résidences principales ont été construites avant toute réglementation thermique (c'est-à-dire avant 1975), représentant un puissant levier d'action pour la transition énergétique. Afin de répondre aux objectifs nationaux en termes de réduction des consommations énergétiques et d'émissions

²³⁶ Communiqué de presse du Plan Bâtiment durable Rhône Alpes, 2014

²³⁷ ARDI Rhône-Alpes, Les freins à la rénovation énergétique des bâtiments, 2015

²³⁸ CCI Bayonne Pays Basque, Le Pays Basque en chiffres, 2012

²³⁹ MDE de l'agglomération bayonnaise et du Pays Basque, De l'analyse des marchés de la Construction Durable au diagnostic de la montée en compétence dans les métiers du bâtiment et des ENR à l'horizon 2017, 2013

²⁴⁰ CEBATRAMA, De l'analyse des marchés de la construction durable au diagnostic de la montée en compétence dans les métiers du bâtiment et des ENR à horizon 2017, 2012

de gaz à effet de serre, **un quart des logements du Pays Basque (soit plus de 33 000 logements donc 11 000 résidences principales) doivent ainsi être lourdement rénovés** en 10 ans. Malgré cela, la rénovation ne représente aujourd'hui que 32% du chiffre d'affaires lié à la performance énergétique et à la qualité environnementale des bâtiments.

Le **cluster Bateko**²⁴¹, créé en 2010, rassemble les acteurs de la filière (50 entreprises adhérentes et 47 entreprises clientes) et vise à promouvoir des technologies et matériaux innovants à faible impact environnemental. Il accompagne les PME de la construction dans leur structuration et favorise la mise en place de projets collaboratifs, par exemple sur la performance énergétique des bâtiments ou le recyclage des déchets.

Générateur d'activités dédié à l'innovation dans l'éco-construction à Anglet

L'Agglomération Côte Basque - Adour pilote la structuration d'un **technopole, baptisé Arkinova, dédié aux métiers de la construction durable** sur le site des Landes de Juzan à Anglet et dont l'ambition consiste à favoriser les synergies entre des établissements d'enseignement supérieur, des laboratoires et des entreprises agissant dans le secteur de l'écoconstruction. Arkinova regroupe notamment le centre de ressources technologiques Nobatek, l'école d'ingénieurs ISA BTP, des laboratoires de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, le Lycée Cantau et la Fédération Compagnonnique des Métiers du Bâtiment.

Le site Arkinova possède également une chaire de recherche industrielle dédiée à l'Architecture et à la Physique Urbaine. Cette chaire vise à développer des recherches sur la modélisation physique des systèmes complexes urbains, notamment des flux de matière et d'énergie.

En juillet 2016, Arkinova a accueilli un nouveau projet de Générateur d'Activités, une pépinière d'entreprises hybride qui vise à accueillir des porteurs de projets, start-up et entreprises développant des projets innovants sur la construction et l'aménagement durables. Les entreprises accueillies bénéficient d'un accompagnement dédié. Les domaines d'activités prioritaires sont l'architecture, l'ingénierie, la réhabilitation des bâtiments, les énergies positives, les méthodes de simulation et de mises en situation. Sur 1 800 m², le générateur intègrera 685 m² de bureaux et 460 m² de halles techniques.

Principaux programmes publics structurants en lien avec la thématique

Pays Basque

Dans le cadre du contrat territorial Pays Basque 2015-2020, le territoire est lauréat de l'appel à manifestation **Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV)**. Les deux axes d'intervention retenus vis-à-vis de la filière bâtiment sont les suivants :

- Evaluer les opérations de rénovation réalisées dans le cadre de TEPCV en s'appuyant sur des projets concrets d'efficacité énergétique en Pays Basque ;
- Définir les contraintes et l'opportunité de mettre en place une plateforme de rénovation énergétique en Pays Basque.

En parallèle, plusieurs actions ont été proposées pour la construction neuve (développement d'éco-quartiers à St Jean de Luz et à Bayonne) et la réhabilitation thermique des logements (mise en œuvre de programmes d'appui à la rénovation énergétique du logement : PIG et OPAH-RU) et du patrimoine communal (programme de rénovation énergétique du patrimoine bâti de l'agglomération Côte Basque-Adour). Un travail d'approfondissement de l'axe bâtiment dans la stratégie TEPCV du Pays Basque est en cours.

Le projet de territoire « Pays Basque 2020 » a été labellisé Agenda 21 en 2007. Il comprenait notamment un objectif de réhabilitation de logements, de développement de bâtiments neufs à haute performance énergétique et de promotion de nouveaux matériaux et de l'éco-construction.

²⁴¹ <http://www.eskal-eureka.fr/>

Le **Plan Climat Energie Territorial du Pays Basque 2010** comprenait un axe dédié à la réduction de la demande en énergie des bâtiments et des équipements.

Soule-Xiberoa

Dans le cadre du **programme TEPCV**, la CC de Soule-Xiberoa a proposé sur la période 2015-17 un programme de rénovation d'un bâtiment public (centre multiservices de Mauléon).

Depuis 2012, un **programme de revitalisation de centre bourg** a été lancé par la CC de Soule-Xiberoa, le Département et l'EPFL Pays Basque afin de réhabiliter les logements anciens. Les communes de Mauléon et Tardets (Soule) se sont portées candidates pour être « territoires pilotes ».

Garazi-Baigorri

La CC de Garazi-Baigorri, dans le cadre du **programme TEPCV**, travaille à la mise en œuvre d'un programme de rénovation de logements, en lien avec la mise en œuvre d'une plateforme de rénovation énergétique. Elle a également engagé des travaux de rénovation de bâtiments publics à Saint Jean Pied de Port et à Banca.

L'emploi vert dans le bâtiment

► **Contexte national**

Le bâtiment comprend principalement des **emplois verdissants** : conception-études, conduite de chantier, réalisation des travaux (montage de structures et charpentes, gros œuvre, second œuvre, installation et maintenance d'équipements).

Les métiers du bâtiment nécessitent en effet une évolution des connaissances techniques (nouveaux matériaux, nouvelles techniques de construction et d'isolation, nouveaux types d'équipements performants, etc.), mais également l'évolution des pratiques de travail (coordination des corps de métiers, obligation de résultats, gestion durable des chantiers, approche intégrée, etc.)²⁴².

En 2010, l'ONEMEV estimait que le bâtiment représentait plus d'**1,4 million d'emplois**²⁴³, soit 38% des professions verdissantes. Il s'agit principalement d'électriciens (8,8%), d'architectes (3,7%) et de couvreurs (3,0%). 94% des emplois du bâtiment sont assurés par des hommes.

Concernant le marché de l'emploi, environ un tiers des offres d'emploi (35%) liées à l'économie verte déposées en 2013 correspondent au secteur du bâtiment, quasiment équitablement réparties entre CDI, CDD et travail intérimaire. En parallèle, le bâtiment représente également le secteur le plus recherché parmi les demandeurs d'emploi positionnés sur un métier vert ou verdissant (37,4%).

²⁴² CGDD, L'impact de la transition écologique sur les métiers du bâtiment, 2015

²⁴³ CCGG - ONEMEV, Le marché de l'emploi de l'économie verte, Etudes & documents n°110, août 2014

EMPLOIS	
Secteurs	
NAF (7)	Libellé
4329A	Travaux d'isolation
4221Z	Construction de réseaux pour fluides
4311Z	Travaux de démolition
4391A	Travaux de charpente
4391B	Travaux de couverture par éléments
4399A	Travaux d'étanchéification
7111Z	Activités d'architecture
Métiers	
PCS (24)	Libellé
312f	Architectes libéraux
382b	Architectes salariés
211c	Artisans couvreurs
211e	Artisans électriciens du bâtiment
211a	Artisans maçons
211b	Artisans menuisiers du bâtiment, charpentiers en bois
211d	Artisans plombiers, chauffagistes
632c	Charpentiers en bois qualifiés
481b	Chefs de chantier (non cadres)
481a	Conducteurs de travaux (non cadres)
632e	Couvreurs qualifiés
633a	Électriciens qualifiés de type artisanal (y.c. bâtiment)
382c	Ingénieurs, cadres de chantier et conducteurs de travaux (cadres) du bâtiment et des travaux publics
382a	Ingénieurs et cadres d'étude du bâtiment et des travaux publics
632a	Maçons qualifiés
632d	Menuisiers qualifiés du bâtiment
632j	Monteurs qualifiés en agencement, isolation
681a	Ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment
681b	Ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment
632f	Plombiers et chauffagistes qualifiés
472d	Techniciens des travaux publics de l'État et des collectivités locales
632g	Peintres et ouvriers qualifiés de pose de revêtements sur supports verticaux
632h	Soliers moquetteurs et ouvriers qualifiés de pose de revêtements souples sur supports horizontaux
472a	Dessinateurs en bâtiment, travaux publics
MARCHÉ DU TRAVAIL	
Code Rome (22)	Libellé
F1101	Architecture du BTP
F1103	Contrôle et diagnostic technique du bâtiment
F1104	Dessin BTP
F1106	Ingénierie et études du BTP
F1201	Conduite de travaux du BTP
F1202	Direction de chantier du BTP
F1501	Montage de structures et de charpentes bois
F1503	Réalisation - installation d'ossatures bois
F1604	Montage d'agencements
F1606	Peinture en bâtiment
F1607	Pose de fermetures menuisées
F1608	Pose de revêtements rigides
F1609	Pose de revêtements souples
F1610	Pose et restauration de couvertures
F1611	Réalisation et restauration de façades
F1613	Travaux d'étanchéité et d'isolation
F1703	Maçonnerie
I1101	Direction et ingénierie en entretien infrastructure et bâti
F1602	Electricité bâtiment
F1603	Installation d'équipements sanitaires et thermiques
I1306	Installation et maintenance en froid, conditionnement d'air
I1308	Maintenance d'installation de chauffage

Figure 22: Extrait de la liste des secteurs centraux de l'économie verte (SOeS, Esane 2012) et des métiers verts et verdissants (selon la nomenclature PCS) établie au 1er janvier 2015 par l'ONEMEV- revue Nomadéis selon les 7 catégories d'activités de la base PCS

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

► **L'emploi vert au Pays Basque**

A l'échelle du Pays Basque, cette catégorie représente 30% des secteurs d'activité verts et verdissants et 41% des métiers verts et verdissants, en faisant une catégorie majeure de l'économie verte.

Les métiers d'ouvriers non qualifiés du bâtiment représentent une part importante des emplois du secteur du bâtiment. Viennent ensuite les métiers de couvreurs, d'artisans maçons, d'artisans menuisiers et de peintres.

Métier	2013
Artisans maçons	543
Artisans menuisiers du bâtiment, charpentiers en bois	587
Artisans couvreurs	48
Artisans plombiers, chauffagistes	325
Artisans électriciens du bâtiment	349
Architectes libéraux	286
Ingénieurs et cadres d'étude du bâtiment et des travaux publics	114
Architectes salariés	81
Ingénieurs, cadres de chantier et conducteurs de travaux (cadres) du bâtiment et des travaux publics	NA
Dessinateurs en bâtiment, travaux publics	NA
Techniciens des travaux publics de l'État et des collectivités locales	238
Conducteurs de travaux (non cadres)	112
Chefs de chantier (non cadres)	239
Couvreurs qualifiés	1031
Charpentiers en bois qualifiés	296
Menuisiers qualifiés du bâtiment	167
Couvreurs qualifiés	43
Plombiers et chauffagistes qualifiés	368
Peintres et ouvriers qualifiés de pose de revêtements sur supports verticaux	500
Soliers moquetteurs et ouvriers qualifiés de pose de revêtements souples sur supports horizontaux	23
Monteurs qualifiés en agencement, isolation	55
Électriciens qualifiés de type artisanal (y.c. bâtiment)	300
Ouvriers non qualifiés du gros oeuvre du bâtiment	991
Ouvriers non qualifiés du second oeuvre du bâtiment	1034

Légende :

	Métier VERT
	Métier Verdissant

Enjeux et messages clés

► Leviers de verdissement de l'économie verte dans le bâtiment

1. **La transition environnementale du secteur du bâtiment est principalement due à la réglementation** (notamment RT 2012 et future 2020) et reste aujourd'hui perçue comme une contrainte à laquelle les professionnels doivent s'adapter.
2. **Certaines entreprises du Pays Basque cherchent néanmoins à dépasser la réglementation en développant des pratiques ambitieuses** en matière environnementale, notamment dans la filière des matériaux biosourcés (ex : construction de maison en ossature bois, utilisation de techniques anciennes et traditionnelles : enduit en chaux, isolation en chanvre, laine de mouton, paille, etc.). Ces pratiques représentent malgré tout actuellement un **marché de niche**.
3. Une étude menée par la CMA64 en partenariat avec l'Ecole supérieure des technologies supérieures avancées a démontré **que les « chefs de file » de la rénovation énergétique des bâtiments sont les maçons**, qui sont en bout de la chaîne de la rénovation.

► Freins au verdissement du bâtiment

1. Le principal frein au verdissement du bâtiment est d'ordre **financier**, en lien avec le surcoût que représente l'éco-construction.
2. **Les ruptures entre les acteurs de la chaîne de valeur de la construction et de la rénovation** (constructeurs, assureurs, acteurs d'accompagnement des particuliers tels que les espaces info énergie) sont également un facteur limitant la réalisation de projets de construction et de rénovation intégrés et ambitieux.
3. Par ailleurs, le **manque de solutions de construction/rénovation intégrées** ne permet pas d'œuvrer en faveur de rénovation globales et ainsi plus performantes. Les groupements sont en effet constitués de façon informelle uniquement, en raison de contraintes juridiques pour les entreprises.
4. Les professionnels du bâtiment positionnés sur ces marchés peuvent faire face à des **contraintes d'urbanisme** (impossibilité d'utiliser des matériaux biosourcés pour préserver l'esthétique du bâtiment, par exemple).
5. Enfin, les **contraintes administratives et réglementaires** peuvent représenter des obstacles à la mise en œuvre d'innovations liées à la transition énergétique dans le bâtiment, par exemple pour l'homologation de nouveaux matériaux (ex : panneaux isolants en laine de brebis).
6. Les secteurs du bâtiment de gros œuvre, de la maçonnerie, de la charpente, et du carrelage connaissent des **difficultés de recrutement** à cause des représentations négatives associées aux métiers (pénibilité du travail).

4/ ESPACES VERTS ET NATURELS

Contexte : enjeux de la croissance verte dans le secteur des espaces verts et naturels

► Contexte national

La création et gestion d'espaces verts et naturels est une **activité économique qui s'est beaucoup développée depuis quelques années**. Après une croissance forte du secteur du paysage entre 2000 et 2010 en France (doublement du nombre d'entreprises en 10 ans²⁴⁴), l'activité de ce secteur s'est stabilisée depuis le début des années 2010. En 2015, le secteur regroupe **28 600 entreprises employant 91 100 actifs**²⁴⁵ pour un chiffre d'affaire de 5,34 milliards d'euros²⁴⁶.

Le secteur des espaces verts et naturels est segmenté en **deux grands types d'activités** que sont la création et l'entretien d'espaces verts. Ces activités visent trois principaux types de clients : particuliers, marchés publics, et entreprises. Les entreprises du paysage peuvent intervenir sur l'ensemble des segments du marché ou se concentrer sur certains d'entre eux.

Les espaces verts et naturels font d'un côté référence à des **espaces créés par l'homme** (jardins publics, espaces urbains et jardins privés) et de l'autre à des **espaces de pleine nature**, où l'intervention de l'homme est plus restreinte (parcs naturels par exemple). Parmi ces espaces se trouvent des espaces naturels protégés pour la qualité de leurs paysages et leur biodiversité importante (faune, flore).

Programmes publics structurants

- La **stratégie nationale pour la biodiversité** (SNB) 2011-2020 vise à préserver et restaurer la biodiversité, et d'en assurer un usage durable et équitable par tous les secteurs d'activité.
- L'**objectif « zéro phyto »** vise à mettre en œuvre des solutions alternatives aux pesticides afin de protéger les cultures. La gestion des espaces naturels implique notamment une substitution des moyens chimiques d'entretien par des moyens mécaniques (fauches, tontes sélectives, désherbage thermique) afin d'améliorer leur richesse écologique.

► Contexte local

Selon l'UNEP (Union Nationale des Entreprises du Paysage), il existait en Aquitaine **2 000 entreprises du paysage** qui employaient **4 900 actifs en 2012**, pour un chiffre d'affaire de 255 millions d'euros.

Le Pays Basque possède un patrimoine naturel très diversifié (mer, montagne, plaines), socle d'une **biodiversité exceptionnelle**, qu'il s'agit d'entretenir. L'ensemble des cours d'eau et des zones de montagne sont d'ailleurs classés **Zones Natura 2000**, pour la richesse de la faune (Pic à dos blanc, Gypaète barbus, espèces migratrices) et de la flore (landes atlantiques, pelouses des altitudes, tourbières, la forêt de hêtres).

Les autres sites naturels protégés au Pays Basque sont ²⁴⁷:

- Des terrains acquis par le Conservatoire du Littoral²⁴⁸ : le Lac Marion, Abbadia – Corniche Basque, le Lac Mourisot, la Baie de Cenitz
- Galerie de Petechaenea
- Arrêté de protection de biotope, d'habitat naturel ou de site d'intérêt géologique : Site de Lur Berria et site de reproduction du Gypaète barbu d'Hozarte

²⁴⁴ Contrat d'étude prospective sur la gestion des espaces paysagers et naturels en Île-de-France, UNEP, 2012.

²⁴⁵ Ce chiffre ne comprend que les actifs travaillant dans des entreprises et non ceux employés directement par les collectivités.

²⁴⁶ UNEP, Chiffres clés 2015 des entreprises du Paysage, 2015

²⁴⁷ Inventaire National du Patrimoine Naturel, Recherche de données espaces protégés

²⁴⁸ Le Conservatoire du littoral est un établissement public créé en 1975 dont la mission est d'acquérir des parcelles du littoral menacées par l'urbanisation ou dégradées pour en faire des sites restaurés, aménagés, accueillants dans le respect des équilibres naturels

- Réserve naturelle régionale Errota Handia

Programmes structurants

Le **Programme LEADER en Montagne basque** a été mené entre 2007 et 2013 afin de soutenir l'agropastoralisme, de développer le potentiel économique de la forêt, de favoriser un tourisme durable et de protéger le patrimoine naturel et culturel de ce territoire. De nombreux projets ont été soutenus pour une enveloppe de 1 650 000 euros. Le programme a été reconduit pour la période 2014-2020 avec une enveloppe de 1,6 millions d'euros (cf partie « Catégorie Autre, tourisme vert »).

L'emploi vert dans les espaces verts et naturels

► Contexte national

4. ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS	
EMPLOIS	
Secteurs	
NAF (3)	Libellé
9104Z	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
8130Z	Services d'aménagement paysager
8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.
Métiers	
PCS (3)	Libellé
533b	Agents techniques forestiers, gardes des espaces naturels
211j	Entrepreneurs en parcs et jardins, paysagistes
631a	Jardiniers
MARCHÉ DU TRAVAIL	
Code Rome (3)	Libellé
A1202	Entretien des espaces naturels
A1203	Entretien des espaces verts
A1204	Protection du patrimoine naturel (A1204)

Figure 23: Listes des secteurs centraux de l'économie verte (SOeS, Esane 2012) et des métiers verts et verdissants (selon la nomenclature PCS) établie au 1er janvier 2015 par l'ONEMEV - revue Nomadéis selon les 7 catégories d'activités de la base PCS

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
3700Z	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

Le secteur des espaces verts et naturels comprend **un métier vert et deux métiers verdissants**.

Le métier d'Agent technique forestier, garde des espaces naturels peut être considéré comme vert dans la mesure où leur cœur de métier est réellement en accord avec la protection de l'environnement (préservation des écosystèmes et de la biodiversité).

Les métiers de Jardinier et d'Entrepreneur en parcs et jardins, paysagistes sont des métiers verdissants puisqu'ils intègrent de nouvelles compétences pour répondre aux enjeux de la croissance verte. Il s'agit notamment de réaliser des économies d'eau (grâce à l'utilisation des eaux de pluie par exemple), de limiter l'usage de produits phytosanitaires, de choisir des plantes appropriées aux sols et de prendre en compte la biodiversité.

Au niveau national, selon l'ONEMEV²⁴⁹, ces trois métiers en lien avec la gestion des espaces verts et naturels représentent 148 000 emplois en 2010 : 4000 comptent pour des professions vertes (soit 2,9% des professions vertes) et 144 000 emplois pour les métiers de Jardinier et d'Entrepreneur en parcs et jardins, paysagistes (soit 3,9% des professions verdissantes).

► **Contexte local**

La majorité des emplois du secteur de l'entretien des espaces verts et naturels est représentée par des **jardiniers**.

Plusieurs structures de ce secteur sont des acteurs de l'insertion sociale. On recense notamment au Pays Basque les associations ADELI à Saint-Jean-de-Luz, Atherbea à Anglet ou encore BPS Insertion à Bayonne²⁵⁰, qui ont mis en œuvre un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI). Ce dispositif vise à proposer un accompagnement et une activité professionnelle aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

Métier	2013
Entrepreneurs en parcs et jardins, paysagistes	258
Agents techniques forestiers, gardes des espaces naturels	35
Jardiniers	818

Enjeux et messages clés

1. L'un des enjeux déterminants pour les activités liées à l'entretien des espaces naturels est de parvenir à **valoriser au mieux les ressources locales** et à **sensibiliser les différentes parties prenantes aux enjeux de la préservation du patrimoine local**, notamment dans un contexte de **partage des usages** de ces espaces (activités de production, activités récréatives, etc.). L'objectif consiste à **réguler les conflits** mais aussi et surtout à **favoriser un environnement propice à la collaboration et à la création de synergies** entre parties prenantes pour l'animation du territoire (ex : valorisation des connaissances des acteurs locaux en matière de pastoralisme et de techniques agricoles dans des activités de tourisme vert)²⁵¹ ;
2. Les **compétences** attendues en matière d'emplois verts pour la gestion des espaces naturels au Pays Basque concernent **deux axes principaux**²⁵² :
 - La **connaissance de la réglementation** et l'expérience de **montage de dossiers de subventions** pour obtenir des aides financières décisives à la mise en œuvre d'actions structurantes ;
 - Des compétences en matière **d'animation, de communication et de sensibilisation du grand public**.

Avec l'importance croissante des démarches de coopération internationale entre le Pays Basque français et espagnol, un autre atout clé, transverse, réside dans la connaissance et l'expérience de **dynamiques de gestion transfrontalières**

²⁴⁹ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, Le marché de l'emploi de l'économie verte, aout 2014

²⁵⁰ IAE Aquitaine, Annuaire des structures de l'IAE

²⁵¹ Entretien avec la Commission Syndicale du Pays de Soule, novembre 2016

²⁵² Ibid

5/ INDUSTRIE

Remarque préliminaire : si la partie du présent rapport consacrée à la présentation du contexte et des enjeux nationaux liés au verdissement de l'industrie aborde cette thématique au sens large (cf définition de l'INSEE²⁵³), l'analyse du contexte local se focalise sur les **4 secteurs d'activité suivants** (en lien avec les spécificités des territoires d'étude) : agroalimentaire, aéronautique, industrie de la mer, glisse. Les industries liées aux secteurs de l'énergie, des déchets, de l'eau/assainissement, du transport sont traitées dans des parties dédiées (autres catégories).

Contexte : enjeux de la croissance verte dans l'industrie

► Contexte national

L'industrie joue un rôle majeur dans l'économie française, dans la mesure où elle génère la majorité des exportations nationales (96,5% en 2014²⁵⁴) et supporte en grande partie l'effort d'innovation. En matière d'**emploi**, le poids du secteur industriel est également conséquent avec **3,1 millions de salariés** (hors intérim) travaillant dans l'industrie en 2014 et un fort effet multiplicateur : un **emploi industriel génère en effet en moyenne 3 ou 4 emplois hors industrie**²⁵⁵.

En réponse à des enjeux de maîtrise des risques et d'optimisation de performances face à une concurrence internationale agressive, les industriels français développent de façon croissante des **pratiques durables** :

- Réduction du coût des intrants (via une réduction des consommations d'eau, d'énergie ou de matières premières) et du coût de traitement des déchets et effluents ;
- Anticipation des évolutions réglementaires de leur activité ;
- Amélioration du bien-être au travail de leurs salariés.

Ces actions sont notamment encouragées par le dispositif « Nouvelle France Industrielle » lancé par le gouvernement français en 2013, qui met l'accent sur la modernisation des outils industriels afin de **développer une industrie plus connectée, compétitive et respectueuse de l'environnement**. Le projet **Industrie du Futur**²⁵⁶ représente une des phases du dispositif consistant à accompagner chaque entreprise dans la modernisation de son outil industriel. Neuf marchés prioritaires ont été identifiés dont la **mobilité écologique, la ville durable, et les nouvelles ressources**.

► Contexte local

L'industrie représente **11% des emplois au Pays Basque selon l'INSEE** (voir partie 2.1.2/Introduction). Cette part est particulièrement forte dans la communauté de communes de **Soule-Xiberoa** (22% des emplois en 2013) du fait de la présence de **sous-traitants dans l'aéronautique** (ex : société AK, 150 employés en Soule Xiberoa) et d'entreprises spécialisées dans **la micromécanique** (ex : Alkar dans la charpente métallique, 100 employés), **le caoutchouc** (ex : Emac, 77 employés), **la petite fonderie** et de petites industries artisanales comme celle de l'**espadrille**.

AGROALIMENTAIRE

L'agroalimentaire est une **industrie majeure** au Pays Basque (voir partie 2.1.2/Introduction/Activités économiques) et un secteur pour lequel **les enjeux du verdissement touchent l'ensemble de la chaîne de valeur** : au niveau de la production (cf partie « Agriculture et sylviculture »), l'accent est mis sur la valorisation de l'origine locale des produits et l'approvisionnement en produits issus d'une agriculture plus raisonnée voire biologique. Au-delà du seul processus de production, l'industrie agroalimentaire cherche également à traiter la problématique des **déchets** pour réduire son impact environnemental. Par exemple,

²⁵³ Définition de l'industrie - INSEE <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/industrie.htm>

²⁵⁴ gouvernement.fr, avril 2015. *L'industrie en France*. <http://www.gouvernement.fr/partage/3813-l-industrie-en-france>

²⁵⁵ Ibid

²⁵⁶ Gouvernement, mai 2015. *Réunir la Nouvelle France Industrielle*. http://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/industrie-du-futur_dp.pdf

un projet a été mené conjointement par les membres du cluster Uztartu, le cluster de l'agroalimentaire au Pays Basque, afin de créer un **emballage éco-conçu**. Il a été décidé de développer un sac bretelle en matière végétale renouvelable composé à base de fécule de pomme de terre, biodégradable et compostable et fabriqué en France.

INDUSTRIE DE LA MER / ECONOMIE DE L'OCEAN

Le Pays Basque compte **deux ports principaux**, celui de Bayonne et celui de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure. Le port de Bayonne est un port de commerce qui enregistre un trafic maritime de 1 473 070 tonnes en 2015. Le port de Saint-Jean-de-Luz est un port de pêche dont le chiffre d'affaire en 2013 est de 23,4 millions d'euros.²⁵⁷

Les ports ont des **impacts sur l'environnement** en termes de dégradation de la qualité des eaux de mer, de rejet de déchets parfois dangereux ou de prolifération d'espèces envahissantes. Le port de commerce de Bayonne a ainsi mis en place un **Plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires**, en application de la directive européenne 2000/59/CE.

Outre la pratique de la pêche, la mer est également un lieu de recherche étudié pour ses ressources innovantes. Par exemple, les laboratoires de Biarritz, spécialisés dans la création de produits dermo-cosmétiques bio, utilisent des ressources marines dans le cadre de leurs recherches et visent à réduire les effets néfastes des cosmétiques sur l'écosystème marin.

AERONAUTIQUE

L'**impact économique** de l'aéronautique au Pays Basque est particulièrement prégnant dans la mesure où cette industrie constitue un **tissu économique diversifié** (comptant un acteur majeur (Dassault Aviation) et une quarantaine de sous-traitants) **et pourvoyeur d'emplois** (environ 1 200 emplois salariés privés au Pays Basque) (voir partie 2.1.2 Pays Basque/Introduction/Activités économiques).

D'un point de vue **environnemental**, le secteur aéronautique a un impact conséquent qui incite les différents acteurs de la chaîne de production à agir. En effet, l'aéronautique représente actuellement en France 2% des émissions de CO₂ et le kérosène, tout usage confondu, compte pour 6% de la consommation mondiale de pétrole.²⁵⁸

Des pratiques durables ont déjà été mises en œuvre chez les grands constructeurs aéronautiques depuis une cinquantaine d'années grâce à des travaux de recherche portant sur les moteurs, l'architecture des avions, les matériaux utilisés et les équipements :

- Consommation de kérosène quasi divisée par 5 ;
- Amplitude sonore divisée par 10 ;
- Génération d'oxyde d'azote divisée par 4²⁵⁹

Ces engagements et la mise en place de ces pratiques sont notamment impulsés par des acteurs moteurs de cette industrie au niveau national voire international (par exemple Airbus, Boeing, Dassault Aviation). A titre d'exemple, le groupement des parties prenantes de l'aéronautique en Europe, ACARE (*Advisory Council for Aeronautics Research in Europe*), a défini des objectifs quantitatifs ambitieux, auxquels Dassault Aviation souscrit :

- Division par deux des niveaux de bruit au sol (soit une réduction de 20 décibels sur le cumul des opérations décollage et atterrissage) ;
- Division par deux des émissions de CO₂ ;
- Division par cinq des émissions d'oxyde d'azote (NOx) ;
- Réduction de la charge environnementale créée par la production et le retrait de service des aéronefs.

²⁵⁷ CCI Bayonne Pays Basque, Le Pays Basque en chiffres, Edition 2014-2015.

²⁵⁸ Dassault Aviation, Aviation et environnement

²⁵⁹ CIFAS et CORAC, Aéronautique, Espace et Environnement, 2011.

En tant que donneurs d'ordres, les grands groupes de l'aéronautique répercutent leurs exigences et engagement sur l'ensemble de la chaîne de valeur et l'écosystème local²⁶⁰.

GLISSE

Le secteur de la glisse représente une industrie clé de la côte basco-landaise. La majeure partie des entreprises européennes spécialisées dans la glisse sont en effet présentes dans le sud de l'Aquitaine. Ces dernières sont fédérées par l'**association Eurosima**²⁶¹ (Fédération européenne des industriels de la glisse) dont le siège est situé à Hossegor, et celui de **son cluster hébergé dans l'hôtel d'entreprises Olatu Leku à Anglet**, dans une zone d'activités liée à la glisse.

Le cluster Eurosima compte **180 membres**, dont **80% sont situés au sud de l'Aquitaine**, et 20% dans le reste de la France et en Europe. Le champ d'action du cluster couvre des domaines tels que l'innovation et la R&D, la **formation et l'emploi**, le **développement durable** et les ressources économiques.

Le cluster fédère une **grande diversité d'entreprises** : près de **80% sont des TPE** (artisans, agences de conseil, magasins spécialisés etc.) et **20% des grands groupes**, dont les *majors* internationaux de la glisse (Billabong, Quiksilver, Ripcurl, Oneil). L'activité des membres du cluster représente environ **1,7 milliards de CA** et **4 000 salariés**.

Créée dans les années 1980, la filière de la glisse est jeune en comparaison avec les autres filières industrielles du Pays Basque. Elle se caractérise cependant par la **maturité de ses membres en matière de développement durable**, qui s'exprime notamment par leur engagement dans la **préservation des milieux naturels** (et notamment le littoral), indispensables à la pratique de leur activité.

Dès les années 2007-2009, de nombreux projets d'innovation environnementale ont été initiés par les *majors* de la filière, qu'il s'agisse d'actions de **management environnemental**, de démarches d'**éco-conception des produits** ou d'actions favorisant l'**économie circulaire**. L'entreprise **Quiksilver** a par exemple été la première à créer des **shorts en PET recyclés** ou à récupérer des combinaisons néoprène usagées pour en faire des nouveaux produits.

Ces actions ne se limitent cependant pas aux plus gros acteurs : les nouvelles entreprises de la filière se caractérisent ainsi par un positionnement très orienté vers le développement durable, à l'image des entreprises basque Notox¹ (fabrication de planche à Anglet), Greenfix² (production de wax écologique pour les planches de surf à Biarritz) ou Lastage³ (fabrication de textile éco conçus à Biarritz).

Afin d'**accompagner les acteurs dans leur transition environnementale**, Eurosima a développé des **projets collectifs** tels que des parcours de formations aux enjeux du développement durable, des ateliers collectifs de partage de bonnes pratiques (ex : dans le domaine de la qualité, de la démarche REACH, norme ISO 26 000, etc.) ou encore la création du **Label ECORIDE** (cf. encadré ci-dessous).

²⁶⁰ Entretien avec la Région Nouvelle Aquitaine et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 64, octobre 2016

²⁶¹ <http://www.eurosima.com/presentation-0.html>

Illustration : Création du label environnemental ECORIDE par Eurosima

Lancé en 2009 par Eurosima, ECORIDE est un label environnemental à destination de l'ensemble des entreprises de la filière de la glisse.

Le label poursuit **quatre** objectifs :

- **Valoriser** l'engagement environnemental des entreprises ;
- **Sensibiliser** et **impliquer** les salariés ;
- **Bénéficier** de préconisations et d'outils pratiques ;
- **Communiquer** sur la filière glisse.



Pour aider les entreprises candidates à **obtenir le label**, Eurosima les accompagne dans l'amélioration de leurs performances en matière de management environnemental. **Cette démarche** comporte **deux étapes** clés :

- **Une auto-évaluation en ligne par le candidat** portant sur trois thèmes : le management environnemental du siège (50%), l'éco-conception / évaluation des fournisseurs (40%), l'engagement environnemental (10%). Chaque réponse est notée de 0 à 3 points selon le degré de performance environnementale.
- La **validation et la certification** par un jury indépendant selon trois niveaux d'engagement (gold, silver, bronze).

Une cinquantaine d'entreprises ont obtenu le label depuis sa création. En 2016, **9 entreprises** ont été labellisées ECORIDE, dont l'entreprise Notox, située à Anglet, spécialisée dans la fabrication de planche écologiques.

Le label ECORIDE est également étendu aux entreprises des sports outdoor au travers du Cluster OSV (Outdoor Sports Valley). En 2017, Eurosima souhaite étendre la labellisation à l'ensemble des sports nautiques.

En savoir plus : site Eurosima – Label ECORIDE

<http://www.eurosima.com/environnement/Ecoride/Label-ECORIDE-218-225-0.html>

L'emploi vert dans l'industrie

► **Contexte national**

Selon le travail de définition de l'ONEMEV, la catégorie Industrie rassemble uniquement des métiers verdissants.

Ces métiers portent principalement sur des fonctions d'ingénieurs et de cadres d'études dans différentes industries (arts graphiques, mode, électronique, mécanique, industrie de transformation, etc.), des métiers autour des activités de maintenance (technicien d'installation et de maintenance, agent de maîtrise en maintenance), de contrôle-qualité et de contrôle des méthodes de production.

Tous ces métiers doivent en effet intégrer de nouvelles compétences en lien avec le développement durable afin d'optimiser la qualité des produits ou des services et de minimiser les défauts de fabrication et le gaspillage de matières premières. Ces métiers sont également particulièrement confrontés au respect des réglementations, normes et certifications -notamment environnementales- qui s'appliquent.

Selon l'ONEMEV, concernant le marché de l'emploi au niveau national, la catégorie « Industrie, conception, maintenance, HSE » occupe 11,4% des offres d'emploi parmi les secteurs liés à l'économie verte, ce qui en fait la troisième catégorie la plus pourvoyeuse d'offres après le bâtiment et les transports. Dans la même logique, 9,1% des demandeurs d'emploi positionnés sur un métier vert ou verdissant recherchent un emploi dans la catégorie « Industrie, conception, maintenance, HSE ».

5. INDUSTRIE	
EMPLOIS	
Secteurs	
NAF (3)	Libellé
2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
2752Z	Fabrication d'appareils ménagers non électriques
3831Z	Démantèlement d'épaves
Métiers	
PCS (13)	Libellé
486a	Agents de maîtrise en maintenance, installation en électricité, électromécanique et électronique
628f	Agents qualifiés de laboratoire (sauf chimie, santé)
465a	Concepteurs et assistants techniques des arts graphiques, de la mode et de la décoration (indépendants et salariés)
383a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en électricité, électronique
384a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en mécanique et travail des métaux
385a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement des industries de transformation
386a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement des autres industries
387d	Ingénieurs et cadres du contrôle-qualité
625b	Ouvriers qualifiés et agents qualifiés de laboratoire : agroalimentaire, chimie, biologie, pharmacie
475b	Techniciens de production et de contrôle-qualité des industries de transformation
475a	Techniciens de recherche-développement et des méthodes de production des industries de transformation
477b	Techniciens d'installation et de maintenance des équipements industriels
477c	Techniciens d'installation et de maintenance des équipements non industriels
MARCHÉ DU TRAVAIL	
Code Rome (8)	Libellé
H1501	Direction de laboratoire d'analyse industrielle
H1503	Intervention technique en laboratoire d'analyse industrielle
H1302	Management et ingénierie Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels
H1303	Intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriel
H1206	Management et ingénierie études, recherche et développement industriel
I1103	Supervision d'entretien et gestion de véhicules
I1604	Mécanique automobile
H1204	Design industriel

Figure 24: Listes des secteurs centraux de l'économie verte (SOEs, Esane 2012) et des métiers verts et verdissants (selon la nomenclature PCS) établie au 1er janvier 2015 par l'ONEMEV- revue Nomadéis selon les 7 catégories d'activités de la base PCS

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
3700Z	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

► Contexte local

A l'échelle du Pays Basque, **l'industrie est très faiblement représentée dans les secteurs d'activité verts et verdissants (moins de 1%) mais représente 9% des métiers verts et verdissants.**

Parmi les métiers verts et verdissants de l'industrie, on retrouve essentiellement des concepteurs d'arts graphiques, de la mode et de la décoration qui représentent le plus d'emploi, mais aussi les techniciens de

maintenance des équipements industriels et non industriels, des techniciens et ingénieurs du contrôle qualité.

Au total, les métiers de la catégorie industries représentaient **1 584 emplois verts et verdissants en 2013 au Pays Basque.**

Métier	Nombre d'emplois en 2013
Concepteurs et assistants techniques des arts graphiques, de la mode et de la décoration (indépendants et salariés)	500
Techniciens d'installation et de maintenance des équipements non industriels	295
Ingénieurs et cadres du contrôle-qualité	211
Techniciens de production et de contrôle-qualité des industries de transformation	172
Techniciens d'installation et de maintenance des équipements industriels	154
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en mécanique et travail des métaux	131
Agents de maîtrise en maintenance, installation en électricité, électromécanique et électronique	88
Ouvriers qualifiés et agents qualifiés de laboratoire : agroalimentaire, chimie, biologie, pharmacie	37
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en électricité, électronique	NA
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement des industries de transformation	NA
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en électricité, électronique	NA
Agents de maîtrise en maintenance, installation en électricité, électromécanique et électronique	NA
Agents qualifiés de laboratoire (sauf chimie, santé)	NA
TOTAL	1 588

Enjeux et messages clés

- Dans le secteur de l'industrie, les principaux métiers amenés à verdir dans les années à venir sont²⁶² :
 - Les métiers de techniciens en génie climatiques, chimiques, électricité, bureaux d'études ;
 - Les métiers de contrôle pour les nouvelles normes en matière environnementale (cycle de vie, recyclage)
 - Le métier de technicien de contrôle non destructif²⁶³.
- Les **grandes entreprises industrielles** spécialisées dans l'aéronautique, les transports (train), et la métallurgie apparaissent souvent comme disposant d'un **avancement plus marqué dans la prise en compte du développement durable dans leurs métiers** en raison notamment de contraintes et d'attentes plus fortes de la part de leurs investisseurs et donneurs d'ordre au niveau national et international.
- Enjeux spécifiques au **secteur de la glisse** :

²⁶² Entretien Nouvelle Région Aquitaine, octobre 2016

²⁶³ Le technicien de contrôle non destructif contrôle la qualité attendue des structures métalliques à tous les stades de la fabrication ou après leur mise en service, en utilisant des procédés qui ne détruisent pas le produit : radiographie, magnétoscopie, ressuage.

<http://www.les-industries-technologiques.fr/fiche-metier/technicien-contrôle-non-destructif/>

- Pour les grandes entreprises du secteur de la glisse, la prise en compte du développement durable est devenue une **compétence transversale**, qui n'est plus limitée à une fonction développement durable dédiée (intégration des enjeux liés au verdissement du secteur au niveau de chaque métier). L'enjeu consiste à engager l'ensemble des entreprises du secteur dans cette dynamique ;
- Les acteurs de la glisse apparaissent relativement matures sur la question de la prise en compte d'enjeux environnementaux dans leur activité mais cet engagement reste encore **insuffisamment visible / valorisé** ;
- **Sensibiliser les consommateurs** à la prise en compte du développement durable est une condition nécessaire à la poursuite de l'engagement environnemental des entreprises. Lors de l'achat, les consommateurs prennent en compte **le critère prix** bien avant **le caractère éco-conçu du produit**.
- Il existe encore peu d'**initiatives inter-cluster** menées dans le domaine du développement durable au Pays basque alors qu'il existe de nombreuses passerelles entre les secteurs de la glisse, du tourisme vert et de la montagne.

6/ TRANSPORT

Contexte : enjeux de la croissance verte dans le secteur du transport

► **Contexte national**

Selon le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, le secteur des transports a contribué en 2013 à hauteur de **27,6 %** aux émissions de GES françaises²⁶⁴. Les enjeux sont particulièrement importants pour le **transport routier** qui représente à lui seul près de 92 % des émissions du secteur des transports.

L'évolution du secteur du transport vers des **pratiques plus durables et respectueuses** de l'environnement se traduit par la mise en œuvre de mesures qui visent principalement à :

- **Améliorer l'efficacité énergétique** des véhicules neufs, et notamment des véhicules du transport routier (ex : étiquette Co2 des particuliers à la vente, bonus/malus écologique) ;
- **Encourager le développement des véhicules à faibles émissions** (notamment électriques et hybrides rechargeables) (ex : obligations de pré-équipement et d'équipement en points de charge des bâtiments publics et privés) ;
- **Encourager** le développement des biocarburants (ex : objectifs d'incorporation de biocarburants de 7,7 % pour la filière gazole et de 7 % pour la filière essence en 2014, reconduits pour 2015) ;
- **Favoriser le report modal** vers des moyens de transports moins émetteurs et le **recours à l'intermodalité** (ex : expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo).

Les enjeux de développement durable du secteur des transports portent ainsi sur des **aspects technologiques et énergétiques** (favoriser le recours à des énergies autres que le pétrole), **d'infrastructures** (concevoir des routes permettant de fluidifier la circulation, limiter les consommations et maximiser la sécurité des utilisateurs), et **de comportements / modes de consommation**.

Au-delà de ces enjeux environnementaux, le secteur des transports est également impacté par des **facteurs socio-économiques qui font évoluer les modèles** : la baisse du pouvoir d'achat des

²⁶⁴ Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, Transports, <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Transports,34304.html>

Français²⁶⁵, combinée aux fortes fluctuations du prix de l'essence, incite en effet les ménages à effectuer des **arbitrages** dans leurs dépenses, notamment en ce qui concerne les modes de transports (18% du budget moyen d'un ménage selon l'INSEE)²⁶⁶. Ainsi en 2013, environ 32% des français essayaient de rentabiliser le coût d'acquisition et d'entretien de leur automobile au maximum en utilisant des **modes de consommation alternatifs** (covoiturage, transport à la demande, autopartage, location de véhicules, etc.)²⁶⁷. La faiblesse du taux d'occupation moyen des véhicules par déplacement (1,4 personne en 2008) constitue également un facteur incitatif à l'**optimisation du transport de personnes**, dans un contexte où près de 81% des ménages français possédaient au moins une voiture en 2008²⁶⁸.

► **Contexte local**

Le Pays Basque est confronté à un **réel enjeu en matière de transport et de mobilité** en raison de **facteurs externes** (ex : croissance des flux et de la mobilité) et de **caractéristiques spécifiques au territoire** :

- Caractéristiques **géographiques et historiques** : existence d'un corridor de transit en raison de la configuration géographique et topographique des lieux, polycentrisme, étalement urbain, forte attractivité touristique (avec des pics d'affluence), etc.
- Caractéristiques en termes **d'aménagement du territoire et de politiques de transport** : usage de l'automobile supérieur à la moyenne nationale, politiques urbaines peu contraignantes pour l'automobile, offre de transport collectif relativement faible et parts de marché des modes alternatifs (transports collectifs, modes doux), nettement inférieures aux moyennes nationales, etc²⁶⁹.

Cette situation rend le territoire **sensible à l'augmentation constante du trafic**. En effet, 250 millions de tonnes de marchandises transitent entre la péninsule Ibérique et le reste de l'Europe (50% par la mer, 48% par la route et 2% par le ferroviaire) et le passage frontière du Pays Basque compte quasiment autant de trafic routier que les cinq points frontaliers réunis des Alpes : au total, plus de 10 000 poids lourds et plus de 25 000 véhicules légers par jour, soit une **croissance moyenne de 5% par an depuis la fin des années 1990**²⁷⁰. La **congestion croissante** de la zone est accentuée par des **dynamiques de mobilité pluridimensionnelles** (trajets domicile-travail, achats et déplacements transfrontaliers, etc.), qui s'intensifient en **période estivale** (pics de circulation).

En parallèle, la mobilité représente un enjeu particulièrement fort d'attractivité et de développement pour certains territoires **enclavés**, situés notamment en zone montagneuse.

Entre axes engorgés et zones enclavées, la mobilité en Pays Basque contraint ainsi de plus en plus le fonctionnement et le développement du territoire. Elle représente également un fort enjeu environnemental, puisque le secteur des transports et le **deuxième secteur le plus consommateur de ressources énergétiques au Pays Basque** (après le résidentiel, les transports représentent 31% des consommations énergétiques)²⁷¹. Les produits pétroliers (gazole, essence...) sont très majoritaires dans le mix énergétique du secteur (94% du mix), suivis des EnR thermiques (biocarburants) qui représentent 5,5% du mix²⁷². L'électricité, notamment avec les transports ferroviaires, est très peu présente (0,6% du mix).

²⁶⁵ Le pouvoir d'achat des ménages a connu un repli record de 0,9% en 2012. (source : INSEE, Résultats Enquêtes Emplois, 2013.)

²⁶⁶ Le coût réel de la voiture, 2012, ADETEC

²⁶⁷ Baromètre de la mobilité durable, 2013, MACIF

²⁶⁸ La mobilité des Français : panorama issu de l'enquête nationale transports et déplacements 2008, 2010, commissariat général au développement durable

²⁶⁹ Contrat territorial Pays Basque, sept 2008

²⁷⁰ Pays Basque – Territoire de projet. Pays Basque 2020 <http://www.lurraldea.net/fr/de-pays-basque-2010-a-pays-basque-2020/telecharger-le-rapport-pays-basque-2020-euskal-herria-2020-txostena-jeisteko.html>

²⁷¹ TEPCV PAYS BASQUE : étude énergie-climat

²⁷² En réalité, les carburants pétroliers couvrent 99% des consommations ; c'est l'introduction de biocarburants dans les carburants distribués qui permet d'afficher une consommation d'énergies renouvelables dans le secteur.

En réponse à ces enjeux, différents **projets et initiatives** se développent, notamment sous un angle **transfrontalier** : au sud de la frontière, San Sebastian a inauguré en 2016 sa nouvelle gare routière et Irun devrait prochainement en faire autant. Au nord, Bayonne prévoit un pôle d'échange multimodal et la Communauté d'agglomération Sud Pays Basque réfléchit déjà à l'évolution des gares de Saint-Jean-de-Luz et Hendaye. A la frontière, l'Eurorégion travaille avec l'ensemble des partenaires techniques pour adapter au mieux la gare d'Hendaye aux enjeux d'intermodalité et de correspondance avec le Topo²⁷³.

Intercommunalités landaises et basques (l'agglomération Sud Pays basque, le Syndicat Mixte pour L'élaboration du Scot de l'agglomération de Bayonne et du Sud des Landes et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud) se sont également associées pour lancer une vaste **étude autour de la mobilité sur la côte en période estivale**²⁷⁴, qui vise à mieux connaître les pratiques de déplacements des estivants afin d'élaborer les futures stratégies de développement des transports sur le littoral. La **mobilité en milieu rural** fait également l'objet d'expérimentations sur le massif des Pyrénées, notamment dans la Vallée des Aldudes, en Garazi-Baigorri, où est mené le projet « **TEAMM** » (Territoires d'Expérimentation d'Action innovantes sur la Mobilité en zone de Montagne)²⁷⁵.

Au niveau des différentes communautés de communes et des entreprises des territoires d'étude, différentes actions sont également menées pour **promouvoir l'intermodalité et le recours à des véhicules à faibles émissions** : plans vélo, démarches expérimentales de mise à disposition de vélos à hydrogène sur flottes captives, lancement du Tram'bus « zéro émissions » de l'agglomération Côte Basque Adour ou encore développement de bornes de recharge pour véhicules électriques.

Illustration : 118 bornes de recharge déployées sur 106 communes des Pyrénées-Atlantiques²⁷⁶

Le département des Pyrénées-Atlantiques (64) va se doter d'une infrastructure de charge publique pour voitures électriques et hybrides rechargeables. D'ici 2017, **118 bornes de recharge « normale » et « accélérée »** seront déployées sur l'ensemble du département.

106 communes adhérentes au Syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques (SDEPA) seront concernées par le plan de déploiement dont la première phase est intervenue en septembre 2015. Installées le long des principaux axes routiers et dans les zones urbaines, ces bornes délivreront deux types de puissance :

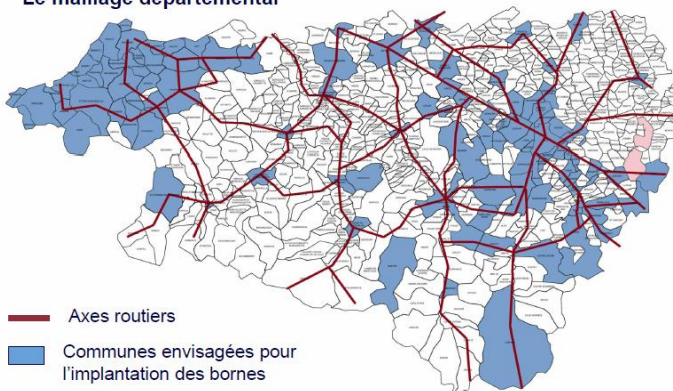
- « normale » de 3 kW pour un temps de charge de 6-8 heures

- « accélérée » de 22 kW pour un temps de charge de 1h30 (sur Renault ZOE)

Accessibles gratuitement sur les deux premières années d'exploitations, les points de charge distants chacun de 25 km environ nécessiteront un investissement de 1,4 million d'euros H.T. Ces coûts seront pris en charge à hauteur de 50 % par le dispositif d'aide ADEME et de 30 % par le SDEPA. Les 20 % restants seront financés par les communes, ces dernières prenant

BORNES DE CHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

Le maillage départemental



²⁷³ Eurorégion Aquitaine Euskadi - Quelle mobilité transfrontalière grâce à l'utilisation de l'autoroute et de nouveaux lieux d'intermodalité ?

²⁷⁴ Sud Ouest, « Pays basque et Landes : les déplacements des vacanciers font l'objet d'une étude », 29/06/2015 <http://www.sudouest.fr/2015/06/29/pays-basque-et-landes-les-deplacements-des-vacanciers-font-l-objet-d-une-etude-1974133-3350.php>

²⁷⁵ Le projet TEAMM est également mené sur la Vallée d'Aspe en Haut-Béarn, le Parc Naturel Régional des Pyrénées Catalanes et le Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises

²⁷⁶ Breezcar, « Pyrénées-Atlantiques : 118 bornes de recharge d'ici 2017 » 11/02/2015 <http://www.breezcar.com/actualites/article/bornes-de-recharge-voitures-electriques-pyrenees-atlantiques-0215>

également en charge les coûts de fonctionnement (300 euros par borne et par an). L'ensemble des 118 bornes devraient être opérationnelles à l'horizon 2017.

Les emplois verts dans le transport

► Contexte national

La filière des transports comprend principalement des **emplois verdissants**.

Les transports sont particulièrement concernés par le respect des **normes environnementales** (émissions de gaz à effet de serre et de polluants) et les **innovations technologiques** (réalisation de véhicules moins émetteurs de CO₂, etc.). Outre le développement de modes de transport alternatifs à la route, les professionnels du transport travaillent à la mise **en place de l'éco-conduite**, à l'**optimisation des trajets et des ressources et des taux de chargement des véhicules**, à de nouvelles organisations de travail pour une meilleure prise en compte en amont des impacts environnementaux, etc²⁷⁷.

Selon l'ONEMEV en 2010²⁷⁸, **20 % des professions verdissantes sont liées aux activités de transport**. Les **ingénieurs et cadres techniques de l'exploitation des transports**, à travers leurs fonctions de gestion des opérations de transport, sont directement concernés par ces objectifs. Ils sont **29 000 ETP** en 2010, dont 23 % de femmes.

Ces professionnels sont relativement âgés, près des deux tiers ayant plus de 40 ans (contre 53 % dans l'ensemble). Six sur dix détiennent un diplôme du supérieur. La quasi-totalité des emplois dans cette profession (97 %) sont sans limite de durée, seuls 4 % des emplois sont à temps partiel.

Sur le **marché du travail**, l'ONEMEV estime également en 2010 que **les transports constituent la deuxième catégorie** en termes d'importance parmi les offres et demandes d'emploi de l'économie verte : 21,7 % des offres d'emploi déposées par les employeurs en 2013 portent sur les métiers du transport, plus d'un quart des demandeurs d'emploi en fin de mois se positionnent en 2013 sur ces métiers.

6. TRANSPORT	
EMPLOIS	
Secteurs	
NAF (6)	Libellé
3011Z	Construction de navires et de structures flottantes
3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant
3317Z	Réparation et maintenance d'autres équipements de transport
4212Z	Construction de voies ferrées de surface et souterraines
4291Z	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux
4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
Métiers	
PCS (18)	Libellé
486d	Agents de maîtrise en maintenance, installation en mécanique
216a	Artisans mécaniciens réparateurs d'automobiles
642a	Conducteurs de taxi (salariés)
217a	Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport 0 à 9 salariés
641a	Conducteurs routiers et grands routiers (salariés)
641b	Conducteurs de véhicule routier de transport en commun (salariés)
642b	Conducteurs de voiture particulière (salariés)
633c	Electriciens, électroniciens qualifiés en maintenance entretien, réparation : automobile
387b	Ingénieurs et cadres de la logistique, du planning et de l'ordonnancement
389a	Ingénieurs et cadres techniques de l'exploitation des transports

²⁷⁷ CCGG - ONEMEV, Le marché de l'emploi de l'économie verte, Etudes & documents n°110, août 2014

²⁷⁸ Ibid

634c	Mécaniciens qualifiés en maintenance, entretien, réparation : automobile
682a	Métalliers, serruriers, réparateurs en mécanique non qualifiés
466b	Responsables commerciaux et administratifs des transports de marchandises (non cadres)
487a	Responsables d'entrepôt, de magasinage
466c	Responsables d'exploitation des transports de voyageurs et de marchandises (non cadres)
487b	Responsables du tri, de l'emballage, de l'expédition et autres responsables de la manutention
477a	Techniciens de la logistique, du planning et de l'ordonnancement
218a	Transporteurs indépendants routiers et fluviaux 0 à 9 salariés
MARCHE DU TRAVAIL	
<i>Code Rome (9)</i>	<i>Libellé</i>
N4101	Conduite de transport de marchandises sur longue distance
N4102	Conduite de transport de particuliers
N4103	Conduite de transport en commun sur route
N4105	Conduite et livraison par tournées sur courte distance
N1201	Affrètement transport
N1301	Conception et organisation de la chaîne logistique
N1302	Direction de site logistique
N4201	Direction d'exploitation des transports routiers de marchandises
N4202	Direction d'exploitation des transports routiers de personnes

Figure 25: Listes des secteurs centraux de l'économie verte (SOeS, Esane 2012) et des métiers verts et verdissants (selon la nomenclature PCS) établie au 1er janvier 2015 par l'ONEMEV- revue Nomadéis selon les 7 catégories d'activités de la base PCS

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
3700Z	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

► **Contexte local**

A l'échelle du Pays Basque, cette catégorie représente **18% des secteurs d'activité verts et verdissants** et **20% des métiers verts et verdissants**. Il s'agit pour l'essentiel des **conducteurs routiers et grands routiers**.

Au total, les métiers de la catégorie industries représentaient **3 692 emplois verts et verdissants en 2013 au Pays Basque**.

Métier	Nombre d'emplois en 2013
Conducteurs routiers et grands routiers (salariés)	1242
Mécaniciens qualifiés en maintenance, entretien, réparation : automobile	473
Métalliers, serruriers, réparateurs en mécanique non qualifiés	450
Conducteurs de véhicule routier de transport en commun (salariés)	422
Artisans mécaniciens réparateurs d'automobiles	300
Responsables d'entrepôt, de magasinage	258
Responsables commerciaux et administratifs des transports de marchandises (non cadres)	170
Agents de maîtrise en maintenance, installation en mécanique	154
Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport 0 à 9 salariés	113
Ingénieurs et cadres de la logistique, du planning et de l'ordonnancement	76
Conducteurs de taxi (salariés)	34
Transporteurs indépendants routiers et fluviaux 0 à 9 salariés	NA
Ingénieurs et cadres techniques de l'exploitation des transports	NA
Responsables d'exploitation des transports de voyageurs et de marchandises (non cadres)	NA
Techniciens de la logistique, du planning et de l'ordonnancement	NA

Responsables du tri, de l'emballage, de l'expédition et autres responsables de la manutention	NA
Electriciens, électroniciens qualifiés en maintenance entretien, réparation : automobile	NA
Conducteurs de voiture particulière (salariés)	NA
TOTAL	3 692

Enjeux et messages clés

1. La majorité des démarches visant à développer des modes de transport plus respectueux de l'environnement au Pays Basque sont encore en **phase projet et/ou de démarrage**, ce qui représente de forts enjeux de mise en œuvre/suivi pour les années à venir.

7/ AUTRE

La catégorie « AUTRE » a été créée afin de rassembler sous une même catégorie plusieurs activités répondant à un enjeu environnemental (ex : tourisme vert, achats durables, recherche, activités culturelles, etc.) mais ne pouvant se rattacher à l'un des grands secteurs cités précédemment. Elle comprend notamment de nombreux métiers transverses (ex : cadres administratifs, cadres commerciaux, etc.).

En accord avec le comité de pilotage, les données quantitatives de l'emploi vert en Pays Basque porteront sur l'ensemble des métiers faisant partie de la liste préconisée par l'ONEMEV, mais la partie de contexte (général et local) plus qualitative s'axera sur le sujet du tourisme et plus particulièrement du **tourisme vert**. Cette activité semble en effet tout à fait pertinente au vu de son importance croissante et de son lien avec les spécificités du territoire (valorisation du patrimoine naturel du Pays Basque et soutien à des activités locales comme le pastoralisme).

Contexte : enjeux de la croissance verte dans la catégorie « autre »

► Contexte national

Le tourisme est un secteur économique majeur en France, qui représente 6,5% du PIB français. La France est la 1^{ère} destination touristique mondiale en 2015 avec 84,5 millions de visiteurs.

Le tourisme a un impact non négligeable sur l'environnement. En France, les déplacements touristiques représentent ainsi 6% des émissions de gaz à effet de serre et génèrent 4,8 millions de tonnes de déchets par an.²⁷⁹ En réponse à ces enjeux, on assiste depuis plusieurs années au développement d'un **tourisme dit « durable » ou « responsable », qui pose comme conditions de permettre une préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, le respect des valeurs traditionnelles des communautés d'accueil et le développement d'une activité économique durable pour toutes les parties prenantes.**²⁸⁰

Cette forme de tourisme semble disposer d'un **potentiel de développement conséquent** : selon l'enquête GMV²⁸¹ 2010, 88 % des voyageurs français se disent prêts à agir en faveur de l'environnement et 56 % de ces mêmes voyageurs sont prêts à payer plus cher pour une destination écologique²⁸². De plus, la visite d'un site naturel est l'une des trois activités principales pour 8% des séjours français en métropole, soit 1 millions de séjours.²⁸³

Principaux programmes structurants

²⁷⁹ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, Le tourisme durable, 2011

²⁸⁰ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, Le tourisme durable, 2011

²⁸¹ GMV Conseil est un spécialiste des études marketing quantitatives et enquêtes statistiques

²⁸² Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, Le tourisme durable, 2011

²⁸³ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, Le tourisme durable, 2011

Plusieurs labels ont été mis en place afin de mettre en valeur les sites mettant en œuvre des actions à portée environnementale :

- **Label Grand Sites de France** : attribué par le ministère du Développement durable, il est la reconnaissance d'une gestion conforme aux principes du développement durable, conciliant préservation du paysage et de "l'esprit des lieux »
- **L'écolabel européen** sert à choisir son hôtel ou son camping. C'est le seul label écologique officiel européen utilisable dans tous les pays membres de l'Union Européenne.
- **La clé verte** est un label attribué à des campings ou des hôtels respectueux de l'environnement et des ressources naturelles (eau, énergie, déchets)
- **Les Hôtels au naturel** sont implantés sur des territoires naturels d'exception qui se distinguent par leurs pratiques éco-responsables simples
- **Les "gîtes Panda"** sont des hébergements gîtes de France, situés dans un Parc naturel régional, auxquels le WWF accorde son label lorsqu'ils sont situés dans un environnement naturel de qualité, qu'ils comportent un équipement d'observation de la nature et des documents d'information sur le patrimoine naturel et culturel du territoire, et qu'ils sont gérés par des propriétaires de la préservation de leur environnement.

► Contexte local

Le tourisme est un secteur très dynamique au Pays Basque. Le territoire affiche chaque année un nombre total de nuitées compris entre 13 et 15 millions, dont plus de 65% situées sur la côte basque (voir partie 2.1.2/Introduction). Le secteur emploie plus de 8 000 salariés en 2010²⁸⁴, soit plus de 9% de l'emploi salarié total. Néanmoins, on note une **altération de la situation financière des établissements hôteliers** depuis 2010, de manière accentuée sur la Côte Basque où 1 établissement sur 2 est en déficit en 2013, contre 1 sur 3 au Pays Basque intérieur. L'activité de **l'hôtellerie en plein air est, elle, en croissance** (+15% de chiffre d'affaire entre 2010 et 2013 contre -6% pour l'hôtellerie).²⁸⁵ L'essor des locations saisonnières via des sites collaboratifs est également en forte croissance, en grande majorité sur le littoral : en 2015, le Pays Basque a accueilli deux fois plus de touristes qu'en 2014 via le site Airbnb.²⁸⁶

Le tourisme vert est en plein essor au Pays Basque, et particulièrement dans le Pays Basque intérieur, où les activités de pleine nature sont déjà développées : randonnées, escalade, canyoning, randonnée à cheval, VTT électriques, etc. Ce tourisme vert, pour être durable, doit permettre en parallèle une préservation de la faune, de la flore et des écosystèmes.

La marque Biarritz Pays Basque

Initiative des premières assises du tourisme qui se sont déroulées à Biarritz le 26 avril 2016 (regroupant les professionnels du tourisme, les acteurs économiques, les élus). Cette marque est associée à un carnet de valeurs et à une charte que les utilisateurs de la marque devront signer. Cette charte s'appuie sur plusieurs engagements

- Donner la priorité dans les achats aux produits et ressources locaux (quand cela est possible)
- Minimiser les impacts de l'activité en matière de production et de gestion des déchets
- Sensibiliser les clients aux démarches engagées en matière d'économie d'énergie

Les candidatures sont étudiées par un Comité de la marque sur la base d'un cahier des charges. Les usagers de la marque bénéficient d'outils de communication et font partie d'un réseau.

Source : <http://www.marque-biarritzpaysbasque.com/adherer/>

²⁸⁴ Conseil de développement du Pays Basque, Diagnostic socio-économique, 2012

²⁸⁵ CCI Bayonne Pays Basque, Performance économique des entreprises du Tourisme en Pays Basque, 2014

²⁸⁶ Sud Ouest, Airbnb au Pays basque : deux fois plus de voyageurs que l'an dernier

L'agritourisme est important mais demeure très informel. Près de **300 agriculteurs ont adhéré à l'association Gîtes de France** et 41 au réseau Bienvenue à la Ferme. 7 navires proposaient également du pescatourisme²⁸⁷ en 2014²⁸⁸.

Programmes locaux structurants

Le renforcement du tourisme vert fait partie des axes structurant le **projet de territoire Montagne Basque 2014-2020**, en cherchant notamment davantage de synergies entre agriculture et tourisme.

Illustration : Projets autour de la Montagne Basque

La Montagne basque est définie géographiquement comme la partie la plus occidentale de la chaîne pyrénéenne. Elle n'est pas aujourd'hui une entité définie institutionnellement mais son périmètre a été fixé dans le cadre de la candidature au programme LEADER, portée par le Conseil des Elus du Pays Basque²⁸⁹. Entre 2009 et 2014, la Montagne Basque a bénéficié de financements publics à hauteur de 3 millions d'euros, dont 1,65 millions de fonds européens (FEADER/Leader). Ces fonds ont permis le financement de projets visant à soutenir le pastoralisme et l'agriculture de montagne, mettre en valeur la forêt et développer le bois énergie, organiser un tourisme durable, préserver les patrimoines naturel et culturel de ce territoire.

Massif du Baigura

Dans le massif du Baigura (site Natura 2000), des projets de **valorisation du pastoralisme et du patrimoine naturel** sont en cours. Les activités de randonnée, d'escalade et de canyoning sont également bien développées. En termes de valorisation du patrimoine naturel, on trouve par exemple dans ce massif des espèces emblématiques comme le vautour fauve ou le pottok (race de poneys du Pays Basque) qui pourraient constituer le pilier de démarches de tourisme durable. Une journée "Montagne Vivante" du Baigura doit être organisée en 2017.



Le Massif du Baigura

Potentiel du tourisme et de la randonnée

Une étude a été réalisée pour le compte du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques en 2001 sur la filière randonnée et son potentiel sur le département.²⁹⁰ Afin de mieux cibler les possibles clientèles et axer la stratégie de communication en conséquence, l'étude met en place une typologie de la clientèle de cette filière entre les jeunes, les « donneurs de sens » à la recherche de spiritualité, « la montagne plaisir » pour ceux recherchant la beauté du paysage et la pratique du sport, et « la montagne évasion » pour les randonneurs souhaitant trouver du calme et de la solitude.

²⁸⁷ Le pescatourisme se définit comme une activité de loisir ayant pour objectif de faire embarquer des touristes à bord de bateaux de pêche professionnelle ou de barges ostréicoles

²⁸⁸ Conseil des élus du pays Basque, Quelle alimentation pour le Pays Basque demain?, octobre 2015.

²⁸⁹ Le périmètre choisi s'appuie sur le classement des communes en zone montagne et/ou en zone massif par arrêté préfectoral. Le périmètre Leader Montagne basque compte ainsi 111 communes en 2014.

²⁹⁰ Conseil Général, Direction du Développement, Etude Randonneurs, 2001.

Etude d'opportunité pour un Parc Naturel Régional Montagne Basque

Une étude doit être prochainement menée à la demande des communautés de communes de Soule-Xiberoa, Garazi-Baigorri, Iholdi-Oztibarre, Pays d'Hasparren, Errobi, et l'agglomération sud Pays Basque pour déterminer si la zone de la Montagne basque est habilitée à abriter un parc naturel régional.

L'étude doit analyser la complémentarité entre les nombreuses activités que la montagne abrite (activités agropastorales, forestières, sportives, culturelles et spirituelles avec les chemins de Saint-Jacques de Compostelle) et la préservation du patrimoine naturel.

Selon Nicolas Thierry, vice-président de Nouvelle-Aquitaine en charge de l'environnement et de la biodiversité, l'objectif de ce parc naturel « est d'être un outil de développement autour du développement durable pour un territoire ».

Le parc devrait voir le jour d'ici 2025 en cas de résultats favorables de l'étude²⁹¹

L'emploi vert dans la catégorie autres**► Contexte national**

7. AUTRES	
EMPLOIS	
Secteurs	
NAF (1)	Libellé
9499Z	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
Métiers	
PCS (8 à 15)	Libellé
<i>Fourchette basse (8)</i>	
462c	Acheteurs non classés cadres, aides-acheteurs
435b	Animateurs socioculturels et de loisirs
546e	Autres agents et hôtesses d'accompagnement (transports, tourisme)
374b	Chefs de produits, acheteurs du commerce et autres cadres de la mercatique
342e	Chercheurs de la recherche publique
435a	Directeurs de centres socioculturels et de loisirs
625h	Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage)
479a	Techniciens des laboratoires de recherche publique ou de l'enseignement
<i>Fourchette haute (15)</i>	
<i>PCS à caractère commercial (4)</i>	
374c	Cadres commerciaux des grandes entreprises (hors commerce de détail)
374d	Cadres commerciaux des petites et moyennes entreprises (hors commerce de détail)
462e	Autres professions intermédiaires commerciales (sauf techniciens des forces de vente)
466a	Responsables commerciaux et administratifs des transports de voyageurs et du tourisme (non cadres)
<i>PCS fonction publique (3)</i>	
332a	Ingénieurs de l'État (y.c. ingénieurs militaires) et assimilés
332b	Ingénieurs des collectivités locales et des hôpitaux
333f	Personnels administratifs de catégorie A des collectivités locales et hôpitaux publics

²⁹¹ France 3 Région, Un parc régional basque à l'étude, Septembre 2016 (<http://france3-regions.francetvinfo.fr/aquitaine/pyrenees-atlantiques/pays-basque/un-parc-regional-basque-l-etude-1089995.html>)

MARCHÉ DU TRAVAIL	
Code Rome (10)	Libellé
G1201	Accompagnement de voyages, d'activités culturelles ou sportives
G1202	Animation d'activités culturelles ou ludiques
G1203	Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents
K1802	Développement local
G1102	Promotion du tourisme local
M1101	Achats
M1102	Direction des achats
F1105	Etudes géologiques
M1809	Information météorologique
K2402	Recherche en sciences de l'univers, de la matière et du vivant

Figure 26: Listes des secteurs centraux de l'économie verte (SOeS, Esane 2012) et des métiers verts et verdissants (selon la nomenclature PCS) établie au 1er janvier 2015 par l'ONEMEV- revue Nomadéis selon les 7 catégories d'activités de la base PCS

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
3700Z	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

Cette catégorie d'activité regroupe uniquement des **emplois verdissants**.

A noter que l'estimation quantitative des emplois verdissants de la catégorie « Autres » se base sur une approche selon des « fourchettes » d'estimation hautes et basses.

La « **fourchette basse** » de l'estimation ne prend en compte que des métiers pour lesquels un verdissement de l'activité et une évolution vers des compétences et pratiques plus « durables » est majoritairement acté, selon la méthodologie de l'ONEMEV présentée en introduction (cf partie 2.2.2 Approche méthodologique/Approche quantitative). On retrouve principalement des métiers du **tourisme** liés à l'animation et à l'accompagnement (Animateurs socioculturels et de loisirs ; Autres agents et hôtesses d'accompagnement), des métiers dans la **recherche** (Techniciens des laboratoires de recherche ; Chercheurs de la recherche publique) et dans les **achats** (acheteurs du commerce ; Acheteurs non classés cadres).

La « **fourchette haute** » permet de suivre une **approche plus large** de la notion de « métier verdissant » et intègre des professions dont le verdissement effectif peut être plus contrasté / hétérogène selon les entreprises. On retrouve surtout des **professions commerciales** (Cadres commerciaux ; Responsables commerciaux), des **ingénieurs** (Ingénieurs de l'État) et des métiers **dans l'administration** (Personnels administratifs de catégorie A).

De nombreux domaines du **tourisme** sont impactés par le développement durable, à l'exemple de l'hôtellerie (réduction du volume de lavage, économie d'énergie, utilisation des produits de nettoyage « verts »), de la restauration (utilisation des produits biologiques ou locaux) ou encore de l'animation touristique (faune, flore, entretien des sentiers).

Dans les métiers de la **recherche** comme dans l'ingénierie, le verdissement de l'activité peut intervenir d'une part lors de la **conception de produits** contribuant à la préservation de l'environnement (biocarburants, produits phytosanitaires respectueux du milieu naturel, écoconception des produits) et d'autre part avec la création de **processus de production plus respectueux de l'environnement** (contrôle qualité, économie d'énergie, réduction des émissions polluantes et des déchets).

Dans le domaine des **achats**, les choix de l'acheteur peuvent s'orienter sur des produits permettant une réduction de l'empreinte carbone de l'entreprise et étant plus respectueux de l'environnement et de la santé.

Dans les métiers de l'**administration**, le développement durable peut être favorisé par de multiples démarches : maîtrise de l'énergie, des consommations d'eau, collecte des déchets, construction de bâtiments durables, gestion de flottes de véhicules.

► **Contexte local**

A l'échelle du Pays Basque, la catégorie « Autres » représente 18% des secteurs d'activité verts et verdissants et 12% des métiers verts et verdissants.

Métier	2013
Chercheurs de la recherche publique	NA
Chefs de produits, acheteurs du commerce et autres cadres de la mercatique	170
Directeurs de centres socioculturels et de loisirs	NA
Animateurs socioculturels et de loisirs	505
Acheteurs non classés cadres, aides-acheteurs	105
Techniciens des laboratoires de recherche publique ou de l'enseignement	49
Autres agents et hôtesses d'accompagnement (transports, tourisme)	78
Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage)	62
Ingénieurs de l'État (y.c. ingénieurs militaires) et assimilés	NA
Ingénieurs des collectivités locales et des hôpitaux	106
Personnels administratifs de catégorie A des collectivités locales et hôpitaux publics	680
Cadres commerciaux des grandes entreprises (hors commerce de détail)	77
Cadres commerciaux des petites et moyennes entreprises (hors commerce de détail)	259
Autres professions intermédiaires commerciales (sauf techniciens des forces de vente)	NA
Responsables commerciaux et administratifs des transports de voyageurs et du tourisme (non cadres)	206

3.1.2 Approche quantitative : l'emploi vert sur le territoire du Pays Basque

Messages clés

Sur les territoires étudiés, si l'on ne retient que la notion de « vert », **les filières vertes ainsi que les métiers verts représentent une part relativement faible de l'emploi total**. Au niveau national, cette proportion est quasiment identique.

Les filières et métiers verdissants constituent à l'inverse une part importante de l'emploi total sur les territoires étudiés, proportion légèrement plus élevée qu'au niveau national.

De manière générale, les tendances en termes d'emplois verts et verdissants sont assez proches sur les 4 territoires d'étude, même si la Communauté de Communes de Soule-Xiberoa se distingue par une proportion d'emplois verts un peu plus importante, qui s'explique notamment par la présence historique de production d'hydroélectricité.

A noter que les dynamiques en termes d'emplois verdissants sont particulièrement positives au sein des deux Communautés de Communes étudiées.

Approche quantitative par secteurs d'activité (filières vertes et verdissantes)

Pour rappel, à ce stade et pour faciliter les comparaisons avec d'autres territoire, la définition des filières vertes et verdissantes est celle de l'ONEMEV qui répertorie 28 codes NAF. Les emplois agricoles et sylvicoles fait l'objet d'un encart spécifique en fin de partie, celle-ci n'étant que partiellement prise en compte dans la définition des filières et métiers verts et verdissants de l'ONEMEV mais participant aux enjeux environnementaux en Pays Basque.

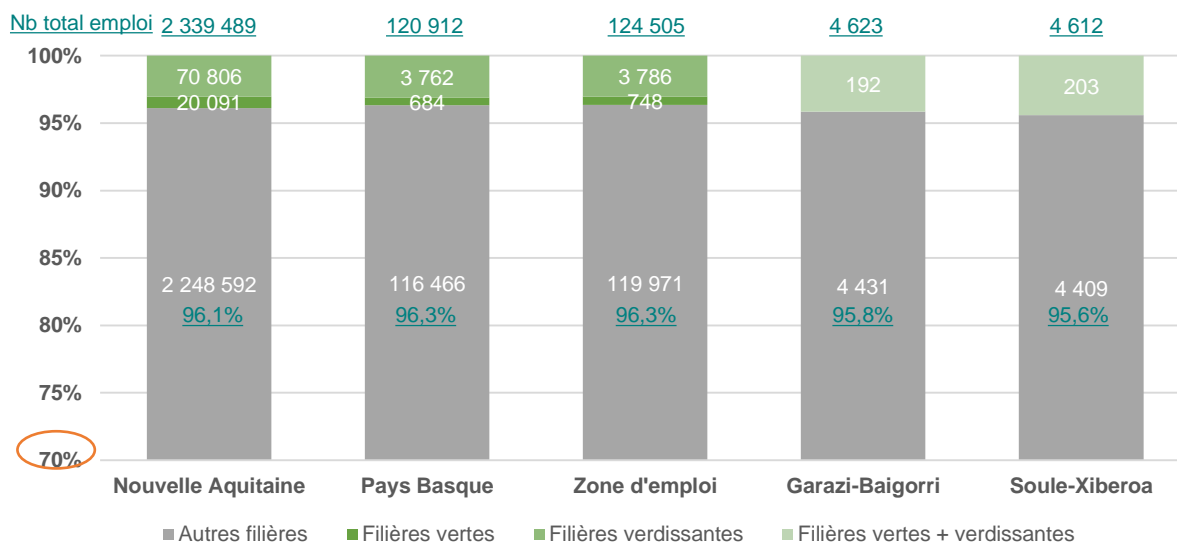
► **Panorama 2013**

Les territoires étudiés présentent relativement peu de spécificités par rapport à la région Nouvelle Aquitaine.

Sur les 120 912 emplois recensés dans le Pays Basque, 0,6% (soit 684 emplois) appartiennent aux filières vertes et 3,1% (soit 3 762 emplois) aux filières verdissantes, soit **3,7%** de l'emploi total. La situation dans le bassin d'emploi est quasiment identique. Ces chiffres sont également assez proches de ceux de la région Nouvelle Aquitaine, qui compte 0,9% d'emplois (20 091 emplois) dans les filières vertes et 3,1% d'emplois (70 806 emplois) dans les filières verdissantes (soit 4,0% de l'emploi total).

La part de l'emploi vert est légèrement supérieure dans les Communautés de Communes de Garazi-Baigorri et Soule-Xiberoa, qui recensent respectivement 4,2% (192 emplois) et 4,4% (203 emplois) de l'emploi total dans les filières vertes et verdissantes. Le nombre légèrement plus important d'emplois dans ces filières sur la Communauté de Communes de Soule-Xiberoa peut s'expliquer notamment par la présence historique d'activités de production d'hydroélectricité (Barrage hydro-électrique de Ste-Engrâce).

Part des filières vertes et verdissantes dans l'emploi total en 2013

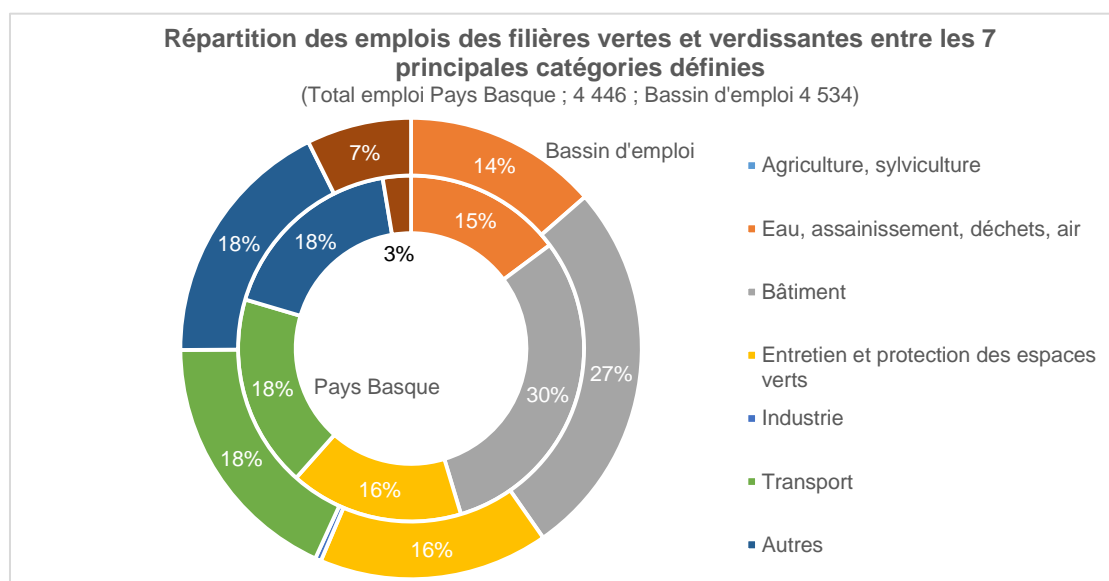


La répartition des emplois des filières vertes et verdissantes entre les principales catégories permet d'identifier une catégorie phare, **celle du bâtiment**, avec respectivement 1 350 et 1 200 emplois dans le Pays Basque et sur la Zone d'emploi (soit 30 et 27% de l'emploi total).

Cette caractéristique est similaire à la tendance observée au niveau de la région Nouvelle-Aquitaine, voire au niveau national (la catégorie du bâtiment est celle qui rassemble le plus grand nombre d'emplois verts dans les différentes régions françaises)²⁹².

Viennent ensuite, à des proportions quasi-identiques (entre 600 et 800 emplois), les catégories du « **transport** », de « l'« **eau assainissement, déchets, air** » », de l'« **entretien et protection des espaces verts** » et « **autres (tourisme, enseignement, recherche, etc.)** ».

La catégorie « industrie » est quant à elle faiblement représentée (quasi 0% à l'échelle du Bassin d'emploi et du Pays Basque), ces secteurs d'activités étant quasiment absent de la liste des filières vertes et verdissantes (seules les activités de démantèlement d'épaves, fabrication d'appareils ménagers non électriques et fabrication d'autres produits chimiques organiques de base sont intégrées dans la définition des filières verdissantes).



²⁹² Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation, Tableau de bord des emplois verts, juillet 2015

Cette structuration de l'emploi vert apparait relativement similaire à celle d'autres régions, avec cependant quelques spécificités.

A titre de comparaison en région Rhône-Alpes²⁹³, un territoire ayant d'importantes différences au plan économique avec le Pays Basque, les principales catégories en termes de nombre d'emplois verts et verdissants sont celles du bâtiment et de la gestion de l'eau et des déchets. L'industrie et le transport représente moins de 2% des emplois verts et verdissants.

NB : Le graphique ci-dessus présente une répartition des emplois des filières vertes et verdissantes du Pays Basque et du Bassin d'emploi ciblés par grande catégorie. Les données INSEE faisant l'objet de secrets statistiques à ce niveau de précision, il convient de les interpréter avec précaution.

► **Evolution 2007-2013**

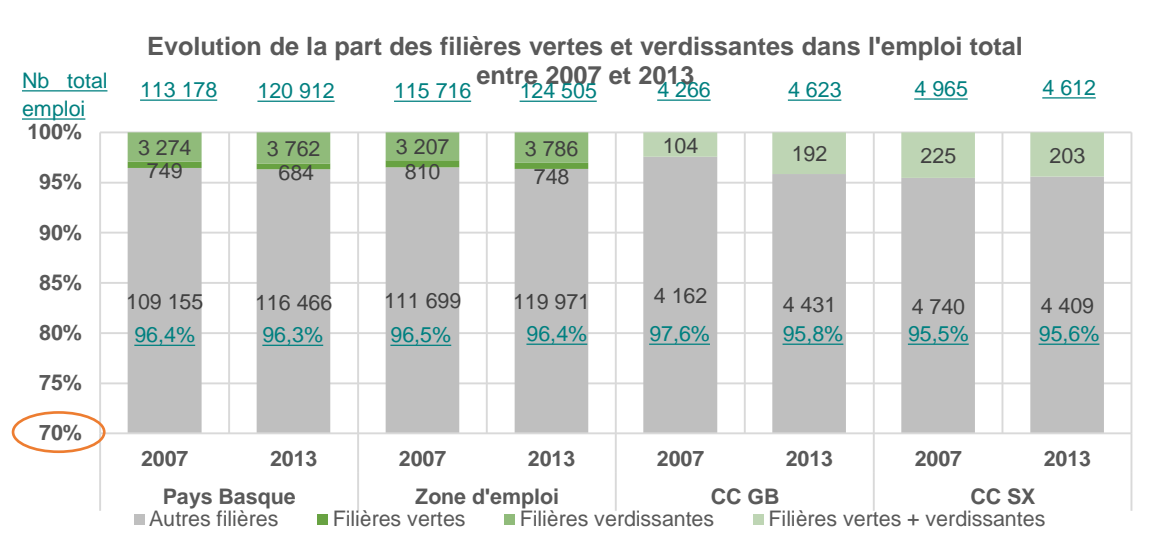
Sur le territoire du Pays Basque, la proportion du nombre d'emplois des filières vertes et verdissantes dans l'emploi total a légèrement augmenté entre 2007 et 2013, passant de 3,6 à 3,7% de l'emploi total. De manière plus précise, cette proportion a légèrement baissé pour les filières vertes (de 0,7% à 0,6%) et s'est accrue s'agissant des filières verdissantes (de 2,9% à 3,1%).

La proportion du nombre d'emplois des filières vertes et verdissantes dans l'emploi total a fortement augmenté entre 2007 et 2013 sur la Communauté de Communes de Garazi-Baigorri (de 2,4% à 4,2%) et est restée **pratiquement stable sur la Communauté de Communes de Soule-Xiberoa** (de 4,5% à 4,4%).

A l'échelle du Pays Basque, les filières vertes et verdissantes ont connu une hausse de 10,5% du nombre d'emplois entre 2007 et 2013 (de 4 023 à 4 446 emplois). Cependant, cette évolution globale cache des **réalités différentes** entre les filières vertes, qui ont connu une baisse de 8,7% du nombre d'emplois en cinq ans (de 749 à 684 emplois), et les filières verdissantes dont l'emploi est en hausse de 14,9% (3 274 à 3 762 emplois).

Ces évolutions sont très proches de celles qu'a connues la région Rhône-Alpes (alors que cette région a des caractéristiques socio-économiques très différentes). Les effectifs salariés privés dans les filières vertes et verdissantes ont en effet augmenté de 10,5% entre 2008 et 2013²⁹⁴.

L'emploi dans les filières vertes et verdissantes des Communautés de Communes de Garazi-Baigorri et de Soule-Xiberoa a respectivement augmenté de plus de 80% (de 104 emplois à 192) et baissé de 10% entre 2007 et 2013 (de 225 emplois à 203).



²⁹³ Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation, Tableau de bord des emplois verts, juillet 2015

²⁹⁴ Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation, Tableau de bord des emplois verts, juillet 2015

Approche quantitative par métiers

► Les métiers verts et verdissants

Pour rappel, à ce stade la définition retenue des métiers verts et verdissants est celle de l'ONEMEV identifiant respectivement 9 et 76 professions et catégories socioprofessionnelles (PCS). Un nombre important de ces métiers appartiennent aux secteurs du bâtiment (24 PCS), des transports (18 PCS) et dans une moindre mesure de l'industrie (13 PCS). Pour compléter cette définition, un encart spécifique sur les emplois agricoles et sylvicoles est réalisé à la fin de la section pour tenir compte de cette spécificité basque.

► Vision statique : chiffres 2013

Nombre d'emplois par catégories de métier dans les 4 territoires cibles en 2013

Territoires cibles	Autres métiers	Métiers verts	Métiers verdissants	Métiers verts + verdissants	Total des actifs
Pays Basque	102 272	689	17 951	18 639	120 912
Bassin d'emploi	105 088	680	18 737	19 417	124 505
CC GB	3 960	NA	NA	663	4 623
CC SX	3 794	NA	NA	818	4 612

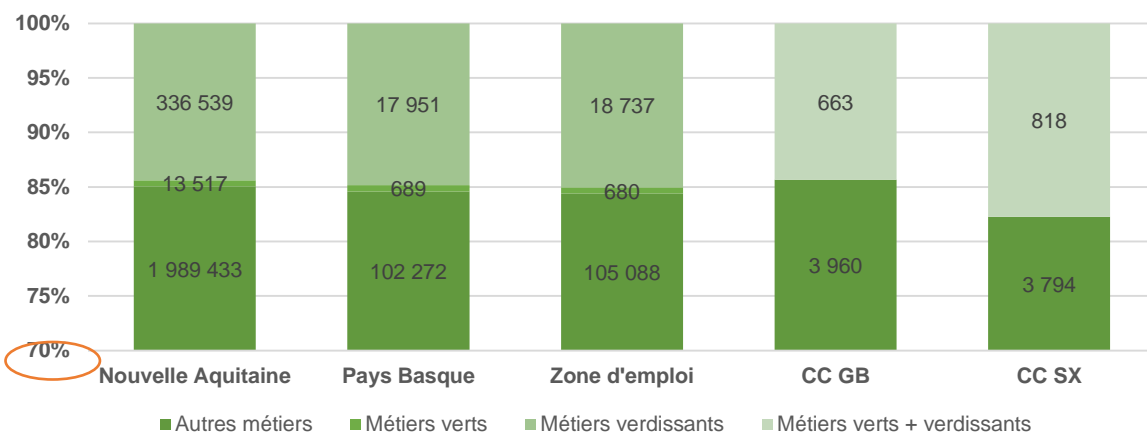
Sur les 120 912 emplois recensés dans le Pays Basque, **0,6%** (soit 689 actifs) **sont des métiers considérés comme verts** et **14,8%** (soit 17 951 actifs) **comme des métiers verdissants, soit 15,4% au total**. La situation dans le bassin d'emploi est quasiment identique. A titre de comparaison, dans la région Rhône-Alpes, un territoire comportant d'importantes différences avec le Pays Basque au plan économique, on observe néanmoins des similitudes : les métiers verts et verdissants représentaient 14,9% des actifs rhônalpins en emploi en 2011 (dont 0,5% pour les métiers verts et 14,4% pour les métiers verdissants).

Ce faible nombre d'emplois dans les métiers verts exclusivement participe à motiver notre approche méthodologique qui consiste à s'intéresser au verdissement de l'économie et non exclusivement à l'économie verte.

Les Communautés de Communes de Garazi-Baigorri et Soule-Xiberoa comptent une proportion de métiers verts et verdissants dans le nombre total d'actifs de respectivement **14,3%** (663 emplois) et **17,7%** (818 emplois). Cette surreprésentation des emplois dans les métiers verts sur la Communauté de Communes de Soule-Xiberoa pourrait s'expliquer par la présence de barrages hydrauliques, les métiers verts intégrant par exemple les fonctions d'agents de maîtrise, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres de la production et de la distribution d'énergie et d'eau.

L'INSEE ne fournit pas la répartition du nombre d'emplois entre les métiers verts et verdissants sur les territoires des Communautés de Communes de Galazi-Baigori et de Soule-Xibéroa du fait du secret statistique. On peut s'attendre toutefois à ce que la répartition soit plutôt proche, avec de fait un nombre d'emplois dans les métiers verts très faible.

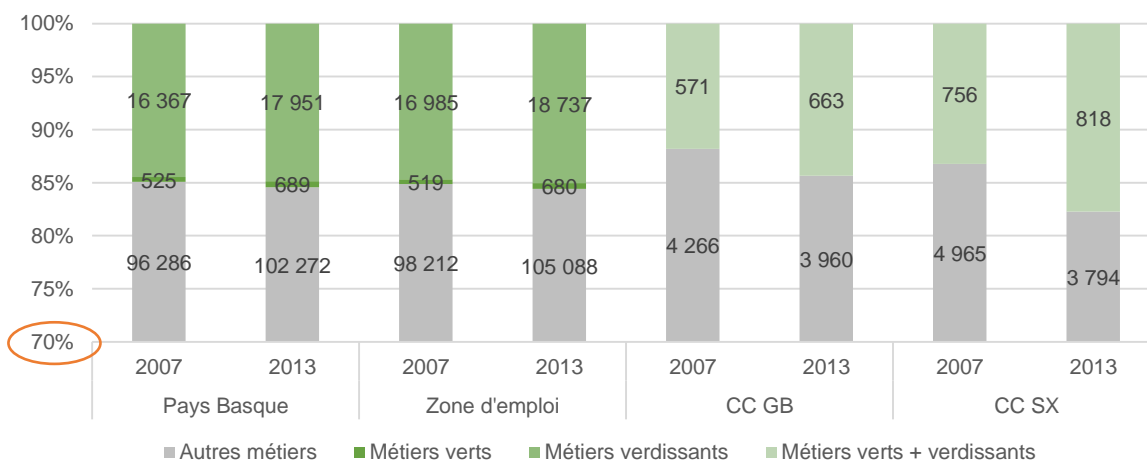
Part des métiers verts et verdissants dans le nombre total d'emplois en 2013



► **Evolution 2007-2013**

Le nombre d'emplois des métiers verts et verdissants est en augmentation sur tous les territoires entre 2007 et 2013, avec un taux de croissance particulièrement soutenu pour les métiers verts. A l'échelle du Pays Basque, le nombre d'emplois des métiers verts et des métiers verdissants a respectivement crû de 31,2% (de 525 à 689 actifs) et de 9,7% (de 16 367 à 17 951 actifs). Les Communautés de Communes de Garazi-Baigorri et de Soule-Xiberoa ont, quant à elles, connu une augmentation des emplois des métiers verts et verdissants de respectivement 16 et 8%.

Evolution de la part des métiers verts et verdissants dans le nombre total d'actifs entre 2007 et 2013



La proportion du nombre d'emplois des métiers verts et des métiers verdissants dans le total des emplois est également en hausse sur tous les territoires. Ainsi, dans le Pays Basque, cette proportion est passée respectivement de 0,46% à 0,57% et de 14,46% à 14,85% entre 2007 et 2013. Cette hausse est plus marquée sur les Communautés de Communes de Garazi-Baigorri et de Soule-Xiberoa, avec une proportion passant de 13,38% à 14,34% et de 15,23% à 17,74%.

► Répartition sectorielle des métiers verdissants

Pour mieux comprendre dans quels secteurs d'activité se retrouvaient les métiers verdissants, nous avons réalisé un zoom sur le croisement entre les métiers verdissants (et exclusivement verdissants) et les secteurs d'activité (toutes activités confondues). Cette analyse a été réalisée à l'échelle du Pays Basque, le secret statistique étant trop élevé à une échelle inférieure. Le tableau présenté ci-contre doit donc être lu de la manière suivante : parmi les métiers verdissants en Pays Basque, 34 sont exercés dans une entreprise dont le secteur d'activité est « industrie extractive ».

A l'échelle du Pays Basque, les métiers verdissants sont notamment représentés dans le secteur de la construction (41% des emplois des métiers verdissants).

Vient ensuite le secteur de la réparation d'automobiles (15% des emplois des métiers verdissants y sont concentrés) ; le métier de maintenance et réparation automobile étant intégré dans les emplois verdissants du fait de son impact potentiel sur la consommation énergétique, il est logique de voir ce secteur d'activité particulièrement représenté.

Le **secteur public** (environ 10%) est également très représenté, du fait notamment des emplois dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement, des déchets, des espaces verts... qui sont souvent des emplois portés par les collectivités

Les activités de **services administratifs et de soutien**, qui comptent également environ 10% de l'emploi verdissant, intègrent notamment les services d'entretiens et d'aménagement des espaces verts, d'où le nombre d'emplois verdissants qui s'y concentrent.

A noter par ailleurs que les **secteurs industriels** comptent au moins 790 emplois verdissants (du fait du secret statistique nous ne disposons pas des chiffres dans tous les secteurs industriels), marquant l'importance du verdissement également pour ces activités très consommatrices d'énergie notamment, mais également plus largement de matières premières.

Enfin, si le secret statistique ne permet pas dans ce tableau de disposer des chiffres plus précis, on peut s'attendre cependant à ce que les activités de transport et entreposage concentrent une part importante

Secteurs	Nombre d'emplois verdissants
Agriculture, sylviculture et pêche	NA (secret statistique)
Industries extractives	34
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	249
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	NA
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	114
Cokéfaction et raffinage	NA
Industrie chimique	10
Industrie pharmaceutique	85
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	178
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	NA
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	NA
Fabrication d'équipements électriques	NA
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	NA
Fabrication de matériels de transport	205
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	NA
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	116
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	174
Construction	5 802
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	2 132
Transports et entreposage	NA
Hébergement et restauration	169
Édition, audiovisuel et diffusion	NA
Télécommunications	NA
Activités informatiques et services d'information	62
Activités financières et d'assurance	54
Activités immobilières	123
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	717
Recherche-développement scientifique	78
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	234
Activités de services administratifs et de soutien	1 516
Administration publique	1 495
Enseignement	258
Activités pour la santé humaine	NA
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	NA
Arts, spectacles et activités récréatives	NA
Autres activités de services	314
Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	48
Activités extra-territoriales	NA
Total des emplois présentés dans les statistiques INSEE	14 167
Total réel des emplois des métiers verdissants	17 951
Ecart dû au secret statistique	3 784

d'emplois verdissants, les métiers de conduite étant intégrés dans les métiers verdissants. Les données de l'INSEE à une échelle plus fine montrent d'ailleurs que ce secteur concentre au moins 1 400 emplois verdissants.

Ce tableau met en avant la diversité des secteurs d'activités dans lesquels on trouve des métiers verdissants. Cette tendance conforte l'idée que le verdissement de l'économie constitue un mouvement profond, impactant toutes les activités économiques et pas exclusivement les filières de l'économie verte. Ce constat participe à proposer une approche de l'économie verte qui ne se restreigne pas aux filières vertes, permettant de rendre compte des initiatives, propres au territoire basque, conduites en la matière et impactant différents secteurs économiques.

Nb : Le tableau ci-dessus ainsi que les pourcentages présentés doivent être interprétés avec précaution du fait du secret statistique²⁹⁵ qui concerne environ 20% de l'emploi des métiers verdissants (écart de 3 784 emplois par rapport au nombre total réel d'emplois de 17 951 emplois).

► Les principaux métiers verts et verdissants dans chacun des territoires étudiés

Pays Basque

Au niveau du Pays Basque, les **conducteurs routiers, les ouvriers non qualifiés du bâtiment et les maçons** figurent parmi les **métiers verts et verdissants les plus représentés** avec plus de 1000 actifs répertoriés. Viennent ensuite essentiellement les jardiniers, les artisans du bâtiment et les mécaniciens, même si des métiers du secteur des loisirs et des transports en commun sont également bien représentés (plus de 300 emplois dans le Pays Basque).

A noter que la totalité des 20 premiers métiers verts et verdissants en termes de nombre d'emplois sur le territoire du Pays Basque sont en réalité des métiers verdissants exclusivement.

Top 20 des principaux métiers verts et verdissants en nombre d'actifs au Pays Basque en 2013

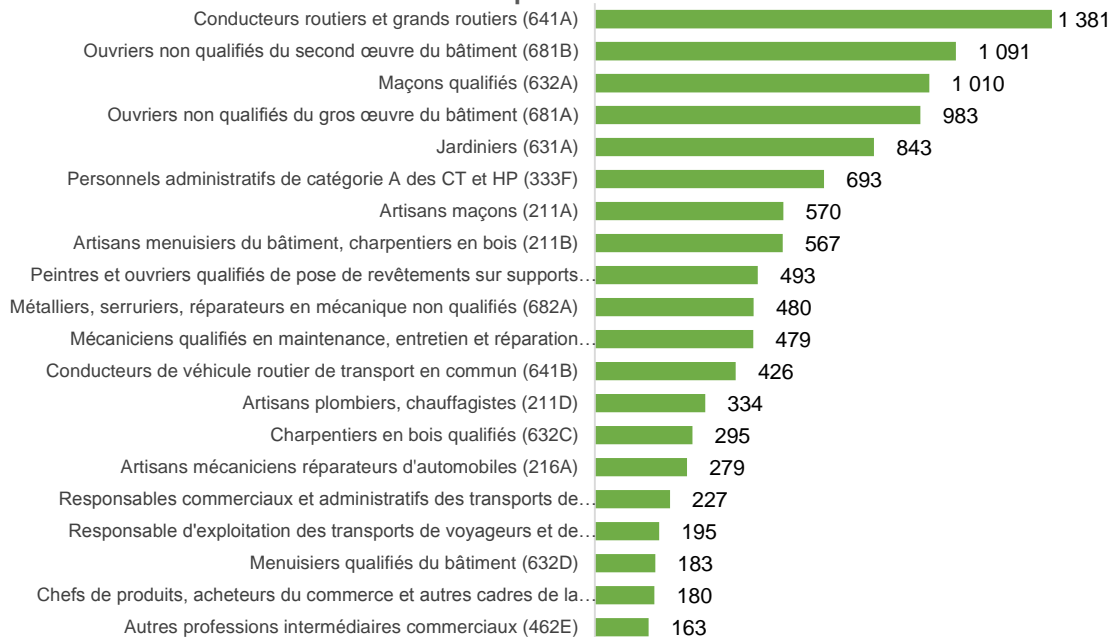


²⁹⁵ Le secret statistique vise à protéger les intérêts économiques des entreprises et la vie privée des citoyens dont les données ont été collectées lors d'enquêtes. Il s'agit généralement de chiffres concernant de petites communes, où la donnée n'aurait plus de signification statistique mais désignerait explicitement un ou quelques cas particuliers reconnaissables. En France, aucun résultat n'est diffusé quand il concerne moins de trois établissements ou lorsqu'un établissement contribue à lui seul à plus de 85% de ce résultat. Le problème du secret statistique s'est notamment posé dans le cadre de l'étude pour les territoires plus restreints de Soule-Xiberoa et de Garazi-Baigorri

Bassin d'emploi

La liste des principaux métiers verts et verdissants du bassin d'emploi est proche de celle du Pays Basque

Top 20 des principaux métiers verts et verdissants en nombre d'actifs dans le bassin d'emploi en 2013



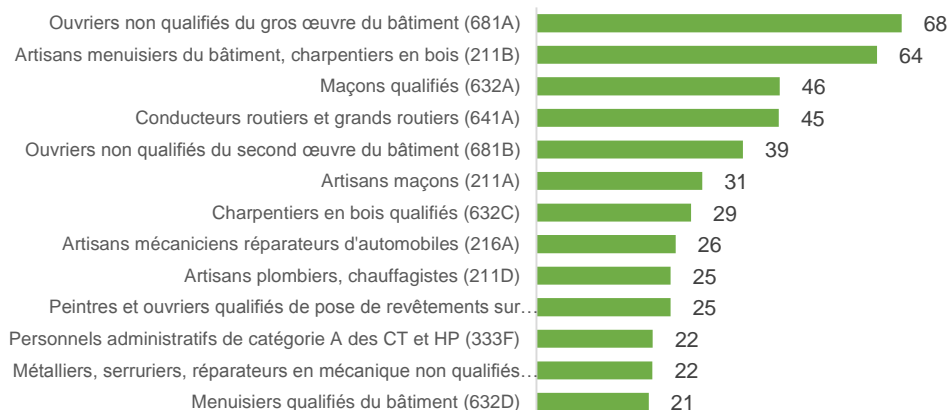
Communautés de Communes

A l'échelle des Communautés de Communes, les métiers les plus représentés sont similaires mais le classement varie. La Communauté de Communes de Saule-Xiberoa compte notamment un nombre important de **maçons qualifiés**²⁹⁶ alors que les artisans menuisiers du bâtiment sont plus nombreux sur la Communauté de Communes de Garazi-Baigorri. De manière générale, les Communautés de Communes recensent davantage de métiers du bâtiment, les métiers liés au transport étant moins représentés qu'ils ne le sont à l'échelle du Pays Basque, notamment en raison d'une forte concentration de ces activités de transport dans les espaces urbains.

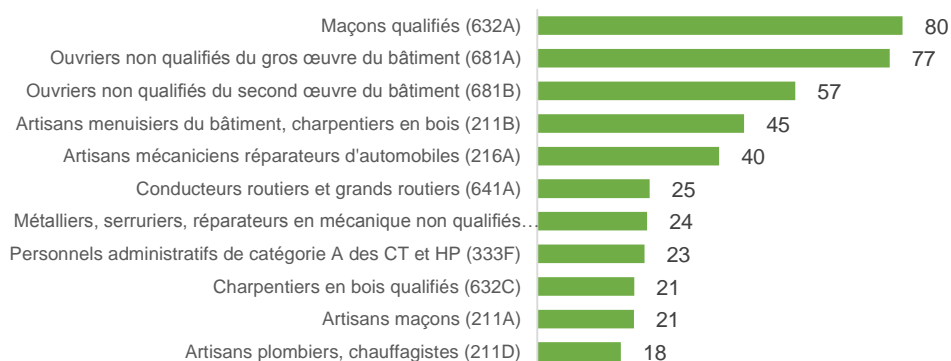
A noter que les chiffres présentés à l'échelle des deux Communautés de Communes sont à interpréter avec précaution du fait du secret statistique.

²⁹⁶ Les métiers cités correspondent aux codes PCS présentés dans le tableau. Ce sont donc des catégories statistiques.

Principaux métiers verts et verdissants en nombre d'effectifs dans la CC GB en 2013



Principaux métiers verts et verdissants en nombre d'effectifs dans la CC SX en 2013



► Evolution du nombre de métiers verts et verdissants

L'analyse de l'évolution du nombre des métiers verts et verdissants est moins solide lorsque l'on descend sur des analyses de territoires trop fins, aussi nous l'avons conduite à l'échelle du Pays Basque.

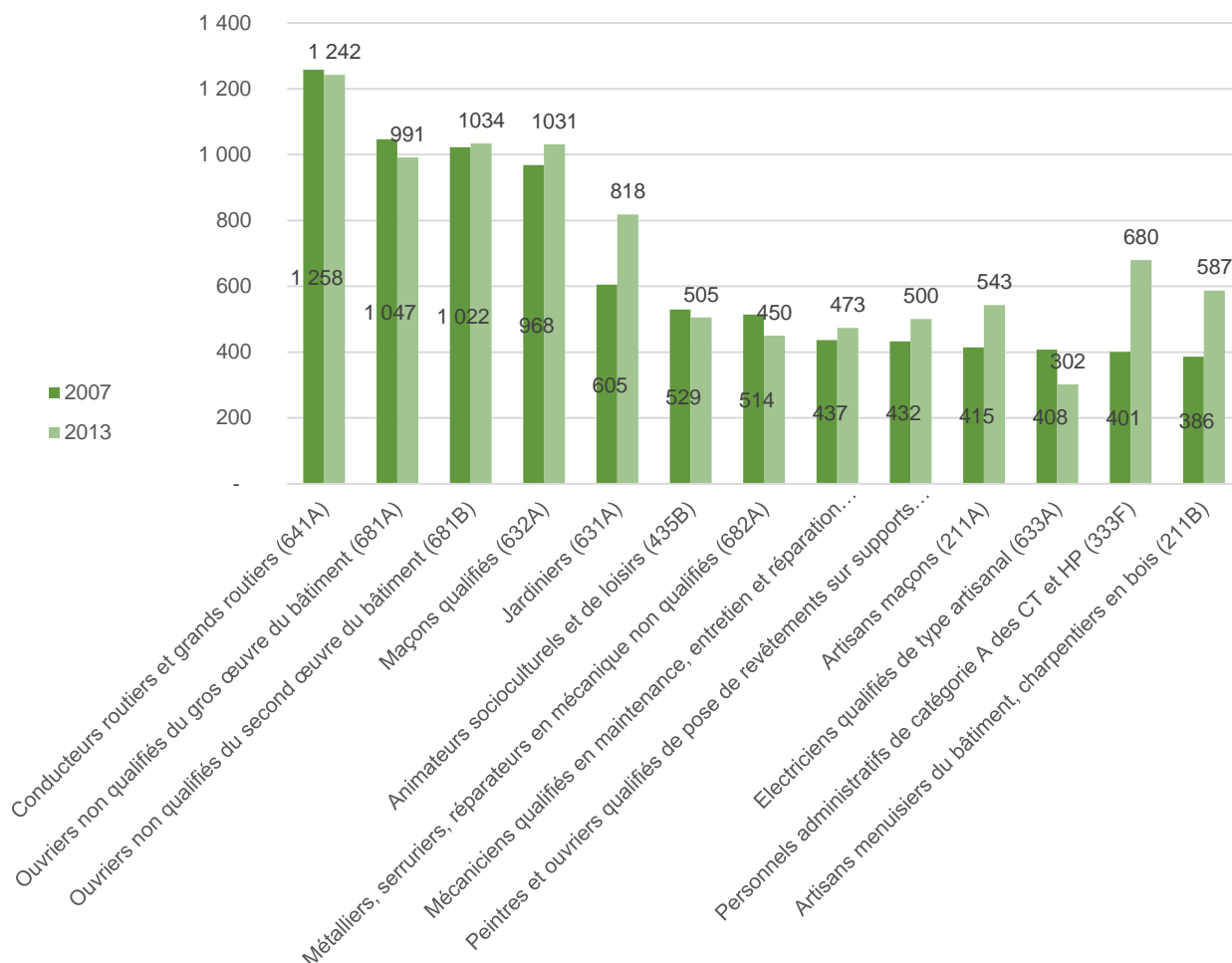
Par rapport à 2007, **les métiers ayant connu la plus forte augmentation d'effectifs** au niveau du Pays Basque sont essentiellement des métiers des secteurs publics et de la construction :

- Les personnels administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics
- Les artisans menuisiers du bâtiment, charpentiers en bois
- Les jardiniers
- Les artisans maçons
- Les peintres et ouvriers qualifiés de pose de revêtements sur supports verticaux

Ceux ayant connu une baisse marquée sont principalement :

- Les électriciens qualifiés de type artisanal
- Les métalliers, serruriers, réparateurs en mécanique

Evolution du nombre d'emplois par principaux métiers verts et verdissants entre 2007 et 2013 dans le Pays Basque



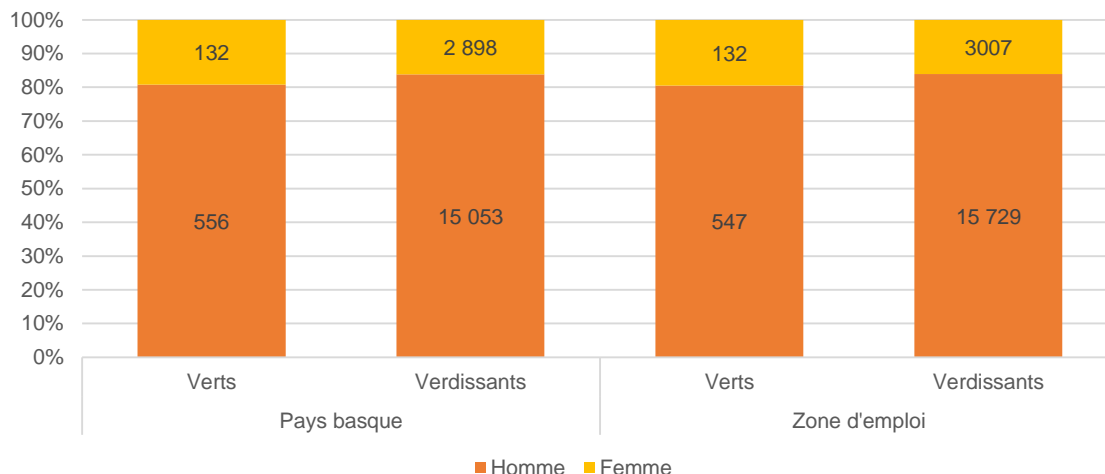
► Caractéristiques des métiers verts et verdissants

Ce paragraphe vise à mettre en avant les caractéristiques des emplois verts et verdissants en termes de niveau de diplôme, de sexe de la personne en emploi et de catégorie socio-professionnelle des personnes en emploi.

Précision méthodologique : ces caractéristiques nécessitant des analyses croisées de données, elles ne peuvent être réalisées qu'à l'échelle du bassin d'emploi ou du Pays Basque dans son ensemble. Toutefois, les spécificités locales étant peu perceptibles dans les analyses statistiques, ces grandes caractéristiques donnent des indications également pour la situation des deux Communautés de Communes.

Quel que soit le périmètre géographique étudié, **la proportion de femmes représentées dans les métiers verts et verdissants est relativement faible**, autour des 20%. Cette proportion s'explique notamment par le fait qu'une majorité de métiers verts et verdissants relève des secteurs du transport et du bâtiment, qui emploient une très grande majorité d'hommes. La situation est identique à d'autres régions (ex : Rhône-Alpes) et au niveau national.

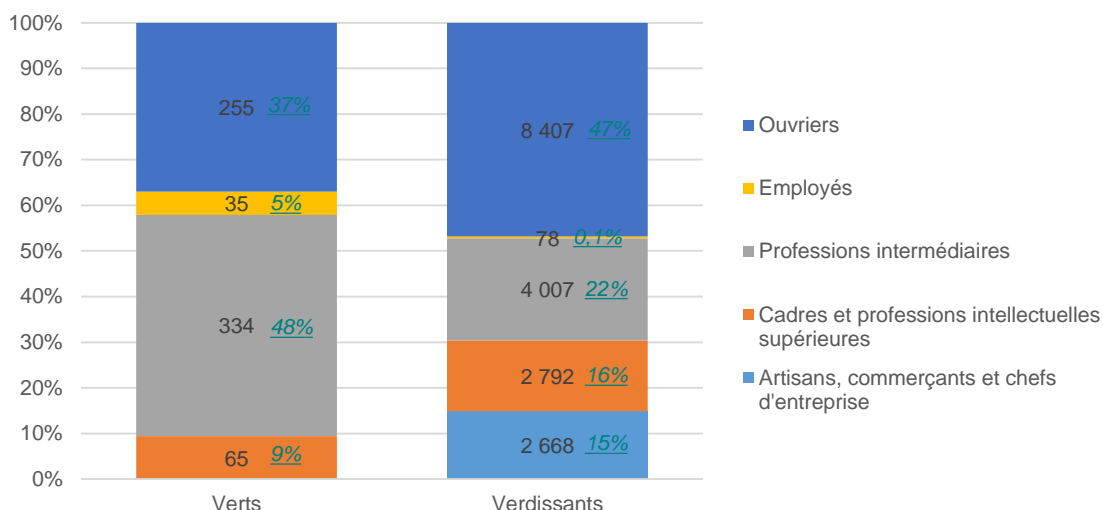
Répartition hommes / femmes des métiers verts et verdissants en 2013



Sur les 689 emplois des **métiers verts** du Pays Basque, près de la moitié sont des professions intermédiaires, 37% sont des ouvriers, 10% sont des cadres et professions intermédiaires, 5% sont des employés et aucun n'est artisan, commerçant ou chef d'entreprises.

La répartition en catégories socioprofessionnelles des **métiers verdissants** est très différente. Sur les 17 952 emplois répertoriés, 47% sont des ouvriers, 22% sont des professions intermédiaires, 15% sont des cadres, 14% sont des artisans, commerçants et chefs d'entreprises et quasiment aucun n'appartient à la catégorie employés.

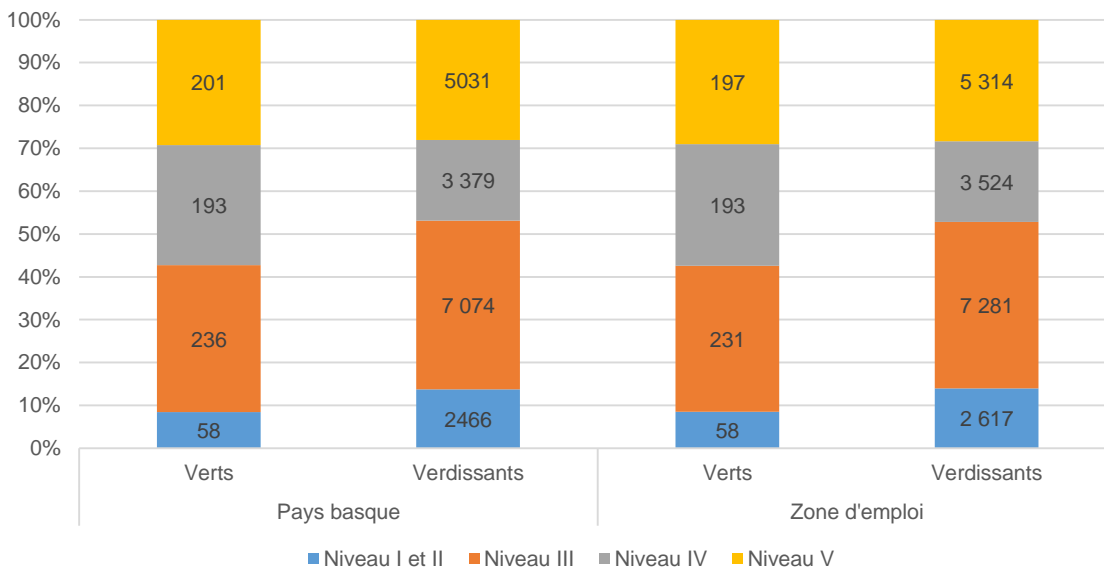
Répartition des métiers verts et verdissants par CSP en 2013 à l'échelle du Pays Basque



Les métiers verdissants sont, en moyenne, des métiers plus qualifiés que les métiers verts. En effet, quel que soit le périmètre géographique analysé, la proportion de personnes ayant un diplôme de niveau I ou II, c'est-à-dire du second ou troisième cycle universitaire est plus élevée parmi les métiers verdissants que parmi les métiers verts (14% contre 8%). Les métiers verts recensent à l'inverse un nombre plus

important de diplômés des niveaux III et IV (niveau Baccalauréat ou Bac +2) que les métiers verdissants (62% contre 58%).

Répartition des métiers verts et verdissants par niveau de diplôme en 2013



Analyse quantitative croisée secteurs / métiers

► Faible corrélation filières vertes / métiers verts

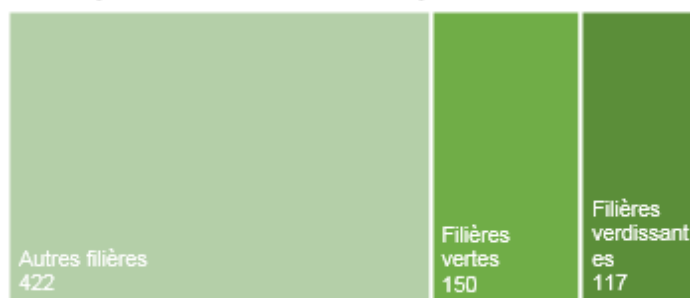
L'approche croisée des métiers et des secteurs permet de mettre en évidence :

- Que des personnes exerçant un métier vert ou verdissant ne travaillent pas forcément dans les secteurs verts
- Que toutes les personnes travaillant dans un secteur vert n'exercent pas nécessairement un métier vert ou verdissant

Ainsi, en croisant les chiffres des filières et des métiers, il apparaît que **la majorité des métiers verts du Pays Basque n'appartient pas aux filières vertes** et inversement :

- Seuls 22% des métiers verts (150 emplois) appartiennent à des filières vertes ;
- 17% des métiers verts (117 emplois) appartiennent aux filières verdissantes
- 61% (422 emplois) à d'autres filières.

Répartition des métiers verts par filières en 2013



Le constat est similaire pour les métiers / filières verdissantes, bien que beaucoup plus prononcé :

- Seuls 1% des métiers verdissants (205 emplois) appartiennent aux filières vertes ;
- 13% des métiers verdissants (2237 emplois) appartiennent aux filières verdissantes ;
- 86 % des métiers verdissants (15 509 emplois) appartiennent à d'autres filières.

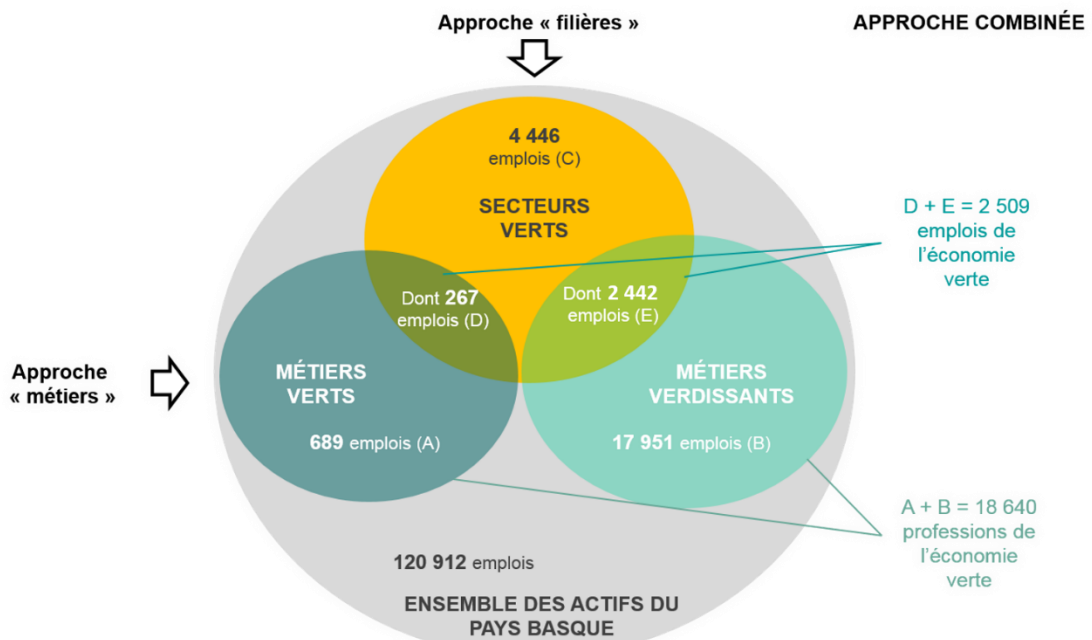
Répartition des métiers verdissants par filières en 2013



► **Un nombre d'emplois verts qui varie fortement en fonction du périmètre d'analyse retenu**

Selon que l'on retient pour définir la notion d'emplois verts la notion de filières vertes et verdissantes, de métiers verts et verdissants ou une approche croisant les deux données (métiers verts et verdissants exercés dans les filières vertes et verdissantes), on obtient des chiffres très différenciés.

Les graphiques ci-dessous présentent ainsi le nombre d'emplois dans les secteurs verts et verdissants ainsi que dans les métiers verts et verdissants à l'échelle du Pays Basque puis du Bassin d'emploi. Cette même analyse croisée n'a pas pu être réalisée au niveau des Communautés de Communes en raison du secret statistique.



Source : Nomadéis, 2016 d'après inspiration PRAO, ADEME, Région RA, Pôle Emploi, Les emplois verts en Rhône-Alpes, juillet 2015

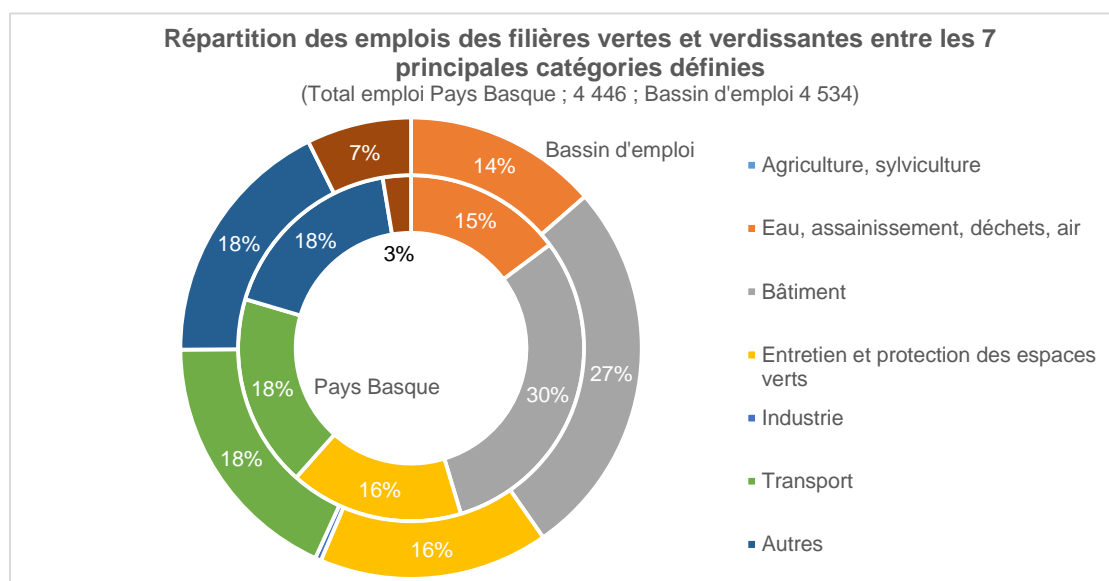
Ainsi la définition « stricte » des métiers verts et verdissants exercés dans les filières vertes et verdissantes représente 267 emplois pour le Pays Basque et 276 pour le Bassin d'emploi soit 0,2% de l'emploi de ces deux périmètres.

Si l'on retient la notion de croisement des métiers verts et verdissants avec les filières vertes et verdissantes, cela représente 2 509 emplois en Pays Basque et 2 718 pour le Bassin d'emploi soit 2% de l'emploi en Pays Basque et 2,2% sur le Bassin d'emploi.

Compte tenu des résultats de cette étude statistique, il apparaît pertinent de **s'intéresser en priorité aux métiers verdissants** et de **mettre en lumière des filières à enjeu, au regard de la multitude d'initiatives existantes** sur les territoires étudiés que les données statistiques ne laissent pas forcément apparaître clairement. En effet, se limiter à une analyse croisée des métiers et secteurs verts et verdissants paraît trop réducteur.

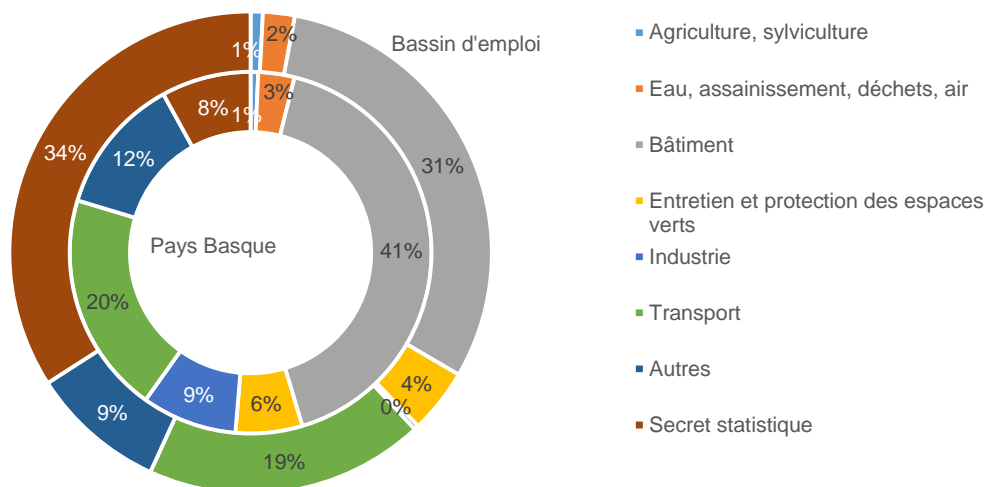
Approche quantitative par catégories d'activités

Dans l'analyse qui vient ci-après, nous avons catégorisé les secteurs d'activité et les métiers selon la catégorie d'activité dont ils relèvent. Ainsi la catégorie transport comprend les filières vertes et verdissantes relevant du transport et les métiers verts et verdissants se rapportant à cet univers comme les conducteurs routiers par exemple. Cette notion de catégorie ne doit pas être confondue avec les secteurs d'activité. En effet pour reprendre l'exemple des conducteurs routiers, ils sont ici rattachés à la catégorie « transport », mais ils peuvent travailler dans d'autres secteurs d'activité comme le commerce de gros ou l'industrie.



Répartition des emplois des métiers verts et verdissants entre les 7 principales catégories définies

(Total emploi Pays Basque : 18 640 ; Bassin d'emploi : 19 417)



L'analyse par catégorie met en avant l'importance de deux catégories dans l'économie verte :

- Le bâtiment : qu'il s'agisse des métiers ou des secteurs d'activité, ils représentent le poids d'emplois le plus important de l'économie verte. Ceci est en lien avec l'importance stratégique du bâtiment en matière d'environnement puisqu'à l'échelle nationale il représente 25 % des Gaz à Effet de Serre et 40 % de la consommation d'énergie primaire
- Le transport, qui constitue également une catégorie d'activités et de métiers générant une pollution forte.

A noter également la catégorie « autres secteurs » qui concentrent une part importante d'activités et de métiers relevant de l'économie verte. Elle représente un ensemble disparate dans lequel on retrouve des métiers du tourisme, des emplois de la recherche...

La catégorie de l'industrie est également intéressante parce qu'elle ne compte quasiment pas d'emplois par secteurs d'activités (les activités de l'industrie relevant rarement de l'environnement et pouvant au contraire avoir un impact fort en termes de consommation des ressources naturelles et énergétiques). Par contre elle représente 9% des métiers verts et verdissants du Pays Basque, mettant en avant l'importance du verdissement également pour les activités industrielles.

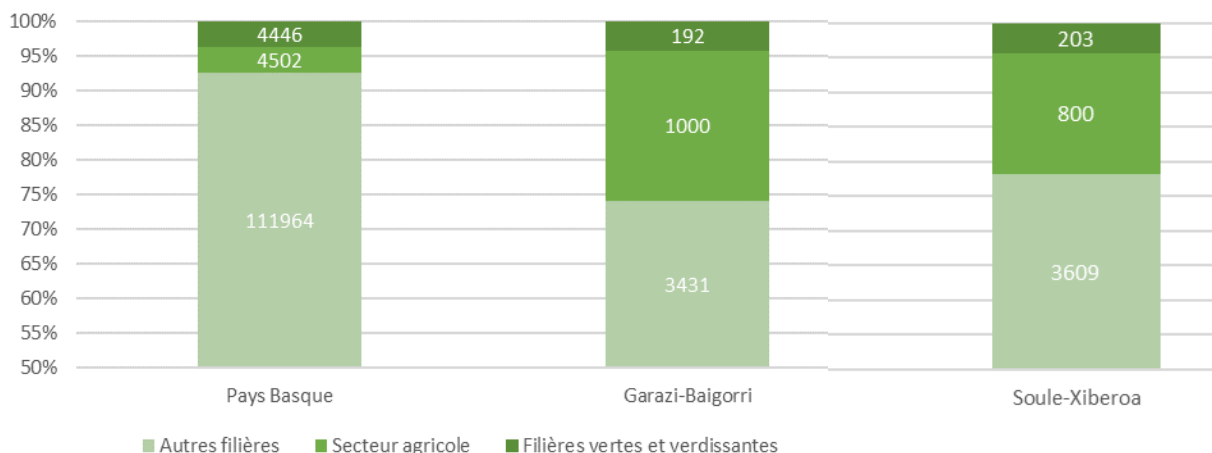
Les catégories eau, assainissement, déchets, air et entretien et protection des espaces verts représentent une part d'emplois importante par secteur d'activités, mais les métiers relevant de cette catégorie sont peu nombreux.

Enfin qu'il s'agisse d'une analyse par filière ou métier, la catégorie agriculture et sylviculture apparaît faiblement représentée ; ceci est lié à la définition même retenue par l'OMENEV qui intègre peu d'activités et de métiers relevant de cette catégorie.

Zoom sur l'emploi agricole et sylvicole en Pays Basque

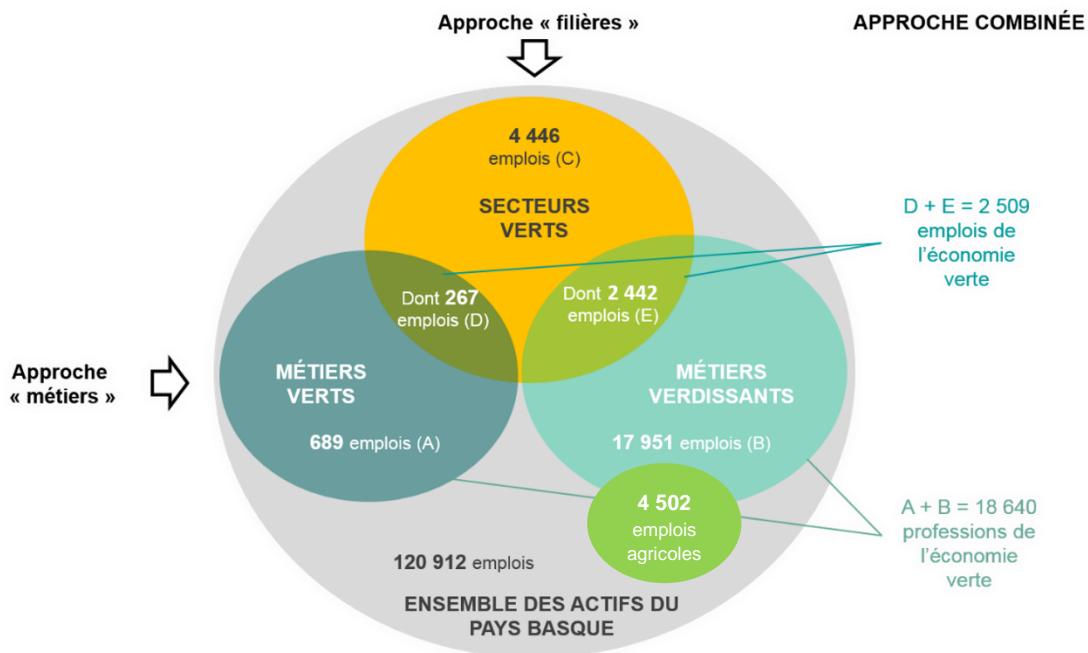
Le Pays Basque compte environ 4 500 emplois agricoles et sylvicoles sur son territoire, avec une forte concentration sur les deux Communautés de Communes de Garazi-Baigori (1000 emplois) et Soule-Xiberoa (800 emplois). Si l'on intègre ces emplois dans la définition des filières vertes et verdissantes, celles-ci ne représenteraient plus 3,7% pour le Pays Basque mais 7,4% des emplois totaux.

Part des filières vertes / verdissantes et du secteur agricole et sylvicole dans l'emploi en 2013



L'intégration de l'emploi agricole et sylvicole met surtout en lumière les spécificités des deux Communautés de Communes pour lesquelles l'agriculture constitue un pôle d'emplois importants et un enjeu de développement durable, avec des pratiques agricoles qui tendent à participer à l'équilibre environnemental du territoire (voir la partie 3.1.1.).

Si l'on complète notre approche croisée avec les emplois agricoles, celle-ci pourra être schématisée par l'illustration ci-dessous :



Source : Nomadéis, 2016 d'après inspiration PRAO, ADEME, Région RA, Pôle Emploi, Les emplois verts en Rhône-Alpes, juillet 2015

3.2. MARCHÉ DU TRAVAIL

3.2.1 Analyse quantitative de l'offre et de la demande d'emplois verts au Pays Basque

Une demande d'extraction a été effectuée sur le périmètre du Pays Basque pour l'année 2015 auprès de Pôle emploi, sur la base d'une liste de 62 codes Rome considérés comme « verts » par l'ONEMEV (cf. partie « Périmètre de l'étude et cadrage » et Annexe 6).

Les offres et les demandes d'emplois concernant ces 62 codes ont été analysées selon différents critères : part de l'emploi vert sur les offres et demandes d'emploi total, type d'emploi recherché, profils des demandeurs d'emploi, évolution, etc. Un panorama est disponible pour chaque territoire d'étude en annexe (cf. Annexe 7).

Le chapitre qui suit présente une **analyse croisée de l'offre et de la demande d'emplois verts sur les 4 territoires d'étude**, afin de distinguer les spécificités de chacun.

Point d'attention

- Les données présentées n'ont pas prétention à fournir un panorama exhaustif de la situation du marché de l'emploi vert sur les 4 territoires d'études (Pôle emploi ne représentant que l'un des canaux utilisés par les recruteurs et les demandeurs d'emplois), mais elles permettent néanmoins de **dessiner des tendances** au sein des différents territoires et de **donner des indications** quant à la typologie d'offres et de demandes recherchées par les recruteurs et les demandeurs d'emploi en matière d'emploi vert et verdissant.
- Le nombre d'offres d'emploi étudiées pour les 4 territoires d'études est le suivant :
 - o 12 900 offres pour le Pays Basque, dont 1 900 offres concernant un métier vert
 - o 13 600 offres pour le Bassin d'emploi du Pays Basque, dont 2 000 offres concernant un métier vert
 - o 250 offres pour la communauté de communes (CC) de Soule-Xiberoa, dont 40 concernant un métier vert
 - o 200 offres pour la communauté de communes (CC) de Garazi-Baigorri, dont 50 concernant un métier vert.

Après vérification auprès des services statistiques de Pôle emploi, ces données peuvent faire l'objet d'une analyse statistique.

Offre d'emplois

► Part des métiers verts / verdissants dans les offres d'emplois enregistrées par Pôle emploi en 2015

La proportion d'offres d'emplois portant sur un métier vert ou verdissant se situe pour la majeure partie des territoires d'étude à hauteur de **15%** du total des offres proposées (15% pour le Pays Basque et le Bassin d'emploi du Pays Basque et 16% pour la CC de Soule-Xiberoa), avec une **large prédominance des métiers verdissants** par rapport aux métiers verts (rapport de 1 à 15).

La CC de Garazi-Baigorri se distingue avec **près du quart des offres d'emploi portant sur un métier vert ou verdissant (24%), dont plus de 40% dans des métiers verts.**

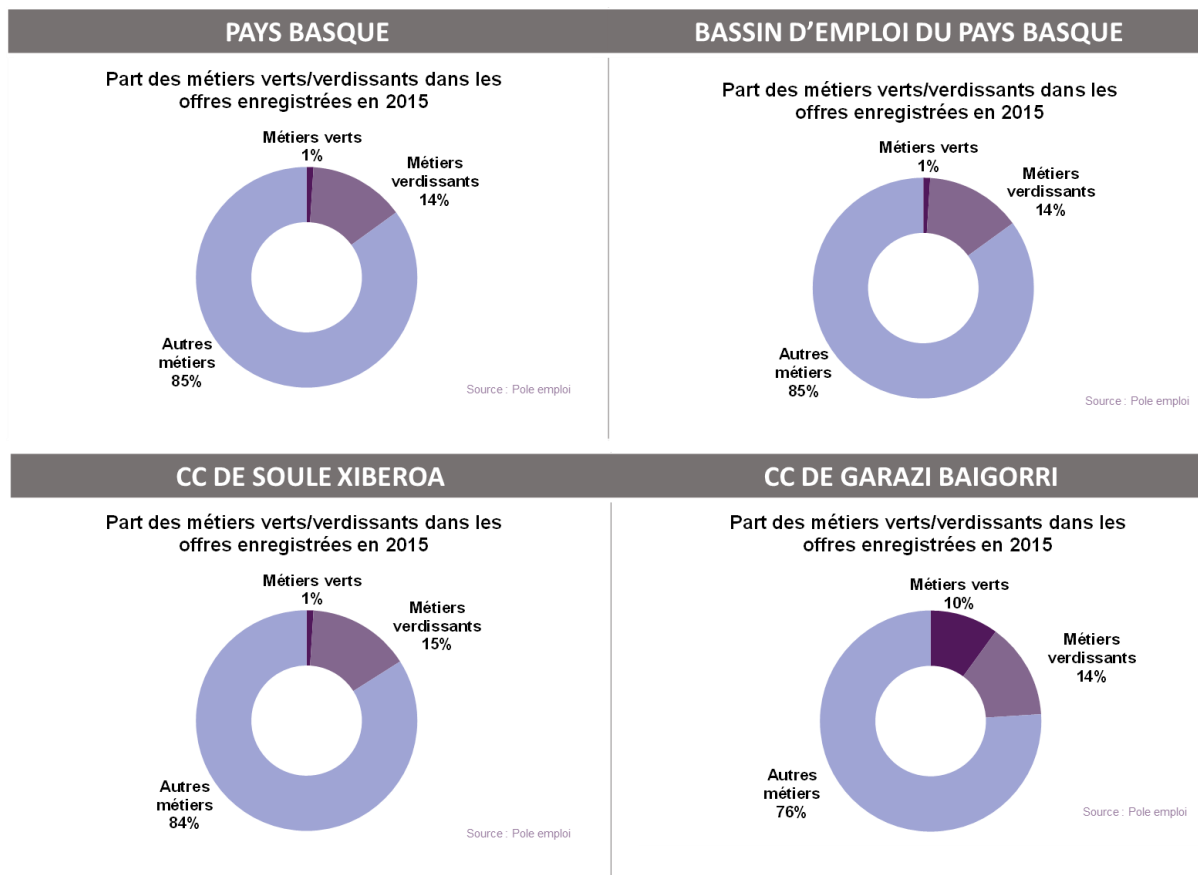


Figure 27 : Part des métiers verts / verdissants dans les offres d'emplois enregistrées par Pôle emploi en 2015

► Types d'offres proposées

Offres de travail temporaires / durables

Sur l'ensemble des territoires, les **types d'offres proposées en matière d'emplois verts sont relativement proches des types d'emplois proposés sur le territoire en général**²⁹⁷.

Les territoires présentent cependant des **profils assez contrastés** entre eux.

On retrouve tout d'abord le Pays Basque et le Bassin d'emploi, qui s'inscrivent dans une dynamique similaire se traduisant par une **majorité d'emplois temporaires** (plus de la moitié des emplois verts et verdissants : 57% pour le Bassin d'emploi et 58% pour le Pays Basque, contre 46% des offres d'emploi totales), suivi par un emploi durable qui représente en matière d'emplois verts **moins du tiers des offres proposées** (dont moins de 25% en CDI). L'emploi occasionnel (entre 8 et 9%) et assez proche des taux de ces deux zones, tous métiers confondus.

Le Pays Basque et le Bassin d'emploi présentent en cela un **profil assez proche de la tendance observée au niveau national** (les offres d'emploi déposées par les employeurs en 2013 auprès de Pôle emploi sur les métiers de l'économie verte sont majoritairement des CDD : 46,2%)

Les CC de Soule-Xiberoa et de Garazi-Baigorri se caractérisent au contraire par une **prédominance de l'emploi durable**, aussi bien pour les métiers verts que tous métiers confondus (43% de l'emploi vert pour la CC de Soule-Xiberoa et jusqu'à 60% des offres d'emploi vert de la CC de Garazi-Baigorri). Une distinction importante réside cependant entre les deux territoires sur la question de **l'emploi occasionnel**

²⁹⁷ Emploi durable : CDI ou CDD d'une durée ≥ 6 mois

Emploi temporaire : CDD de 1 à 6 mois ou mission d'un mois et plus

Emploi occasionnel : CDD ou mission de moins d'un mois

(CDD ou mission de moins d'un mois), inexistant en Garazi-Baigorri en termes d'emplois verts mais représentant près du **quart des offres proposées** en Soule-Xiberoa (25%).

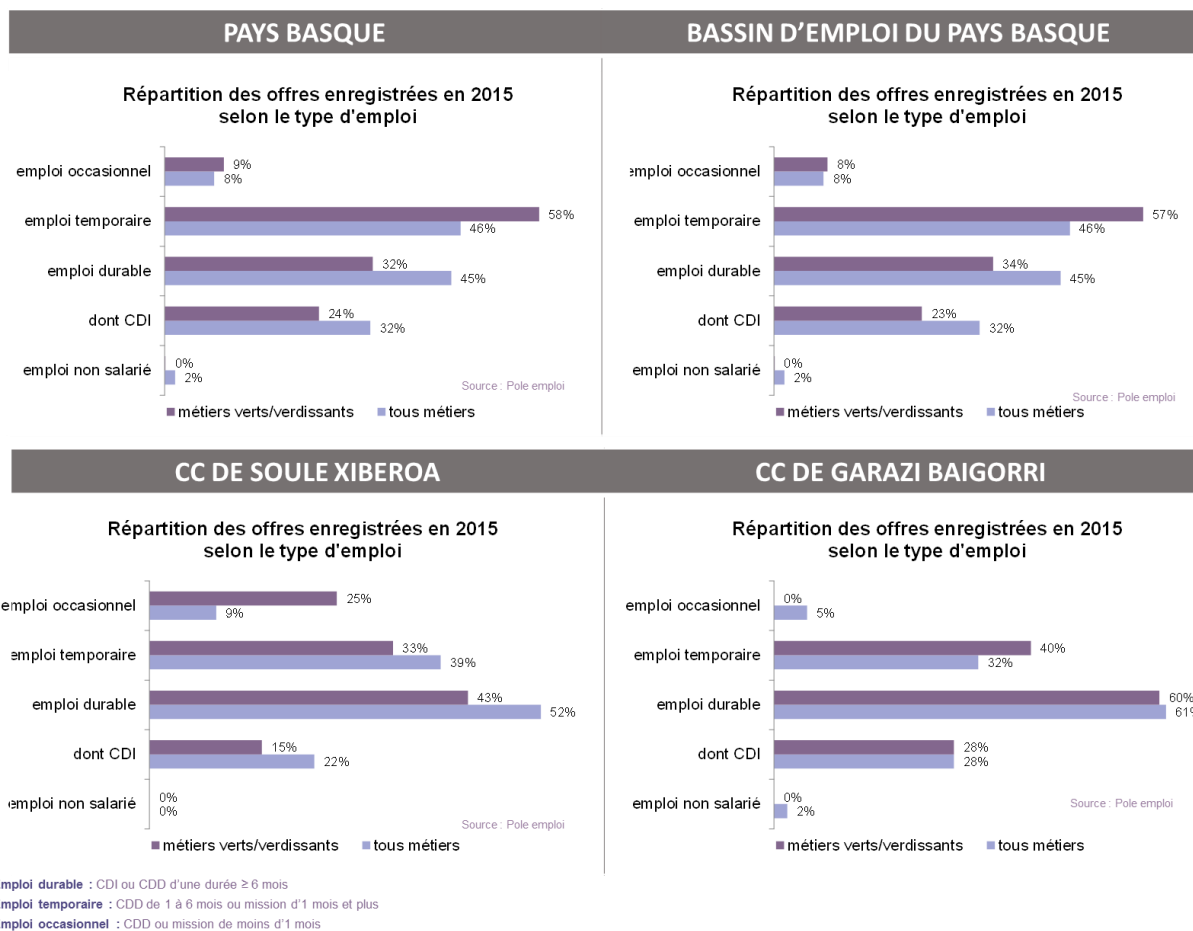


Figure 28 : Types d'offres proposées - Offres de travail temporaires / durables, Pôle emploi 2015

Niveau de qualification des offres proposées

Le **Pays Basque et le Bassin d'emploi** présentent des profils très similaires, avec une majeure partie des offres proposant des postes qualifiés, aussi bien en termes de métiers verts que tous métiers confondus. La **proportion d'offres d'emploi qualifié²⁹⁸ est même supérieure dans les métiers verts / verdissants que sur l'ensemble des métiers** (62% des offres contre 55% dans l'ensemble des métiers pour les deux territoires).

La CC de **Soule-Xiberoa** présente une **dynamique similaire mais encore plus marquée, avec 73% des offres d'emploi qualifié dans les métiers verts**.

En revanche en CC de **Garazi-Baigorri**, **plus de la moitié des offres de métiers verts (55%) proposent des emplois non qualifiés**, une proportion significative en comparaison de la moyenne tous métiers confondus (seulement 39% d'offres d'emploi non qualifié pour 51% d'offres d'emploi qualifié). La dynamique du territoire se rapproche en cela de la dynamique nationale (47,2% des demandeurs d'emploi recherchant un métier vert disposent d'un niveau de formation égal au BEP/CAP).

²⁹⁸ Il est possible de définir des catégories d'employés qualifiés/non qualifiés métier par métier à partir de la spécialité de formation des personnes qui exercent ces métiers. Les métiers exercés par des personnes possédant un diplôme de la même spécialité que leur métier sont considérés comme des métiers qualifiés. Les autres sont des métiers non qualifiés.

Un facteur explicatif peut résider dans la nature des métiers proposés, assez distincte dans les 4 territoires d'étude (cf. ci-après).

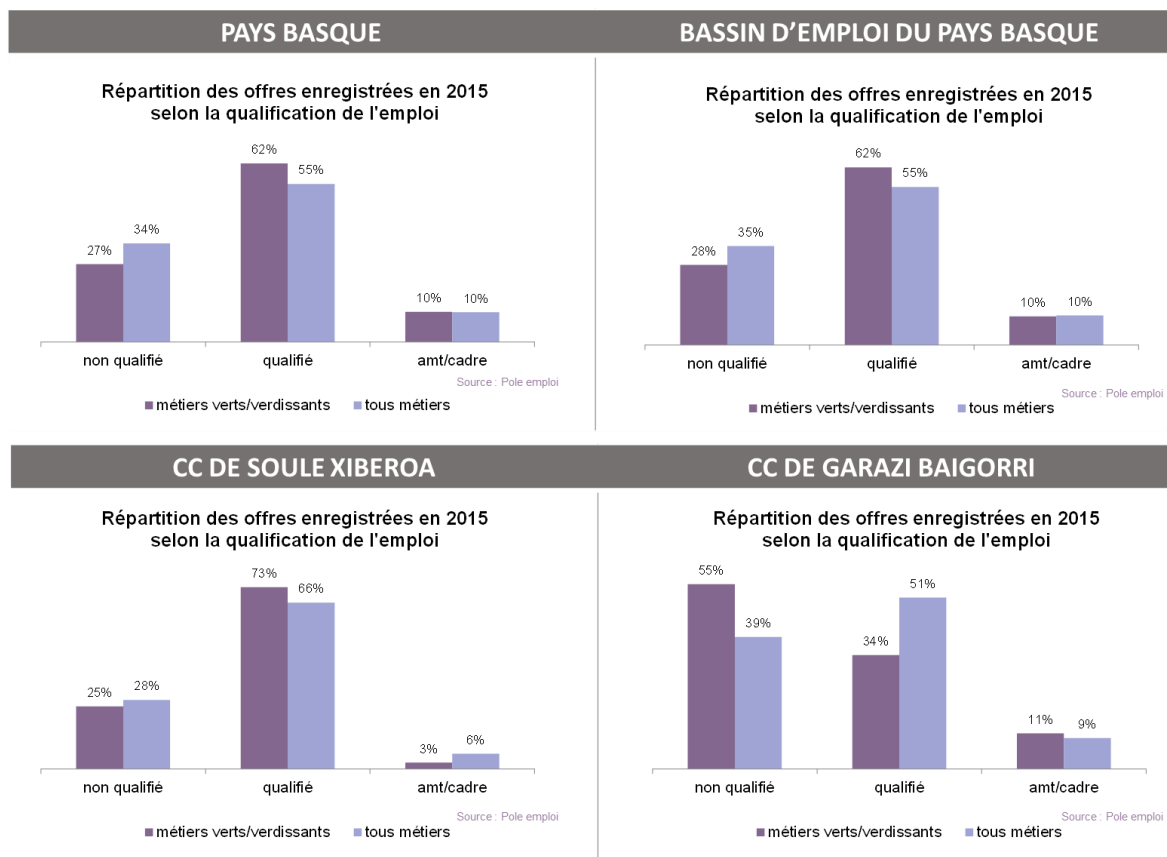


Figure 29 : Types d'offres proposées - Niveau de qualification des offres proposées, Pôle emploi 2015.

Légende : AMT : Agent de maîtrise, technicien

► Métiers verts les plus recherchés par les employeurs

Dans le **Pays Basque** comme sur le **Bassin d'emploi**, les **trois premiers métiers recherchés par les employeurs sont des métiers liés au secteur du transport** : Conduite de transport de marchandises sur longue distance (14% des offres proposées), Mécanique automobile (entre 10 et 11%) et Conduite et livraison par tournées sur courte distance (7% des offres).

Les autres offres sont assez proches entre les deux territoires, avec des taux s'élevant entre 4 et 5% des offres proposées. La majeure partie concerne le **bâtiment** (maçonnerie, électricité bâtiment, peinture en bâtiment) et **secteurs associés** (ex : installation d'équipements sanitaires et thermiques), mais aussi **l'entretien des espaces verts** et **l'animation de loisirs auprès d'enfants et d'adolescents**.

Les CC de Soule-Xiberoa et de Garazi-Baigorri présentent quant à elles des profils très spécifiques.

En **Soule-Xiberoa**, les principales offres d'emploi portent sur des **activités ludiques / culturelles** : l'animation de loisirs auprès d'enfants et d'adolescents et l'accompagnement de voyages, d'activités culturelles ou sportives représentent à eux deux **40%** des offres proposées. **L'entretien des espaces verts** apparaît ensuite comme le 3ème métier vert le plus recherché par les employeurs du territoire (13% des offres). Cumulé avec **l'entretien des espaces naturels** (5% des offres), ce poste totalise près de **20%** des offres, ce qui le place à équivalence avec les **métiers liés aux transports de proximité** (conduite de transport de particuliers, conduite et livraison par tournées sur courtes distances, mécanique automobile). Le territoire de la Soule-Xiberoa est également le seul pour lequel la **promotion du tourisme local** fait

partie des 10 premiers métiers recherchés par les employeurs (8% des offres). A la différence des territoires du Pays Basque et du Bassin d'emploi, **le secteur du bâtiment est absent**, à l'exception de la « pose de revêtements rigides » qui comptabilise 3% des offres.

En Garazi-Baigorri, **l'entretien des espaces naturels arrive largement en première position** des métiers les plus recherchés par les employeurs, avec **40%** des offres proposées (cumulé avec l'entretien des espaces verts, ce secteur totalise 42% des offres). **Le secteur des transports arrive en seconde position avec près du quart des offres proposées** (mécanique automobile, conduite et livraison par tournées sur courte distance, conduite de transport en commun sur route). Les secteurs de **l'énergie et de la construction** comptabilisent ensuite 10% des offres (installation et maintenance en froid, conditionnement d'air et réalisation- installation d'ossatures bois). La communauté de communes se distingue enfin par deux types d'offres spécifiques : des postes portant sur le **développement local** du territoire et sur du **conseil et assistance technique en agriculture** (4% des offres chacun).

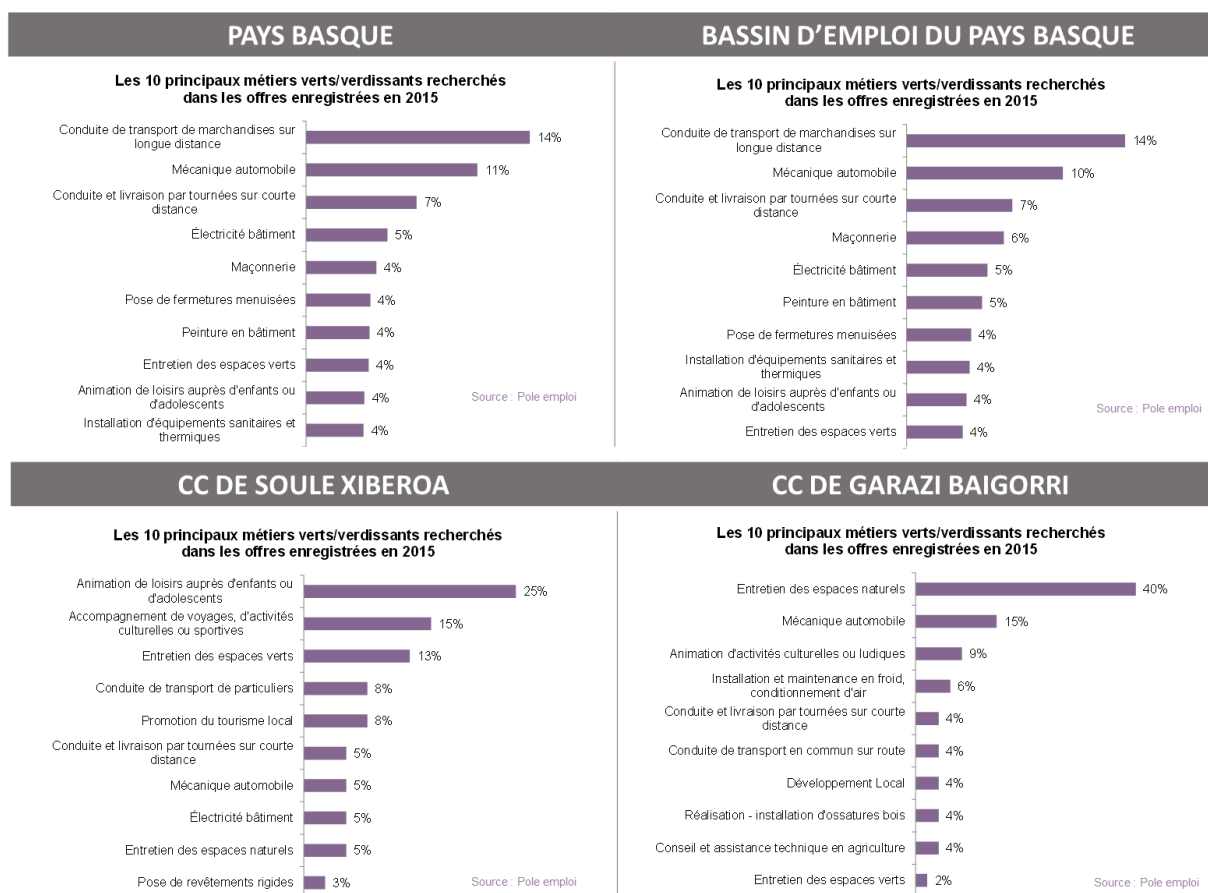


Figure 30 : Top 10 des métiers verts les plus recherchés par les employeurs, Pôle emploi 2015

Demande d'emplois

► Part des demandes d'emplois dans des métiers verts / verdissants sur le total des demandes enregistrées par Pôle emploi en 2015

La part des demandes d'emplois de métiers verts est **très proche dans les 4 territoires d'étude** et représente entre 14% et 16% de la demande d'emplois totale. Elle fait donc écho (« effet miroir ») à la proportion d'offres d'emplois verts proposées par les employeurs du territoire.

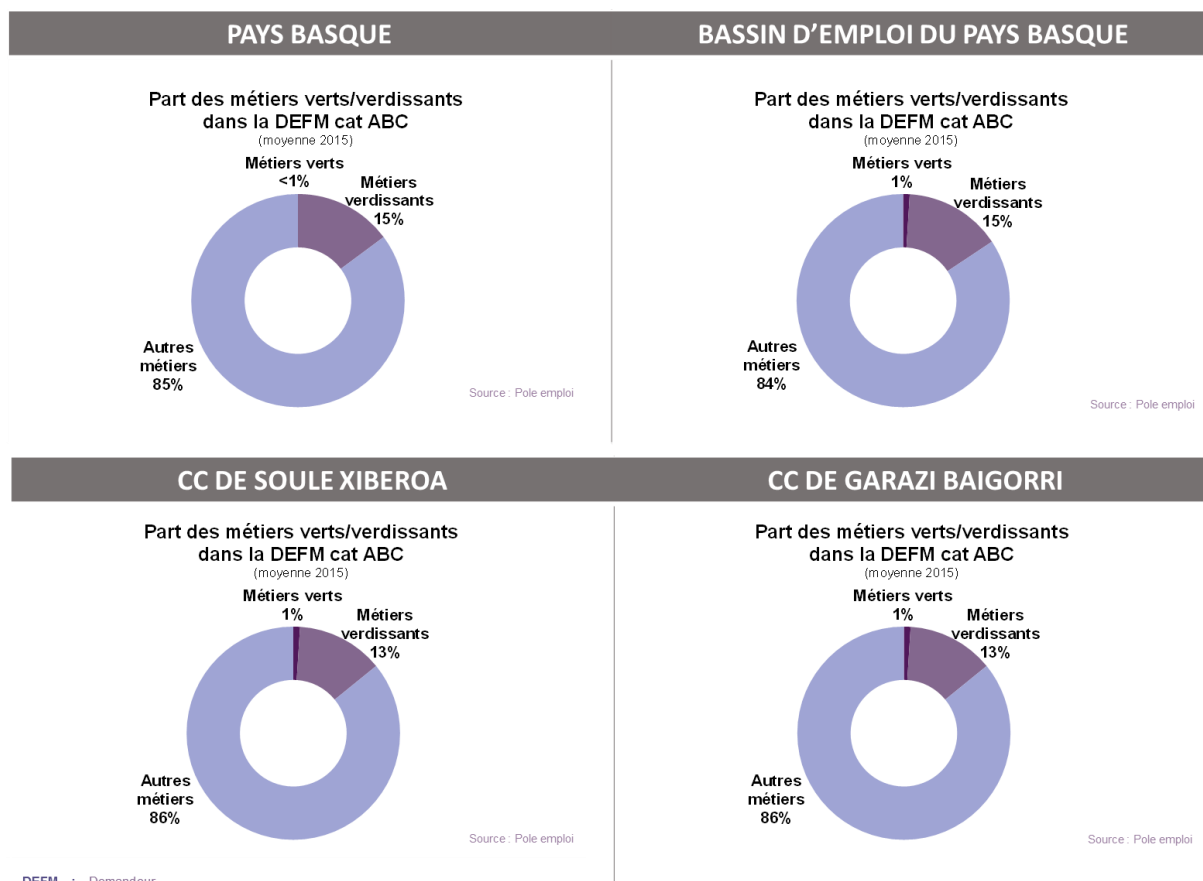


Figure 31 : Part des demandes d'emplois dans des métiers verts / verdissants sur le total des demandes enregistrées par Pôle emploi en 2015

► Evolution de la demande d'emplois verts

En Pays Basque, sur le Bassin d'emploi et en Soule-Xiberoa la **hausse des demandeurs d'emploi fin de mois entre 2010 et 2015 a été plus marquée sur les métiers verts et verdissants que sur l'ensemble des métiers** (entre 1,5 et 3 points d'écart selon les territoires). La proportion de demandeurs d'emplois verts parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi s'est notamment accrue en 2013 et 2014 pour le Pays Basque et le Bassin d'emploi et en 2011-2012 en CC Soule-Xiberoa.

En Garazi-Baigorri la tendance est inverse : la hausse des demandeurs d'emploi fin de mois entre 2010 et 2015 est plus faible sur les métiers verts et verdissants que sur l'ensemble des métiers (+39,1% contre +61,9% pour l'ensemble des métiers).

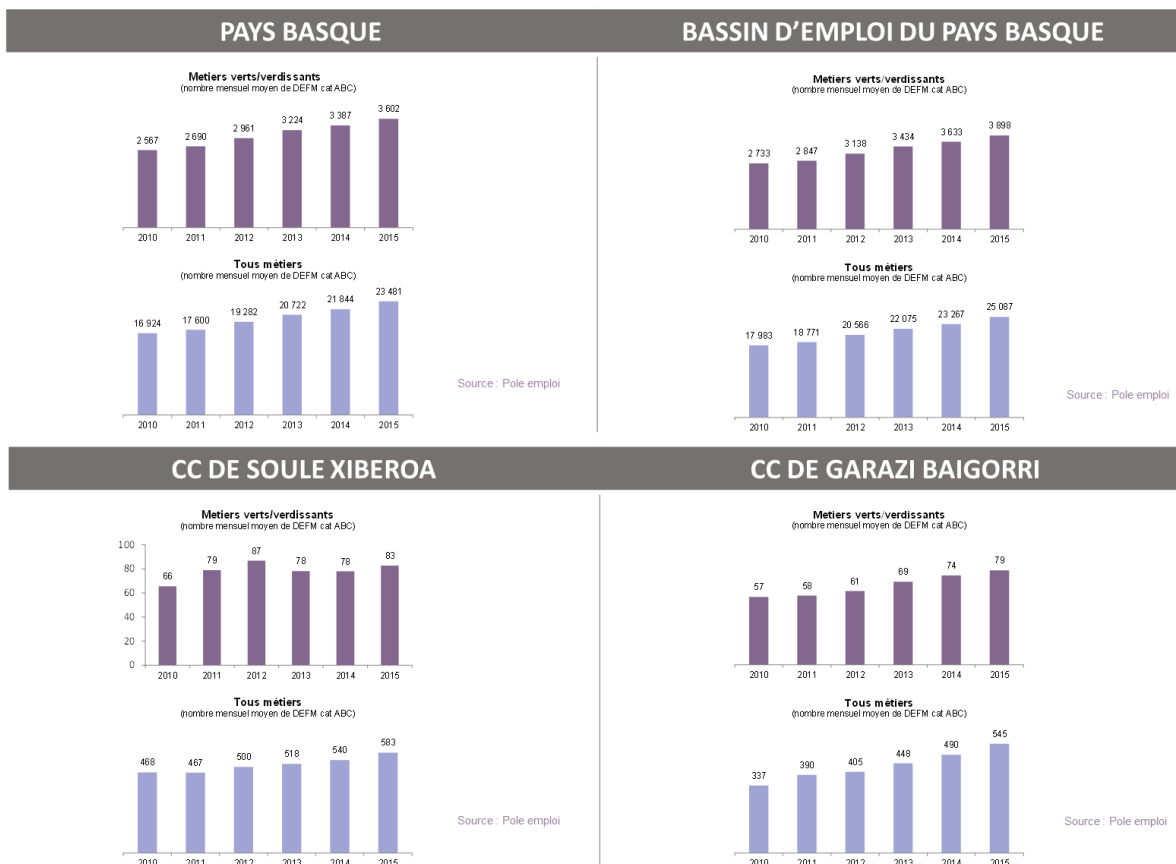


Figure 32 : Evolution de la demande d'emplois verts, Pôle emploi 2015

► **Métiers verts les plus recherchés par les demandeurs d'emplois**

Le **Pays Basque** et le **Bassin d'emploi** présentent un profil identique en termes de demandeurs d'emploi (avec simplement de simples variations en termes de proportions).

Les CC de **Soule-Xiberoa** et de **Garazi-Baigorri** présentent des différences, en particulier Soule-Xiberoa, mais **certaines dynamiques convergent entre les 4 territoires**.

Le premier métier recherché par les demandeurs d'emploi vert porte sur **l'entretien des espaces verts** en **Pays Basque** et sur le **Bassin d'emploi**, ainsi qu'en **Garazi-Baigorri** (entre 9 et 13% des demandes). Cette demande semble en résonance avec les attentes des employeurs sur le territoire de Garazi-Baigorri mais plus éloignée pour les deux autres territoires d'étude (pour rappel, les offres d'entretien des espaces verts n'interviennent qu'en 8eme position des offres proposées).

En **Soule-Xiberoa**, les demandes d'emplois portent principalement sur le secteur des **transports**, en courte ou longue distance. Cela représente plus du quart des demandes (conduite de transport de marchandises sur longue distance, conduite et livraison par tournées sur courte distance, conduite de transport en commun sur route). Ce secteur représente également une part importante des demandes d'emplois verts dans les autres territoires et rassemble entre 12% (Pays Basque et Bassin d'emploi) et près de 25% (Garazi-Baigorri) des demandes. Ces demandes sont en phase avec les recherches des employeurs sur les territoires du Pays Basque et du Bassin d'emploi.

Le secteur du **bâtiment et thématiques associées** (Maçonnerie, Peinture en bâtiment, Electricité en bâtiment, Installation d'équipements sanitaires et thermiques, Réalisation et installation d'ossatures bois) représente un **secteur clivant** entre le Pays Basque, le Bassin d'emploi et la CC de Garazi-Baigorri, d'une part, et la Soule-Xiberoa de l'autre part. En effet, ce secteur représente près de 30% des demandes dans

un cas pour seulement 12% des demandes dans l'autre. Ce chiffre reste cohérent avec l'offre d'emploi locale, étant donné que les métiers du bâtiment n'apparaissent pas dans les 10 premiers métiers recherchés par les employeurs en Soule-Xiberoa.

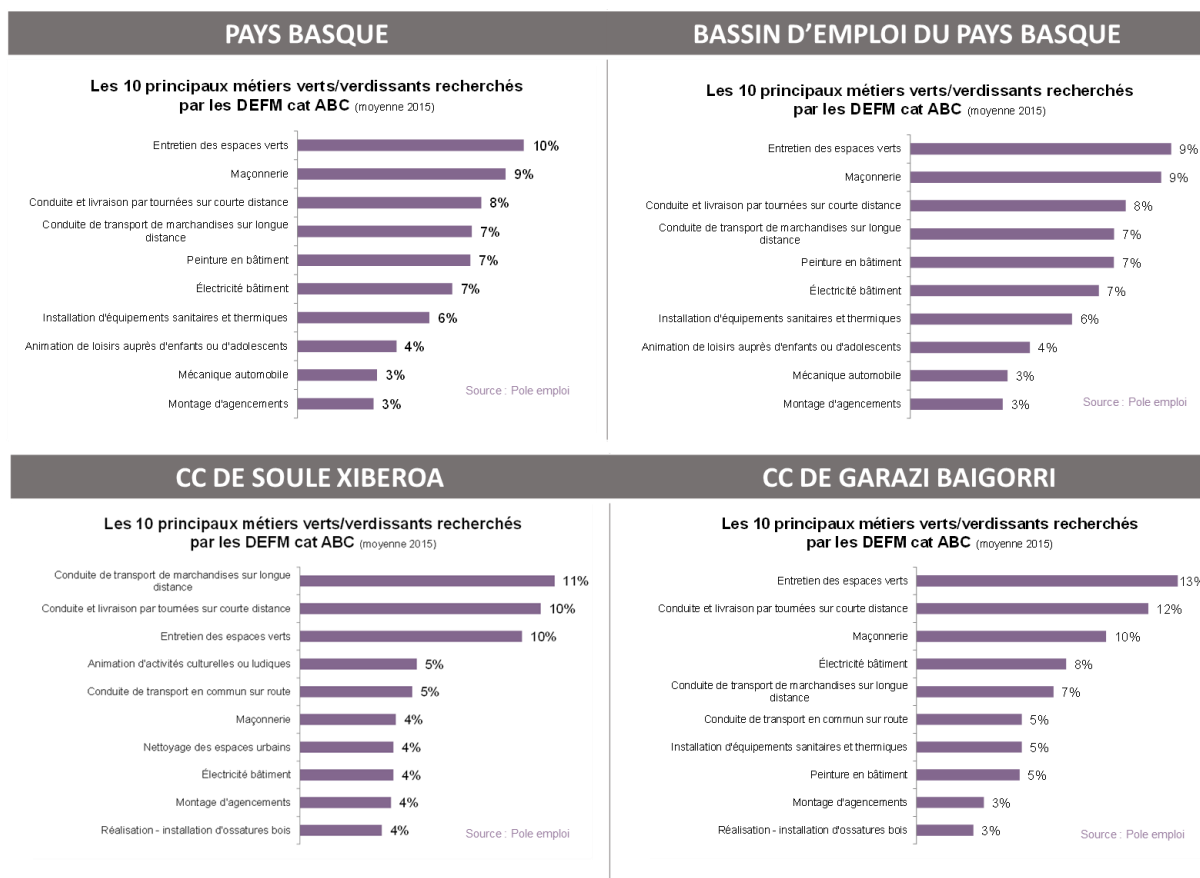


Figure 33 : Métiers verts les plus recherchés par les demandeurs d'emplois, Pôle emploi 2015

► Profil des demandeurs d'emplois vert

Pour l'ensemble des territoires, les demandeurs qui recherchent un emploi dans un métier vert ou verdissant sont **surreprésentés au niveau des hommes** : ces derniers représentent entre 80% et 86% des demandeurs d'emploi au total. Dans certains secteurs de métiers, ce taux peut même atteindre les 100% : c'est notamment le cas de la maçonnerie ou de l'installation d'équipements sanitaires et thermiques. Les seules exceptions concernent les métiers d'animation / en contact avec la jeunesse, où la proportion est inversée (près des ¾ des demandeurs d'emploi sont des femmes).

Cette distinction s'effectue également à hauteur d'un autre paramètre, celui de l'**âge** des demandeurs d'emploi : si pour l'ensemble des métiers la majeure partie des demandeurs d'emploi a entre 26 et 49 ans, les métiers de l'**animation de loisirs** se distinguent par un **âge moyen plus faible** que les autres métiers. En Soule-Xiberoa, les demandeurs d'emploi souhaitant exercer dans la **maçonnerie** comptent également très peu de seniors (seulement 6% de 50 ans et plus).

A l'inverse, certains métiers concentrent une **proportion importante de seniors** en demande d'emploi sur les territoires de Soule-Xiberoa et Garazi-Baigorri. C'est notamment le cas des métiers de **nettoyage des espaces urbains** (85% de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus) et de la **conduite de transport en commun sur route** (84% de demandeurs d'emploi seniors).

Il existe également une surreprésentation des demandeurs d'emploi de **niveau de formation inférieur au BAC** (entre 61 et 68% des demandeurs d'emploi) par rapport à l'ensemble des métiers recherchés,

notamment en Soule-Xiberoa et Garazi-Baigorri de niveau de formation CAP/BEP (autour de 60% des demandeurs d'emploi). A noter cependant que les individus exerçant des emplois verts et verdissants ont, au niveau national, un niveau de qualification généralement peu élevé, avec néanmoins d'importantes variations selon les secteurs d'activité et selon les métiers exercés²⁹⁹.

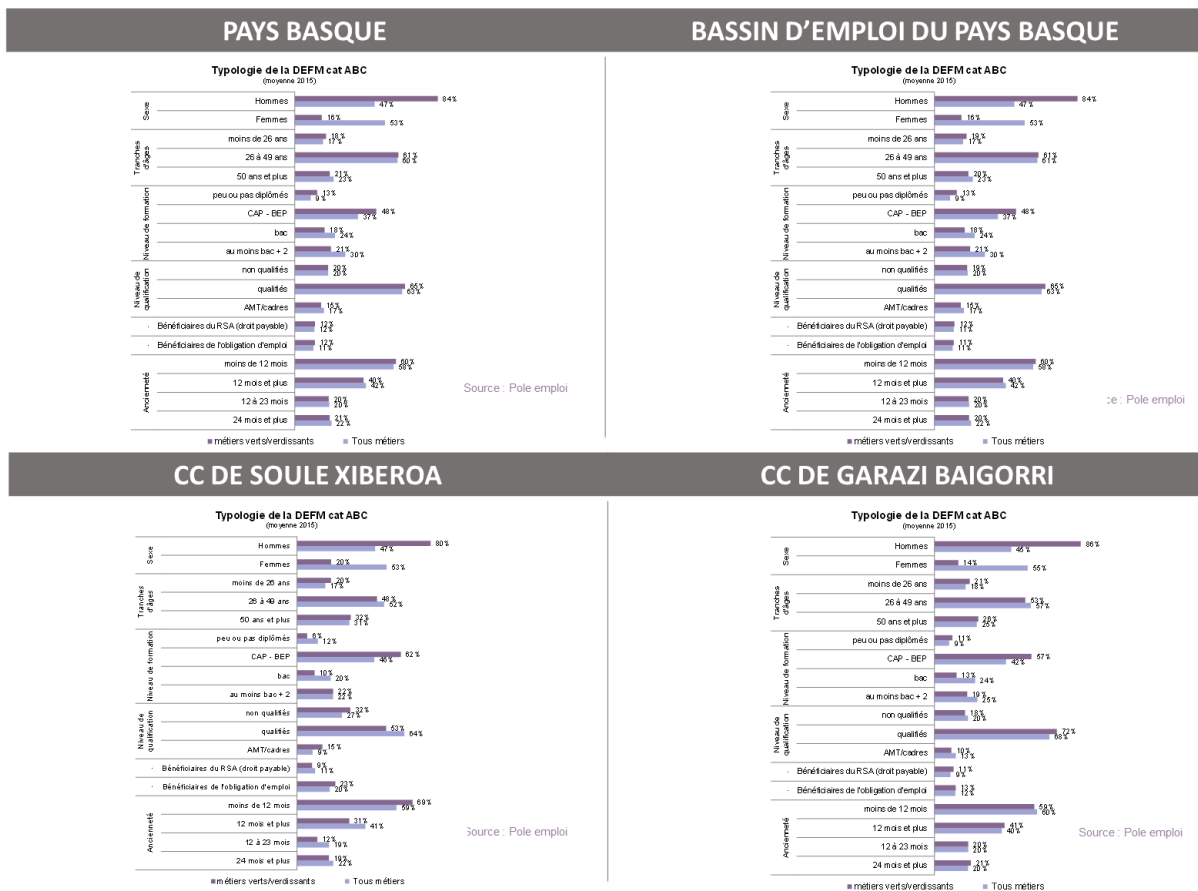


Figure 34 : Profil des demandeurs d'emplois verts, Pôle emploi 2015

²⁹⁹ Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte - Le marché de l'emploi de l'économie verte, aout 2014

PAYS BASQUE							BASSIN D'EMPLOI DU PAYS BASQUE						
Métier	part	sexe		âge			Métier	part	sexe		âge		
		homme	femme	- de 26 ans	26 à 49 ans	50 ans et +			homme	femme	- de 26 ans	26 à 49 ans	50 ans et +
Entretien des espaces verts	10%	95%	5%	27%	53%	20%	Entretien des espaces verts	9%	94%	6%	27%	53%	20%
Maçonnerie	9%	100%	0%	10%	63%	27%	Maçonnerie	9%	100%	0%	10%	62%	27%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	8%	94%	6%	11%	60%	29%	Conduite et livraison par tournées sur courte distance	8%	92%	8%	11%	62%	27%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	7%	94%	6%	6%	63%	31%	Conduite de transport de marchandises sur longue distance	7%	94%	6%	5%	65%	30%
Peinture en bâtiment	7%	91%	9%	21%	59%	20%	Peinture en bâtiment	7%	91%	9%	23%	59%	18%
Électricité bâtiment	7%	97%	3%	25%	61%	14%	Électricité bâtiment	7%	98%	2%	26%	62%	13%
Installation d'équipements sanitaires et thermiques	6%	100%	0%	24%	62%	14%	Installation d'équipements sanitaires et thermiques	6%	100%	0%	23%	62%	15%
Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents	4%	28%	72%	39%	55%	6%	Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents	4%	28%	72%	41%	53%	6%
Mécanique automobile	3%	97%	3%	33%	51%	16%	Mécanique automobile	3%	97%	3%	35%	52%	13%
Montage d'agencements	3%	100%	0%	23%	65%	12%	Montage d'agencements	3%	100%	0%	23%	63%	14%

Source : Pôle emploi

CC DE SOULE XIBEROA							CC DE GARAZI BAIGORRI						
Métier	part	sexe		âge			Métier	part	sexe		âge		
		homme	femme	- de 26 ans	26 à 49 ans	50 ans et +			homme	femme	- de 26 ans	26 à 49 ans	50 ans et +
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	11%	93%	7%	19%	43%	38%	Entretien des espaces verts	13%	100%	0%	21%	66%	13%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	10%	88%	12%	10%	36%	54%	Conduite et livraison par tournées sur courte distance	12%	96%	2%	26%	21%	53%
Entretien des espaces verts	10%	85%	15%	16%	60%	24%	Maçonnerie	10%	100%	0%	19%	54%	27%
Animation d'activités culturelles ou ludiques	5%	28%	72%	40%	44%	16%	Électricité bâtiment	8%	100%	0%	42%	27%	31%
Conduite de transport en commun sur route	5%	60%	40%	0%	31%	69%	Conduite de transport de marchandises sur longue distance	7%	63%	37%	11%	78%	11%
Maçonnerie	4%	100%	0%	12%	83%	5%	Installation d'équipements sanitaires et thermiques	5%	100%	0%	6%	54%	40%
Électricité bâtiment	4%	100%	0%	28%	30%	43%	Conduite de transport en commun sur route	5%	88%	12%	0%	16%	84%
Nettoyage des espaces urbains	4%	100%	0%	0%	15%	85%	Peinture en bâtiment	5%	100%	0%	24%	43%	33%
Montage d'agencements	4%	100%	0%	41%	59%	0%	Montage d'agencements	3%	100%	0%	0%	100%	0%
Réalisation - installation d'ossatures bois	4%	100%	0%	54%	46%	0%	Réalisation - installation d'ossatures bois	3%	100%	0%	7%	93%	0%

Source : Pôle emploi

Figure 35 : Typologie des demandeurs d'emploi dans les 10 métiers verts/verdissants les plus recherchés, Pôle emploi 2015

3.2.2 Enquête complémentaire

Introduction

Afin de compléter les données transmises par Pôle emploi et apporter une **vision plus qualitative et actualisée** des offres d'emploi vert existant sur le territoire du Pays Basque, l'équipe projet a en parallèle réalisé une **enquête** sur 4 sites de référence agrégeant des offres d'emploi :

- APEC (site spécialisé dans le recrutement de cadres) ;
- Emploi environnement.com (site spécialisé dans les offres d'emploi en lien avec l'environnement) ;
- Le bon coin (sites d'annonces entre particuliers) ;
- Pôle emploi.

L'identification des emplois correspondant au périmètre d'étude a été effectuée via **deux méthodes** :

- Recherche selon les **catégories prédéfinies** par les sites en question (filtres) ;
- Recherche selon la **liste de mots clés** suivante : achats durables, agriculture durable, bâtiment durable, biodiversité, bioéconomie, biosourcés, climat, écoconstruction, économie circulaire, énergies renouvelables, environnement, efficacité énergétique, espaces naturels, espaces verts, méthanisation, mobilité durable, qualité de l'air, recyclage, rénovation énergétique, réduction des GES, RSE, tourisme vert, valorisation et gestion des déchets.

Les membres de l'équipe projet ont recensé l'ensemble des offres sur les 4 territoires d'étude en lien avec le verdissement de l'économie au sein d'une **base de données** (cf. annexe 4) et ont réalisé une analyse

synthétique de la typologie et du contenu de ces offres. Les recherches ont été effectuées entre le 07/11/16 et le 10/11/16.

Enseignements

Au global, **39 offres d'emplois verts** ont été recensées sur les 4 sites de recherche sur la période donnée, selon la répartition suivante :

- Emploi – environnement.com : **15 offres** (à noter cependant que pour ce site, les recherches ne pouvaient s'effectuer que pour la région Aquitaine (impossibilité de réaliser un filtre à une échelle infrarégionale)) ;
- Pôle emploi : **11** ;
- Leboncoin : **8**
- APEC : **5**

De façon générale, on peut constater **qu'il est rarement fait état de l'environnement ou de la notion de verdissement dans la présentation des offres et des entreprises qui recrutent**. Ce constat inclut également les entreprises dont le développement durable est le cœur de métier : par exemple, une entreprise qui recherche des commerciaux pour des produits en lien avec les énergies renouvelables met en avant dans son annonce les opportunités de revenu pour les candidats potentiels, et pas du tout le caractère environnemental du poste. **Seuls les grands groupes** (ex : St Gobain) **semblent en faire un critère pour attirer des profils**.

A noter également que les offres d'emplois de cadres dans le département des Pyrénées-Atlantiques se concentrent principalement sur l'agglomération de Pau.

La majeure partie des offres porte sur la catégorie « **Eau, assainissement, déchets, énergie, air** » (14 offres, soit plus de 35% des offres d'emploi vert), et plus spécifiquement sur la **collecte, la gestion, le traitement et la revalorisation des déchets** (compostage, recyclage, collecte et tri des déchets). Plusieurs offres portent également sur des postes **d'opérateurs assainissement**, et un bureau d'étude cherche à recruter un expert technique en éolienne (périmètre Aquitaine).

La deuxième catégorie comptant le plus grand nombre d'offres est celle du **bâtiment** (9 offres, soit près du ¼ des offres proposées). Les postes recherchés sont principalement liés au **génie climatique et énergétique**. On peut cependant constater qu'il n'est **nullement fait mention de façon explicite aux enjeux du développement durable ou au verdissement des activités** dans l'intitulé ou dans le descriptif des offres. Dans la majeure partie des cas, les enjeux mis en avant sont en lien avec des aspects techniques, technologiques et réglementaires.

Les autres annonces portent sur des fonctions plus transverses (ex : technico-commercial, sécurité). A nouveau, **la dimension « durable » des offres se concentre exclusivement sur la présentation de la structure qui recrute** (ex : le groupe Saint Gobain) et non sur la présentation du poste et les compétences attendues.

On retrouve ensuite un nombre relativement proche d'offres pour la catégorie des **espaces verts et naturels** (8 offres, soit un peu plus de 20% des offres totales). Les offres proposées portent principalement sur des **métiers classiques d'entretien des espaces verts** (ex : jardinier, agent d'entretien des espaces verts), essentiellement en **intérim ou CDD**. A noter qu'une part des structures qui recrutent sont des **associations et des structures d'insertion / réinsertion**.

Quelques offres d'emploi portent sur les métiers du **transport** (chauffeur, mécanicien, etc.) mais aucune d'entre elles n'évoquent à nouveau des enjeux liés au verdissement de l'activité.

Concernant **l'industrie, les offres publiées** (ex : responsable QHSE dans le secteur de l'aéronautique) **font bien mention des enjeux environnementaux** du poste : « Vous réduisez l'impact environnemental et développez sa responsabilité sociale en assurant le suivi réglementaire en matière environnementale et en supervisant les actions d'amélioration. Vous suivez les actions découlant des objectifs RSE donnés par la direction. » Ces objectifs sont cependant placés en fin d'annonce, après une description détaillée des compétences attendues en matière de qualité et sécurité plus traditionnelles du secteur (notamment orientées autour d'une certification).

Enfin, les dernières offres parues en matière d'emploi vert sur les territoires d'étude portent sur des **activités spécifiques au contexte local** :

- recherche de bucheron(onne) / débardeur avec une expérience du travail en montagne ;
- recherche d'un stagiaire hydrogéologue.

3.3. FORMATION

3.3.1 Formation initiale

Rappel méthodologique

Une demande d'extraction a été effectuée auprès de **d'Aquitaine Cap Métiers**, centre de ressources et portail régional de l'information sur la formation et les métiers sur les zones d'emploi de Bayonne et Oloron-Sainte-Marie pour les années 2012 à 2015. Cette extraction a été effectuée à partir d'une **liste de formations « vertes »** définie **au niveau national** par l'ONEMEV.

Remarque : la vision présentée ci-après, qui présente les principaux cursus et établissements de formation verte selon une approche définie au niveau national, **ne prétend en aucun cas à l'exhaustivité** et n'inclue pas certains établissements et cursus du Pays Basque qui pourraient pourtant être légitimement identifiés comme proposant des formations vertes et verdissantes. Les participants aux groupes de travail de l'étude ont notamment demandé à ce que soient cités les établissements et cursus suivants :

- Pêche : le **lycée maritime de Ciboure** dispense les formations initiales suivantes : CAP de matelot, Bac pro Conduite Et Gestion Des Entreprises Maritimes option pêche – commerce – plaisance, Bac pro Électromécanicien marine (*à noter cependant qu'aucune mention à des aspects liés au développement durable ne figure dans le descriptif des formations sur le site internet du Lycée*)
- Bâtiment et énergie :
 - o le **lycée Cantau**, situé à **Anglet**, dispense un ensemble de formations vertes et verdissantes dans le secteur du bâtiment et de l'énergie. On peut en particulier relever les formations dispensant un Bac **sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D)** : Architecture Construction, Energie et environnement et Systèmes d'information et numérique
 - o **l'Institut Supérieur Aquitain du Bâtiment et des Travaux Publics (ISA BTP)**, rattaché à l'Université de Pau et des pays de l'Adour, délivre des formations d'Ingénieur (*à noter cependant qu'aucune mention à des aspects liés au développement durable ne figure dans le descriptif des formations sur le site internet du Lycée*)
- Eau, assainissement, protection des milieux :
 - o **L'UFR Sciences et techniques de la Côte Basque**, rattaché à l'Université de Pau et des pays de l'Adour, propose différents parcours de formation verte et verdissante : Master sur le Parcours dynamique des écosystèmes aquatiques (DYNEA), Licence pro « métiers de la protection et de la gestion de l'environnement », etc.

Pour rappel, en raison d'une non-correspondance exacte entre les Bassins d'emploi définis par Pôle emploi et les Zones d'emploi définies au niveau de l'INSEE, il existe un écart entre les données reçues et le périmètre d'étude :

- 9 communes de la zone d'emploi de Bayonne ne font pas partie du périmètre de la présente étude (sur les 137 communes de la zone d'emploi)³⁰⁰ ;
- 35 communes de la zone d'emploi d'Oloron-Sainte-Marie correspondent au périmètre d'étude (sur les 82 communes de la zone d'emploi) ;
- 3 communes du périmètre d'étude sont rattachées à une autre zone d'emploi, celle de Pau. Ces communes ne seront donc pas intégrées aux données présentées ci-après.

Pour ces raisons, les données présentées ci-après correspondent à une **estimation haute** de l'offre de formation verte sur les 4 territoires d'étude (toutes communes confondus).

³⁰⁰ Il s'agit des communes suivantes : 40036 Bénese Maremne, 40120 Hastingues, 40133 Labenne, 40212 Orthevielle, 40213 Orx, 40271 Sainte-Marie-de-Gosse, 40272 Saint-Martin-de-Hinx, 40292 Saubrigues, 64004 Abitain

Précision : Les chiffres présentés sont relatifs au nombre d'inscrits en **dernière année de formation**. Le tableau présentant le détail des formations et du nombre d'inscrits peut être consulté en annexe 8.

Principaux enseignements

Entre 2012 et 2015, **32 parcours « actifs »** (ayant comptabilisé des étudiants sur au moins une année de la période étudiée) **de formation** initiale verte ont été proposés sur les territoires d'étude (**27** étaient actifs en 2015). Sur cette période, ces parcours ont totalisé **2 403 étudiants** en dernière année de formation. En **2015**, on comptait **589 inscrits**, un chiffre en **légère hausse** (+2,8%) après une baisse significative des effectifs en 2014 (passage de 644 à 573 inscrits, soit -11%).

La **filière de formation initiale verte proposant le plus de parcours de formation et comptant le plus grand nombre d'inscrits** sur les territoires d'étude concerne la **gestion des milieux naturels et l'entretien des espaces verts**. **13 parcours de formation** appartenant à cette catégorie ont été proposés sur les territoires d'étude entre 2012 et 2015 (**11** parcours étaient actifs en 2015). En 2015, les formations en gestion des milieux naturels et entretien des espaces verts rassemblaient **près de 40% des inscrits** (37,9%) en dernière année d'un cursus de formation environnementale (223 inscrits). A noter que le nombre d'inscrits suit une tendance de progression sur la période étudiée (baisse des effectifs en 2014 puis reprise en 2015).

Les formations proposées sont de différents niveaux (BAC professionnel, Brevet d'études professionnelles agricoles, brevet de technicien supérieur agricole, certificats de spécialité, etc.) et concernent des activités assez transverses comme la gestion des milieux naturels et de la faune ou l'aménagement paysager et des activités plus spécifiques, comme la taille et le soin des arbres. Certaines formations sont dispensées selon une **approche très spécifique au contexte local** (ex : Lycée des Métiers de la montagne d'Oloron-Sainte-Marie) et / ou en intériorisant des enjeux évoqués lors des entretiens qualitatifs avec des représentants de structures économiques locales (ex : module d'initiative locale « Valorisation du patrimoine » proposé par le Lycée Agricole Privé de la Côte Basque).

La **seconde filière de formation verte rassemblant le plus grand nombre d'inscrits** est celle du **bâtiment**. Si seulement **6** parcours actifs ont été proposés entre 2012 et 2015 (dont 5 en 2015), **153** étudiants étaient inscrits en dernière année de formation en 2015. Les métiers concernés portent essentiellement sur **l'électrique et l'électronique** rattachés au bâtiment (remarque : cette classification a été effectuée en fonction des préconisations de l'ONEMEV mais ces métiers peuvent également être rattachés à d'autres secteurs d'activité). Jusqu'en 2014, un parcours « domotique » était proposé, qui répondait à un **enjeu croissant de recherche de maîtrise des consommations énergétiques**³⁰¹.

Aucune formation portant sur l'écoconstruction en tant que telle n'a été recensée dans les parcours de formation initiale.

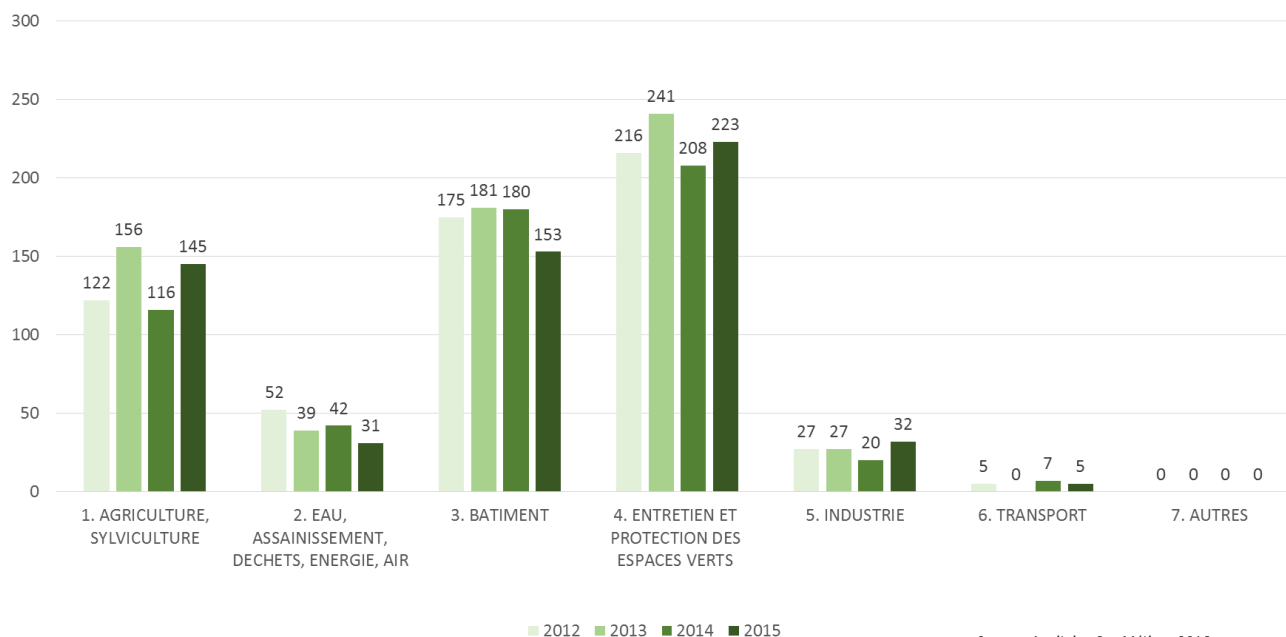
La troisième filière de formation la plus importante est celle de **l'agriculture et de la sylviculture**. On recensait en 2015 **7** cursus de formation sur le territoire, rassemblant **près du quart des inscrits** en dernière année de formation verte (145 inscrits), une tendance globalement en **augmentation** entre 2012 et 2015 (baisse des effectifs en 2014 puis reprise en 2015).

Les formations proposées portent sur la gestion d'une exploitation agricole, avec des spécialités en élevage, agronomie et technologies végétales, etc. Certains parcours proposés intègrent de manière transparente des **enjeux liés au développement durable** (ex : traitement raisonné des cultures), à l'exemple du « Brevet Professionnel Responsable d'Exploitation orientation Agriculture Biologique » proposé par le CFA des Pyrénées Atlantiques basé à Hasparren.

³⁰¹ Entretien avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 64, octobre 2016

Les catégories « eau, assainissement, déchets, énergie, air » et « industrie » comptent un nombre restreint de parcours de formation verte et d'inscrits sur les territoires d'étude (ce chiffre peut cependant être augmenté si l'on considère que certains métiers liés à l'électricité aujourd'hui classifiés dans la catégorie « bâtiment » peuvent faire partie de cette catégorie). Les formations en transport intégrant un verdissement de l'activité sont également extrêmement limitées (un parcours proposé), ainsi que pour la catégorie « autre ».

Nombre d'inscrits en dernière année de formations initiales vertes sur les 4 territoires d'étude de 2012 à 2015



Source : Aquitaine Cap Métiers, 2016

Catégorie	Inscrits en dernière année			
	2012	2013	2014	2015
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE	122	156	116	145
Zone d'emploi Bayonne	102	131	88	124
Zone d'emploi Oloron-Ste-Marie	20	25	28	21
2. EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, ENERGIE, AIR	52	39	42	31
Zone d'emploi Bayonne	52	39	42	31
Zone d'emploi Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
3. BATIMENT	175	181	180	153
Zone d'emploi Bayonne	142	143	149	120
Zone d'emploi Oloron-Ste-Marie	33	38	31	33
4. ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS	216	241	208	223
Zone d'emploi Bayonne	167	199	163	169
Zone d'emploi Oloron-Ste-Marie	49	42	45	54
5. INDUSTRIE	27	27	20	32
Zone d'emploi Bayonne	27	27	20	32
Zone d'emploi Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
6. TRANSPORT	5	0	7	5
Zone d'emploi Bayonne	5	0	7	5
Zone d'emploi Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
7. AUTRES	0	0	0	0

Zone d'emploi Bayonne	0	0	0	0
Zone d'emploi Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
TOTAL	597	644	573	589

3.3.2 Formation continue

A partir du **catalogue des formations environnementales 2016 du Pays Basque** transmis par la Région Nouvelle Aquitaine en octobre 2016 (cf. partie périmètre méthodologique et statistique)³⁰², une analyse a été menée sur les formations continues proposées en matière d'environnement et de prise en compte des enjeux du développement durable dans les différents métiers.

Afin d'avoir une approche sectorielle homogène, l'équipe projet a regroupé les formations proposées selon les **7 grandes catégories d'activité** définies en introduction.

Au total, 48 formations continues « vertes » et 2 234 parcours stagiaire et ont été recensés sur le territoire du Pays Basque en 2016³⁰³.

Figure 36 : Nombre de parcours stagiaire et de formations environnementales proposées par catégorie d'activités (Catalogue des formations environnementales 2016 du Pays Basque – PRF Aquitaine (transmis le 6 octobre 2016) – retraitement Nomadéis)

Secteurs d'activités	Nombre de parcours stagiaire réalisés	Nombre de formation proposée ³⁰⁴
AGRICULTURE, SYLVICULTURE	134	2
Agriculture	134	2
EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, AIR	41	1
Métiers de l'environnement propreté	41	1
BATIMENT	335	8
Conception	32	1
Gros œuvre, second œuvre	196	3
Isolation	42	2
Travaux publics	65	2
ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS	20	1³⁰⁵
Paysage	20	1
INDUSTRIE	333	6
Divers	130	4
Réalisation, maintenance, ouvrages électriques	10	1
Chimie, composite	193	1

³⁰² Le catalogue des formations continues 2016 qui a été transmis à l'équipe projet par la Région Aquitaine début octobre est en cours d'écriture car des marchés 2016 sont en cours d'attribution. Ce catalogue « à date » est disponible en annexe 9

³⁰³ Catalogue des formations environnementales 2016 du Pays Basque - Programme Régional de Formation de l'ex-région Aquitaine (transmis le 6 octobre 2016). Le catalogue des formations continues 2016 qui a été transmis à l'équipe projet par la Région Aquitaine début octobre est en cours d'écriture car des marchés 2016 sont en cours d'attribution. Ce catalogue « à date » est disponible en annexe de la note de cadrage.

³⁰⁴ Les parcours stagiaire recensés concernant trois niveaux de qualification préparée, en référence au Ministère de l'éducation nationale : Niv V équivalent au CAP, Niv IV équivalent au BAC, Niv III équivalent au BTS.

³⁰⁵ Les parcours stagiaire recensés concernant trois niveaux de qualification préparée, en référence au Ministère de l'éducation nationale : Niv V équivalent au CAP, Niv IV équivalent au BAC, Niv III équivalent au BTS.

TRANSPORT		230	5
Métiers de service à l'automobile		20	1
Métiers du transport, magasinage		210	4
AUTRES		1 141	25
Métiers de la mer		140	1
Métiers de la production alimentaire et de la cuisine		60	2
Métiers tertiaires de bureau et tertiaire spécialisé		110	2
Métiers du commerce		141	2
Métiers du paramédical, travail médical, soins personnels		89	4
Métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs		131	5
<i>Divers</i>		89	2
<i>Sports et animation</i>		42	3
Métiers de la sécurité		42	1
Métiers du numérique, culture, arts du spectacle		374	6
<i>Métiers du numérique, culture, arts du spectacle</i>		80	2
<i>Divers</i>		294	4
Formations générales professionnalisâtes		54	2
TOTAL		2 234	48

Plus de la moitié des parcours stagiaire ont été réalisés dans la **catégorie « Autre »**, en particulier dans **les métiers du numérique, culture, arts du spectacle** dont le nombre est le plus élevé (374 parcours) tous métiers et catégories confondus. (Cf. figure 35 ci-dessous).

En **deuxième position**, les catégories professionnelles du **bâtiment** (335 parcours stagiaire) et de **l'industrie** (333 parcours stagiaire) représentent 15% de l'ensemble des parcours stagiaire réalisés. (Cf. figure 35 ci-dessous).

Les catégories professionnelles de l'« **eau, assainissement, déchets, air** » et de « **l'entretien et protection des espaces verts** » sont celles dont le nombre de parcours stagiaire réalisé est le **plus faible** (1-2% des parcours stagiaire).

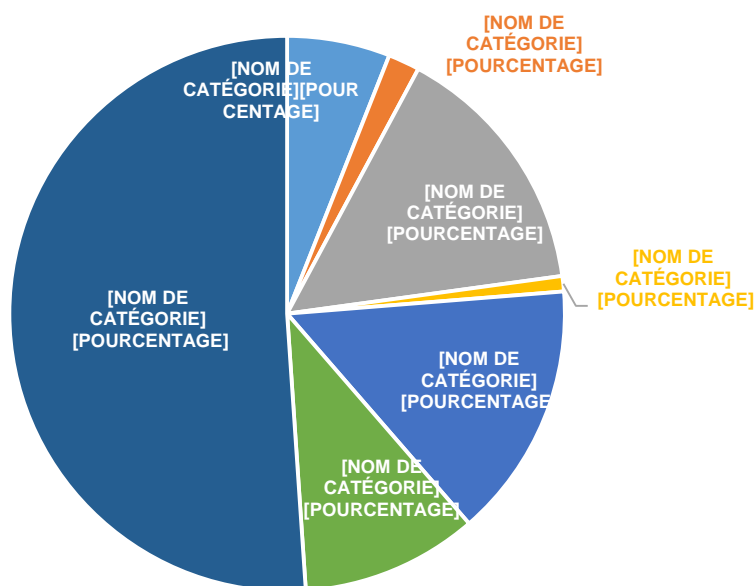


Figure 37 : Répartition des parcours stagiaire par catégorie d'activités

(Catalogue des formations environnementales 2016 du Pays Basque – PRF Aquitaine (transmis le 6 octobre 2016) – retraitement Nomadéis)

Le Pays Basque offre ainsi un paysage de formations continues assez diversifié, proposant en partie de répondre aux enjeux soulevés par les professionnels dans les différentes catégories d'activité.

Certains acteurs soulignent cependant que **l'offre de formation environnementale pour les structures de petite taille, et notamment les artisans** (ex : bouchers, boulanger, etc.) est peu structurée en raison d'une identification difficile. Il pourrait s'avérer instructif de mener une enquête sur les besoins de ces populations en matière de formation environnementale.

► 1 / AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

134 parcours de formations stagiaire ont été réalisés dans le domaine de l'agriculture sur le territoire du Pays Basque en 2016 (cf. ci-dessus figure 34).

Deux formations sont proposées par le **Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA 64)**³⁰⁶ sur le territoire des Pyrénées Atlantiques³⁰⁷ :

- Responsable d'exploitation agricole conventionnelle et agrobiologique ;
- Métiers d'ouvrier-ère d'exploitation agricole conventionnelle et agrobiologique.

Les contenus des formations traitent principalement de la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement, des risques professionnels, de la sécurité alimentaire et de la réglementation environnementale en matière de phytosanitaires.

► 2 / EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, ENERGIE, AIR

41 parcours de formations stagiaire ont été réalisés dans le domaine des métiers de l'environnement et de la propreté sur le territoire du Pays Basque en 2016.

Seulement une formation « Agent de propreté et d'hygiène » **est proposée** par le centre de formation **IFCG - Carrières**³⁰⁸ sur le territoire de Dax (Sud Landes)³⁰⁹. Elle concerne le tri de déchets (production, réduction, techniques du tri, les bio-nettoyages, les produits éco-labellisés).

► 3/ BATIMENT

335 parcours de formations stagiaire ont été réalisés dans le domaine du bâtiment sur le territoire du Pays Basque en 2016.

Près de 60% des formations ont été réalisées dans la branche « **gros œuvre, second œuvre** » (196 parcours stagiaire).

8 formations sont proposées toutes branches confondues³¹⁰. Les contenus des formations traitent du **développement durable** dans le bâtiment au sens large (sensibilisation, approche technique, ex : technologies clés), de la prévention du risque **amiante**, des **solutions d'amélioration énergétique** (de plus en plus d'acteurs du bâtiment souhaitent en effet acquérir des compétences dans le domaine de la réduction des consommations d'énergie) et un module spécifique cible notamment la démarche **HQE**. Les dispositifs incitatifs de **labellisation** mis en place par les pouvoirs publics (ex : label Reconnu Garant de l'Environnement, RGE) permettent en effet aux artisans de valoriser leur formation environnementale acquise.

Les formations proposées dans le PRF 2016 sont assurées par **des acteurs publics spécialisés dans le domaine de la formation** (FCMB 64 - Fédération compagnonnique des métiers du bâtiment, GRETA

³⁰⁶ Site du CFPPA des Pyrénées Atlantiques (<http://www.cfppa64.fr/>)

³⁰⁷ Pour en savoir plus : cf. Annexe - Note de Cadrage.

³⁰⁸ <http://www.ifcg-carrieres.fr/nos-formations/presentation.html>

³⁰⁹ Pour en savoir plus : cf. Annexe - Note de Cadrage.

³¹⁰ Pour en savoir plus : cf. Annexe - Note de Cadrage.

Sud Aquitaine³¹¹ ainsi que des **centres de formations privés** (ex : AFPA - Association pour la formation professionnelle des adultes)³¹².

Par ailleurs, **deux autres acteurs importants** dans le domaine du bâtiment proposent également des formations (non référencées dans le PRF 2016) pour les professionnels du bâtiment :

- **La Chambre des métiers** : des formations généralistes sur la prise en compte du développement durable dans le bâtiment ;
- **Les deux grandes fédérations professionnelles du bâtiment** (CAPEB et FFB) : formations techniques.

Un enjeu réside cependant dans la **mobilisation des professionnels du bâtiment** en matière de formation continue sur l'écoconstruction, cette dernière représentant un investissement en termes de ressources (et notamment de temps de la part des artisans et autres corps de métiers).

► **4/ ESPACES VERTS ET NATURELS**

20 parcours de formations stagiaire ont été réalisés dans le domaine des espaces verts et naturels au Pays Basque en 2016.

Seulement une formation « Métiers de l'aménagement paysager » est proposée par le **Centre de formations apprentis et adultes en Agriculture (CFPPA 40)** sur le territoire Aquitaine Sud³¹³. Le contenu de la formation traite l'identification des végétaux et le développement de l'arbre.

► **5/ INDUSTRIE**

333 parcours de formations stagiaire ont été réalisés dans le domaine de l'industrie sur le territoire du Pays Basque en 2016.

Près de 60% des formations ont été réalisées dans la branche « **Chimie, composite** » (193 parcours stagiaire)

6 formations sont proposées toutes branches confondues³¹⁴. Les **contenus des formations** traitent principalement de la **prise en compte du développement durable et de l'environnement** (généraliste), de la thématique « Hygiène Qualité Sécurité et Environnement (HQSE) », de la prévention des risques (sécurité des personnes et environnementaux) et de la santé au travail.

Les formations proposées dans le PRF 2016 sont proposées principalement par **des acteurs publics spécialisés dans le domaine de la formation** (GRETA³¹⁵, Chambre des métiers et de l'artisanat) et des fédérations professionnelles de l'industrie (ex : le pôle de formation de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie de l'Adour - AFPI³¹⁶).

► **6/ TRANSPORTS**

230 parcours de formations stagiaire ont été réalisés dans le domaine des transports au Pays Basque en 2016 (cf. ci-dessus figure 34).

Plus de **90% des parcours** réalisés concernent les **métiers du transport et magasinage**. Ils sont proposés par l'**auto-école Mendiboure** (Bayonne).³¹⁷

Les **contenus** des formations traitent principalement de :

- La **prise en compte du développement durable** de façon générale dans les métiers du transport ;

³¹¹ <https://www.greta-aquitaine.fr/greta-sud-aquitaine/>

³¹² <https://www.afpa.fr/>

³¹³ Pour en savoir plus : cf. Annexe - Note de Cadrage.

³¹⁴ Pour en savoir plus : cf. Annexe - Note de Cadrage.

³¹⁵ <https://www.greta-aquitaine.fr/greta-sud-aquitaine/>

³¹⁶ <http://www.metaladour.org/index.htm>

³¹⁷ <http://www.auto-ecole-mendiboure.fr/lentreprise/historique.html>

- L'amélioration de la conduite d'un véhicule de livraison en matière de **sécurité** et de réponse à des **enjeux écologiques et économiques**

► 7/ AUTRE

1 141 parcours de formations stagiaire ont été réalisés dans le domaine « Autre » du Pays Basque en 2016 et 25 formations sont proposées toutes catégories de métiers confondues³¹⁸.

La majorité des parcours de formations ont été réalisés la catégorie des **métiers du numérique, culture, arts du spectacle** (33%) (cf. figure 36 ci-dessus).

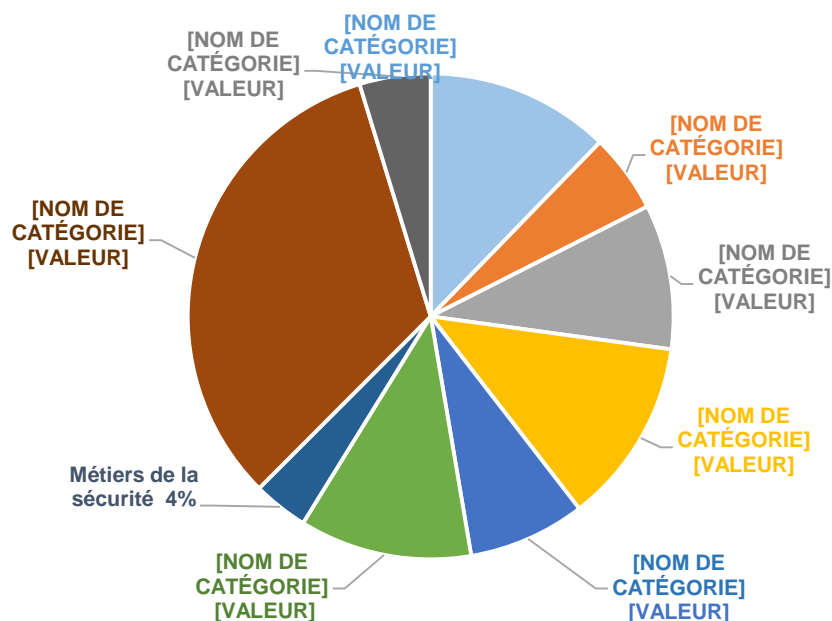


Figure 38 : Répartition des parcours stagiaire dans la catégorie « Autre »

(Catalogue des formations environnementales 2016 du Pays Basque – PRF Aquitaine (transmis le 6 octobre 2016) – retraitement Nomadéis)

Les deux autres catégories de métiers parmi lesquelles ont été réalisés le plus de parcours de formations sont : **les métiers de la mer et du commerce**.

³¹⁸ Pour en savoir plus : cf. Annexe - Note de Cadrage.

4. ANNEXES

Annexe 1 : Liste des communes des 4 périmètres d'étude

Code Commune INSEE	Commune	Pays Basque	CC Garazi-Baigorri	CC Soule-Xiberoa	Bassin d'emploi Pays Basque
64008	Ahaxe-Alciette-Bascassan	X	X		X
64009	Ahetze	X			X
64010	Aïcirits-Camou-Suhast	X			X
64011	Aincille	X	X		X
64012	Ainharp	X		X	
64013	Ainhice-Mongelos	X	X		X
64014	Ainhoa	X			X
64015	Alçay-Alçabéhéty-Sunharette	X		X	
64016	Aldudes	X	X		X
64017	Alos-Sibas-Abense	X		X	
64018	Amendeuix-Oneix	X			X
64019	Amorots-Succos	X			X
64024	Anglet	X			X
64026	Anhaux	X	X		X
64031	Arancou	X			X
64034	Arbérats-Sillègue	X			X
64035	Arbonne	X			X
64036	Arbouet-Sussaute	X			X
64038	Arcangues	X			X
64045	Arhansus	X			X
64046	Armendarits	X			X
64047	Arnéguy	X	X		X
64049	Aroue-Ithorots-Olhaïby	X			X
64050	Arrast-Larrebieu	X		X	
64051	Arraute-Charritte	X			X
64065	Ascain	X			X
64066	Ascarat	X	X		X
64081	Aussurucq	X		X	
64086	Ayherre	X			X
64092	Banca	X	X		X
64093	Barcus	X		X	
64094	Bardos	X			X
64100	Bassussarry	X			X
64102	Bayonne	X			X
64105	Béguios	X			X
64106	Béhasque-Lapiste	X			X
64107	Béhorléguy	X	X		X

64113	Bergouey-Viellenave	X		X
64115	Berrogain-Laruns	X	X	
64120	Beyrie-sur-Joyeuse	X		X
64122	Biarritz	X		X
64123	Bidache	X		X
64124	Bidarray	X	X	X
64125	Bidart	X		X
64130	Biriatou	X		X
64134	Bonloc	X		X
64140	Boucau	X		X
64147	Brisous	X		X
64150	Bunus	X		X
64154	Bussunarits-Sarrasquette	X	X	X
64155	Bustince-Iriberry	X	X	X
64160	Cambo-les-Bains	X		X
64161	Came	X		X
64162	Camou-Cihigue	X	X	
64166	Caro	X	X	X
64187	Charritte-de-Bas	X	X	
64188	Chéraute	X	X	
64189	Ciboure	X		X
64202	Domezain-Berraute	X		X
64213	Espelette	X		X
64214	Espès-Undurein	X	X	
64218	Estérençuby	X	X	X
64221	Etcharry	X		X
64222	Etchebar	X	X	
64228	Gabat	X		X
64229	Gamarthe	X	X	X
64231	Garindein	X	X	
64235	Garris	X		X
64242	Gestas			X
64247	Gotein-Libarrenx	X	X	
64249	Guéthary	X		X
64250	Guiche	X		X
64255	Halsou	X		X
64256	Hasparren	X		X
64258	Haux	X	X	
64259	Hélette	X		X
64260	Hendaye	X		X
64264	L'Hôpital-Saint-Blaise	X	X	
64265	Hosta	X		X
64267	Ibarrolle	X		X
64268	Idaux-Mendy	X	X	
64271	Iholdy	X		X

64272	Ilharre	X		X
64273	Irissarry	X		X
64274	Iroulégu	X	X	X
64275	Ispoure	X	X	X
64277	Isturits	X		X
64279	Itxassou	X		X
64282	Jatxou	X		X
64283	Jaxu	X	X	X
64285	Juxue	X		X
64289	La Bastide-Clairence	X		X
64294	Labets-Biscay	X		X
64297	Lacarre	X	X	X
64298	Lacarry-Arhan-Charritte-de-Haut	X		X
64303	Laguinge-Restoue	X		X
64304	Lahonce	X		X
64313	Lantabat	X		X
64314	Larceveau-Arros-Cibits	X		X
64316	Larrau	X		X
64317	Larressore	X		X
64319	Larribar-Sorhapuru	X		X
64322	Lasse	X	X	X
64327	Lecumberry	X	X	X
64340	Lichans-Sunhar	X		X
64341	Lichos	X		X
64342	Licq-Athérey	X		X
64345	Lohitzun-Oyhercq	X		X
64350	Louhossoa	X		X
64362	Luxe-Sumberraute	X		X
64364	Macaye	X		X
64368	Masparraute	X		X
64371	Mauléon-Licharre	X		X
64375	Méharin	X		X
64377	Mendionde	X		X
64378	Menditte	X		X
64379	Mendive	X	X	X
64391	Moncayolle-Larrory-Mendibieu	X		X
64404	Montory	X		X
64407	Mouguerre	X		X
64411	Muscudly	X		X
64424	Ordarp	X		X
64425	Orègue	X		X
64429	Orsanco	X		X
64432	Ossas-Suhare	X		X
64435	Osserain-Rivareyte	X		X
64436	Ossès	X	X	X

64437	Ostabat-Asme	X		X
64441	Pagolle	X		X
64468	Roquiague	X	X	
64475	Sainte-Engrâce	X	X	
64476	Saint-Esteben	X		X
64477	Saint-Étienne-de-Baïgorry	X	X	X
64483	Saint-Jean-de-Luz	X		X
64484	Saint-Jean-le-Vieux	X	X	X
64485	Saint-Jean-Pied-de-Port	X	X	X
64487	Saint-Just-Ibarre	X		X
64489	Saint-Martin-d'Arberoue	X		X
64490	Saint-Martin-d'Arrossa	X	X	X
64492	Saint-Michel	X	X	X
64493	Saint-Palais	X		X
64495	Saint-Pée-sur-Nivelle	X		X
64496	Saint-Pierre-d'Irube	X		X
64502	Sames	X		X
64504	Sare	X		X
64509	Sauguis-Saint-Étienne	X	X	
64527	Souraïde	X		X
64528	Suhescun	X		X
64533	Tardets-Sorholus	X	X	
64537	Trois-Villes	X	X	
64538	Uhart-Cize	X	X	X
64539	Uhart-Mixe	X		X
64540	Urcuit	X		X
64543	Urepel	X	X	X
64545	Urrugne	X		X
64546	Urt	X		X
64547	Ustaritz	X		X
64558	Villefranque	X		X
64559	Viodos-Abense-de-Bas	X	X	
40042	Biarrotte			X
40044	Biaudos			X
40209	Ondres			X
40248	Saint-André-de-Seignanx			X
40251	Saint-Barthélemy			X
40268	Saint Laurent de Gosse			X
40273	Saint Martin de Seignanx			X
40312	Tarnos			X

Annexe 2 : Initiatives en faveur de la croissance verte menées sur les territoires d'étude

				Proposition d'initiatives faisant l'objet d'un encadré dans le rapport
N°	Territoire concerné			Initiatives (publiques et privées)
	Pays Basque	Soule Xiberoa	Garazi Baigorri	
1. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE				
1	x	x	-	Mise en place de "lieux tests agricoles" privilégiant une approche transverse (liens entre différentes parties prenantes, ex : AMAP et cantines scolaires)
2	x	x	-	Etude sur l'utilisation de bois de hêtre local et projet de valorisation des ressources forestières (ADEME)
3	x	-	-	Formation des agriculteurs sur l'agroécologie / agroforesterie et l'agriculture biologique par la Chambre d'agriculture 64 et EHGL
4	x	-	-	Lancement de démarches collaboratives entre agriculteurs : - Mutualisation des démarches d'embauche de saisonniers - Projet de caisses solidaire
5	x	x	-	Projets de diversification des ressources agricoles (ex : énergie / bâtiment, projet de valorisation de la laine par la coopérative Caoso)
6	x	-	-	Réalisation d'un diagnostic de valorisation des déchets agricoles pour 350 fermes
7	x	-	-	Etude sur la demande locale de produits locaux / en circuits courts
8	x	-	-	Projet de valorisation d'espèces locales de pommes
9	x	-	-	Initiative « HERRIKO » : farine, élevage bovin
10	x	-	-	Projet de labélisation du piment doux
11	x	-	-	Lancement de projets de coopératives et magasins solidaires bios
12	x	-	-	Initiatives de ventes en circuit court (vrac, la ruche qui dit oui), de vente aux restaurateurs
13		-	-	Mise en œuvre d'une stratégie Agriculture urbaine, sur le territoire de l'ACBA
14		-	-	Etude prospective agricole (CDC Pays de Bidache et Pays de Hasparren)
15		-	-	Initiative de producteurs : vente de produits fermiers en ligne sur la CC Pays de Hasparren
2. EAU / ASSAINISSEMENT, DECHETS, ENERGIE, AIR				
ENERGIE				
16	x	-	-	Projets de développement des ENR (photovoltaïque, éolien, bois énergie, houle marine)
17		x	-	Etude menée par l'APESA pour connaître le potentiel du territoire en matière de méthanisation
18	x	x	-	ENR : présence d'entreprises spécialisées dans l'hydroélectricité (marché de niche) et existence de centrales photovoltaïques au Pays Basque
19		x	-	Mise en place de réseaux de chaleur pour développer une filière locale de bois énergie
20	x	-	-	Réalisation de diagnostics énergie auprès des entreprises du territoire
21		-	x	Mise en place d'une fabrique de bois énergie sur la vallée d'Hergarai - Lancement d'une plate-forme de transformation de bois-énergie dans la vallée d'Hergarai. Projet d'un réseau de chaleur pour alimenter les écoles et autres bâtiments publics.
22	x	-		Projets d'EnR participatif portés par I-ENER
23		-		Projet de photovoltaïque sur le patrimoine de Biarritz
24		-		Démarche d'achat groupé d'électricité, portée par l'ACBA

25		-		Projet de développement d'un site Energie Marine Renouvelable (ACBA)
26		-		Plan Climat Energie Territorial de l'ACBA
27		-		Réseau de chaleur bois sur Mendionde
28				Développement d'une hydrolienne fluviale URABAILA par BERTIN Technologies et SAREM testée sur l'Adour
29				Etude de faisabilité d'un projet houlomoteur sur le territoire de la Côte Basque avec l'Agglomération et le Port de Bayonne
30				Projet transfrontalier avec le Cluster Basque de l'énergie sur le développement des EMR
EAU / ASSAINISSEMENT				
31		x	-	Présence de 2 usines de traitement sur le territoire de la Soule, dont une à filtration à membrane
32			-	Programme Pluriannuel d'Investissement de l'ACBA 2016-2020, pour travaux de mise en conformité des systèmes d'assainissement et de reconquête des milieux récepteurs
33			-	Stratégie locale de gestion du trait de côte
34	x		-	Projet de recherche MAREA (POCTEFA) pour la prévision des risques de submersion marine et d'érosion côtière à l'échelle transfrontalière (GIS Littoral Basque)
35	x		-	Projet de recherche BAC TRAC sur la qualité des eaux de baignade : développement d'une nouvelle méthode d'analyse pour différencier les sources de pollutions fécales à l'échelle des bassins versants (GIS Littoral Basque)
36	x		-	Projet de recherche UR BIDEA pour la gestion active des plages : étude de la mortalité des bactéries en vue d'améliorer les outils de modélisation et de prévision de la qualité des eaux de baignade (GIS Littoral Basque)
37			-	Administration de la plateforme de données mutualisées du GIS Littoral Basque accessible en ligne pour faciliter la gestion du littoral et favoriser l'émergence de nouveaux projets de recherche
DECHETS				
38		x	-	Evolution du système de collecte des déchets et renforcement du tri sélectif
39	x		-	Enquête sur les déchets des entreprises menée auprès de 530 acteurs (CCI, Bil ta Garbi)
40	x		-	Travail pilote de valorisation des déchets du cuir (secteur automobile, chaussure, maroquinerie).
41	x		-	Expérimentation pour le développement et l'utilisation d'un logiciel spécialisé pour favoriser l'économie circulaire
42	x		-	Projets de valorisation et de réutilisation du marc de pommes et de raisins
43	x		-	Développement d'un sac biodégradable réalisé localement à base de fécule de maïs
44	x		-	Etude : réalisation d'une fiche filière « prévention et gestion des déchets » par le GARIE (IAE Aquitaine)
45	x		-	Présence d'acteurs locaux spécialisés dans le traitement et le recyclage des déchets (ex : antenne locale à Hendaye du réseau ELISE, startup Novacom spécialiste de l'optimisation de la collecte des déchets)
46	x		x	Mise à disposition "d'ambassadeurs du tri" aux communautés de communes par le syndicat de collecte et de traitement des déchets du Pays basque
47	x		-	Mise en oeuvre de circuits de recyclage des huiles par les restaurateurs du territoire
48	x		-	Lancement d'une charte et d'un logo pour marquer l'engagement de différentes parties prenantes (commerçants, collectivités locales, consommateurs) dans la réduction de leur déchets (Bizi!, Surfrider)
49			-	Recyclage de vélos usagés-Remise en état
50			-	Multiples actions de l'ACBA dans ce domaine (recyclerie, tri, compostage...)
51			-	Collecte de pneus agricoles usagés (Syndicat Garbiki)
AIR				
52	x			Présence d'acteurs locaux spécialisés (ex : la startup Iséo Environnement propose des systèmes pour la surveillance de la qualité de l'air)

53				Projet Ville Respirable de l'ACBA, visant la mise en œuvre de plusieurs actions d'amélioration de la qualité de l'air (notamment sur le volet transport)
54				Actions engagées dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère, par différents acteurs
3. BATIMENT				
55	x			Présence d'artisans locaux maîtrisant les techniques de l'écoconstruction (incluant des acteurs de la domotique) mais chaîne de valeur incomplète sur le territoire
56	x			Dispense de formations spécialisées dans le domaine du bâtiment durable
57		x		Projet expérimental de rénovation des centres bourg (sur Mauléon et Tardet) FENICS
58			x	Présence de nombreuses start-up spécialisée dans le bâtiment durable au sein de la pépinière de Garazi-Baigorri
59	x			Projet Baiti Kool d'habitat solaire et écologique sous climats très chauds (Nobatek)
60	x			Projet européen DR BOB, micro-grid à l'échelle de plusieurs bâtiments (pilotage des consommations, des productions, et mise en place d'un effacement)
61				Opérations exemplaires de construction ou rénovations performantes (accompagnements GRDF, école BEPOS de Bidart, observatoire bbc...)
62				Site technopolitain Arkinova à Anglet dédié à la Construction Durable avec Nobatek, l'UPPA, la Fédération des Compagnons, l'ISABTP, le Lycée Cantau et la pépinière d'entreprise le Générateur d'activités : => Lancement d'un « générateur d'activités » dédié à l'innovation dans l'éco-construction => Chaire de recherche sur l'architecture et la physique urbaine avec NOBATEK/INEF4 et l'UPPA => L'institut INEF4 piloté par NOBATEK, Institut d'excellence dédié à la Construction durable => Activités du laboratoire de recherche SIAME sur la Terre Crue => Activités de l'IPREM sur la pollution de l'air intérieur => Projet d'aménagement d'un site exemplaire énergétiquement et innovant
4. ESPACES VERTS ET NATURELS				
63	x	x	x	Présence d'acteurs locaux spécialisés dans la gestion des espaces naturels (ex : syndicat spécialisé à Mauléon, association de chantier d'insertion LAGUN / MIFEN pour l'entretien des plans locaux de randonnée et des abords de rivière)
64		x		Projet visant à optimiser l'entretien des espaces verts et des canyons (en lien avec "Destination Montagne Basque" cf partie "autre")
65	x	-	-	Travail sur la valorisation pastorale des espaces agricoles et forestiers
66		-	-	Projet de valorisation du pastoralisme et du patrimoine naturel sur le Baigura
67		-	-	Journée "Montagne Vivante" du Baigura - édition 2017
5. INDUSTRIE				
ARTISANAT (HORS BATIMENT)				
68	x			<u>Bois et ameublement</u> : initiatives visant à utiliser des produits de finition plus respectueux de l'environnement (ex :colles), utilisation de produits locaux.
69	x			Textile et habillement : Réemploi de matériaux dans le prêt à porter.
70	x			Papier imprimerie – arts graphiques : entreprises labellisées Imprim'vert® (critères environnementaux) Démarche environnementale des imprimeurs et des graphistes du territoire (optimisation des impressions, gestion des déchets, etc.)
71	x			Blanchisserie, teinturerie : Initiatives « Pressing propre » pour les vêtements
72	x			<u>Automobile</u> : o Initiative « garage propre » : gestion et élimination des déchets (pneu, batterie, etc.) o Intégration des véhicules électriques aux programmes de formation des CFA et sensibilisation des jeunes à la gestion des déchets.
AGROALIMENTAIRE				

73	x			o Réduction du gaspillage alimentaire (enquête sur la gestion des stocks dans les entreprises) o Formation "Gestion des stocks" pour les e-commerçants o Cantine scolaire bio (incité par les communes).
74				Initiative "Manger bio et local" déployée par le département et l'association des Maires du 64 sur les écoles
75				Projet de cantine bio pour Macaye - Mendionde
76				Démarche du dernier kilomètre portée par la ville de Bayonne
INDUSTRIE DE LA MER				
77	x			- Lancement d'un projet de recherche (Programme ITSASOA) pour naviguer avec de l'huile végétale pure (décomposition maïs)
78				Développement de produits dermo-cosmétiques à base de ressources marines locales avec une démarche éco-responsable par les laboratoires de Biarritz
GLISSE				
79	x	-	-	- Accompagnement des acteurs de la filière aux développements de pratiques durables pour la protection des milieux naturels ex : Conduite d'une étude d'évaluation des impacts environnementaux des équipements de la glisse (ACV) avec Bio intelligence Services
80	x	-	-	- Sensibilisation/formation des entreprises de la glisse aux enjeux environnementaux de leur activité, notamment en matière réglementaire (REACH, etc.) lors de workshops
81	x	-	-	- Création d'un label environnemental Ecoride (éco-conception, supply chain)
82		-	-	-L'EuroSIMA est partenaire du projet Resurf Europe qui consiste à mettre en place une filière de recyclage des planches de surf en France puis en Europe
6. TRANSPORT				
83				Nombreuses actions dans le cadre du Plan Vélo de l'ACBA, et du PDU
84				Démarche expérimentale de mise à disposition de vélos à hydrogène sur flottes captives
85				Tram'bus zéro émissions du Syndicat des transports
86				Atelier vélo Txirind'Ola
87				Développement des bornes de recharge pour véhicule électrique (SDEPA)
7. AUTRE				
88	x			Etude sur le potentiel de la filière de randonnée sur la montagne basque (schéma randonnée)
89	x	x		Lancement d'un projet de valorisation des atouts de la montagne basque pour développer l'éco tourisme
90	x			Démarche environnementale des acteurs du tourisme labélisée (du type Clé verte et éco label européen).
91	x			Lancement de la marque Biarritz Pays Basque attachée à une charte territoriale avec 14 engagements dont 2 qui relèvent de l'environnement : - Sur la baisse de consommation de ressources fossiles ; - Sur le management des déchets
92	x			Plusieurs entreprises labélisées ENR (Entreprise Numérique Responsable)
93	x			Etudes des besoins de développement des compétences réalisées auprès de 5 cluster du Pays Basque (environ 1200 entreprises) incluant des enjeux de développement durable
94				Elaboration des cartographies stratégiques du bruit, et d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement (ACBA)

95				Nombreuses autres actions de l'ACBA ou de ses partenaires, publiées dans le cadre du rapport développement durable annuel
96				Journées de sensibilisation au développement durable et au troc : Truk'Eguna Edition 2017
97				Etude d'opportunité pour un Parc Naturel Régional Montagne Basque

Annexe 3 : Ensemble des secteurs d'activité et des métiers verts et verdissants classé selon 7 catégories

1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE	
EMPLOIS	
Secteurs	
<i>NAF (0)</i>	<i>Libellé</i>
Métiers	
<i>PCS (5)</i>	<i>Libellé</i>
480a	Contremaîtres et agents d'encadrement (non cadres) en agriculture, sylviculture
381a	Ingénieurs et cadres d'étude et d'exploitation de l'agriculture, la pêche, les eaux et forêts
691f	Ouvriers de l'exploitation forestière ou de la sylviculture
471a	Techniciens d'étude et de conseil en agriculture, eaux et forêt
471b	Techniciens d'exploitation et de contrôle de la production en agriculture, eaux et forêt
MARCHE DU TRAVAIL	
<i>Code Rome (3)</i>	<i>Libellé</i>
A1301	Conseil et assistance technique en agriculture (A1301)
A1303	Ingénierie en agriculture et environnement naturel (A1303)
A1205	Sylviculture
2. EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, AIR	
EMPLOIS	
Secteurs	
<i>NAF (8)</i>	<i>Libellé</i>
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées
3811Z	Collecte des déchets non dangereux
3812Z	Collecte des déchets dangereux
3821Z	Traitement et élimination des déchets non dangereux
3822Z	Traitement et élimination des déchets dangereux
3832Z	Récupération de déchets triés
3900Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets
3600Z	Captage, traitement et distribution d'eau
Métiers	
<i>PCS (7)</i>	<i>Libellé</i>
485a	Agents de maîtrise et techniciens en production et distribution d'énergie, eau, chauffage
644a	Conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères
386d	Ingénieurs et cadres de la production et de la distribution d'énergie, eau
387f	Ingénieurs et cadres techniques de l'environnement
625h	Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage)
628e	Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets
477d	Techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions
MARCHE DU TRAVAIL	
<i>Code Rome (7)</i>	<i>Libellé</i>
K2301	Distribution et assainissement d'eau
I1503	Intervention en milieux et produits nocifs
K2302	Management et inspection en environnement urbain
K2303	Nettoyage des espaces urbains
K2304	Revalorisation de produits industriels (K2304)
K2305	Salubrité et traitement des nuisibles (K2305)
K2306	Supervision d'exploitation éco-industrielle (K2306)
3. BATIMENT	
EMPLOIS	
Secteurs	

NAF (7)	Libellé
4329A	Travaux d'isolation
4221Z	Construction de réseaux pour fluides
4311Z	Travaux de démolition
4391A	Travaux de charpente
4391B	Travaux de couverture par éléments
4399A	Travaux d'étanchéification
7111Z	Activités d'architecture
Métiers	
PCS (24)	Libellé
312f	Architectes libéraux
382b	Architectes salariés
211c	Artisans couvreurs
211e	Artisans électriciens du bâtiment
211a	Artisans maçons
211b	Artisans menuisiers du bâtiment, charpentiers en bois
211d	Artisans plombiers, chauffagistes
632c	Charpentiers en bois qualifiés
481b	Chefs de chantier (non cadres)
481a	Conducteurs de travaux (non cadres)
632e	Couvreurs qualifiés
633a	Électriciens qualifiés de type artisanal (y.c. bâtiment)
382c	Ingénieurs, cadres de chantier et conducteurs de travaux (cadres) du bâtiment et des travaux publics
382a	Ingénieurs et cadres d'étude du bâtiment et des travaux publics
632a	Maçons qualifiés
632d	Menuisiers qualifiés du bâtiment
632j	Monteurs qualifiés en agencement, isolation
681a	Ouvriers non qualifiés du gros oeuvre du bâtiment
681b	Ouvriers non qualifiés du second oeuvre du bâtiment
632f	Plombiers et chauffagistes qualifiés
472d	Techniciens des travaux publics de l'État et des collectivités locales
632g	Peintres et ouvriers qualifiés de pose de revêtements sur supports verticaux
632h	Soliers moquetteurs et ouvriers qualifiés de pose de revêtements souples sur supports horizontaux
472a	Dessinateurs en bâtiment, travaux publics
MARCHE DU TRAVAIL	
Code Rome (22)	Libellé
F1101	Architecture du BTP
F1103	Contrôle et diagnostic technique du bâtiment
F1104	Dessin BTP
F1106	Ingénierie et études du BTP
F1201	Conduite de travaux du BTP
F1202	Direction de chantier du BTP
F1501	Montage de structures et de charpentes bois
F1503	Réalisation - installation d'ossatures bois
F1604	Montage d'agencements
F1606	Peinture en bâtiment
F1607	Pose de fermetures menuisées
F1608	Pose de revêtements rigides
F1609	Pose de revêtements souples
F1610	Pose et restauration de couvertures
F1611	Réalisation et restauration de façades
F1613	Travaux d'étanchéité et d'isolation

F1703	Maçonnerie
I1101	Direction et ingénierie en entretien infrastructure et bâti
F1602	Electricité bâtiment
F1603	Installation d'équipements sanitaires et thermiques
I1306	Installation et maintenance en froid, conditionnement d'air
I1308	Maintenance d'installation de chauffage
4. ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS	
EMPLOIS	
Secteurs	
<i>NAF (3)</i>	<i>Libellé</i>
9104Z	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
8130Z	Services d'aménagement paysager
8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.
Métiers	
<i>PCS (3)</i>	<i>Libellé</i>
533b	Agents techniques forestiers, gardes des espaces naturels
211j	Entrepreneurs en parcs et jardins, paysagistes
631a	Jardiniers
MARCHE DU TRAVAIL	
<i>Code Rome (3)</i>	<i>Libellé</i>
A1202	Entretien des espaces naturels
A1203	Entretien des espaces verts
A1204	Protection du patrimoine naturel (A1204)
5. INDUSTRIE	
EMPLOIS	
Secteurs	
<i>NAF (3)</i>	<i>Libellé</i>
2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
2752Z	Fabrication d'appareils ménagers non électriques
3831Z	Démantèlement d'épaves
Métiers	
<i>PCS (13)</i>	<i>Libellé</i>
486a	Agents de maîtrise en maintenance, installation en électricité, électromécanique et électronique
628f	Agents qualifiés de laboratoire (sauf chimie, santé)
465a	Concepteurs et assistants techniques des arts graphiques, de la mode et de la décoration (indépendants et salariés)
383a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en électricité, électronique
384a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en mécanique et travail des métaux
385a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement des industries de transformation
386a	Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement des autres industries
387d	Ingénieurs et cadres du contrôle-qualité
625b	Ouvriers qualifiés et agents qualifiés de laboratoire : agroalimentaire, chimie, biologie, pharmacie
475b	Techniciens de production et de contrôle-qualité des industries de transformation
475a	Techniciens de recherche-développement et des méthodes de production des industries de transformation
477b	Techniciens d'installation et de maintenance des équipements industriels
477c	Techniciens d'installation et de maintenance des équipements non industriels
MARCHE DU TRAVAIL	
<i>Code Rome (8)</i>	<i>Libellé</i>
H1501	Direction de laboratoire d'analyse industrielle
H1503	Intervention technique en laboratoire d'analyse industrielle

H1302	Management et ingénierie Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels
H1303	Intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriel
H1206	Management et ingénierie études, recherche et développement industriel
I1103	Supervision d'entretien et gestion de véhicules
I1604	Mécanique automobile
H1204	Design industriel

6. TRANSPORT**EMPLOIS****Secteurs**

NAF (6)	Libellé
3011Z	Construction de navires et de structures flottantes
3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant
3317Z	Réparation et maintenance d'autres équipements de transport
4212Z	Construction de voies ferrées de surface et souterraines
4291Z	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux
4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers

Métiers

PCS (18)	Libellé
486d	Agents de maîtrise en maintenance, installation en mécanique
216a	Artisans mécaniciens réparateurs d'automobiles
642a	Conducteurs de taxi (salariés)
217a	Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport 0 à 9 salariés
641a	Conducteurs routiers et grands routiers (salariés)
641b	Conducteurs de véhicule routier de transport en commun (salariés)
642b	Conducteurs de voiture particulière (salariés)
633c	Electriciens, électroniciens qualifiés en maintenance entretien, réparation : automobile
387b	Ingénieurs et cadres de la logistique, du planning et de l'ordonnancement
389a	Ingénieurs et cadres techniques de l'exploitation des transports
634c	Mécaniciens qualifiés en maintenance, entretien, réparation : automobile
682a	Métalliers, serruriers, réparateurs en mécanique non qualifiés
466b	Responsables commerciaux et administratifs des transports de marchandises (non cadres)
487a	Responsables d'entrepôt, de magasinage
466c	Responsables d'exploitation des transports de voyageurs et de marchandises (non cadres)
487b	Responsables du tri, de l'emballage, de l'expédition et autres responsables de la manutention
477a	Techniciens de la logistique, du planning et de l'ordonnancement
218a	Transporteurs indépendants routiers et fluviaux 0 à 9 salariés

MARCHE DU TRAVAIL

Code Rome (9)	Libellé
N4101	Conduite de transport de marchandises sur longue distance
N4102	Conduite de transport de particuliers
N4103	Conduite de transport en commun sur route
N4105	Conduite et livraison par tournées sur courte distance
N1201	Affrètement transport
N1301	Conception et organisation de la chaîne logistique
N1302	Direction de site logistique
N4201	Direction d'exploitation des transports routiers de marchandises
N4202	Direction d'exploitation des transports routiers de personnes

7. AUTRES**EMPLOIS****Secteurs**

NAF (1)	Libellé
---------	---------

9499Z	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
Métiers	
<i>PCS (8 à 15)</i>	<i>Libellé</i>
Fourchette basse (8)	
462c	Acheteurs non classés cadres, aides-acheteurs
435b	Animateurs socioculturels et de loisirs
546e	Autres agents et hôtesses d'accompagnement (transports, tourisme)
374b	Chefs de produits, acheteurs du commerce et autres cadres de la mercatique
342e	Chercheurs de la recherche publique
435a	Directeurs de centres socioculturels et de loisirs
625h	Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage)
479a	Techniciens des laboratoires de recherche publique ou de l'enseignement
Fourchette haute (15)	
<i>PCS à caractère commercial (4)</i>	
374c	Cadres commerciaux des grandes entreprises (hors commerce de détail)
374d	Cadres commerciaux des petites et moyennes entreprises (hors commerce de détail)
462e	Autres professions intermédiaires commerciales (sauf techniciens des forces de vente)
466a	Responsables commerciaux et administratifs des transports de voyageurs et du tourisme (non cadres)
<i>PCS fonction publique (3)</i>	
332a	Ingénieurs de l'État (y.c. ingénieurs militaires) et assimilés
332b	Ingénieurs des collectivités locales et des hôpitaux
333f	Personnels administratifs de catégorie A des collectivités locales et hôpitaux publics
MARCHE DU TRAVAIL	
<i>Code Rome (10)</i>	<i>Libellé</i>
G1201	Accompagnement de voyages, d'activités culturelles ou sportives
G1202	Animation d'activités culturelles ou ludiques
G1203	Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents
K1802	Développement local
G1102	Promotion du tourisme local
M1101	Achats
M1102	Direction des achats
F1105	Etudes géologiques
M1809	Information météorologique
K2402	Recherche en sciences de l'univers, de la matière et du vivant

Légende :

	Secteur / Métier VERT
	Secteur / Métier Verdissant
3700Z	Secteur reconnu 100% vert par l'OCDE

Annexe 4 : Ensemble des offres sur les 4 territoires d'étude en lien avec le verdissement de l'économie

Site	Thème	Mot clé / Catégorie		Nb de rsrts recherche	Nb de rsrts périmètre (hors doublon)	Zones concernées (CC)				Liste métiers	Types de contrats		Allusion au verdissement de l'activité (compétences recherchées, référentiels, objectifs)	Entreprise/secteur	Catégorie	Commentaires
		Type	Intitulé			Pays Basque	Soule Xiberoa	Garazi Baigorri	Non précisé		Type	Nb				
Pole emploi	Métiers de l'environnement et du développement durable	Categ	AGRICULTURE ET PÊCHE, ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS, SOINS AUX ANIMAUX	12	7	7	0	1	0	Elagueur	CDD	1	Coupe d'arbres (abattage, élagage, ...) sur sites forestiers, voies départementales pour ERDF une partie de l'année et dans des jardins chez des particulier		4/ Espaces verts et naturels	
										Jardinier / Jardinière	CDI	1			4/ Espaces verts et naturels	
										Ouvrier / Ouvrière d'entretien des espaces verts	Intérim	1	Débroussaillage, élagage, ramassage et divers travaux d'entretien		4/ Espaces verts et naturels	
										Ouvrier / Ouvrière des espaces verts	Intérim	1	Aménager et entretenir des espaces verts (parcs, jardins, ...)		4/ Espaces verts et naturels	
										Agent / Agente d'entretien des espaces naturels	CDD	1	Travaux de débroussaillage, de balisage et de pose de signalétique sur les chemins de randonnées, d'entretien de berges de rivière, et de divers travaux d'entretien d'espaces naturels		4/ Espaces verts et naturels	
										Bûcheron / Bûcheronne - Débardeur (H/F)	CDD	1	Expérience en montagne exigée		1/ Agriculture et sylviculture	

										Homme/ Femme entretien maintenance et espaces verts (H/F)	CDD	1	Entretien des espaces verts, de la piscine, le suivi préventif des installations, la maintenance des hébergements, des bâtiments et diverses installations		4/ Espaces verts et naturels	
Métiers de l'environnement et du développement durable	Categ	COMMUNICATION, MEDIA ET MULTIMEDIA	0	0												
Métiers de l'environnement et du développement durable	Categ	CONSTRUCTION, BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	4	4	4	0	0	0	Chargé(e) d'affaires BTP en génie climatique et énergétique	CDI	1	De formation technique en génie climatique impérative		3/ Bâtiment		
									Chargé(e) d'affaires BTP en génie climatique et énergétique	CDI	1	De formation technique en génie climatique impérative		3/ Bâtiment		
									Chargé (e) d'affaires génie climatique (H/F)	CDI	1	Pas de référence au verdissement		3/ Bâtiment		
									Technicien(ne) d'études BTP génie climatique et énergétique	Intérim	1	Pas de référence au verdissement		3/ Bâtiment		
Métiers de l'environnement et du développement durable	Categ	HOTELLERIE - RESTAURATION, TOURISME, LOISIRS ET ANIMATION	1	0	0											
Métiers de l'environnement et du développement durable	Categ	INDUSTRIE	0	0												

Métiers de l'environnement et du développement durable		INSTALLATION ET MAINTENANCE	0	0														
	Métiers de l'environnement et du développement durable	Categ	SERVICE A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	0	0													
	Métiers de l'environnement et du développement durable	Categ	SUPPORT A L'ENTREPRISE	0	0													

Sous total 17 11

Emploi-environnement	Mots clés	Achats durables	1	0	0													
	Mots clés	Biodiversité	0	0														
	Mots clés	Bioéconomie	0	0														
	Mots clés	Climat	1	0														
	Mots clés	Economie circulaire	0	0														
	Mots clés	Environnement	33	11			1	Animateur Sécurité - sect. Téléphonie	CDI		1	Assurer le suivi Hygiène-Sécurité-Environnement sur des chantiers téléphonie	DEKRA est le leader européen du contrôle et de l'inspection dans les domaines du bâtiment, de	5/ Industrie				

				1	Opérateur compostage	CDI	1	Opérations de mélange, broyage, criblage du compost	Suez environnement - compostage	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
				1	Opérateurs Assainissement	CDI	1	Assainissement eau	Suez environnement - assainissement eau	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
1					Agent de Production sect. Recyclage	CDI	1	Recyclage	Suez environnement - recyclage	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
				1	Technicien métrologie	CDD	1	Missions de terrain dans le cadre des activités déchets, hydrogéologie et études hydrauliques	Suez Environnement	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
				1	Stagiaire Hydrogéologue	Stage	1	Bases solides en Hydrogéologie et un attrait fort pour les domaines en lien avec les Sciences de la Terre et l'Environnement sont nécessaire	Cerag : Bureau d'Etudes en Géologie, Hydrogéologie et Environnement	7/ Autres		
				1	Chauffeurs opérateurs Recyclage et Valorisation	CDI	1	Curage, pompage, nettoyage sur sites industriels et évacuation des déchets vers les lieux de dépôtage	Suez Environnement	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
				1	Opérateur Assainissement	CDI	1	Curage, pompage, nettoyage sur sites industriels	Suez environnement	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
				1	Opérateurs Assainissement NC/C	CDI	1		Suez environnement	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
				1	Chauffeurs opérateurs Recyclage et Valorisation	CDI	1	règles QSE, évacuation des déchets, assainissement	Suez environnement	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		
				1	Chauffeurs opérateurs Recyclage	CDI	1	règles QSE, évacuation des déchets, assainissement	Suez environnement	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ		

Mots clés	Efficacité énergétique	4	2	1	Dessinateur projeteur CVC	CDI	1	Pas de référence au verdissement	Génie climatique, CVC, Énergie, Efficacité énergétique	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ	
				1	Technicien Chargé d'affaires - Ventilation et Traitement d'Air	CDI	1	Réalisation des contrôles techniques des installations de ventilation	Apave : inspection, bâtiment, formation, essais- mesures, conseil	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ	
	Mots clés	Valorisation et gestion des déchets	16	1	1	Opérateur compostage (déjà recensé)		1		Suez environnement	
					1	Opérateur assainissement (déjà recensé)		1			
					1	Agent de Production sect. Recyclage (déjà recensé)		1			
					1	Technicien metrologie (déjà recensé)		1			
					1	Cariste polyvalent Recyclage et Valorisation	CDI	1	Collecte et tri des déchets	Suez Recyclage et Valorisation	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ
					1	Chauffeurs opérateurs Recyclage et Valorisation (déjà recensé)		1			
					1	Opérateurs Assainissement (déjà recensé)		1			
					1	Opérateurs Assainissement NC/C (déjà recensé)		1			
1					Chauffeurs opérateurs Recyclage et Valorisation (déjà recensé)		1				
1	Chauffeurs opérateurs Recyclage (déjà recensé)		1								
Mots clés	ISO 14001	0	0								

Mots clés	Agroécologie/agroforesterie	0	0															
Mots clés	Circuits courts	0	0															
Mots clés	Energies renouvelables	4	1				1	Expert technique en eoliennes	CDI	1	Inspections et audits techniques d'éoliennes	société 8.2 France est un bureau d'expertises techniques ciblées sur les parcs de production d'électricité à partir des énergies renouvelables.	2/ Eau, assainissement, déchets, air, NRJ					
Mots clés	Méthanisation	5	0				0	Opérateur compostage (déjà recensé)		1								
Mots clés	Qualité de l'air	7	0				1	Technicien Chargé d'affaires - Ventilation et Traitement d'Air (déjà recensé)		1								
Mots clés	Biosourcés	0	0															
Mots clés	Batiment durable	2	0															
Mots clés	Ecobatiment	0	0															
Mots clés	Eco construction	0	0															
Mots clés	Rénovation énergétique	1	0															

Annexe 5 : Liste des 73 formations initiales environnementales établie par le CGDD et le Céreq pour la région Aquitaine en 2011

Code diplôme	Libellé diplôme	Type diplôme	Niveau diplôme	Classe
01022705	TECHNICIEN EN ENERGIES RENOUVELABLES OPTION B ENERGIE THERMIQUE	MC	4	5
2002667	ENERGIE ET GENIE CLIMATIQUE FROID, CLIMATISATION ET CONTROLE DE SERVICE2	LP	2	5
2002673	SERVICES ENERGETIQUES2	LP	2	5
2002685	MANAGEMENT DU RISQUE2	LP	2	1
2002732	QUALITE, HYGIENE, SECURITE, ENVIRONNEMENT2	LP	2	3
2003239	ENERGIE ET GENIE CLIMATIQUE SERVICES ENERGETIQUES, GENIE CLIMATIQUE ET AMBIANCES2	LP	2	5
2003328	SANTE TECHNOLOGIES ET GESTION DES EAUX DE SANTE2	LP	2	1
2003433	ESPACES NATURELS BIOLOGIE APPLIQUEE AUX ECOSYSTEMES EXPLOITES2	LP	2	2
2005936	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT ET GESTION DES RESSOURCES EN EAU2	LP	2	1
2005937	SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES ANIMATEUR DE SYSTEME MANAGEMENT QUALITE-SECURITE-ENVIRONNEM2	LP	2	3
2006816	TRANSFORMATIONS INDUSTRIELLES RECYCLAGE ET VALORISATION DES MATERIAUX POUR LE TRANSPORT2	LP	2	1
2100169	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES EXACTES ET NATURELLES	LICENCE (LMD)	2	2
2100756	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	LICENCE (LMD)	2	2
2101822	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : BIOLOGIE, ENVIRONNEMENT	LICENCE (LMD)	2	2
2101946	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT	LICENCE (LMD)	2	4
2201715	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE	MASTER (LMD) INDIFFERENCIE	1	2
2205297	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : GEOGRAPHIE, AMENAGEMENT, SOCIOLOGIE - DEVELOPPEMENT DURABLE, AMENAGEMENT, SOCIETE	MASTER (LMD) INDIFFERENCIE	1	4
2205385	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : BIOLOGIE - BIOPROTECTION ET MICROBIOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT	MASTER (LMD) INDIFFERENCIE	1	2
2205386	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : BIOLOGIE - DYNAMIQUE DES ECOSYSTEMES AQUATIQUES	MASTER (LMD) INDIFFERENCIE	1	2
2205414	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : CHIMIE - CHIMIE:ANALYSE ET TRAITEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT	MASTER (LMD) INDIFFERENCIE	1	1
2210103	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : MEDICAMENTS ET PRODUITS DE SANTE - EAU, SANTE	Master (LMD) professionnel	1	3
2214405	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLES - PAYSAGE ET EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LES PROJETS D'URBANISME ET DE	Master (LMD) professionnel	1	4

	TERRITOIRES			
2214521	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : MECANIQUE ET INGENIERIES - GENIE CIVIL, ARCHITECTURE ET CONSTRUCTION	Master (LMD) professionnel	1	5
2214555	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE - GENIE GEOLOGIQUE, GENIE CIVIL ET ENVIRONNEMENT	Master (LMD) professionnel	1	1
2214556	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE - GEORESSOURCES ET ENVIRONNEMENT	Master (LMD) professionnel	1	1
2216290	DROIT, ECONOMIE, GESTION : ECONOMIE APPLIQUEE - ECONOMIE ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX	Master (LMD) professionnel	1	1
2216361	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : GEOGRAPHIE, SCIENCE DE L'ESPACE ET DU TERRITOIRE - ECOLOGIE HUMAINE:ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DES ACTIVITES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION	Master (LMD) professionnel	1	6
2216403	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLES - AMENAGEMENT, GESTION DES EQUIPEMENTS, SITES ET TERRITOIRES TOURISTIQUES	Master (LMD) professionnel	1	4
2216420	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : CHIMIE - ECOTOXICOLOGIE ET CHIMIE DE L'ENVIRONNEMENT	Master (LMD) professionnel	1	1
2216501	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE - BIODIVERSITE ET ECOSYSTEMES CONTINENTAUX	Master (LMD) professionnel	1	2
2223808	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : MECANIQUE ET INGENIERIES - GENIE CIVIL, ARCHITECTURE ET CONSTRUCTION	Master recherche (LMD)	1	5
2223810	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : MECANIQUE ET INGENIERIES - MECANIQUE ET ENERGETIQUE	Master recherche (LMD)	1	5
2223815	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE - GENIE GEOLOGIQUE, GENIE CIVIL ET ENVIRONNEMENT	Master recherche (LMD)	1	1
2225733	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : CHIMIE - ECOTOXICOLOGIE ET CHIMIE DE L'ENVIRONNEMENT	Master recherche (LMD)	1	1
2225808	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE - BIODIVERSITE ET ECOSYSTEMES CONTINENTAUX	Master recherche (LMD)	1	2
2225810	SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE : SCIENCES DE LA TERRE ET ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE - OCEANOGRAPHIE	Master recherche (LMD)	1	2
32022706	FLUIDES ENERGIES ENVIRONNEMENTS OPTION B : GENIE CLIMATIQUE3	BTS	3	5
32022707	FLUIDES ENERGIES ENVIRONNEMENTS OPTION C : GENIE FRIGORIFIQUE3	BTS	3	5
32022708	FLUIDES ENERGIES ENVIRONNEMENTS OP D : MAINTENANCE&GESTION DES SYSTEMES FLUIDIQUES&ENERGETIQUES3	BTS	3	5
32034301	METIERS DE L'EAU3	BTS	3	1
32034302	HYGIENE - PROPRETE - ENVIRONNEMENT3	BTS	3	3
32321005	GESTION ET MAITRISE DE L'EAU OPT ETUDES & PROJETS D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES URBAINS- AGRICOLE	BTSA	3	1
32321006	GESTION ET MAITRISE DE L'EAU OPTION MAITRISE DE L'EAU EN AGRICULTURE	BTSA	3	1

32321302	GESTION ET PROTECTION DE LA NATURE OPTION ANIMATION - NATURE	BTSA	3	2
32321303	GESTION ET PROTECTION DE LA NATURE OPTION GESTION DES ESPACES NATURELS	BTSA	3	2
32321304	GESTION FORESTIERE	BTSA	3	2
32321401	AMENAGEMENTS PAYSAGERS	BTSA	3	4
32334301	GESTION & MAITRISE DE L'EAU OPTION GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT	BTSA	3	1
35022701	GENIE THERMIQUE ET ENERGIE3	DUT	3	5
35034403	HYGIENE - SECURITE - ENVIRONNEMENT (HSE)3	DUT	3	3
40021201	CULTURES MARINES	BacPro	4	2
40022703	TECHNICIEN EN INSTALLATION DES SYSTEMES ENERGETIQUES ET CLIMATIQUES4	BacPro	4	5
40022704	TECHNICIEN DE MAINTENANCE DES SYSTEMES ENERGETIQUES ET CLIMATIQUES4	BacPro	4	5
40025509	TECHNICIEN DU FROID ET DU CONDITIONNEMENT DE L'AIR	BacPro	4	5
40034301	HYGIENE - ENVIRONNEMENT4	BacPro	4	3
40034302	ENVIRONNEMENT NUCLEAIRE	BacPro	4	1
40321301	GESTION ET CONDUITE DE CHANTIERS FORESTIERS	BacPro	4	2
40321302	GESTION DES MILIEUX NATURELS ET DE LA FAUNE	BacProAg	4	2
40321405	AMENAGEMENTS PAYSAGERS	BacProAg	4	4
4200034	AMENAGEMENT	Doctorat d'universite (generique)	1	4
43023302	GENIE ENERGETIQUE (SERIE STI)4	BacTechno	4	5
43321004	SCIENCES ET TECHNOLOGIE DE L'AGRONOMIE ET DU VIVANT (STAV)	BacTechnAg	4	2
45022708	MONTEUR EN INSTALLATIONS DE GENIE CLIMATIQUE4	BP	4	5
45321401	TRAVAUX PAYSAGERS	BPAg	5	4
50022004	OPERATEUR DES INDUSTRIES DU RECYCLAGE5	CAP	5	1
50022706	FROID ET CLIMATISATION	CAP	5	5
50025213	MAINTENANCE DES MATERIELS OPTION MATERIELS DE PARCS ET JARDINS5	CAP	5	4
50034306	MAINTENANCE ET HYGIENE DES LOCAUX5	CAP	5	3
50321312	TRAVAUX FORESTIERS OPTION BUCHERONNAGE	CAPA	5	2
50321313	TRAVAUX FORESTIERS OPTION SYLVICULTURE	CAPA	5	2
50321403	TRAVAUX PAYSAGERS	CAPA	5	4
55321401	TRAVAUX DES AMENAGEMENTS PAYSAGERS SPECIALITE TRAVAUX DE CREATION ET ENTRETIEN	BPA	5	4

6000692	INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE EN GENIE DES TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITE DE PAU, SPECIALITE ENERGETIQUE	Formation d'ingenieur classique	1	5
<i>Source : d'après données Céreq, base Reffet - MESR, bases BCP (base centrale de pilotage) et SISE (système d'information sur le suivi de l'étudiant) - Traitements : SOeS, 2013.</i>				

Annexe 6 : Liste de 62 codes Rome considérés comme « verts » par l'ONEMEV, répartition par catégorie, liste en vigueur depuis le 1er janvier 2015 (Onemev – SOeS)

Code ROME	Libellé
AGRICULTURE, SYLVICULTURE (3 codes ROME)	
A1301	Conseil et assistance technique en agriculture (A1301)
A1303	Ingénierie en agriculture et environnement naturel (A1303)
A1205	Sylviculture
EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, AIR (7 codes ROME)	
K2301	Distribution et assainissement d'eau
I1503	Intervention en milieux et produits nocifs
K2302	Management et inspection en environnement urbain
K2303	Nettoyage des espaces urbains
K2304	Revalorisation de produits industriels (K2304)
K2305	Salubrité et traitement des nuisibles (K2305)
K2306	Supervision d'exploitation éco-industrielle (K2306)
BATIMENT (22 codes ROME)	
F1101	Architecture du BTP
F1103	Contrôle et diagnostic technique du bâtiment
F1104	Dessin BTP
F1106	Ingénierie et études du BTP
F1201	Conduite de travaux du BTP
F1202	Direction de chantier du BTP
F1501	Montage de structures et de charpentes bois
F1503	Réalisation - installation d'ossatures bois
F1604	Montage d'agencements
F1606	Peinture en bâtiment
F1607	Pose de fermetures menuisées
F1608	Pose de revêtements rigides
F1609	Pose de revêtements souples
F1610	Pose et restauration de couvertures
F1611	Réalisation et restauration de façades
F1613	Travaux d'étanchéité et d'isolation
F1703	Maçonnerie
I1101	Direction et ingénierie en entretien infrastructure et bâti
F1602	Electricité bâtiment
F1603	Installation d'équipements sanitaires et thermiques
I1306	Installation et maintenance en froid, conditionnement d'air
I1308	Maintenance d'installation de chauffage
ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS (3 codes ROME)	
A1202	Entretien des espaces naturels
A1203	Entretien des espaces verts
A1204	Protection du patrimoine naturel (A1204)
INDUSTRIE (8 codes ROME)	

Code ROME	Libellé
H1501	Direction de laboratoire d'analyse industrielle
H1503	Intervention technique en laboratoire d'analyse industrielle
H1302	Management et ingénierie Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels
H1303	Intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriel
H1206	Management et ingénierie études, recherche et développement industriel
I1103	Supervision d'entretien et gestion de véhicules
I1604	Mécanique automobile
H1204	Design industriel
TRANSPORT (9 codes ROME)	
N4101	Conduite de transport de marchandises sur longue distance
N4102	Conduite de transport de particuliers
N4103	Conduite de transport en commun sur route
N4105	Conduite et livraison par tournées sur courte distance
N1201	Affrètement transport
N1301	Conception et organisation de la chaîne logistique
N1302	Direction de site logistique
N4201	Direction d'exploitation des transports routiers de marchandises
N4202	Direction d'exploitation des transports routiers de personnes
AUTRES (10 codes ROME)	
G1201	Accompagnement de voyages, d'activités culturelles ou sportives
G1202	Animation d'activités culturelles ou ludiques
G1203	Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents
K1802	Développement local
G1102	Promotion du tourisme local
M1101	Achats
M1102	Direction des achats
F1105	Etudes géologiques
M1809	Information météorologique
K2402	Recherche en sciences de l'univers, de la matière et du vivant

Légende :

7 CATEGORIES D'ACTIVITES	10 Code métiers Rome verts	52 Code métiers Rome verdissants
--	----------------------------------	---

Annexe 7 : Panorama pour chaque territoire d'études des offres et demandes d'emplois (selon les 62 codes Rome verts et verdissants)

Pour le Pays Basque : Voir le document « Les métiers verts et verdissants dans le Pays Basque »

Pour la communauté de commune de Soule-Xiberoa : Voir le document « « Les métiers verts et verdissants dans la CC de Soule-Xiberoa »

Pour la communauté de commune de Garazi-Baigorri : Voir le document « Les métiers verts et verdissants dans la CC de Garazi-Baigorri »

Pour le bassin d'emploi du Pays Basque : Voir le document « Les métiers verts et verdissants dans le bassin d'emploi du Pays Basque »

Annexe 8 : Tableau présentant le détail des formations environnementales et du nombre d'inscrits

INSCRITS EN DERNIERE ANNEE DE FORMATION - Oloron-Ste-Marie et Bayonne				
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE	122	156	116	145
Bayonne	102	131	88	124
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BAC PRO AG CONDUITE ET GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE CGEA SPE PRODUCTIONS ANIMALES (BAC PRO AG)				
BAC PRO AG CONDUITE ET GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE CGEA SPE SYSTEMES A DOMINANTE ELEVAGE (BAC PRO AG)	20	26	22	34
BEPA CONDUITE DE PRODUCTIONS AGRICOLES SPE PRODUCTIONS ANIMALES (BEPA)				
BP AGRI RESPONSABLE D'EXPLOITATION AGRICOLE (BP)	18	21	17	17
BTN AG STAV SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'AGRONOMIE ET DU VIVANT : AGRONOMIE - ALIMENTATION - ENVIRONNEMENT - TERRITOIRES (BAC TECHNO)	22	28	14	27
BTSA ANALYSE ET CONDUITE DES SYSTEMES D'EXPLOITATION (ACSE) (BTSA)	14	25	10	
BTSA ANALYSE, CONDUITE ET STRATEGIE DE L'ENTREPRISE AGRICOLE (ACSE) (BTSA)				20
BTSA PRODUCTIONS ANIMALES (BTSA)	14	26	14	16
BTSA TECHNOLOGIES VEGETALES SPE AGRONOMIE ET SYSTEMES DE CULTURE (BTSA)				
CAPA PRODUCTION AGRICOLE, UTILISATION DES MATERIELS SPE PRODUCTIONS ANIMALES (CAPA)	6	5	11	10
CAPA PRODUCTIONS HORTICOLES SPE PEPINIERE (CAPA)	3			
CAPA PRODUCTIONS HORTICOLES SPE PRODUCTIONS FLORALES ET LEGUMIERES (CAPA)	5			
Oloron-Ste-Marie	20	25	28	21
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BAC PRO AG CONDUITE ET GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE CGEA SPE PRODUCTIONS ANIMALES (BAC PRO AG)				
BAC PRO AG CONDUITE ET GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE CGEA SPE SYSTEMES A DOMINANTE ELEVAGE (BAC PRO AG)	20	25	28	21
BEPA CONDUITE DE PRODUCTIONS AGRICOLES SPE PRODUCTIONS ANIMALES (BEPA)				
2. EAU, ASSAINISSEMENT, DECHETS, ENERGIE, AIR	52	39	42	31
Bayonne	52	39	42	31
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BTN STI2D ENERGIES ET ENVIRONNEMENT (BAC TECHNO)	52	39	42	31
Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
3. BATIMENT	175	181	180	153
Bayonne	142	143	149	120
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BAC PRO ELECTROTECHNIQUE ENERGIE EQUIPEMENTS COMMUNICANTS (BAC PRO)	53	39	43	41

BAC PRO SYSTEMES ELECTRONIQUES NUMERIQUES (BAC PRO)	55	62	56	61
BTS DOMOTIQUE (BTS)	20	21	27	
CAP PREPARATION ET REALISATION D'OUVRAGES ELECTRIQUES (CAP)	14	21	23	18
Oloron-Ste-Marie	33	38	31	33
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BAC PRO ELECTROTECHNIQUE ENERGIE EQUIPEMENTS COMMUNICANTS (BAC PRO)	15	15	10	15
BAC PRO SYSTEMES ELECTRONIQUES NUMERIQUES (BAC PRO)	18	23	21	18

4. ENTRETIEN ET PROTECTION DES ESPACES VERTS	216	241	208	223
Bayonne	167	199	163	169
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BAC PRO AG AMENAGEMENTS PAYSAGERS (BAC PRO AG)	18	19	18	13
BAC PRO AG GESTION DES MILIEUX NATURELS ET DE LA FAUNE (BAC PRO AG)	17	13	12	19
BAC PRO AG TRAVAUX PAYSAGERS (BAC PRO AG)				
BEPA AMENAGEMENT DE L'ESPACE SPE TRAVAUX PAYSAGERS (BEPA)				
BEPA ENTRETIEN ET AMENAGEMENT DES ESPACES NATURELS ET RURAUX (BEPA)				
BP AGRI AMENAGEMENTS PAYSAGERS (BP)		37	21	25
BP AGRI TRAVAUX PAYSAGERS (BP)	23			
BTA AMENAGEMENT DE L'ESPACE SPE GESTION DE LA FAUNE SAUVAGE (BTA)				
BTSA AMENAGEMENTS PAYSAGERS (BTSA)	24	25	12	14
BTSA GESTION ET PROTECTION DE LA NATURE (BTSA)	55	69	68	71
BTSA GESTION ET PROTECTION DE LA NATURE SPE GESTION DES ESPACES NATURELS (BTSA)				
CAPA TRAVAUX PAYSAGERS (CAPA)	20	22	18	12
CS AG 4 CONSTRUCTIONS PAYSAGERES (CSA)		6	8	9
CS AG 5 TAILLE ET SOINS DES ARBRES (CSA)	10	8	6	6
Oloron-Ste-Marie	49	42	45	54
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BAC PRO AG GESTION DES MILIEUX NATURELS ET DE LA FAUNE (BAC PRO AG)	21	19	23	22
BEPA ENTRETIEN ET AMENAGEMENT DES ESPACES NATURELS ET RURAUX (BEPA)				
BP AGRI AMENAGEMENTS PAYSAGERS (BP)		13	15	19
BP AGRI TRAVAUX PAYSAGERS (BP)	11			
BTA AMENAGEMENT DE L'ESPACE SPE GESTION DE LA FAUNE SAUVAGE (BTA)				
CAPA TRAVAUX PAYSAGERS (CAPA)	17	10	7	13

5. INDUSTRIE	27	27	20	32
Bayonne	27	27	20	32
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BAC PRO HYGIENE, PROPRETE, STERILISATION (BAC PRO)				8
BEP BIOSERVICES (BEP)				

BEP METIERS DE L'ELECTRONIQUE (BEP)				
BEP METIERS DE L'ELECTROTECHNIQUE (BEP)				
BEP SYSTEMES ELECTRONIQUES INDUSTRIELS ET DOMESTIQUES (BEP)				
BTN STI GENIE ELECTRONIQUE (BAC TECHNO)				
BTN STI GENIE ELECTROTECHNIQUE (BAC TECHNO)				
BTS ELECTROTECHNIQUE (BTS)	27	27	20	24
Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BEP BIOSERVICES (BEP)				
BEP METIERS DE L'ELECTRONIQUE (BEP)				
BEP METIERS DE L'ELECTROTECHNIQUE (BEP)				
BEP SYSTEMES ELECTRONIQUES INDUSTRIELS ET DOMESTIQUES (BEP)				
BTN STI GENIE ELECTRONIQUE (BAC TECHNO)				

6. TRANSPORT	5	0	7	5
Bayonne	5	0	7	5
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
MC 5 MAINTENANCE DES SYSTEMES EMBARQUES DE L'AUTOMOBILE (MC NIVEAU V)	5		7	5
Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>

7. AUTRES	0	0	0	0
Bayonne	0	0	0	0
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>
BTSA GESTION ET PROTECTION DE LA NATURE SPE ANIMATION NATURE (BTSA)				
Oloron-Ste-Marie	0	0	0	0
<i>Intitulé</i>	<i>Inscrits 2012</i>	<i>Inscrits 2013</i>	<i>Inscrits 2014</i>	<i>Inscrits 2015</i>

TOTAL 597 644 573 589

Annexe 9 : Formation Professionnelles, Au service de la transition énergétique pour une croissance verte 2016, PAYS BASQUE

Source : Programme régional de formation ex-Aquitaine, 2016

Annexe 10 : Politiques publiques soutenant le verdissement de l'économie sur le territoire du Pays Basque

Démarche	Date de lancement / Etat d'avancement	Principaux acteurs impliqués	Secteurs de l'économie verte cibles ³¹⁹		
			Eco-activités	Activités périphériques	Autres
Démarches engagées dans le cadre du contrat territorial Pays Basque 2015-2020					
Projet Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » (TEP-CV)	2015-2017 Lancement de 2 feuilles de route en 2015 : 1/ Diagnostic Climat-Energie ; 2/ Etude d'opportunité sur le potentiel des emplois verts – croissance verte.	5 démarches, portées par le Pays Basque et 4 intercommunalités 3 démarches labellisées : Conseil des élus du Pays Basque, Communauté de communes Garazi-Baigorri, et de Soule-Xiberoa	Déchets / Economie circulaire Energies renouvelables (bois énergie, biomasse, solaire, houle) Nature, paysage et biodiversité (cf. ClimaAgri© ci-dessous) Changement climatique Ressource en eau	Bâtiment : rénovation énergétique Transports : modes collectifs, modes doux, éco-mobilité (PDE, covoiturage, etc.). Préservation des milieux aquatiques (agriculture, pêche)	Urbanisme durable Economie sociale et solidaire (ESS) Préservation des milieux aquatiques (tourisme, glisse, thermalisme, etc.). Projet de gouvernance alimentaire ³²⁰
Démarches engagées dans le cadre du Contrat territorial Pays Basque 2007- 2013					
Développement durable de la montagne basque - Programme européen Leader³²¹	Démarche initiée en 2007 et concrétisée par le programme européen Leader (2009-2014) Une nouvelle phase est engagée pour 2014-2020.	4 commissions syndicales et 6 intercommunalités dont le Conseil des élus du Pays Basque, Groupe d'Action Locale, Communauté de communes Garazi-Baigorri, Communauté de communes Soule-Xiberoa	Nature, paysage et biodiversité	Agropastoralisme Agroforesterie	Tourisme durable

³¹⁹ Remarque : les secteurs référencés dans le tableau ci-dessus dépassent la liste *stricto sensu* des 28 secteurs d'activités verts sélectionnés dans le périmètre statistique de l'étude (Cf. Note de cadrage : partie « Emploi vert / Approche par secteurs d'activités de l'économie verte »). Les énergies renouvelables sont par exemple intégrées dans les éco-activités du tableau alors qu'elles ne le sont pas dans le périmètre statistique.

³²⁰ Dans le cadre du projet «Projet Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » du pays Basque, une démarche transversale complémentaire a été engagée sur le thème de la gouvernance alimentaire. Le Pays Basque a ainsi été retenu en 2014 par la DREAL Aquitaine, comme territoire pilote avec deux autres territoires aquitains (la ville de Bordeaux et la Communauté d'Agglomération du Libournais) pour expérimenter sur deux années, un projet de gouvernance alimentaire. Pour savoir plus : site du Conseil de développement du Pays Basque – La gouvernance alimentaire <http://www.lurraldea.net/fr/animation-territoriale/travaux-en-cours/la-mission-developpement-durable/gouvernance-alimentaire.html>

³²¹ Pour en savoir plus : site du Conseil de développement du Pays Basque – Leader Montagne basque (<http://www.lurraldea.net/fr/animation-territoriale/leadermontagnebasque.html>)

Démarche	Date de lancement / Etat d'avancement	Principaux acteurs impliqués	Secteurs de l'économie verte cibles ³¹⁹		
			Eco-activités	Activités périphériques	Autres
ClimAgri (ADEME) ³²²	Stratégie climat/énergie 2013-2014 des secteurs agricoles et forestiers en Pays Basque	Conseil des élus du Pays Basque, Communauté de communes Garazi-Baigorri, Communauté de communes Soule-Xiberoa	Lutte contre le changement climatique Energies renouvelables : bois-énergie et méthanisation	Autonomie alimentaire des élevages et limitation du transport d'aliments (cf. Plan Protéines Pays Basque pour améliorer) Agroforesterie Agriculture (semences locales) Gestion des prairies	
Projet « Zéro Gaspillage, zéro Déchets » ³²³	2014 : proposé à l'Appel à projet du même nom lancé par le Ministère de l'Ecologie en septembre. 2015-2017 : Programme Zéro Gaspillage, Zéro Déchets porté par Bil Ta Garbi	Syndicat Mixte Bil Ta Garbi, Conseil des Elus et du Conseil de Développement du Pays Basque Communauté de communes Soule-Xiberoa Communauté de communes Garazi-Baigorri, etc.	Gestion des Déchets et économie circulaire (déchets ménagers et d'activités économiques dont ceux du BTP) Energies renouvelables (méthanisation)		Economie sociale et solidaire (ESS)
Agenda 21 locaux ³²⁴	2007 : Projet de territoire « Pays Basque 2020 » labellisé Agenda 21 2010/2014 : Agenda 21 et Projet Développement Durable de villes du Pays Basque		Lutte contre le changement climatique et maîtrise de l'énergie (cf. PCET ci-dessous) Plan de prévention de la production de déchets Conservation de la biodiversité Gestion intégrée de l'eau (Schéma d'aménagement et	Bâtiment : rénovation énergétique, éco-construction (matériaux) Agriculture et pêche durables Transports : Mobilité durable / mode doux Valorisation et protection du littoral basque Développement durable de la montagne Basque	TIC Urbanisme (SCOT, PLU, PLH, etc.) R&D Education / Jeunesse / politique linguistique Dialogue social Santé (dont santé mentale)

³²² ClimAgri® est un outil et une démarche de diagnostic énergie-gaz à effet de serre pour l'agriculture et la forêt, à l'échelle des territoires, diffusé par l'ADEME. ClimAgri® Pays Basque ; http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/8070_pays_basque_climagri_ademe_v3_bd.pdf

³²³ Ademe, Candidature à l'appel à projets « Territoire zéro déchet gaspillage », 2015 (http://www.optigede.ademe.fr/sites/default/files/fichiers/SyndicatBilTaGarbi_TZDZG2015.pdf)

³²⁴ Projet de territoire « Pays Basque 2020 » labellisé Agenda 21 en 2007 (<http://www.lurraldea.net/fileadmin/Bibliodocs/PaysBasque2020-p56-85.pdf>)

Démarche	Date de lancement / Etat d'avancement	Principaux acteurs impliqués	Secteurs de l'économie verte cibles ³¹⁹		
			Eco-activités	Activités périphériques	Autres
Plans Climat Energie Territoriaux (PCET)	2009 : Livre blanc du Plan Climat Energie par le Conseil des élus du Pays Basque	Conseil des élus du Pays Basque	de gestion de l'eau (SAGE)	Bâtiment : réduction de la demande en énergie (habitat, tertiaire, patrimoine des Collectivités) Transport : mobilité douce	Aménagement durable de l'espace
	Déclinaison locale du Plan Climat Aquitain.	Agglomération Côte Basque Adour	Energies renouvelables (bois-énergie, houle marine, biocombustibles, hydroélectricité, photovoltaïque, petite éolienne)		
	2012/2014 : réalisation et actualisation des PCET de l'Agglomération Côte Basque Adour et Sud Pays Basque	Agglomération Sud Pays Basque	Atténuation du changement Climatique Maitrise de l'énergie (cf. Agence locale de l'énergie)		
Programme de revitalisation de centre Bourg (réhabilitation des logements anciens)	2012 à aujourd'hui 2012/2015 : diagnostic territorial du bâti en centre bourg à réhabiliter sur l'ensemble du territoire	Communauté de communes Soule-Xiberoa, le Département 64 et l'EPFL Pays Basque		Bâtiment : réhabilitation des logements anciens, isolation thermique, précarité énergétique	
Démarche Impact'Climat (ADEME)³²⁵	2013-2014 : Sensibilisation aux vulnérabilités liées aux effets du changement climatique du Pays Basque	Conseil des élus du Pays-Basque	Atténuation du changement Climatique	Littoral Montagne, biodiversité	

³²⁵ L'outil Impact'Climat, diffusé par les Directions Régionales de l'ADEME a pour objectif d'aider à l'identification des priorités territoriales à travers une analyse globale de l'ensemble des aléas climatiques.